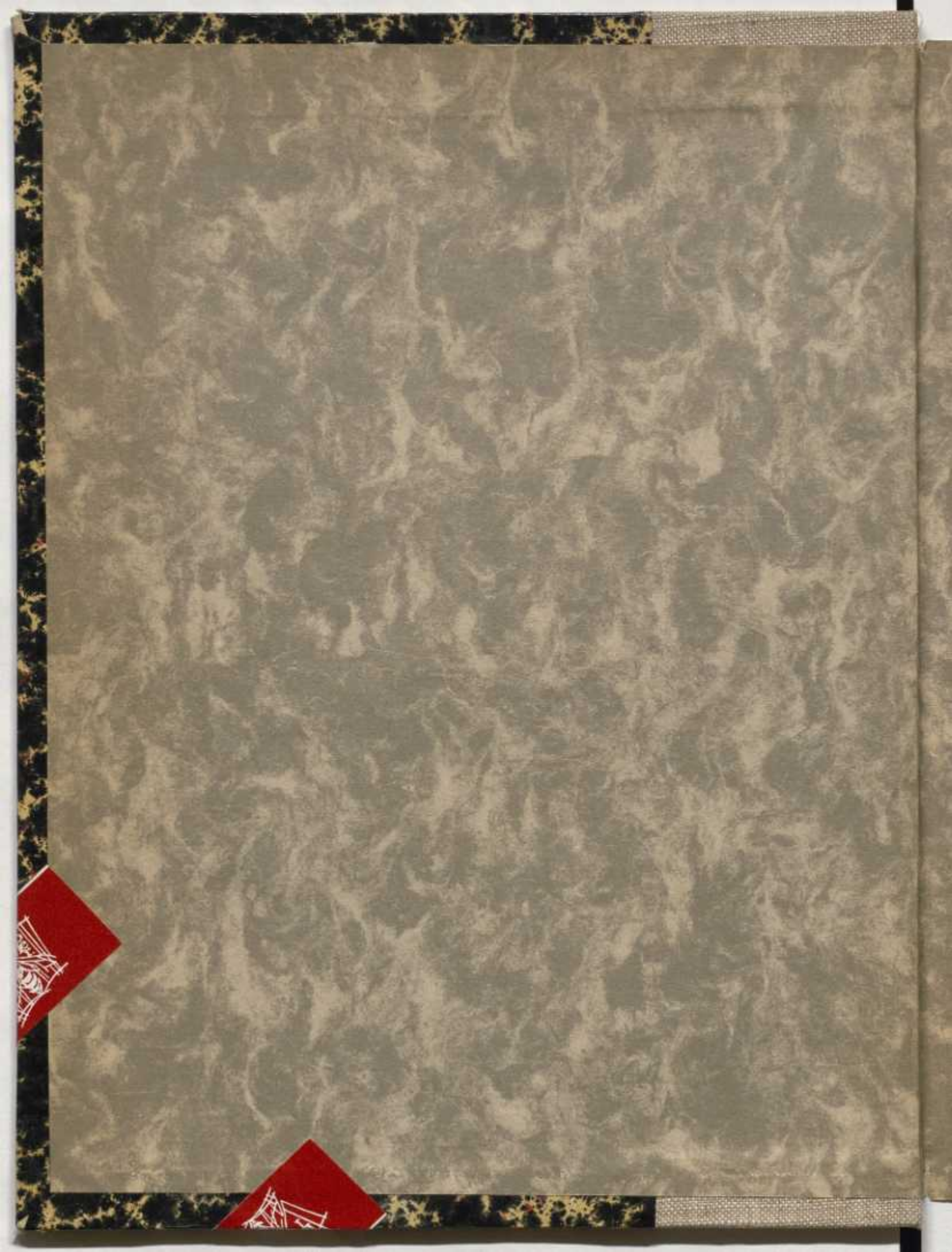


CENTRE D'ÉTUDES ARCTIQUES

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES
VIe Section : Sciences Économiques et Sociales
SORBONNE

BLP 13-6-63 388612

INTER NORD

Bulletin d'information économique et culturelle pour les régions septentrionales

10050

4°R
11109

S. E. V. P. E. N.
(Ministère de l'Education Nationale)
13, rue du Four
PARIS VIe

Juillet 1962 - N° 4

Directeur de la publication

Jean-Noël MALAURIE

Comité de Direction

Jean-Noël MALAURIE,
Directeur du Centre d'Études Arctiques,
E.P.H.E. Paris

Daniel NAT,
École Pratique des Hautes Études. Paris

EKONOMISK HISTORISKA INSTITUTIONEN
Université de Lund

Correspondants

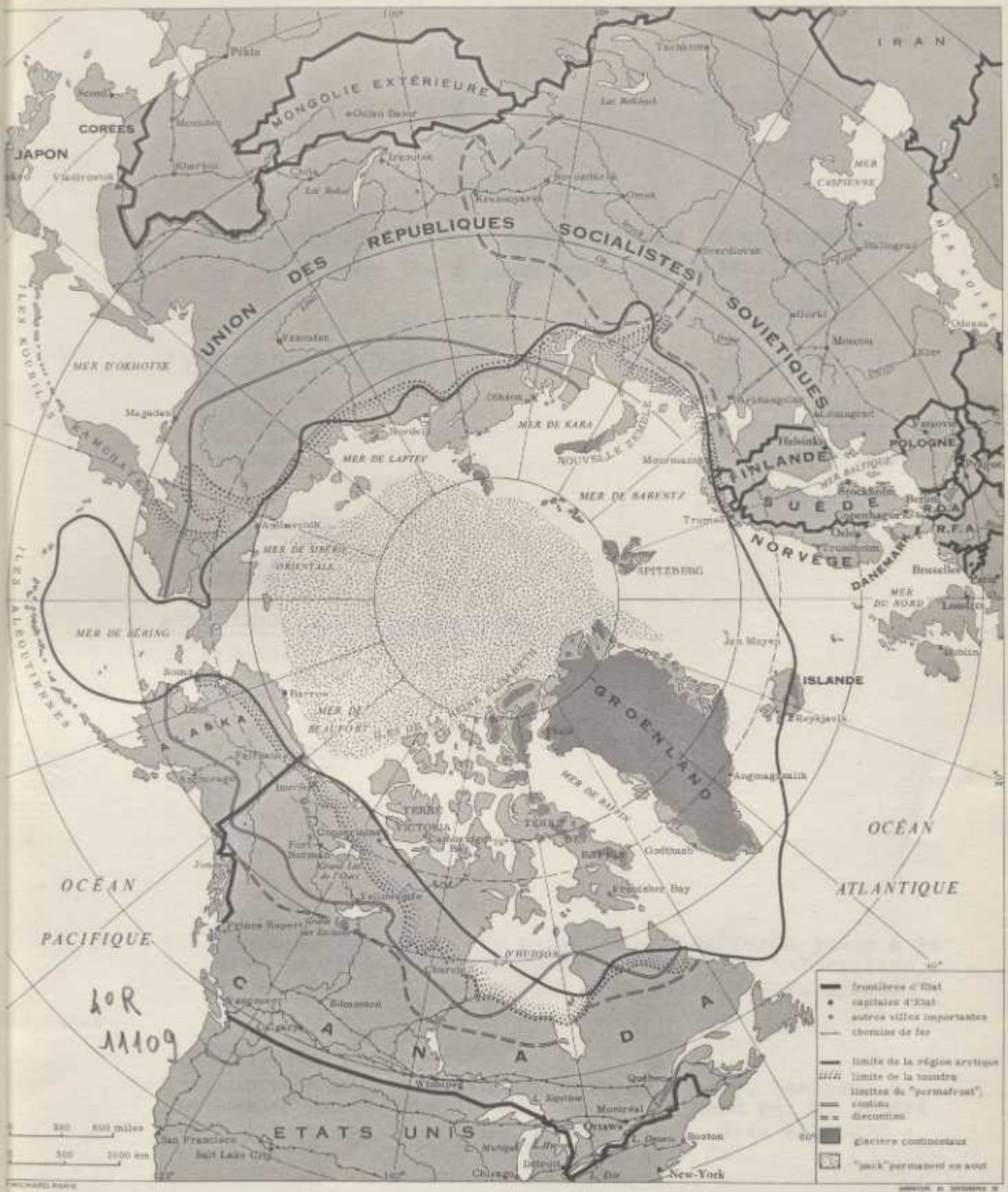
Alan COOKE (Dartmouth, N.H. - U.S.A.)
Andri ISAKSSON (Rekjavik)
Bertel W. KARSTEN (Copenhague)
Ella KIVEKÄS (Helsinki)
Camille LAVERDIÈRE (Montréal)
Robert PARÊS (Stockholm)

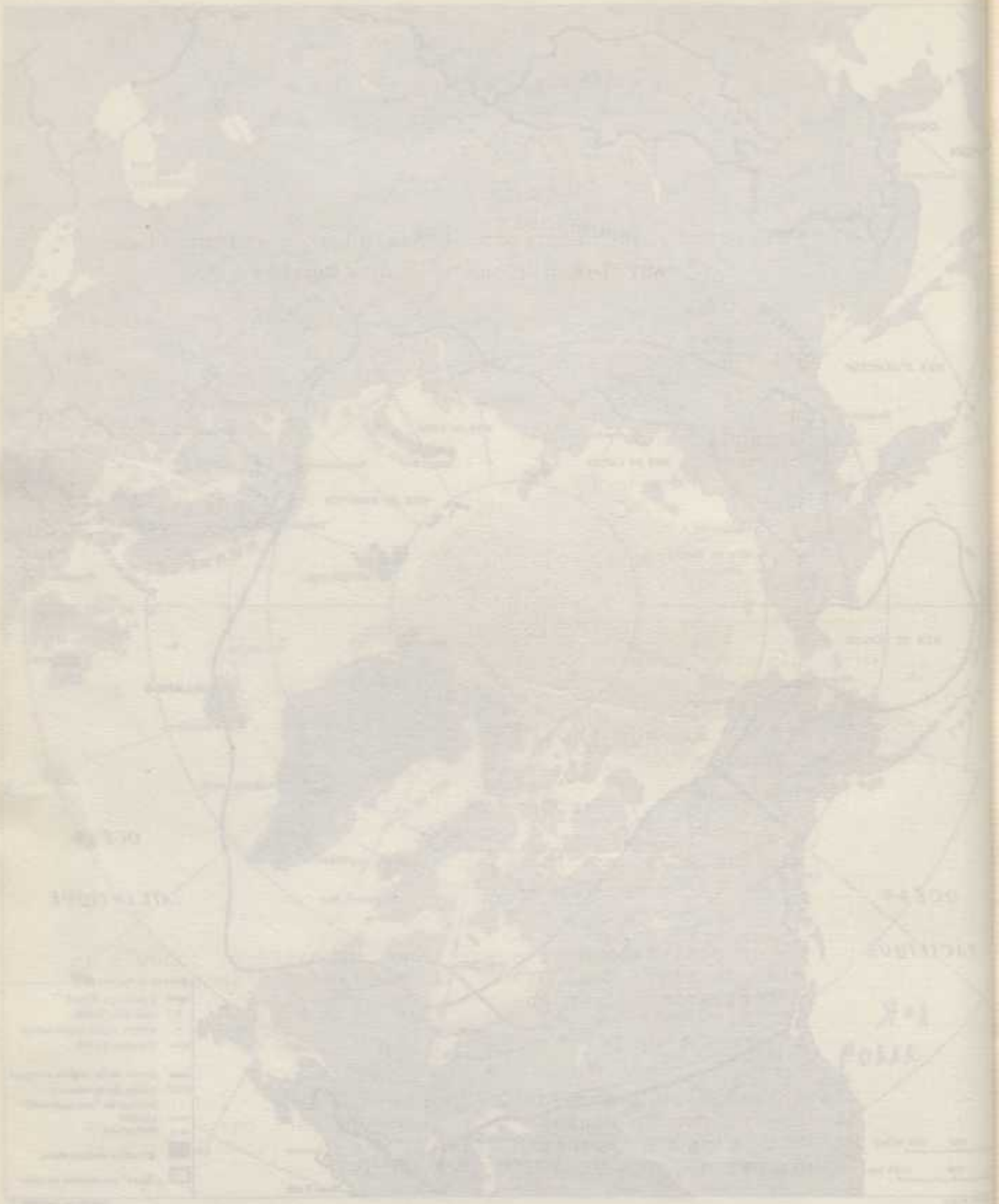
Secrétaire de Rédaction

Jillian NIZARD

INTER NORD, *bulletin trimestriel, est publié par le Centre d'Études Arctiques de l'École Pratique des Hautes Études (Sorbonne), 54, rue de Varenne, Paris VIIe (BABylone 48-60). Pour abonnement, dépositaire central et Administration : S.E.V.P.E.N (Service d'Édition et de Vente des Publications de l'Éducation Nationale), 13, rue du Four, Paris VIe.*

Abonnement : annuel 40 NF, $10


UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES
MONGOLIE EXTÉRIEURE
IRAN
JAPON
CORÉES
MER D'OKHOTSK
MER DE BÉRING
MER DE BEAUFORT
MER DE LAPTEV
MER DE KARA
MER DE BARENTZ
MER DE SIBÉRIE ORIENTALE
MER CASPIENNE
MER BALTIQUE
MER DU NORD
FINLANDE
SUÈDE
NORVÈGE
POLOGNE
R.D.A.
R.F.A.
DANEMARK
ISLANDE
GROENLAND
ALASKA
CANADA
ETATS UNIS
OCÉAN PACIFIQUE
OCÉAN ATLANTIQUE
frontières d'Etat
capitales d'Etat
autres villes importantes
chemins de fer
limite de la région arctique
limite de la toundra
limites du "permafrost"
continu
discontinu
glaciers continentaux
"pack" permanent en août



I N T E R

N O R D

Bulletin d'informations économiques et culturelles pour les régions septentrionales.

HIVER-PRINTEMPS
1981/ 1982

EUROPE SEPTENTRIONALE

Norvège
Suède
Finlande
Danemark +

pp 1 - 43

BASSIN BALTIQUE

Pologne +
Allemagnes +

ATLANTIQUE NORD ET AMERIQUE DU NORD

Islande
Groenland
Canada

pp 44 - 102

PACIFIQUE NORD

Alaska
Japon +
Corée +
Chine du Nord +

pp 103- 11[illegible]

(+) La présentation de ces sections est différée jusqu'à la mise en place d'un dispositif suffisant d'informations. Ultérieurement, un ensemble URSS-Sibérie sera ajouté.

L'établissement des chapitres Norvège, Suède, Finlande a été assuré par M. Daniel NAT ; Suède du Nord par M. Robert PARIS ; Islande, Groenland, Alaska par M. Jean MALAURIE ; Canada par M. Jean MALAURIE et M. Daniel NAT.

EUROPE NORDIQUE

Norvège pp 2 - 11
Suède pp 12 - 31
Finlande pp 32 - 43
Danemark +

BASSIN BALTIQUE

Pologne +
Allemagne +

(+) La présentation de ces sections est différée jusqu'à mise en place d'un dispositif suffisant d'information.

N O R V E G E

LA CROISSANCE ET LA DIFFERENCIATION DE L'ECONOMIE ATTEIGNENT AU POINT OU LA PRODUCTION NORVEGIENNE PEUT INFLUER DIRECTEMENT SUR TOUTE L'ECONOMIE OCCIDENTALE.

Les indications globales sur l'évolution de l'économie norvégienne en 19[illegible]1 - corroborées par les chiffres afférents au 1er trimestre 19[illegible]2 - confirment l'élargissement considérable de la part que la Norvège est appelée à occuper dans le fonctionnement d'ensemble de l'économie internationale. En trois années (1958, 19[illegible]0, 19[illegible]1) le produit national norvégien a, non seulement augmenté de 17%, mais en termes tels que son exhaussement se révèle régulier et continu tout au long de la période considérée : 4,7% en 1958, [illegible],2% en 19[illegible]0, [illegible]% en 19[illegible]1. On note, par ailleurs, pour 19[illegible]1, que la production proprement industrielle s'est accrue de 7% sur 1960 - soit un taux nettement supérieur à ceux enregistrés dans les divers pays d'Europe occidentale ; et l'augmentation des emplois, en 19[illegible]1, ne ressortit, pourtant, dans l'industrie qu'à 2% sur 1960. Il convient, en outre, d'ajouter que, dans une très large mesure l'économie norvégienne parait en disposition, et en mesure de poursuivre ce mouvement ascendant. Les prévisions sur les investissements 19[illegible]2 le confirment : une enquête menée par le Ministre de l'Industrie en décembre 19[illegible]1 établit que les immobilisations pour l'année en cours excèderont vraisemblablement de 40% les chiffres de 19[illegible]1, - avec un point haut de 50% pour la construction.

Que cet état d'extrême dynamisme - qui fait apparaitre l'ampleur remarquable du potentiel dont dispose la Norvège - se solde, à l'étape présente, par des conséquences relativement embarrassantes, voire préoccupantes, ne saurait, ainsi, étonner. L'équilibre du marché intérieur et celui de la balance des comptes semblent, en effet, mal résister, pour le moment, à l'accélération brutale de l'activité.

A - Le problème des prix intérieurs

Le 23 janvier dernier, le Bureau Central des Statistiques, - organisme officiel - attirait l'attention sur l'état du marché intérieur et sur les effets de la politique gouvernementale en matière de salaires et de prix. Les premiers,

soulignait le Bureau, se sont accrus de 9% en un an et les seconds de 5%. Par ailleurs, les nouvelles conventions salariales intervenues fin 1981 ont entraîné dans certaines branches (commerce de gros et de détail, notamment) des exhaussements dépassant 18% et les employeurs ont déjà fait savoir qu'ils revendiqueraient le droit d'augmenter en conséquence leurs marges bénéficiaires. Certes, à plusieurs reprises, depuis 15 mois, le Gouvernement s'est efforcé de ressaisir ses prises sur les prix. Mais l'entreprise peut-elle réussir si chaque palier est aussitôt débordé par une nouvelle poussée des revenus ? Le Bureau écrit notamment : "Le niveau des prix intérieurs a évolué suivant un mouvement caractéristique d'ascension par phases : des périodes durant lesquelles la ligne des prix a été tenue ont été suivies de véritables sautes de l'indice aussitôt après que des conventions de salaires ou des rajustements des prix agricoles ont été accordés..." Et le Bureau demande donc si le système traditionnel de révision périodique des salaires et des prix agricoles n'est pas à mettre en cause.

En fait, ces inquiétudes ont semblé gagner de la consistance durant le premier trimestre 1982. Fin mars, l'indice des prix de détail atteignait 107,7 (base 1958 = 100) contre 105,2 trente jours plus tôt, - alors qu'il n'était qu'à 101,1 un an auparavant. Les observateurs prévoient, d'ailleurs, de nouvelles hausses puisque les chiffres de mars constituent la treizième augmentation mensuelle consécutive. Courant avril, le Gouvernement, à l'occasion de l'élaboration du budget 1982, faisait lui-même part de ses inquiétudes au Parlement et n'hésitait pas à évoquer l'éventualité d'un épisode inflationnaire grave, - qui pourrait amener les pouvoirs publics à envisager des mesures de restriction beaucoup plus sévères que celles mises en oeuvre jusqu'à présent.

B) Le déséquilibre de la balance des comptes.

La balance des comptes, à son tour, ne témoigne pas d'une situation moins préoccupante. La vigueur de la demande en biens d'équipement - plus encore qu'en biens de consommation - et l'ampleur correspondante des importations se soldent, pour 1981, par un déficit qui dépasse 1500 millions Fr et ressortit à un accroissement de 70% sur les chiffres 1980. Le Gouvernement redoute que les perspectives pour 1982 ne soient guère meilleures. Crainte apparemment justifiée, si l'on observe que les importations du premier trimestre 1982 sont d'ores et déjà en augmentation de 22% sur les chiffres record de 1981 et renvoyaient, début avril, à un déficit de 894 millions Fr - soit presque autant en trois mois que durant toute l'année 1980.

C) Crise de croissance

Ces données justifient, certes, le souci, mais assurément pas l'inquiétude puisqu'elles découlent, l'une et l'autre, d'un mouvement qui sanctionne la conquête rapide par l'économie norvégienne de sa pleine puissance. C'est dire que, pour celle-ci, la phase des objectifs purement nationaux, et même celle des objectifs "de zone" - si dynamique que soit l'espace nordique - est largement dépassée. Dans une mesure désormais entière l'avenir de la Norvège se lie bel et bien à l'ensemble des marchés mondiaux et à la capacité, pour ses exportations, de s'y assurer partout des débouchés. On verra plus loin quel effort s'amorce déjà sur ce plan. A ce titre, les considérants qui ont amené la Norvège à solliciter son adhésion au Marché Commun semblent, proprement, indiscutables, et les motifs qui l'amèneraient à souhaiter des formes encore plus larges d'organisation des échanges internationaux ne le seraient certainement pas moins. En fait, la politique, ici, découle de la logique même du développement économique, - qui reflète, à son tour l'importance du potentiel national. Indéniablement, une telle évolution - et, en tout cas, l'apparition sur la scène continentale d'un partenaire dont le poids est sans doute appelé à croître encore - constitue un facteur qu'aucune puissance européenne ne peut plus négliger, et qui déborde, de ce point de vue, les seules dimensions du monde nordique.

1. - A la veille de négocier les modalités de son adhésion à la Communauté Economique Européenne, la Norvège dote ses exportateurs des moyens d'accroître leur pénétration sur les marchés extérieurs.

3 février 1962 - Aux termes des propositions faites par le Ministre du Commerce au Parlement, le Gouvernement serait disposé à porter de 300 à 700 millions Kr le fonds gouvernemental de garantie aux exportateurs, - avec effet à dater du 1er juillet 1962.

5 mars 1962 - 41 banques commerciales norvégiennes (sur 73) ont décidé de créer un nouvel organisme chargé de fournir des crédits à moyen et long terme aux exportateurs. L'organisme - A/S FORRETNINGS BANKENES FINANSIERINGS OG EKSPORTKREDITTSINSTITUTT - disposera d'un capital 4)

initial de 500.000 livres sterling. Si le Gouvernement y consent, le [illegible] émettra des emprunts sur le marché norvégien, sans dépasser le décuple de son capital social et pourra, donc, dans cette limite, satisfaire une demande de 5 millions de livres sterling.

15 février 19[illegible]2 - Faisant suite à l'accord intervenu en janvier 19[illegible]2 entre l'Union Soviétique et la Norvège sur l'organisation des échanges soviéto-norvégiens pour la période 19[illegible]2-19[illegible]4, un traité commercial vient d'être signé entre la Norvège et la Tchécoslovaquie. Le traité prévoit un accroissement de 15% des transactions entre les deux pays. Les exportateurs tchèques voient augmenter leurs contingents de machines et de véhicules automobiles à destination de la Norvège, tandis qu'un accroissement égal affectera les exportations norvégiennes d'aluminium, de produits chimiques, de ferro-alliages et de poissons à destination de la Tchécoslovaquie.

a) Marché Commun

En mars 19[illegible]2, le Gouvernement a présenté au Parlement un Livre Blanc fixant - sous réserve de l'assentiment des députés - les positions que seront appelés à défendre les représentants norvégiens au cours des négociations avec les puissances du Marché Commun.

1°) Adhésion et non association

Le Livre Blanc considère, tout d'abord, que les négociations d'adhésion conformément à l'article 237 constitueraient la meilleure formule et probablement la seule aussi qui permettrait de mettre au clair les conditions de l'accession de la Norvège au Marché Commun. Le Gouvernement estime qu'il importe en tout premier lieu de découvrir s'il est possible de résoudre de façon satisfaisante les problèmes particuliers à la Norvège, au cours de négociations d'adhésion. Si ces négociations prouvent que cela n'est pas possible, il faudra envisager d'autres formes d'accession à la Communauté. Un des membres du cabinet, le Ministre des prix et des salaires, s'est refusé à souscrire à cette décision. A son avis, la Norvège devrait se borner à conclure avec la Communauté un accord de moins grande portée, qui ait un caractère purement économique.

2) Les pêcheries

Le Livre Blanc énumère ensuite les problèmes spéciaux propres à la Norvège. Au premier rang de ceux-ci figure celui des pêcheries. On sait qu'en raison du climat et de la géographie particulièrement accidentée du pays, le souci gouvernemental de préserver le niveau de vie des pêcheurs a rendu nécessaires une aide et des interventions officielles.

Par conséquent, l'élaboration d'une politique européenne commune de la pêche présente, pour la Norvège, une importance fondamentale. Dans le contexte des négociations, il faudrait arrêter les principes directeurs de cette politique commune, de façon à pouvoir trouver une solution satisfaisante à des problèmes qui revêtent une importance capitale pour la vie économique de la Norvège et pour sa politique de la pêche, tout en améliorant les possibilités de vente et la rentabilité de cette branche. Au cours de négociations, il faudrait accorder une attention spéciale à l'objectif social en ce domaine et aux problèmes spéciaux des régions littorales et tout à fait septentrionales du pays. Il importe absolument que l'adhésion au Traité de Rome n'entraine pas dans le domaine économique et dans celui de la politique de la pêche des répercussions profondes avant que ne soient arrêtés les principes du futur accord de commercialisation.

3°) La politique agricole

L'institution d'une politique agricole commune, dans le cadre de la Communauté élargie pose à la Norvège des problèmes particuliers non seulement en raison de son climat et de sa géographie spéciale, mais aussi des contingences que lui impose la faible densité de sa population. Les règles déjà arrêtées par la Communauté en matière agricole ne semblent pas tenir suffisamment compte de ces problèmes. Elles démontrent et soulignent la nécessité de prévoir des dispositions spéciales pour la Norvège. Il devrait être possible, dans le cadre du Traité de Rome, de trouver des solutions qui puissent assurer à la population agricole norvégienne un niveau de vie et un taux de développement alignés sur ceux des populations des autres secteurs économiques.

4°) Protection de certaines industries nationales et limitation du droit d'établissement

On attend de la participation norvégienne au Marché Commun qu'elle améliore les possibilités d'exploitation systématique des ressources naturelles du pays et l'accroissement de la production manufacturière. Il se peut toutefois que des difficultés se présentent pour certaines industries nationales.

Le gouvernement ne les perdra pas de vue quand il négociera avec la CEE. D'autre part, les pouvoirs publics doivent faire un effort spécial pour assurer la mise en valeur de certaines régions sous-développées. Il faudra aussi plus tard imposer certaines restrictions à la liberté d'établissement, compte tenu des conditions naturelles spéciales à la Norvège. Toutefois, les règles en ce domaine ne doivent pas comporter de discrimination.

Le taux des investissements est élevé en Norvège et l'on estime nécessaire d'encourager une forte épargne intérieure en vue de la mise en oeuvre des ressources naturelles. Historiquement, la Norvège est importateur net de capital. Afin d'assurer un rapport suffisant des capitaux, on estime nécessaire de maintenir certaines restrictions sur les exportations de capitaux et de conserver en vigueur les règles actuelles, qui exigent que les investissements particulièrement importants soient financés en partie par des fonds apportés de l'extérieur.

5°) Problèmes constitutionnels et politiques

L'adhésion de la Norvège à la communauté pose également des problèmes constitutionnels, la Constitution ne prévoyant aucunement une cession quelconque de souveraineté à des autorités supranationales. Le 8 mars 1972, le Storting a adopté, par 115 voix contre 35, un amendement en vertu duquel un nouveau paragraphe 93 de la Constitution écrite prévoit qu'un tel transfert de souveraineté ne peut être effectué que par un vote à la majorité des trois-quarts du Parlement.

Le Royaume Uni, le Danemark et l'Irlande ont fait savoir, quand ils ont demandé leur adhésion, qu'ils souhaiteraient participer à la coopération politique entre les membres de la Communauté. Le Livre Blanc norvégien précise qu'une vaste extension de la coopération entre la plupart des pays de l'Europe occidentale est souhaitable pour diverses raisons. Il n'y a pas de contradiction entre une participation à des organisations régionales de vocation économique et politique et une coopération à l'échelle mondiale. Au contraire, il parait vraisemblable que l'évolution qui conduit de l'Etat nationaliste à l'unité et à la paix mondiales passe par le stade de la coopération régionale. De cette façon, il existe un espoir de réaliser une société internationale respectueuse des lois. Une évolution dans ce sens servira au mieux les intérêts de la Norvège et une participation active à ce processus de coopération lui permettra aussi d'influencer le degré et l'orientation de la coopération européenne.

14 avril 1972 - Selon l'ARBEIDERBLADET, organe du Parti travailliste, le groupe parlementaire du Parti, qui est la formation la plus importante du Storting (Parlement) aurait recommandé à l'unanimité de faire approuver par un plébiscite les termes de l'accord éventuel qui pourrait intervenir entre la Norvège et le Marché Commun. Les observateurs estiment que les partis d'opposition souscriront, dans leur majorité, à cette recommandation.

28 avril 1972 - Après un débat de 40 heures qui a duré 4 jours, le Parlement a accepté, par 133 voix contre 37, l'ouverture de négociations avec les puissances du Marché Commun en vue de déterminer la modalité d'adhésion de la Norvège à la Communauté Economique Européenne. Un projet présenté par le Parti Socialiste du Peuple et limitant les négociations avec les Six à la recherche d'un accord économique en attendant que la Grande Bretagne devienne membre plénier du Marché Commun a été rejeté par 148 voix contre 2. Un autre projet préconisant la simple association a été également repoussé par 112 voix contre 38. On note qu'au sein même des divers partis - à l'exception du Parti Conservateur, dont les 29 représentants ont tous approuvé la pleine adhésion - des opinions différentes ont été exprimées. Se sont déclarés pour l'adhésion 53 membres du Parti Travailliste contre 11 ; 12 Libéraux contre 2 ; 8 représentants du Parti Chrétien du Peuple contre 7 ; 1 membre du Parti du Centre (Agrariens) contre 15.

2. - La réalisation des plans de développement de certaines branches importantes de l'industrie dépend de l'issue des pourparlers entre la Norvège et les puissances du Marché Commun.

a) Aluminium

Janvier 1962 - Les agrandissements que la Société d'état A/S ARDAL OG SUNNDAL VERK effectue dans son usine d'Ardal sont en voie d'achèvement. Sur 168 fourneaux, 36 sont déjà en service, la mise en activité des autres dépendant d'un accroissement des fournitures d'énergie électrique, prévu pour la mi-1962. La capacité de production de l'usine dépassera alors 100.000 T./an d'aluminium. Par ailleurs, des plans ont été mis au point, qui permettront de porter de 55.000 à 110.000 T./an la production des installations de Sunndal. En 1961, l'A/S ARDAL OG SUNNDAL a produit 114.000 T., contre 112.000 en 1960, soit un chiffre d'affaires dépassant 25 milliards de nouveaux francs.
La Direction de la Société a, toutefois, souligné que la réalisation effective des plans de développement dépendra de l'issue des pourparlers entre la Norvège et le Marché Commun, et qu'elle serait probablement ajournée si les pourparlers n'aboutissaient pas.

b) Mines et Industries Chimiques

Avril 1962 - NORSK HYDRO (Compagnie norvégienne de l'azote) a porté son chiffre d'affaires pour l'exercice 1961 (1.VII.1960 - 30.VI.1961) de 502 à 607 millions Kr, soit plus de 41 milliards de nouveaux francs. Sur ce total, 419 millions Kr de marchandises ont été exportés. La fabrication des produits azotés s'est accrue de près de 10% et celle du magnésium de 35%.
Au cours d'une réunion de la Chambre Norvégienne de Commerce, M. R. EGGEN-HOUGEN, Directeur technique de la NORSK HYDRO, a révélé que la société projetait d'entreprendre dés cette année l'agrandissement des installations qu'elle possède à Glomfjord, dans le Nord de la Norvège. La production (engrais complets et nitrate de

calcium) y serait portée de 240.000 T./an à 400.000T.
A cette occasion, M. [illegible] a fait savoir que la NORSK HYDRO prévoyait que les ventes à réaliser durant l'exercice 1961-1962 atteindraient 423 millions Kr - soit un accroissement de près de 30%.
Par ailleurs, la NORSK HYDRO a demandé la concession d'aménagement hydro-électrique du plan d'eau Rödal-Suldal, dans le Sud-Ouest norvégien. Ce projet ressortit à une production d'énergie de 2 milliards Kwh/an, - alors que la consommation totale d'énergie électrique de la société est actuellement de 5 milliards Kwh/an. La production supplémentaire des installations de Rödal-Suldal permettrait à la NORSK HYDRO d'implanter en Norvège occidentale une importante usine de fabrication d'aluminium.
RANA GRUBER (mines de fer), en Norvège septentrionale, annoncent la mise en oeuvre d'un plan d'extension qui permettra l'extraction annuelle de 3 millions T. de minerai brut. La totalité de cette production est destinée aux forges et aciéries de l'A/S NORSK JERNVERK, à Mo-I-Rana.

c) Armement

6 février 1962 - Fin 1961, la flotte norvégienne de commerce comptait 2.235 navires totalisant 11.706.000 tonneaux, - sur lesquels 6.445.000 tonneaux de cargos.

17 février 1962 - Au cours du dernier trimestre 1961, le tonnage en construction sur les chantiers navals norvégiens était en accroissement de 10% sur les chiffres du troisième trimestre et totalisait 412.000 tonneaux. Un tel accroissement était le plus élevé enregistré par n'importe quel pays du monde.

14 avril 1962 - Aux termes d'une enquête de la LLOYDS sur la construction des navires en 1961, les chantiers navals norvégiens ont augmenté leur production de 165.000 tonneaux. La Norvège prend ainsi la 7e place parmi les

nations spécialisées dans la construction des navires et vient après le Japon, la Grande Bretagne, l'Allemagne Fédérale, la Suède, les Pays Bas et la France.

d) Pêche

Janvier 1962 - La Norvège a fait savoir qu'elle entendait se retirer de la Convention Internationale de la Baleine. Elle vient, toutefois, de préciser à quelles conditions elle serait disposée à annuler cette décision. Parmi les conditions figure la signature d'un nouvel accord de quota avec le Japon, les Pays Bas, l'Union Soviétique et le Royaume Uni. La Norvège considère, en effet, qu'il importe de mieux protéger le stock existant de baleines contre des pêches qui équivalent à une extermination. Elle estime que la détermination des quotas en fonction des recommandations de la Conférence de Londres (Novembre 1958) est possible et souhaitable. Faute d'être suivie sur ce point, la Norvège préservera sa liberté et fixera elle-même les objectifs à assigner pour 1962-1963 à sa flotte baleinière.

3. - Nouvelles Diverses

Des cours en lapon pour des enseignants norvégiens

Le gouvernement norvégien offre à des enseignants du Nord de la Norvège la possibilité de suivre à l'Université d'Oslo des cours en lapon. Ils continueraient, pendant leur absence, à recevoir leur salaire habituel. Il n'est pas nécessaire qu'ils soient inscrits à une Université ou qu'ils soient diplômés, mais ils doivent s'engager à enseigner, après avoir suivi ces cours et pendant un nombre d'années déterminé, dans une région de population lapone. Le premier cours commencera en Septembre 1962 : 14 élèves.

S U È D E

L'ACCROISSEMENT RAPIDE DU RYTHME D'INDUSTRIALISATION ET LE FORT VOLUME DE SES IMPORTATIONS RANGENT LA SUÈDE PARMI LES PRINCIPAUX CLIENTS DU MARCHÉ COMMUN ET RENDENT AINSI, DOUTEUX QUE L'EUROPE OCCIDENTALE PUISSE PARACHEVER SON ORGANISATION ECONOMIQUE SANS LA PARTICIPATION SUÉDOISE.

Le 15 décembre dernier, la Suède remettait à la Communauté Economique Européenne une communication suggérant l'ouverture de négociations sur les rapports à établir entre la Suède et le Marché Commun. Quelques semaines plus tard (10 février 62), M. UNDEN, Ministre suédois des Affaires Etrangères, précisait toutefois, que la Suède n'était pas en mesure de proposer davantage aux Six qu'un simple traité d'association (article 238 du Traité de Rome).

Dans ses deux derniers numéros, INTER NORD a fait valoir combien la position de la Suède sur ce plan était délicate et à quel point ses intérêts économiques divergeaient, en l'occurrence, de ses intentions politiques. Les statistiques, dont il sera fait état plus loin, montrent que les exportations vers les puissances du Marché Commun ont constitué, en 1961, le poste le plus expansif du commerce extérieur suédois : 21% d'accroissement contre 19% pour les exportations à destination de la Zone de Libre-échange. Par contre - et les récentes déclarations du Gouvernement soviétique sur le Marché Commun revêtent, à cet égard, une signification majeure - la Suède admet, désormais, que sa neutralité diplomatique n'est pas compatible avec les objectifs politiques du Traité de Rome.

A) Le dispositif du Traité de Rome peut tendre à s'assouplir.

Certes, il n'échappe pas plus aux Suédois qu'aux autres observateurs internationaux, que des problèmes internes - et dont l'acuité tend à s'accuser - se posent aux Six eux-mêmes : non seulement des divergences s'y manifestent sur l'opportunité d'étendre à d'autres nations le bénéfice du Traité, mais la France, en avril dernier, a marqué avec netteté quelles réserves formelles elle entendait opposer à l'intégration

politique. Par ailleurs, nombreux sont les analystes qui doutent que l'unification des six agricultures parvienne à se réaliser sans difficultés graves. Dans une mesure indéniablement croissante, il convient de ne pas exclure que certaines mutations, certains aménagements fonctionnels puissent, à très brève échéance, affecter la structure profonde du Marché Commun. Et, dans ce cas, les termes, encore rigides, des problèmes qu'il pose à des puissances comme la Suède - et encore plus au Canada et à la Finlande-tendraient eux-mêmes à se modifier: des possibilités, des modalités apparaîtraient alors, qui ouvriraient, à coup sûr, des perspectives nouvelles.

B) Une conjoncture économique dans l'expectative

L'influence relativement dépressive de ces incertitudes sur l'état de la conjoncture suédoise, semble, en tout cas, réelle. Les chiffres publiés le 17 février par la Fédération des Industries Suédoises confirment, en effet, que le fort mouvement ascendant imprimé, en 1960, à la production a marqué un infléchissement en 1961 - où le produit brut total ne croît que de 3,3%, contre 7,9% l'année précédente. On notera, en outre, que le ralentissement est progressif : durant le premier trimestre 1961, la production industrielle avait augmenté de 6% sur la période correspondante de 1960 ; au second trimestre, la poussée se réduit à 5%, à 3% au troisième trimestre et 2% au dernier. Observant que le volume des investissements ne parait pas appelé, en 1962, à dépasser de beaucoup les niveaux de 1961, le FINANCIAL TIMES écrit le 20 février 1962 : "... Il faut voir là une conséquence des doutes actuels sur la position future de la Suède dans la nouvelle Europe".

C) Une économie dont la force de pénétration sur les marchés étrangers ne cesse de s'accroitre

Qu'il y ait freinage plus que ralentissement apparait, au reste, dans le contraste entre la "mise en palier" de l'économie et l'accentuation remarquable, dans le même temps, du mouvement ascendant des exportations. Selon les estimations provisoires de la Direction du Commerce, les exportations suédoises se sont, en effet, accrues en 1961 de 7% - alors que les importations n'ont augmenté, très faiblement, que de 1%. La résorption du déficit 1960 dépasse ainsi 45%, et intervient dans une perspective qui relève nettement de la "prospérité contrôlée" : les dépôts effectués dans les banques commerciales ont augmenté de 891 millions en 1960, - et les avances se sont élevées en 1961 à 450 millions contre 966 millions en 1960 ; on notera, à ce propos, que pour l'automne dernier, le Gouvernement entend favoriser le "gel" des excédents de liquidité en les faisant bénéficier d'un privilège de détaxe. En outre, les rentrées budgétaires 1962-1963 dépasseront de 412 millions les

estimations de janvier : des investissements "sociaux" massifs sont prévus, qui intéresseront les allocations familiales et le régime des retraites. Par ailleurs, la participation des capitaux suédois à l'équipement des pays sous-développés semble, pour 1962, être appelée à s'accroitre considérablement par rapport aux chiffres de 1961.

D) L'évolution tend à transformer le produit pondéreux brut en produit onéreux à haut standard technique.

Assurément, - et telle semblait être la conclusion du rapport 1961 de l'Organisation Européenne de Coopération Economique - la légère régression du produit national brut et l'accroissement important du pouvoir d'achat intérieur constituent des signes qui justifient, en général, quelque inquiétude. Mais est-il assuré que le rapport de l'O.E.C.E. tienne suffisamment compte du développement simultané des exportations, et, surtout, l'accent a-t-il suffisamment été mis sur la part croissante que les produits transformés, à haute définition technique, viennent occuper dans le commerce extérieur ? A plusieurs reprises, INTER NORD a cru devoir insister sur l'évolution remarquable qui affecte depuis quelques années la structure interne de l'économie suédoise, - et qui mène celle-ci à développer les industries de transformation tout en assurant, par elle-même, dans une proportion qui ne cesse d'augmenter, leur alimentation en produits semi-bruts.

Le tableau ci-dessous rassemble les indications disponibles en janvier 1962 sur l'accroissement comparé de la production dans les différentes branches de l'économie. Comme on le notera, la production globale de janvier 1962 dépasse de 4% les chiffres correspondants de janvier 1961. Mais, par contre, le secteur de l'industrie légère marque une progression de 31 points indiciels sur 1961.

TABLEAU I

Base : 1935 = 100

Branches de production	Janv.61	Déc.61	Janv.62	+ ou - en points indiciels
Industrie lourde	334	347	348	+ 14
Industrie légère	303	331	324	+ 21
Mines	312	284	304	- 8
Industries du bois	191	170	190	- 1
Cellulose et papier	237	221	219	- 18
Ind. de consommation	221	230	225	+ 4
Ind. alimentaires	199	228	216	+ 17
Textiles et confection	191	203	198	+ 7
Cuirs et chaussures	108	119	117	+ 9

Indéniablement, le tableau fait justice des allégations excessives sur le développement prétendument anormal de la demande intérieure en biens de consommation. Celle-ci, certes, croît, - mais son mouvement ne peut être valablement interprété qu'en fonction d'une vue plus "dialectique" de l'évolution générale. Et dans cette perspective, le quasi-statisme de la production extractive ou primaire (bois) donne tout son sens au dynamisme croissant des industries de transformation. Sans doute, - si l'on passe des simples tendances aux chiffres bruts de production - la Suède sera-t-elle appelée à connaitre une période plus ou moins longue de transition, au cours de laquelle certaines difficultés seront la contre partie d'une mutation profonde des structures économiques. Mais si l'on observe avec quelle rapidité le commerce extérieur suédois assure sa pénétration sur les marchés "officiels" de l'Europe occidentale, il ne parait pas aventuré de soutenir que l'industrialisation concomittante de la Suède peut constituer, pour l'ensemble de l'Europe un des faits essentiels de la prochaine décade.

1. - L'accroissement significatif des échanges suédois avec les puissances du Marché Commun tend à assurer "de facto" - quelles que puissent être les péripéties des négociations avec les Six - la place de la Suède dans le système économique de l'Europe Occidentale.

Le tableau de la page suivante, extrait de GÖTEBORGS-HANDELS-OCH-SJÖFARTS TIDNING du 20 mars 1962, confirme l'importance du progrès réalisé, de janvier 1961 à janvier 1962, par les exportations de la Suède vers le Marché Commun. Alors que les envois suédois vers la Zone de Libre Echange ont décru, pour cette période, de 21 millions de couronnes, ils se sont accrus de 50 millions vers l'Europe occidentale.

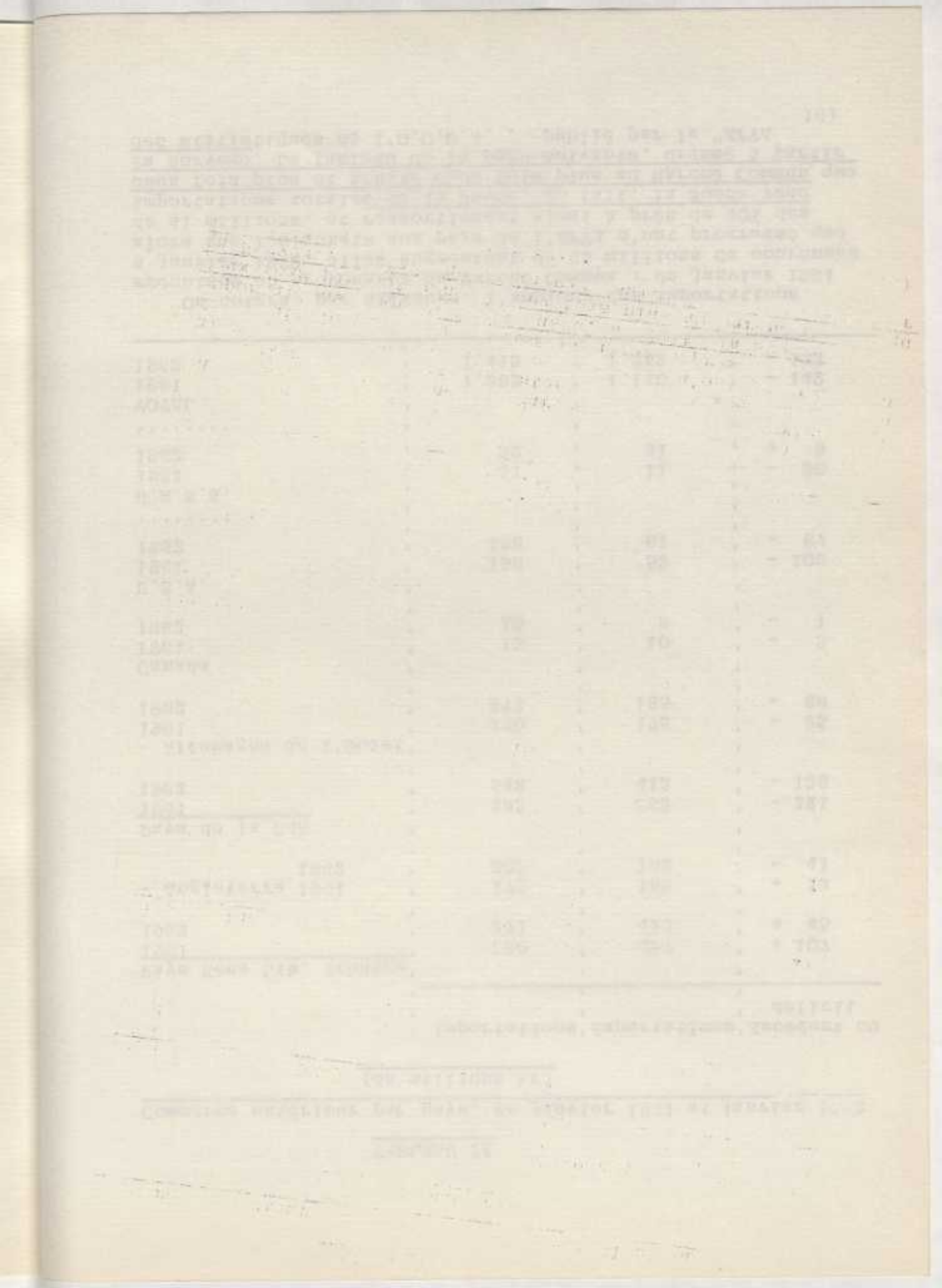
TABLEAU II

Commerce extérieur par pays, en janvier 1961 et janvier 1962

(en millions Kr)

	Importations	Exportations	Excédent ou déficit
Pays Zone Lib. Echange			
1961	330	437	+ 107
1962	371	416	+ 45
- Angleterre 1961	176	189	+ 13
1962	203	162	- 41
Pays de la CEE			
1961	483	362	- 121
1962	548	412	- 136
- Allemagne de l'Ouest			
1961	270	175	- 95
1962	274	185	- 89
Canada			
1961	13	10	- 3
1962	10	9	- 1
U.S.A.			
1961	158	52	- 106
1962	168	81	- 87
.....			
U.R.S.S.			
1961	31	11	- 20
1962	22	41	+ 9
.....			
TOTAL			
1961	1.282	1.140	- 142
1962	1.415	1.252	- 163

On notera, par ailleurs, l'ampleur des importations suédoises en provenance du Marché Commun : de janvier 1961 à janvier 1962, elles augmentent de 65 millions de couronnes alors que les achats aux pays de l'EFTA n'ont progressé que de 41 millions, et ressortissent ainsi à près de 40% des importations totales de la Suède. En fait, la Suède vend deux fois plus et achète deux fois plus au Marché Commun que la Norvège. Le tableau de la page suivante, dressé à partir des statistiques de l'O.C.D.E. , publié par le "EFTA



BULLETIN" et dont nous ne publions que les données intéressant les pays nordiques, se révèle, à cet égard, extrêmement révélateur. Il semble, en tout cas, douteux que les négociations à venir entre la Suède et les Six puissent ne pas tenir compte du fait que l'ores et déjà, l'économie suédoise est organiquement liée à l'économie ouest-européenne.

TABLEAU III (d'après EFTA BULLETIN janv.-Fév. 1962)

Orientation du Commerce de l'AELE
Janvier-Septembre 1961
(entre parenthèses les pourcentages de variation par rapport à la période correspondante de 1960)

Importations c.a.f. ; Exportation f.o.b. Millions $ U.S.

Pays déclarant / Pays d'origine	Danemark	Norvège	Suède	AELE	Finlande (1,2)
IMPORTATIONS de					
- Autriche	10	9	25	125	5
	(+28)	(+25)	(+22)	(+29)	(+18)
- Danemark		50	96	480	23
		(+12)	(+11)	(+2)	(+40)
- Norvège	56		83	314	10
	(+25)		(+12)	(+6)	(+15)
- Portugal	6	3	7	61	1
	(+41)	(+15)	(+3)	(+12)	(-45)
- Suède	147	203		732	80
	(+18)	(+17)		(+11)	(+20)
- Suisse	37	19	43	269	16
	(-8)	(+24)	(+17)	(+8)	(+11)
- Royaume Uni	247	196	286	975	99
	(+0)	(+23)	(+7)	(+12)	(+9)
AELE	503	479	542	2.986	235
	(+7)	(+19)	(+10)	(+10)	(+16)
Finlande	28	16	32	290	
	(+4)	(+78)	(+3)	(+9)	
CEE	542	397	853	5.268	257
	(+5)	(+11)	(+1)	(+9)	(+11)
Europe Orientale	55	37	91	686	141
	(-2)	(+2)	(+9)	(+12)	(+3)
Etats Unis	112	83	245	1.729	48
	(-14)	(-7)	(-3)	(-9)	(+8)
MONDE	1.341	1.226	2.115	17.498	745
	(+2)	(+13)	(+2)	(+3)	(+9)

(Voir suite du Tableau III page suivante)

Suite du Tableau III de la page précédente

Pays déclarant	Danemark	Norvège	Suède	AELE	Finlande (1, 2)
Pays de destination					
EXPORTATIONS vers					
- Autriche	8	5	17	181	2
	(+23)	(-7)	(+29)	(+14)	(+72)
- Danemark		55	148	431	23
		(+30)	(+24)	(+12)	(+6)
- Norvège	52	..	204	471	13
	(+10)	..	(+18)	(+20)	(+71)
- Portugal	2	2	12	119	1
	(-23)	(+32)	(+46)	(+44)	(+71)
- Suède	101	78		541	31
	(+6)	(+11)		(+8)	(+13)
- Suisse	18	7	39	238	6
	(+19)	(+15)	(+35)	(+21)	(+148)
- Royaume Uni	286	147	309	889	151
	(-2)	(-1)	(+3)	(+2)	(+3)
AELE	467	295	729	2.821	228
	(+2)	(+7)	(+13)	(+11)	(+9)
Finlande	27	11	31	257	
	(+54)	(+7)	(+21)	(+15)	
CEE	305	171	658	3.598	198
	(+1)	(+4)	(+12)	(+11)	(+19)
Europe orientale	32	30	74	597	94
	(+10)	(-5)	(-3)	(+17)	(-8)
Etats-Unis	98	56	96	1.040	27
	(-2)	(+27)	(-20)	(-13)	(-17)
MONDE	1.086	691	1.997	14.380	642
	(+2)	(+7)	(+8)	(+6)	(+7)

Source : Bulletins Statistiques de l'OCDE, séries A.
1) Janvier-août seulement.
2) Source : Statistiques commerciales nationales

Février 1962 - Un accord commercial suédo-soviétique de trois ans vient d'être signé à Moscou. Identique, dans ses grandes lignes, à l'accord antérieur, il prévoit un développement des échanges. Les exportations suédoises vers l'U.R.S.S. atteindront 950 millions Kr (soit une moyenne de 316 millions/an) - contre 625 millions pour la période 1959-1961. Les importations en provenance de l'U.R.S.S. dépasseront sans doute 1.100 millions de Kr, - contre 950 millions de 1959 à 1961. Parmi les exportations suédoises les biens de production (y compris l'équipement total d'usines) occuperont une part prépondérante. L'U.R.S.S. accroitra ses livraisons de pétrole.

3 mai 1962 - Selon la revue "SVENSK EXPORT", les exportations 1961 de la Suède en produits mécaniques ont augmenté de 13% et représentent désormais 36% des exportations globales. Par rapport à 1960, les débouchés offerts à l'industrie mécanique suédoise se sont accrus de 30% dans le Marché Commun, - alors qu'ils ont décru de 26% dans l'Amérique du Nord. L'outillage occupe la place la plus importante dans les exportations de produits mécaniques (56% du chiffre global - dont 12% sont représentés par des appareils et machines électriques. Les véhicules figurent pour 33%, - dont la moitié est constituée par des navires.

2. - En se proposant d'assurer désormais par elle-même l'alimentation de son industrie en produits sidérurgiques bruts, la Suède vise à accroitre la compétitivité commerciale de sa production industrielle.

15 février 1962 - La mise en activité des installations de Domnarvet, qui appartiennent à la STORA-KOPPARBERG,

est appelée à réduire considérablement les importations suédoises d'acier brut. Domnarvet produira 100.000 T./an de plaques d'acier sans alliage, - dont la Suède importait jusqu'à présent 175.000 T./an. Si l'on note que les usines d'Oxelösund, du groupe GRANGERBERG, s'apprêtent elles-mêmes à porter leur production de tôle de 300.000 à 450.000 T./an, et que Domnarvet sera bientôt en mesure de traiter plus de 700.000 T./an d'acier, le moment semble proche où la Suède sera en mesure d'alimenter quasi-totalement l'ensemble de ses industries de transformation.

19 mars 1962 - La production de lingots d'acier a atteint, en février 1962, 78.900 tonnes hebdomadaires contre 72.300 tonnes en février 1962. La production hebdomadaire moyenne de lingots de fer s'élevait à 41.300 tonnes contre 39.100 en janvier et 33.900 en février 1961.

Avril 1962 - La revue de la Société SKF annonce que des pourparlers sont en cours avec des milieux financiers brésiliens, au terme desquels SKF construira une aciérie, prés de Guarulhos, au Brésil. L'aciérie permettra de traiter annuellement 37.500 tonnes d'acier de haute qualité. L'aciérie aura surtout pour tâche d'alimenter l'usine de roulements à billes que possède déjà la SKF à Guarulhos même.

Avril 1962 - La société minière BOLIDEN, une des plus grandes industries minières, métallurgiques et chimiques de la Suède, se propose d'investir 7 millions $ dans une unité de traitement de scories, prés de ses fonderies, à Rönnskar. Ce projet, qui constitue le plus fort investissement réalisé en une seule fois dans l'histoire de la société, rendra possible une production annuelle de 20 à 25.000 tonnes de clinkers de zinc et 6 à 7.000 tonnes de poussières de plomb lessivé, à partir de 200.000 tonnes

de laitier. La nouvelle unité fonctionnera dans deux ans et demi. On estime la valeur de sa production annuelle à prés de 3 millions $.

a) Électricité

23 mars 1962 - Selon l'hebdomadaire financier de Stockholm, FINANZTIDNINGEN, les centrales hydroélectriques suédoises, dont la capacité s'était accrue de 558 MW et avaient produit 7.506 MW en 1961, verront cette capacité s'accroitre encore de 880 MW. La production, qui atteignait 37.350 millions de Kwh en 1961, s'accroitra ainsi de 4.360 Kwh. La consommation totale a augmenté de 6,5% en 1961, conformément aux prévisions, dont 5,5% pour la consommation industrielle et 1% pour les transports.

b) Industrie Automobile

9 février 1962 - L'enregistrement de nouveaux véhicules automobiles en 1961 traduit un accroissement de 13% sur 1960 et ressortit à 181.000 unités. Parmi les firmes bénéficiaires de cette augmentation, SAAB vient en tête en ce qui concerne le développement relatif des ventes, VOLVO constituant le plus grand fabricant et le plus grand vendeur.

19 février 1962 - VOLVO annonce que la société va augmenter son capital d'actions, qui passera de 114 millions Kr à 171,000,000. Les ventes ont atteint un nouveau record en 1961 : 1,135 millions Kr contre 1,079 millions. Le chiffre d'affaires est sur le point de dépasser 1,000 millions. Les bénéfices nets avoisinnent 19 millions Kr.

12 avril 1962 - La firme SAAB a décidé de doubler la capacité de production de sa branche automobile et de

construire 60.000 véhicules par an. Par ailleurs, la branche aviation de la même firme met en réalisation un programme d'expansion de 14 millions $.

c) Electro-Ménager

15 janvier 1962 - ELECTROLUX, grande firme suédoise de réfrigérateurs et appareils électro-ménagers a été amenée à réduire de 15% la main d'oeuvre qu'elle emploie dans ses usines de Motala. ELECTROLUX fait valoir qu'il existe actuellement près de deux millions de réfrigérateurs invendus en Europe occidentale. Par ailleurs - et INTER-NORD avait récemment attiré l'attention sur ce point - le haut niveau des salaires suédois ne permet pas à la société d'affronter la concurrence avec des chances égales à celles des autres pays producteurs. On note, en effet, que le salaire moyen payé en France ne représente que 60% du salaire suédois ; en Allemagne, il n'en représente pas plus de 50% et 35% en Italie.

d) Bois et Industries du Bois

19 février 1962 - Selon NORRLANDSKA SOCIALDEMOKRATEN, les ventes de bois suédois en 1961 ont marqué une forte régression, - passant de 450.000 standards en 1960 à 280.000. Les principaux clients ont été la Hollande (85.000 stds), la Grande Bretagne (70.000 stds), le Danemark (38.000 stds) et la République Fédérale Allemande (5.000 stds). La Finlande, de son côté, écoulait 340.000 stds contre 560.000 pour la période correspondante de 1960. Par ailleurs, la quantité totale de pâte chimique exportée a diminué, en 1960, de 200.000 T. par rapport à 1960, - reculant de 2.518.000 T. à 2.318.000 T., alors que la production a dépassé de 75.000 T. celle de 1960.

3 mai 1962 - SCANNEWS, organisme interscandinave groupant les industries de la pâte à papier a décidé au cours de sa réunion annuelle de réduire la production exportable de 12%, - et ce à partir d'avril 1962. On rappellera qu'une première réduction de 5% était déjà intervenue au début de l'année.

e) Constructions Navales

17 janvier 1962 - D'aprés les indications fournies par l'Association Suédoise des Constructeurs de Navires, la part dévolue à la Suède dans la construction de navires s'est accrue, à l'échelle mondiale, de prés de 20% en 1961. La Suède construit actuellement 10% du shipping mondial, - et dispose, en outre, de commandes qui portent cette participation à 13%. Les ordres reçus par les chantiers suédois en 1961 comprennent 55 contrats portant sur 720.000 tonneaux, - et assureront aux chantiers un haut niveau d'activité pour les prochaines années. En 1961, la construction suédoise a mis à l'eau 73 navires pour un total de 757.000 tonneaux, et livré 75 navires, totalisant 746.000 tonneaux. Sur ces 75 navires, 23 (317.000 tonneaux) étaient destinés à la Norvège, et 34 (477.000 tonneaux) à d'autres clients étrangers.

29 mars 1962 - Les bénéfices nets du commerce maritime suédois se sont accrus, en 1962, de 20 millions Kr et ont atteint 1.375.000.000 Kr. Ces chiffres comprennent les bénéfices nets réalisés par les vaisseaux suédois transportant des marchandises étrangères et les droits payés dans les ports suédois par les navires étrangers.

1er avril 1962 - Selon les chiffres fournis par la Direction Nationale du Commerce, la Marine Marchande Suédoise jaugeait 4.018.000 tonneaux depuis février 1962. Sur ce chiffre, 1083 navires, tous de plus de 100 tonneaux, totalisaient 3.995.000 tonneaux.

3. - Suède du Nord

A) Le Norrbotten, terre semi-coloniale ou terre d'avenir

Considéré longtemps comme une sorte de "marche" du royaume, le département septentrional du Norrbotten paraît être au seuil d'une période de transformations radicales.

Ce territoire sous-développé, réservoir de métières premières et d'énergie pour l'ensemble de la nation a profondément besoin d'une assistance économique.

Manquant d'une infrastructure routière suffisante, ainsi que le souligne périodiquement le préfet Manfred NISLUND, souffrant d'un chômage marqué par rapport au reste de la Suède, surtout parmi les ouvriers des forêts dont les conditions de vie restent dures, ce territoire dont n'a été mis en exploitation que le 1/7 du potentiel en énergie hydro-électrique de ses lacs et de ses rivières, et dont l'une des plus grandes réserves d'énergie - la rivière Lule - n'a été jusqu' ici utilisée qu'à moitié, est en voie d'offrir à sa main-d'oeuvre un immense chantier.

B) Les chantiers fixateurs de main-d'oeuvre

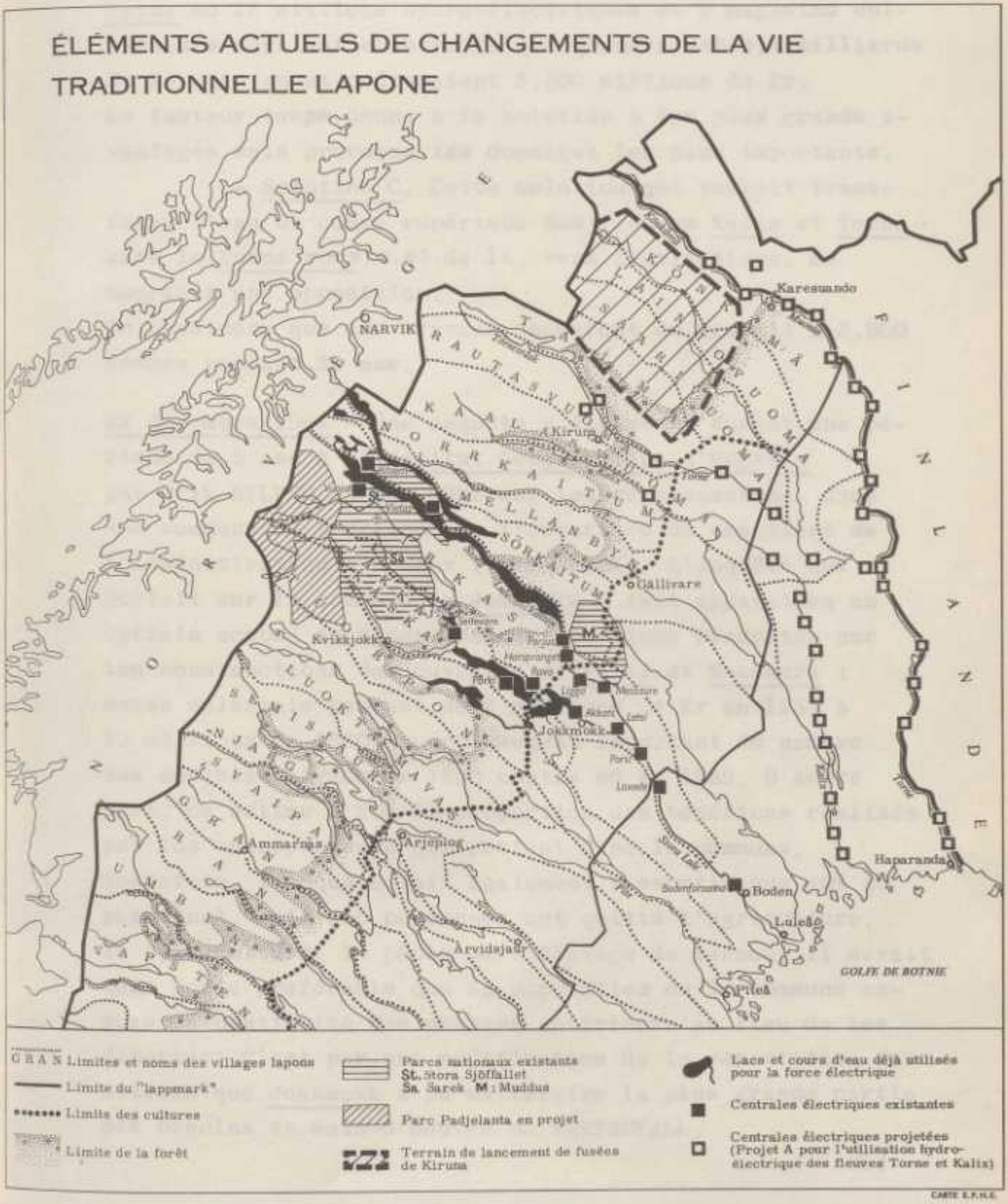
C'est l'utilisation de l'énergie du complexe des fleuves Kalix et Torne qui constitue la grande perspective des dix prochaines années, en même temps qu'un facteur essentiel de changements culturels et économiques dont les conséquences possibles ne font pas l'unanimité parmi les populations directement intéressées.

30 décembre 1961 - Le Comité Nordique de l'Energie Electrique (NORDISKA VATTENKRAFTSKOMMITTEN) présente trois grandes propositions relatives à la construction d'un important ensemble de stations hydro-électriques.
La discussion se poursuit au sujet des avantages et des inconvénients particuliers aux trois projets.

- Solution A. 37 stations hydro-électriques et 10 magasins collecteurs sur les fleuves Kalix et Torne pour un ensemble de 3.950 millions de Kr. Elles donneraient une production d'énergie totale d'environ 10,1 milliards de Kwh par an.

- Solution B. Elle implique que l'eau du cours supérieur de la rivière Kalix soit conduite vers le fleuve

ÉLÉMENTS ACTUELS DE CHANGEMENTS DE LA VIE TRADITIONNELLE LAPONE



CARTE E.P.H.E.

ÉLÉMENTS ACTUELS DE CHANGEMENTS DE LA VIE TRADITIONNELLE LAPONE

Torne où 26 stations hydro-électriques et 9 magasins collecteurs seraient construits qui donneraient 9,4 milliards de Kwh par an et coûteraient 3.500 millions de Kr.
Le facteur temps donne à la solution A les plus grands avantages mais provoque les dommages les plus importants.

- Solution C. Cette solution qui verrait transférer l'eau du cours supérieur des fleuves Kalix et Torne vers le Torne Troeste et de là, vers l'Atlantique, se heurte à une opposition.
On considère que ces travaux donneront du travail à 3.800 hommes pendant 20 ans.

22 décembre 1961 - Une enquête a été menée durant une période de 5 ans à l'Institut Géographique d'Uppsala par Erik BYLUND et May OHRE sur les répercussions, dans une commune du Norrland, de l'ouverture de chantiers de l'Administration des Eaux (VATTENFALL). L'enquête qui portait sur la commune de Jokkmokk a fait apparaitre un certain nombre de répercussions positives produites par les constructions des ouvrages de Persi et Messaure : masse salariale passant de 2 millions de Kr en 1956 à 29 millions en 1960, accroissement important du nombre des emplois : 1.200 en 1960 contre 86 en 1956. D'autre part, on estime à 30% la proportion des bénéfices réalisés par les entrepreneurs qui restent dans la commune.
Toutefois, l'enquête fait également ressortir que 40% du personnel, soit 650 personnes ont quitté l'agriculture, la sylviculture, la pêche ou l'élevage de rennes. Il serait sans doute préférable que la population de la commune assure la continuité des métiers antérieurs au lieu de les déserter. C'est par une modification de la répartition des métiers que Jokkmokk a pu satisfaire la plus grande partie des besoins en main-d'oeuvre de VATTENFALL.

C) Opposition au développement des installations hydro-électriques

Par ailleurs, de telles réalisations contribueront à bouleverser de façon fondamentale la morphologie même du Haut-Norrland, déjà notablement touchée par les travaux que VATTENFALL poursuit surtout depuis 25 ans.

L'Association pour la Défense de la Nature (NATURSKYDDS-FÖRENINGEN), qui a pour but de conserver le patrimoine naturel du pays, a discuté de ces questions avec l'Administration des Eaux en octobre 1961. Un accord a été atteint, après qu'il ait été effectué l'inventaire des cours non endigués et celui de ceux qui devaient être épargnés en priorité.

Un groupe social est particulièrement concerné par cette évolution : la population same.

11 octobre 1961 - Les Sames ont déjà exprimé leur inquiétude de ce que les grands territoires d'élevage des rennes au Nord du fleuve Stora Lule vont leur être ravis. Il n'est malheureusement pas possible de faire en sorte que l'on puisse prendre soin de l'ensemble des intérêts.

25 mars 1962 - La question se pose de savoir quel prix la société suédoise est disposée à payer pour conserver la société lapone dans sa spécificité, sa particularité. Depuis plusieurs années, l'élevage du renne est soumis à diverses contraintes dues aux implantations d'ouvrages hydro-électriques, mais aussi au développement des exploitations forestières, minières, touristiques.
Par ailleurs, le produit de l'élevage du renne, 1.500 à 2.000 T. de viande de rendement annuel, pourcentage faible par rapport à la product on animalière d'ensemble, et qui ne procure qu'un revenu annuel moyen par éleveur de 8.000 Kr., pourrait constituer un anachronisme dans le cadre du développement économique.
Mais n'y a-t-il qu'un problème de rentabilité ? Ne doit-on pas accorder de l'importance au fait que l'élevage du renne est solidaire pour de nombreuses années encore de

la survie de la société lapone.

Mars 1961 - Dans la revue SAMEFOLKET, le Docent Israel RUONG posait, à propos du plan régional concernant la rivière Stora-Lule, la question suivante : "Est-il absolument nécessaire de noyer encore près de 200 Km2 de terre de pâturages des Lapons ?" Et il ajoutait : "Je prétends qu'à longue échéance, il est mortel pour une société démocratique de fouler aux pieds les droits d'une minorité".
Plus récemment, dans le cadre du Congrés annuel de la Fédération des Sames Suédois, en mars 1962 à Arvidsjaur, il plaidait pour une situation de justice et un traitement équitable à l'égard des divers groupes d'intérêts.

D) Vers un remaniement du statut juridique de la population lapone.

Le Congrés de cette année de la Fédération des Sames Suédois (S.S.R.) dont la presse quotidienne du Nord, en particulier NORRBOTTENS-KURIREN et NORRLÄNDSKA SOCIALDEMOKRATEN, a donné d'abondants comptes rendus, peut être considéré comme essentiel dans l'histoire de la société same puisque la décision y a été prise de réviser la loi sur le pâturage des rennes qui, pratiquement, constitue la Charte régissant les rapports entre l'Etat suédois et les Sames.

13 février 1962 - La Fédération des Sames Suédois a "réalisé un vieux désir" : la collaboration d'un conseiller juridique. A cette fin, l'Etat a dégagé 65.000 Kr du Fonds Lapon, la contribution des Lapons devant se monter à 5.000 Kr.
Le poste a été confié au procureur Nils Tomas Carl CRAMER, né en 1922. Il a déjà plaidé auprés du Tribunal des Eaux, précisément sur des questions concernant "le droit des Sames à la terre et à l'eau". Il a en outre mené des recherches importantes sur l'évolution historique du droit des Sames.

15 mars 1962 - La Direction du S.S.R. est favorable à la révision de la loi sur le pâturage des rennes. Le pasteur Gustav PARK a déjà signalé l'imprécision et l'ambiguité de cette loi. Tomas CRAMER, le nouveau conseiller juridique des Sames a fait ressortir que la loi sur le pâturage des rennes ne contient pas de claires indications sur la durée du "droit des Sames à la terre et à l'eau".

16 mars 1962 - La décision d'une révision de la loi sur le pâturage des rennes a été adoptée par 37 voix contre 6. Trois délégués renoncèrent à voter et trois n'étaient pas présents.
La proposition de l'Administration de révision sur la loi sur les pâturages des rennes vise "à fortifier et élever le droit des sames à la terre et à l'eau", étant donnée l'imprécision actuelle des clauses en vigueur.
En relation avec ladite révision de la loi, l'ensemble des problèmes qui sont liés à la situation des Sames en face de l'Administration des Eaux et des autres exploitations dans les territoires lapons doit être complètement révisé.
En outre, des mesures particulières pourraient être prises individuellement, à l'égard de tel ou tel Same contraint de changer de profession de par la rationalisation de l'élevage du renne.
Il est également affirmé que des mesures doivent être prises pour maintenir la cohésion de la société lapone (för att sammanhalla hela same befolkningen).

E) Revendications Lapones

En sus des empiètements de VATTENFALL au sujet desquels les Sames se plaignent de n'avoir pas été consultés ainsi que le rappelait notamment le Pasteur Gustav PARK au Congrès 1962 de S.S.R. (NORRBOTTENS-KURIREN, 16-3-62), soit de n'avoir reçu aucune compensation comme Jovva SPIK du village lapon de Sirka (id.), d'autres questions se posent en ce qui

concerne l'utilisation du "lappmark", notamment l'extension des "parcs nationaux" et l'implantation de terrains d'essai de fusées.

7 octobre 1961 - L'Association Suédoise pour la Défense de la Nature recommande, avec quelques modifications, la proposition de l'Administration Départementale de réserver le territoire de Padjelanta comme parc national et l'aggrandissement du parc national de Sarek dans le Département de Norrbotten.

10 octobre 1961 - Les délégations de l'Association pour la Défense de la Nature et l'Administration des Eaux ont abouti à un accord sur la manière dont les constructions d'énergie électrique seront créées sur la rivière Stora Lule. En ce qui concerne la rivière Stora Lule, l'arrangement compote que la station énergétique qui avait été prévue à Vuojat serait sacrifiée alors que par contre, le système nord des eaux serait pleinement utilisé.
Par la condamnation du projet de Vuojat, les rivières Virihaure et Vastenjaure sont sauvées, et tout le parc national de Padjelanta demeure intact.

11 octobre 1961 - Dans sa réponse à l'Administration Départementale du Norrbotten, l'Administration des Eaux ne s'oppose pas à la création du parc national de Padjelanta.

28 novembre 1961 - D'une part, la Société BOLIDEN a constaté que ses demandes de concession avaient été repoussées en considération de l'instauration de Padjelanta comme parc national, d'autre part, comme par ailleurs l'Administration Départementale a recommandé que soient laissés libres pour l'exploitation des mines le parc national ou les territoires proposés comme parc national, la Société considère poursuivre l'activité

prévue dans ces territoires conformément à ses plans existants.

1er février 1962 - Les organisations de Défense de la Nature et de Tourisme veulent que le territoire de Padjelanta devienne parc national et que le parc national de Sarek soit agrandi.
La Commune de Jokkmokk s'oppose à cela, de même que les villages lapons concernés.
Que Padjelanta devienne parc national, cela implique 6.000 Km2, c'est-à-dire un tiers de la superficie de la commune considéré comme parc national et champ de tir de missiles.
La Commune estime que suffisamment d'empiètement ont été provoqués antérieurement, d'une part par le terrain de missiles à Nausta, d'autre part par la construction de barrages dans la commune. En outre, le territoire du grand parc national se trouve dans la commune de Jokkmokk.
Dans sa requête, l'Association Same de Jokkmokk fait observer que lorsque leurs ancêtres ont été privés des terres à impôts ("lappskattelanden"), il était dit qu'ils disposeraient en tous lieux de la terre au-dessus de la limite des cultures ("allt land ovanfür odlingsgränsemi").
En outre, ils se disent surpris que la question de Padjelanta ne soit pas discutée avec eux, bien que la loi dise explicitement que les questions concernant les Sames et l'élevage des rennes seront soumises aux sames pour avis.

16 mars 1962 - Au Congrés S.S.R. d'Arvidsjaur, une opposition massive s'est manifestée chez les délégués au sujet du projet du parc national de Padjelanta.
Un grand scepticisme s'est manifesté à l'égard des promesses que les diverses instances font aux Sames sur, par exemple, le droit de chasse sauvegardé, l'autorisation de

transhumance, etc...
Nils-Eric "UOLIO", du village lapon de Sirkka a déclaré: "Nous avons obtenu des promesses semblables quand le parc de Sarek a été établi, et maintenant il n'en reste plus rien".

31 mars 1972 - Le Ministre de l'Agriculture, M. Eric "OLMQVIS", a proposé de faire de la terre ancestrale d'été des Sames de Jokkmokk un parc national.

4 décembre 1971 - Lors des discussions au sujet de l'établissement d'un terrain de fusées les Sames n'étaient pas opposés au projet, mais ils ont demandé un grand nombre de compensations en échange de leur concours. Leurs réclamations portaient notamment sur des lignes de téléphone, des étendues protégées, 50 km de routes et deux enclos pour rennes dans les villages lapons de Talma et de Vönkämä .
Les autorités lapones ont fait remarquer que les limitations de tirs devaient être faites de septembre à décembre.
Par ailleurs, le Docent Bent "IL'Q'IS", de la Recherche sur les Musées a fait remarquer qu'un arrêt des tirs durant certaines périodes de l'année serait particulièrement malencontreux du point de vue de la recherche.

F I N L A N D E

TRIBUTAIRE CROISSANTE DE SES EXPORTATIONS DE BOIS ET PAPIERS, ET DES MARCHES D'EUROPE OCCIDENTALE, LA FINLANDE SOUHAITE QUE LES PUISSANCES DU MARCHE COMMUN RECONNAISSENT LE CARACTERE TRES PARTICULIER DE SA SITUATION.

Les tendances dont faisait état le dernier numéro d'I.N. paraissent s'être confirmées. Les chiffres d'ensemble disponibles pour 1961 consacrent, en effet, la forte élévation des niveaux de consommation, l'accroissement correspondant du déficit de la balance commerciale, le recul des industries de transformation du métal et de l'agriculture, et le progrès, par contre, des exportations de papier et de bois en grumes. Dans une mesure qui tend à s'accuser, la Finlande est amenée à dépendre très largement de ses forêts, - et en des termes, d'ailleurs, qu'il convient de nuancer puisque la statistique fait apparaitre une forte expansion des ventes des grumes, une moindre expansion des papiers, mais un simple maintien des articles ressortissant aux autres industries du bois.

1. - OBSERVATIONS GENERALES

A) Accentuation du déficit commercial

L'accentuation du déficit commercial attire l'attention : de 23.800 millions MF en 1960, il passe à 30.900 millions (sans tenir compte des recettes invisibles), - soit un accroissement de 30%. Dans le même temps, le volume total de la production nationale n'a augmenté que de 6,1% contre 9% en 1960. En revanche, le niveau moyen des salaires s'est exhaussé de 8%, et l'on note, d'autre part, que la construction a marqué elle-même un fort progrès : de 12%. On ajoutera que la productivité a simplement progressé de 3%. Le BULLETIN MENSUEL DE LA BANQUE DE FINLANDE est ainsi amené à observer que ces divers décalages se sont soldés "par une augmentation substantielle des prix de revient" et "que les prix intérieurs se sont largement élevés". Le commerce de détail vient d'ailleurs en tête des branches en expansion avec une progression de 12% sur 1960. En outre, les avances de crédit consenties au public en 1961 se sont maintenues au même niveau qu'en 1960, alors que les

importations de biens de production se sont considérablement ralenties. En fait, tout paraît se passer comme si l'ajustement à réaliser entre la contraction des marchés extérieurs et la dilatation du marché intérieur n'était pas encore amorcé.

B) L'accroissement de la dette

D'où l'acuité du problème de trésorerie. M. PAUNIO, chef de la Division de Recherche de la Banque de Finlande, est amené à écrire, dans le n° ?, vol. 36 du BULLETIN MENSUEL DE LA BANQUE : "... Les liquidités à la disposition de l'économie se sont resserées, en dépit du concours généreux et permanent des banques, - qui s'est accru de 57 milliards MF durant le premier semestre 1961 (...) Avec le recul des exportations, les moyens du secteur bancaire ne peuvent que décroître et, avec eux, la capacité d'alimenter l'économie. En outre, le budget de l'Etat est moins sévère qu'il ne l'était en 1960". Le FINANCIAL TIMES du 31 janvier 1962 n'exclut d'ailleurs pas que le Gouvernement finlandais ne doive, à très brève échéance, faire face à une crise de trésorerie. Le budget 1962 requerra, on le sait, une masse de plus de 44 millions de livres sterling pour financer le déficit. Il se peut, au surplus, que des budgets supplémentaires soient présentés en cours d'exercice, qui contribueront sans doute, à élargir l'impasse. Jusqu'ici, par voie d'emprunt, 11 millions de livres sterling ont été dégagées. Les observateurs présument que le Gouvernement finlandais devra, en 1962, solliciter - tant sur le marché intérieur que sur les places étrangères - de nouveaux concours. On note, à ce propos, que la dette d'Etat, qui s'élevait, en décembre 1958, à 459 millions $ et qui avait été ramenée, en décembre 1960, à 442 millions $, atteignait, en novembre 1961, 479 millions $.

C) Le commerce extérieur finlandais devient de plus en plus tributaire du Marché Commun.

Il pourrait fort bien n'y avoir là que de simples péripéties de conjoncture si deux autres facteurs d'une extrême importance n'étaient à prendre en considération. Tout d'abord, l'orientation du commerce extérieur finlandais en direction de l'Europe occidentale - et plus précisément du Marché Commun - n'a cessé de s'accuser tout au long de 1961. Et en des termes tels qu'à l'orée de 1962, la Finlande achetait davantage aux Six qu'aux Sept de l'Association de Libre Echange : 128,2 milliards MF aux premiers contre 127,7 aux seconds. Quant aux exportations finlandaises vers le Marché Commun, elles avaient progressé, en 1961, de 17% sur le chiffre de 1960, - contre un accroissement de 6% pour les

exportations destinées à la zone de Libre Echange. Par ailleurs, si l'on tient compte que la Grande Bretagne figure pour 15% dans le total des exportations finlandaises et pour 22% dans celui des importations - et que la Norvège et le Danemark commandent, eux-mêmes, 5% des échanges de la Finlande avec l'extérieur - l'entrée de ces trois pays dans le Marché Commun signifierait que plus de la moitié des échanges globaux de la Finlande dépendrait d'un bloc économique auquel il est exclu qu'elle puisse immédiatement et inconditionnellement s'intégrer.

Le tableau I, ci-dessous rassemble les indications disponibles sur l'orientation actuelle du commerce extérieur finlandais. Il accentue la portée des observations qui précèdent en faisant apparaitre l'importance des reculs enregistrés par les exportations de la Finlande tant à destination des Etats Unis (- % sur 19 0) qu'à destination de l'Union Soviétique (- %).

TABLEAU I - ORIENTATION DU COMMERCE EXTERIEUR FINLANDAIS

	IMPORTATIONS			EXPORTATIONS			BALANCE
P A Y S	Par 1000 millions MF	% en + ou - sur 19 0	% par rapport au total	Par 1000 millions MF	% en + ou - sur 19 0	% par rapport au total	Par 1000 millions MF
A.E.L.E.	127,7	12	34,7	117,1		34,7	-10,
Gde Bret.	5 ,3	4	15,3	74,7	- 4	22,2	+18,4
Suède	42,2	19	11,5	19,2	25	5,7	-23
Danemar.	11,8	34	3,2	11,9	8	3,5	+ 0,1
Suisse	8,7	15	2,4	3,5	17	1,0	- 5,2
Norvège	5,5	- 0	1,5	,3	5	1,9	+ 0,8
Autriche	2,7	20	0,7	1,2	132	0,3	+ 1,5
Portugal	0,5	+ 0	0,1	0,3	30	0,1	- 0,2
C.E.E.	128,2	9	34,8	101,4	17	31	-23,8
Allemagne	78,4	19	21,3	43,7	19	12,9	-34,7
France	18,5	-	5,0	17,4	17	5,2	- 1,1
Pays Bas	14,3	- 6	4,0	21,1	10	6,3	+ 6,3
Belg. Lux.	9,5	- 9	2,	13,0	12	3,9	+ 3,5
Italie	7,0	24	1,9	9,2	37	2,7	+ 2,2
BLOC ORIENTAL	70,5	1	19,1	60,8	- 2	18,0	- 9,7
U.R.S.S.	49,0	- 2	13 3	40,9	- 9	12,1	- 8,1
AUTRES PAYS	41 9	8	11,	55,1	- 0	16,3	+13,2
U.S.A.	20,8	7	5,7	14,8	- 3	4,4	- 0
TOTAUX	368,3	8	100	337,4	7	100	-30,9

3-)

D) Le recul des industries de transformation

Un deuxième facteur, d'autre part, doit être souligné, - et c'est l'accroissement du rôle prédominant joué par le bois dans les échanges extérieurs, qui contraste avec la régression, désormais sensible, affectant la part des industries de transformation. La moindre activité de ces dernières ne se limite d'ailleurs pas à la métallurgie : le Tableau II, (page suivante) montre que durant 1971, les industries du bois sont restées très en arrière du papier et du bois en grumes, tandis que les industries métallurgiques reculaient, quant à elles, de près d'un cinquième (- 19%). Le "choix" finlandais - et assurément, est-ce la nécessité qui l'a dicté- semble donc net, et, dans une large mesure fait dépendre l'ensemble de l'économie d'une seule matière première et de la forme "semi primaire" de production que représente la transformation en papier. Or, deux éléments rendent aussitôt manifestes les périls que pourrait comporter une telle situation : l'un, c'est la position tarifaire privilégiée qu'assurerait au bois et au papier norvégiens - et certainement pas au bénéfice finlandais, - une pleine incorporation de la Norvège au Marché Commun ; l'autre, c'est le ralentissement général d'activité qui semble frapper de toutes parts, les productions forestières. On a vu, plus haut, qu'en 12 mois les producteurs scandinaves ont convenu, à deux reprises, de réduire leurs fabrications exportables : 15% pour les papiers Kraft en mars 1971 ; 5% pour le papier journal à partir du 1er janvier 1972. Tributaire, ainsi, des marchés auprés desquels elle ne jouit pas des avantages tarifaires consentis à certains de ses concurrents, et assujettie, de surcroit, à une production univoque alourdie par des excédents internationaux, la Finlande serait, probablement, amenée à appréhender l'avenir si les six puissances du Marché Commun ne convenaient pas d'admettre que son cas justifie une considération et des initiatives "sui generis".

Les tableaux II et III qui suivent, récapitulent ou complètent les indicatifs qui précèdent.

TABLEAU II - STRUCTURE DU COMMERCE EXTERIEUR FINLANDAIS

Type de produit	Valeur en 1000 millions MF			% par rapport au total des importations	
	1961	1960	% de variation	1961	1960
IMPORTATIONS					
Matières premières	169,9	1[illegible],2	+ 2	4[illegible],1	48,9
Biens d'investissement	103,9	93,3	+ 11	28,2	27,4
Biens de consommation	[illegible]1,5	47,[illegible]	+ 29	1[illegible],7	14,0
Carburants et lubrifiants	33,0	33,1	- 0	9,0	9,7
Total des importations	3[illegible]8,3	340,3	+ 8	100	100
EXPORTATIONS					
Papier	153,9	133,7	+ 15	45,1	42,2
Industries du bois	84,1	84,2	- 0	24,9	2[illegible],3
Bois rond	29,[illegible]	20,[illegible]	+ 44	8,8	[illegible],5
Ind. métallurgiques	38,[illegible]	47,4	- 19	11,5	15,0
Agriculture	15,3	1[illegible],0	- 4	4,5	5,1
Autres	15,9	14,[illegible]	+ 9	4,7	4,6
Total des Exportations	337,4	3[illegible],5	+ 7	100	100

TABLEAU III - INDEX DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE
(1954 = 100)

Année	Total des indust.	Mines	INDUSTRIE				Electricité, eau et gaz
			Bois et papier	Métall.	Autres	Total	
1954	100	100	100	100	100	100	100
1955	111	11[illegible]	10[illegible]	111	111	110	117
195[illegible]	114	123	102	113	118	113	121
1957	117	[illegible]33	110	115	117	115	127
1958	113	135	113	107	110	110	140
1959	123	151	123	120	120	121	142
19[illegible]0	1[illegible]0	1[illegible]0	1[illegible]7	1[illegible]0	132	137	1[illegible]0
1961	150	17[illegible]	15[illegible]	1[illegible]9	139	1[illegible]	181

E) Le problème du commerce extérieur finlandais n'est pas insoluble

Les milieux dirigeants finlandais, certes, conviennent que la situation requiert d'être suivie avec attention, - mais considèrent également, que la bonne volonté des uns et des autres peut permettre de dégager des perspectives satisfaisantes pour tous. Dans une conférence faite en février 19[illegible]2 devant la Chambre de Commerce de [illegible]ambourg, M. [illegible]. [illegible]ARIS, Gouverneur de la Banque de [illegible]'inlande traitant des problèmes actuellement posés à la [illegible]'inlande a fait valoir qu'aucun d'entre eux n'était tel qu'il ne comporte pas de solution. De l'exposé de M. [illegible]ARIS, on détachera, notamment, le passage suivant :

"Il est encore trop tôt pour pouvoir dire à présent avec quelle efficacité et avec quels moyens la Finlande serait à même de protéger ses intérêts en politique commerciale dans le monde en voie d'intégration. L'accord tarifaire conclu récemment entre la CEE et les Etats-Unis constitue un nouvel exemple intéressant des possibilités qui s'ouvrent à cet égard. Les renseignements fournis jusqu'à présent sur le contenu concret de cet accord sont encore relativement insuffisants. Mais de toute façon, un tel accord ménagera un nouveau moyen d'organiser les relations commerciales entre la CEE et les autres pays dans le cadre de l'organisation GATT. Aucune formule antérieure n'existe pour le contenu d'une pareille convention douanière et la CEE peut, si elle le désire, adopter une attitude assez souple à l'égard des aspects particuliers que peut revêtir le commerce entre ses adhérents et le pays en question.
Il faut se rappeler cependant que, dans sa politique douanière, la Finlande désire accorder sans réserve à l'Union Soviétique la position de la nation la plus favorisée. Le commerce avec l'Est a été un facteur d'expansion très important pour la Finlande durant les années 50. Sans lui, le développement des industries, exception faite de l'industrie du bois, se serait

poursuivi à un rythme considérablement ralenti. D'autre part, le fait que la Finlande ait pu satisfaire à une grande partie de ses besoins en matière premières, combustibles etc., en se les procurant à l'Est, a contribué d'une façon décisive à la libération importante des importations provenant des pays occidentaux. Les Finlandais considèrent cette libéralisation comme une acquisition importante que l'on doit continuer à consolider.

Des complications politiques peuvent naturellement entraver la réalisation des aspirations de la politique commerciale finlandaise. Mais, le principe et les obligations de la position de neutralité de la Finlande ayant été approuvés aussi bien à l'Est qu'à l'Ouest, il serait logique que ses corollaires en politique commerciale soient également reconnus. Le commerce extérieur finlandais repose sur le désir de développer le plus efficacement possible la croissance économique de cette petite nation et d'accroitre sa prospérité à la faveur d'une libre réciprocité internationale. Nous osons espérer que ses efforts ne seront entravés par aucun obstacle politique", conclut le Dr. PARIS.

') La Convention d'Helsinki

C'est dans cette perspective qu'il convient sans doute, d'attacher une importance particulière à la convention mise au point et signée à Helsinki le 23 mars 1962 par les cinq Etats nordiques : Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède. La Convention, dite d'Helsinki, - et qui est en voie de ratification par les Parlements respectifs - se borne, certes, à entériner ou aménager en un acte diplomatique unique les divers accords de coopération existant déjà entre les puissances signataires sur les plans économiques et social, politique, juridique, culturel et logistique. Mais, en fait, elle se propose surtout de consacrer le caractère solidaire et organique du bloc nordique, - et en termes tels qu'aucune de ses parties constituantes ne puisse risquer de subir un isolement qui mettrait en cause la cohésion morale

de l'ensemble. La référence au Marché Commun est, ainsi, évidente. M. ERLANDER, Premier Ministre de Suède, l'a, d'ailleurs, admis en soulignant qu'il importait que la ratification de la Convention fût acquise avant que ne s'engagent des négociations effectives avec les Six. On note, au reste, que l'article 22 est rédigé en ces termes : "En ce qui concerne les problèmes relevant de la politique commerciale internationale les parties contractantes devront s'efforcer, soit séparément soit ensemble, de défendre les intérêts des pays nordiques et, en outre de se consulter mutuellement".

2. - INFORMATIONS

A) Informations économiques

10 février 1972 - M. VIRVES, Directeur-Gérant de la Fédération Finlandaise des Industries du Bois, a confirmé que les fabricants nordiques de papier journal avaient décidé de réduire leur production de 5% à partir du 1er janvier 1972. M. VIRVES a, néanmoins, exprimé l'espoir qu'une telle décision n'affecterait pas outre mesure les exportations finlandaises de cellulose et de papier-journal.

14 février 1972 - Selon UUSI SUOMI, les prix très bas consentis par l'Union Soviétique ont permis à celle-ci d'écouler récemment 200.000 stds de bois en grumes sur le marché britannique. La Finlande et la Suède, de leur côté, ont résolu de réduire leurs propres prix de 5% par rapport aux tarifs de 1971. Mais les observateurs notent que le volume des ventes suédoises équivant désormais à celui des ventes finlandaises - soit 350.000 stds environ au 14 février - alors que l'année dernière, la Suède se trouvait très en arrière de la Finlande.

Mars 1972 - VEITSILUOTO OY vient de bénéficier d'un crédit de 5,2 millions $ qui lui a été consenti par l'Export-Import Bank et qui lui permettra de développer

sa production de papier-journal. Le remboursement interviendra à partir de 19 5 et s'échelonnera sur 8 années.

Mars 19 2 - Au 1er mars 19 2, selon 'ALOUDELLISET TAPA 'UMA', les cargaisons de bois scié - avec un total de 400.000 stds - étaient en recul de 33% sur la période correspondante de 19 1.

1) ydro-Electricité

1 février 19 2 - Le Comité Internordique chargé d'étudier les diverses modalités d'aménagement de la rivière Tornio a remis son rapport aux Gouvernements de Finlande de Norvège et de Suède. Des trois solutions envisagées initialement, la solution qui prévoyait un débouché sur l'Atlantique a été éliminée. Deux projets A et B restent en présence dont les caractéristiques sont les suivantes :

	Projet A	Projet B
Nombre des Usines	37	26
Nombre des bassins régulateurs	10	9
Pente à régulariser %	70	80
Frais totaux (en MF) (milliards)	245	215
Production escomptée (GWh/an)	10.100	9.400
Rapport $\frac{\text{frais}}{\text{production}}$	24	23
Frais d'expropriation et de dédommagement (en milliards MF)	25	35

Le projet "Atlantique" quant à lui, ne comportait que 2 usines, pour 10 bassins, une pente moyenne de 80%, 7.900 GWh/an, 180 milliards MF de devis et 45 milliards MF de frais de dédommagement.

La part de la Finlande, qu'il s'agisse du projet A ou du projet B, comporte 18 usines pour 2.150 GWh/an et 54,8 milliards MF d'investissements.

3) Mines

Janvier 19[illegible]2 - La production finlandaise de nickel réalise actuellement d'importants progrés. Les vieilles mines de Petsamo, on le sait, sont devenues propriété soviétique en 19[illegible]4 : les gisements de Kotilathi sont venus les remplacer.
En 19[illegible]0, 200.000 tonnes de minerai ont été traitées, à partir desquelles 50.000 tonnes de concentré de nickel puis 25.000 tonnes de nickel métallique ont été produites. En 19[illegible]1, 350.000 tonnes avaient été extraites. 90% de la production est destiné à l'exportation.

B) Département de Laponie

12 janvier 19[illegible]2 - Le Gouvernement a décidé de porter à 25 millions MF la subvention accordée à la rennicul-ture, sur la base de 155 MF par renne et 540 MF par bête abattue.

23 janvier 19[illegible]2 - La pénurie de fourrage dans le nord de la Laponie, notamment dans les régions d'Enontekiö, Utsjoki et Inari, a contraint les éleveurs à abattre du bétail.

31 janvier 19[illegible]2 - Au cours d'une réunion de la Société Lapone à Inari, il a été décidé de construire un musée lapon dans cette ville. Le devis s'élève à 3.394.000MF. Les initiateurs du projet souhaitent la venue d'une cinquantaine d'étudiants de l'Université de Turku pour participer, en tant que volontaires, à la construction du musée.

21 février 19[illegible]2 - Le Conseil Lapon Inter-Nordique s'est réuni les 15-1[illegible] février à Narvik. L'ordre du jour de la IVe Conférence lapone qui se tiendra du 20 au 23

août 19[illegible]2, à Kiruna a été discuté. Le thème en sera "La démocratie et les minorités". Une exposition lapone sera organisée en liaison avec la Conférence tandis qu'un camp de jeunesse se tiendra, en août à Karesuvanti. Le Conseil a décidé, par ailleurs d'attirer l'attention du Conseil Nordique sur l'intérêt que présenterait la construction d'une route de Kiruna à Tromsö, par Dividalen.

Etude démographique des Lapons

Un recensement périodique national des citoyens d'origine lapone a été organisé dans les pays nordiques. Différents principes et catégories y ont été appliqués. Le caractère général des problèmes posés par les Lapons à tous les pays nordiques est évident. Aussi le besoin d'une méthode commune de recensement s'est-il fait sentir. Le Conseil Nordique a demandé de mener à bien une étude démographique basée sur des facteurs divers (langue, genre de vie), et le Conseil Lapon Nordique a accepté cette étude.
Un questionnaire a été établi avec la collaboration des Bureaux centraux de statistique d'Helsinki, Oslo et Stockholm. En Finlande où le nombre des Lapons est le plus faible, les enquêtes ont été terminées au cours de l'été 19[illegible]2. Les données ont été rassemblées presque exclusivement par de jeunes Lapons. On a pu ainsi avoir des renseignements sur les sources de revenu, par occupations et emplois (de type primaire ou secondaire), sur les langues parlées par les Lapons au cours de leur enfance et plus tard. L'enquête a également eu pour but de préciser si les intéressés se reconnaissaient ou non comme Lapons.
L'expérience poursuivie en 19[illegible]2 en Finlande sera très utile quand les districts plus étendus du Nord de la Norvège et de la Suède seront, à leur tour, recensés l'an prochain (19[illegible]3).

Le Conseil Nordique au cours de sa session de 19?2, à Helsinki, a recommandé aux gouvernements finlandais, norvégiens et suédois de créer un organisme spécial de liaison pour les questions que posent les Lapons, ainsi que pour les problèmes concernant l'élevage du renne. La Conférence Lapone Internordique de Kiruna a proposé que cet organisme dispose de deux sections.
Même si l'élevage du renne était (et est parfois encore) à la base de la vie lapone, il n'est pas douteux que de nombreux Lapons ont d'autres ressources.

La jeunesse lapone de Finlande Norvège et Suède s'est réunie dans un camp de jeunesse du 1? au 1? août 19?2, à Maresuvanti en Finlande près de la frontière suédoise. Des camps de jeunesse identiques se sont tenus à Inari (19?9), Abisko (19?0) et Kautokeino (19?1). La Suède prendra l'initiative du camp de 19?3. Ces camps de jeunesse ont réuni ?0 à ?0 participants. Les programmes journaliers et les activités ont été basés sur des lectures des discussions des jeux et des sports. On a insisté sur les contacts personnels internordiques et sur la langue lapone qui a été la plus parlée lors de ces rencontres.

ATLANTIQUE NORD ET CANADA

Islande	pp 45 - 52
Groenland	pp 53 - [illegible]
Canada	pp [illegible] - 102

L ' I S L A N D E

L'ISLANDE, MALGRE LES REVENDICATIONS DE SALAIRES, POURSUIT SA POLITIQUE DEFLATIONNISTE. UNE EXCELLENTE ANNEE DE PECHE LA SOUTIENT. LA LEGISLATURE EST DOMINEE PAR LA QUESTION DU MARCHE COMMUN.

L'économie islandaise poursuit la politique "déflationniste" qu'elle a entreprise depuis février 1970, au titre du Programme de Stabilisation.

Au régime d'expansion rapide et peu contrôlée pratiqué de 1950 à 1970, régime d'exportation à des prix artificiels que permettait un système compliqué de subventions à la consommation et des taux de change multiples et qui devait aboutir à la forte dévaluation que l'on sait, le Gouvernement conservateur islandais a substitué, avec l'appui du Fonds Monétaire International et de l'O.E.C.E., assorti d'une avance-crédit de 20 millions $, un régime d'assainissement et de gestion assez classique qui porte ses fruits.

Après dévaluation, le taux de change de la Couronne a été successivement fixé (le 3 août 1971) à 38 puis 43 Kr pour 1 $. La couronne-papier islandaise correspond maintenant à 0,020[illegible]8 grammes-or. Afin de réduire la demande intérieure, une politique restrictive de crédit a suivi. Le taux d'escompte a été relevé de 7 à 13%. Dans le même temps, il a été procédé 1°) à une libération progressive des importations qui permet de "peser" sur les prix intérieurs, 2°) à un bloquage des salaires.

Les résultats de cette politique austère pour le salarié, ont été fructueux : la dette flottante du Trésor a été réduite à la fin de l'année budgétaire 1971. Or en décembre 1970, cette dette s'élevait au total de 43 millions Kr. C'était la première fois, depuis 1945, que le Trésor de l'Etat ne se trouvait pas endetté, en fin d'exercice, vis à vis de la Banque Centrale. De janvier à mars 1972, le Commerce extérieur était bénéficiaire de 192 millions Kr ; à l'importation : [illegible]1 millions de Kr ; à l'exportation : 853 millions Kr.

Ce redressement a été sans le moindre doute facilité par l'excellente année de pêche qu'a été 1971 et qui a compensé, et au-delà, les mécomptes de la pêche de l'année 1970.

Cette politique est conditionnée par la stabilité des prix et des salaires. Le coût de la vie malheureusement n'est pas resté stable. Selon "AFTONBLADET", mars 1950 représentant l'indice 100, l'indice s'est relevé en décembre 1971 à 115. L'ensemble de la Presse (VISIR, "MORGUNBLADIN") fait remarquer qu'en janvier 1950, les salaires ouvriers étaient de 23,86 Kr/heure. L'indice des biens et services s'étant élevé de 32%, le salaire horaire devrait être non pas de 23,86 Kr mais de 31,50 Kr.

Des grèves revendicatrices commencent à gagner de nouveau le pays : le Bureau Confédéral de l'ALÞÝÐUSAMBAND ISLANDS (Confédération des Syndicats) exigerait que le pouvoir d'achat soit augmenté jusqu'à ce qu'il soit au moins égal à ce qu'il était en juillet 1971. Des concessions ont déjà été accordées: augmentation de salaires dans certaines entreprises ; le 19 décembre, le projet de loi établissant qu'effectivement, la journée de travail serait au maximum de 8 heures a été votée.

Un récent rapport de l'O.C.D.E. (novembre 1971) concluait que les augmentations de salaires accordées représentant 500 à 600 millions de Kr et égalant 10% du revenu national, ont un caractère inflationniste. Ce rapport rappelle que la situation économique reste malaisée et, en raison même du manque de diversité de l'économie, la situation est particulièrement fragile.

Cette situation appelle d'autant plus à la prudence que le déficit permanent de la balance commerciale est compensé, et dans une proportion non négligeable, par les redevances de la Base Américaine dont l'installation n'est peut-être pas permanente.

On connait la modicité de l'équipement industriel du pays (engrais, ciment...) malgré le riche potentiel hydro-électrique. Le récent projet islando-suisse d'implantation d'une usine d'aluminium de 20.000 T. annuelles (pouvant s'élever à 100.000 T.) sur la côte Nord-Est, est encourageant.

1. - L'attitude islandaise devant le Marché Commun parait devoir dépendre de la décision de la Grande Bretagne.

La législature sera dominée par la question du Marché Commun. Les conséquences des négociations en cours de la Grande Bretagne avec cet organisme seront déterminantes.

A un meeting du Conseil représentatif du Parti Social Démocratique, le 7 décembre 19[illegible], M. Th. GISLASON a déclaré que les Islandais partagent trop d'intérêts - 70% environ des exportations islandaises - avec les six nations du Marché Commun, pour se permettre de ne pas en être. L'Althing ne sera pas saisi du problème avant l'automne, après que les négociations de la Grande Bretagne avec le Marché Commun aient pris une véritable orientation.

8 mars 19[illegible]2 - Le Gouvernement islandais décide d'acheter pour la somme de 80.000 $ les bons émis par les Nations Unies.
On apprend, par ailleurs, que M. U. THANT, Secrétaire Général des Nations Unies, aurait accepté une invitation du Gouvernement islandais.

8 mai 19[illegible]2 - Le Ministre du Commerce, M. Gylfi Th. GISLASON et le Secrétaire Général Jonas H. HARALZ sont de retour de Paris et de Rome où ils ont conféré avec des officiels du Marché Commun. Cette rencontre avait un but d'informatin et non de négociation.

27 mai 19[illegible]2 - Les élections municipales qui viennent d'avoir lieu (renouvellement de 128 représentants) permettent d'observer un certain effacement du parti au pouvoir (Parti de l'Indépendance : 52 mandats) au bénéfice du parti du Progrès (Agrarien libéral ; gain de 2.850 votes) et du parti social-démocrate (gain de 1.111 votes). Le pourcentage des votants était de 88,3% à Reykjavik, le plus élevé étant de 93,8% à Olafsfjörður, le plus faible étant à Akureyri.([illegible]%).

2. - Une année exceptionnelle de pêche.

La saison de pêche, l'an passé, a été remarquablement bonne. 835.189 T., soit 121.445 T. de plus que l'année

précédente, mauvaise année, il est vrai, 72.378 T. ont été assurées par les chalutiers. Le pourcentage de prise par les chalutiers n'a pas varié d'une année à l'autre.

La pêche du hareng a été particulièrement favorable: 1960 : 135.778 T. ; 1961 : 325.911 T.

Si l'on examine les grands centres de pêche (tous poissons, à l'exception du hareng, pêchés sur la côte Nord-Est de l'île), on note que la pêche de la morue et du saumon tend de plus en plus à se concentrer au large des côtes sud islandaises (1958 : 47,3% des prises totales ; 1961 : 70,2%) et au large des côtes sud du Groenland (1958 : 15,7% des prises totales ; 1961 : 23,5%). Par contre, les pêcheurs islandais semblent avoir déserté le banc de Terre Neuve, trop éloigné : 1958 : 28,1% des prises totales ; 1961 : 6,1%.

Les exportations de poissons ont représenté en 1961 2.812.750 Kr (FOB) contre 2.849.450 Kr (FOB) en 1960. La politique déflationniste du Gouvernement a permis d'obtenir la réorganisation géographique des exportations au détriment des pays d'Europe orientale. En outre, on relève la conquête de nouveaux marchés éloignés. Le Nigéria, par exemple, a été depuis quelques années, sur le plan du stockfish, le principal client de l'Islande.

Bien que les stocks aient été élevés (fin d'année 1961, ad valorem 385,8 millions Kr), le poisson n'a représenté que 91,5% des exportations (92,5% en 1960).

L'industrie des conserves se développe. 88 usines de réfrigération ont traité plus de 77.219 T. de poisson en 1961. L'augmentation relevée par rapport aux chiffres de 1960 est la conséquence de la bonne saison du hareng.

9 mars 1962 - A l'Althing est déposé un projet de loi visant à soutenir l'industrie du chalut en raison des difficultés de financement qu'elle traverse. Il est prévu pour les années 1960 et 1961 une somme totale de 30 millions de Kr.

17 mars 1962 - L'armement islandais s'est accru en 1961 de 98 navires représentant plus de 18.000 T.

30 mars 1962 - Les chalutiers allemands ont l'autorisation de pêcher à l'intérieur de la limite des Eaux territoriales islandaises.

28 avril 1962 - VISIR rapporte que les prêts américains à la "FREEZING PLANTS CORPORATION" et à la"FEDERATION OF ICELAND COOPERATIVE SOCIETIES" ont été accrus de 63 à 172 millions de Kr. En garantie, on note THE FIRST NATIONAL CITY BANK OF NEW YORK ; le reste est garanti par EXPORT-IMPORT BANK.
Des rumeurs, par ailleurs, font état d'un large projet de FINDUS visant à établir en Islande un Centre de traitement du poisson.

3 mai 1962 - Les premières baleines (2) ont été prises. La saison est généralement plus tardive de deux semaines.

9 mai 1962 - THJODVILJINN s'interroge sur l'anomalie suivante : les Norvégiens seraient en mesure d'acheter le hareng à 90 aurar par Kilo f.o.b. Reykjavik, cependant qu'on ne trouve pas preneur, sur la côte Nord, à 77 aurar.

3. - Un large programme agricole vient d'être mis au point

La superficie cultivée est, on le sait, (en milliers de km2) de 0,8, les pâturages naturels (moyenne 1953-1957) étant de 19,8.

Selon ALTHYDUBLADID (10 février), un programme agricole pour les 10 années à venir a été mis au point par l'Administration. Nous aurons l'occasion, en un bulletin prochain, d'en faire l'analyse. Il prévoierait l'ouverture d'un crédit de 2,610 millions de Kr.

La rentabilité de la vie agricole, les taux d'intérêt des crédits consentis aux exploitants ne sont toutefois pas tels qu'ils empêchent l'abandon de certaines exploitations.

Aussi observe-t-on, tout à la fois, la poursuite de l'exode rural (population agricole : 20%) et, en raison d'une meilleure productivité, une augmentation de la production dans une proportion de 4 à 5%. En 1961, la production laitière s'est même accrue de 7,9% représentant 5,8 millions de ki'os.

20 mars 1962 - 391 postes de télévision suivraient les programmes du Poste Emetteur Américain de Keflavik, en principe exclusivement destiné au personnel de la Base. L'Islande n'a pas de réseau de télévision national. Des démarches ont été faites pour doter, avec le concours d'organismes internationaux, l'Islande d'un réseau de télévision qui lui permettrait de préserver son entité culturelle nationale.

28 mars 1962 - Le Conseil Nordique d'Helsinki aurait décidé d'ériger un Institut d'Education Nordique à Reykjavik prés de Baendaholl pour la somme de 10 millions de Kr. La participation financière de la Suède serait de 40%.

27 avril 1962 - Une Conférence océanographique sur la Mer du Groenland suivie par 8 océanologistes (Islande, Norvège, Allemagne, Grande Bretagne, Canada) s'est tenue à Reykjavik.

10 mai 1962 - Les étudiants islandais en France ont voté une résolution destinée à leur Gouvernement. Cette résolution l'invite à poser la candidature de l'Islande à l'UNESCO. L'Islande est l'un des 3 seuls pays européens à ne pas faire partie de cette grande organisation.

6. - Nouvelles Diverses

- Scot-ice, le nouveau cable téléphonique a été inauguré le 22 janvier. Il relie la Grande Bretagne (Gairloch, Ecosse) aux Iles Feröe (Torshavn) et au-delà à Vestmannaeyjar en Islande. Ce cable sera la première section d'un cable qui unira la Grande Bretagne au Canada, via l'Islande et le Groenland.
Le coût aurait été de 170 millions de couronnes. Les Administrations postales anglaise , danoise et islandaise respectives ont participé à cette réalisation.

4. - Les communications aériennes se développent et le tourisme tend à devenir une industrie

La densité des communications aériennes se développe singulièrement. En 1961, on note que 8.965 atterrissages ont été enregistrés à l'aéroport de Reykjavik. Vols réguliers (passagers) en Islande : 3.580; vols privés et vols d'entrainement : 4.063; vols militaires : 122; vols réguliers (passagers) transatlantiques : 918; vols militaires transatlantiques : 13.

Il est intéressant de noter que les liaisons aériennes avec le Groenland se développent. ICELANDAIR annonce 8 vols cet été, 4 vers Kulusuk, sur la côte Est, 4 vers Narsarssuak, sur la côte Ouest.

De récentes statistiques publiées par HAGTIDINDI indiquent la progression régulière du tourisme en Islande : 10.111 en 1958, 12.296 en 1959, 12.806 en 1960, 13.516 en 1961.

Ce sont les Américains qui constituent les plus gros effectifs : 3.700 en 1961 contre 2.512 en 1958 ; les Danois qui sont au nombre de 3.658 en 1961 et en régression sur l'année précédente(3.996) offrent un effectif assez invariable (3.696 en 1958). On relève en outre les Britanniques, en constante progression (1.705 contre 919 en 1958), les Allemands (1.494 en 1961 contre 882 en 1958). On ne compte que 633 Norvégiens en 1961 (614 en 1956), 736 Suédois (5.071 en 1958), 188 Finlandais (125 en 1958).

5. - Nouvelles culturelles

7 février 1962 - Une décision a été prise relative à la publication de tous traités passés à propos de l'Islande avec l'étranger. La période couverte va de 1660 à 1961 ; l'Ambassadeur Dr HELGI P. BRIEM suivra ce travail, pour le compte du Ministère des Affaires Etrangères.

1er mars 1962 - 16 Doctorats en Médecine ont été décernés en 1961 par l'Université, 4 ou 5 seulement de ces médecins, selon ALTHYDUBLADID, journal de l'opposition, seraient en mesure de trouver un emploi.

- La construction, en Islande, a connu un trés net recul en 1961, et qui inquiète : 770 appartements seulement ont été construits en 1961 contre 1.775 en 1956. Or 778 personnes (dont 378 enfants) seraient, d'aprés TIMINN, toujours installés dans des cabanes de l'Armée à Reykjavik.

- Selon TIMINN, pendant la période allant du 1er octobre au 31 décembre 1961, les ventes d'alcool ont augmenté de 11.633.401 Kr sur 1960, soit une augmentation de 5,2%.

- L'Islande compte un parc automobile de 23.300 unités dont 6.195 camions. A Reykjavik, on a 10.215 voitures dont 2.398 camions. En 1952, on comptait 10.775 voitures (dont 4.215 camions). L'Islande a ainsi, et comme en 1959, une automobile pour 7,65 habitants.

G R O E N L A N D

LE GROENLAND S'EFFORCE DE RESOUDRE D'UNE PART, LE DECALAGE ENTRE LA RAPIDE CROISSANCE DEMOGRAPHIQUE ET UNE PRODUCTION INSUFFISANTE BIEN QU'EN CONSTANT ACCROISSEMENT - SURTOUT SUR LE PLAN DES PECHES -, D'AUTRE PART, LES CONSEQUENCES DE SON DUALISME ECONOMIQUE ET SOCIAL

1. - L'accroissement rapide et la concentration progressive de la population.

La population groenlandaise compte, au 31 décembre 1959, 31.855 hab. dont 29.203 nés dans l'île, soit 1.234 personnes de plus que l'an passé. La majeure partie de la population est concentrée sur la côte Ouest : 28.919 (27.333 en 1958). La côte Est compte en 1959 2.394 hab. (2.282 en 1958) et la région de Thulé 542 hab. (509 en 1958).

a) Un accroissement de 4%.

L'accroissement de la population reste donc très rapide : 3,7%. Le taux de natalité a encore crû : 46,2/1000 (55,1/1000, côte Est, 48,0/1000 côte Ouest, 38, /1000 région de Thulé ou Nord du Groenland); le taux de mortalité s'abaisse par contre régulièrement, grâce aux mesures sanitaires ; il devient proche de celui du Danemark.

	Taux de mortalité au Groenland			au Danemark
1957 :	13,3/1000			
1958 :	10,2/1000			
1959 :	9,7/1000	dont : Côte Ouest :	9,9/1000	9,2/1000
		: Côte Est :	8,7/1000	
		: Côte Nord :	2,3/1000	

On relève ainsi que la natalité élevée est maximale sur la côte Est, la mortalité maximale sur la côte Ouest, natalité et mortalité étant minimales sur la côte Nord. Cette dernière observation confirme l'analyse qui a été présentée ailleurs sur ce point intéressant.

2 juin 19[illegible] - Selon un nouveau recensement en 19[illegible], le Groenland a une population de 33.1[illegible]0 personnes, dont 30.378 nées au Groenland, soit un accroissement de 23% en 5 ans (2[illegible].033 personnes en 1955).
Ces chiffres confirment le maintien du mouvement d'accroissement extrêmement rapide de la population qui ne manquera pas de compliquer, par sa rapidité, les problèmes socio-économiques.

b) Une concentration urbaine progressive : 1,15% par an.

Le regroupement de population qui avait commencé à prendre une certaine ampleur il y a environ 20 ans, se poursuit rapidement : cependant que l'on comptait en 19[illegible], 193 lieux habités dans tout le Groenland (dont 155 sur la côte Ouest), en 1953, ce total s'abaissait à 18[illegible] (dont 1[illegible]1 sur la côte Ouest), 1[illegible]3 en 195[illegible] (dont 132 sur la côte Ouest). Le nombre de lieux habités a, en 13 années, diminué de 15% dans l'ensemble du Groenland et sur la côte Ouest. La concentration constatée de 1,15% par an est ainsi très rapide.

39% de la population résidait dans des villes en 19[illegible] ; 58,5% en 195[illegible]. A l'inverse, 34,8% de la population résidait dans des localités éloignées, 2[illegible],4% seulement en 1959. Le reste de la population résidait dans des stations diverses.

A regarder plus attentivement les chiffres, il apparait que la concentration est plus accentuée sur la côte Ouest dont la vie est tournée vers la pêche (en 1959, [illegible]0,8% de la population y est urbaine) que sur la côte Nord (population urbaine : 3[illegible]%) ou Est (population urbaine : 35,5%) dont les ressources principales sont, on le sait, fournies par la chasse.

Mouvement cordlaire : l'équipement de la population se traduit, depuis 10 ans au moins, par une modernisation croissante et un développement de la pêche. Cependant qu'on comptait en 1[illegible]60 3[illegible]3 bâteaux à moteur au-dessus de 21 pieds de longueur, en 1959, il était décompté dans tout le Groenland (moins la région de Holsteinsborg) [illegible]35 bâteaux.

Ainsi que nous l'avons fait remarquer dans I.N. 3 p. 83, la vie de chasse se maintient solidement dans les districts qui lui sont favorables. Donnée significative, les trappes à renards restent nombreuses, en 1959 : 13.725 pour l'ensemble du Groenland moins Holsteinsborg. On décompte 15.321

chiens de traineaux en 1959 dans le même ensemble du Groenland moins Holsteinsborg, (10.02[illegible] en 1950), 2.[illegible]5 kayaks contre 2.332 (1950).

Les traits d'archaïsme disparaissent. On ne compte plus en 1959 dans tout le Groenland (à l'exception d'Holsteinsborg) que [illegible] oumiaks (barques de femme), (43 en 1950) et 10 tentes de peaux, (32 en 1950).

c) Consommation : des besoins croissants.

Mouvement encore corollaire, les besoins se font croissants, la consommation groenlandaise devenant toujours plus dépendante de l'Europe.

La consommation groenlandaise qui, de 1958 à 1959 est passée de 5[illegible].225.[illegible]27 Kr à [illegible].528.[illegible]00 Kr, se décompose comme suit, par grands postes :

Consommation par tête d'habitant en 1959 en Kr
(Source : tableau p.20-21 BERTHINGER n°[illegible].1961)

	Côte Nord	Côte Est	Côte Ouest
Produits coloniaux d'épicerie	517	51[illegible],4	501,50
Spiritueux (vin, bière, eaux gazeuses)	77,15	145,3	245,72
Armes à feu et munitions	[illegible]8,72	39,18	40,[illegible]4
Produits divers manufacturés	184,24	198,35	178,77
Tabac et articles de fumeurs	211,31	218,71	230,[illegible]5
Porcelaine, faïence et verrerie	[illegible],45	10,[illegible]8	[illegible],12
Objets ligneux	31,[illegible]4	10,04	127,[illegible]4
Papéterie et objets de bureau	5,89	12,02	13,[illegible]9
Combustibles ligneux et oléagineux, produits pétroliers et huiles de graissage	80,5[illegible]	152,97	286,93
Salaisons, poissons ou viandes diverses	0,08	0,30	2,97

Le tableau est intéressant. Il permet d'observer que les dépenses par tête d'épicerie sont partout élevées et assez paradoxalement plus importantes sur la côte Nord et Est dont l'économie traditionnelle est tournée vers la chasse que sur la côte Ouest. On note les dépenses élevées au poste des armes à feu sur la côte Nord, à l'activité de chasse.

Sur la côte Ouest dont l'économie est principalement tournée vers la pêche, les dépenses sont élevées au poste des objets ligneux, des combustibles, des salaisons, poissons et viandes diverses. Les dépenses par tête, au titre des spiritueux et des tabacs y représentent, à eux seuls, les 9/10èmes du poste d'épicerie.

Au niveau de la totalité des transactions commerciales dans l'ensemble du Groenland, on remarquera que les produits coloniaux d'épicerie représentent en 1959 24,08%, les combustibles 13,21%, les spiritueux (vin, bière et eaux gazeuses) 11,[illegible]%, le tabac et articles de fumeurs 10,80%, les produits divers manufacturés 8,55%, les produits ligneux [illegible],22%, les armes à feu 1,[illegible]%, la papeterie et articles de bureau 0,[illegible]5%, la porcelaine 0,31%, les salaisons, poissons et viandes diverses 0,15%.

2. - Une production accrue mais insuffisante : pêche, chasse, agriculture.

La publication récente du BERETNINGER VEDRØRENDE GRØNLAND n°1 (1960) et n°[illegible] (1961) permet de compléter l'étude présentée dans le numéro précédent (I.F. 3 p. 80-8[illegible]).

Nous insistions sur l'importance que revêt l'activité minière (cryolithe à Ivigtut, plomb à Mestervig) pour équilibrer le budget groenlandais.

En 1959-1960 en effet, les 5.0[illegible] familles groenlandaises ne couvraient par leur activité traditionnelle propre (chasse, pêche, agriculture) que 18% des denrées commerciales importées par le Département et évaluées à [illegible]1.[illegible]00 Kr. Cette proportion est à réduire encore, les derniers chiffres publiés pour la période du 1er janvier au 31 décembre 1959 indiquant, ainsi que nous l'avons dit, un total de vente de [illegible]6.995.427 Kr.

a) Des données statistiques générales

Le chiffre d'affaires de la KGL GRØNLANDSKE HANDEL qui a le monopole des activités commerciales en matière de chasse, pêche, agriculture est en 1959, au chapitre de ses comptoirs, de 35.537.748 Kr. qui se décomposent comme suit :

- Achat de produits groenlandais	11.0[illegible].[illegible]84
- Salaires et honoraires des fonctionnaires	4.237.799
- Frais de bureau	[illegible]89.[illegible]37
- " " Constructions	1.251.541
- " d'expéditions et de frêt	1[illegible].159.5[illegible]1
- Règlement des intérêts	1.023.100
- Amortissement général	[illegible]09.[illegible]88
	35.537.7[illegible]8 Kr.

La production groenlandaise au niveau des transactions (agriculture, chasse et pêche) est passée de 1 [illegible] à 1 [illegible], (en 1000 Kr.)de [illegible] Kr à 11.[illegible] Kr. A ce titre, le revenu par tête est de 38[illegible],31 Kr sur la côte Nord du Groenland, 2[illegible],27 sur la côte Est et [illegible] Kr sur la côte Ouest. Les chiffres de production totale peuvent être résumés par le tableau suivant établi d'après le BERTELSEN (p.23, n° 7, 19[illegible]).

Transactions assurées par la [illegible] GRØNLANDSK HANDEL en 1[illegible], en 1000 Kr.

	Côte Ouest	Côte Nord	Côte Est	Total 19[illegible]	Total 1958
Morue	[illegible]	-	1[illegible],1	[illegible]	[illegible]
Flétan	[illegible]	-	[illegible]	[illegible]	322,5
Autres poissons	1 005,[illegible]	-	1	1 00[illegible]	1 020,[illegible]
Foie de requins et morues	283	0,5	1[illegible],[illegible]	2[illegible],7	323,1
crevettes	[illegible]	-	0,2	[illegible]	[illegible]
caviar	7[illegible]	-	-	7[illegible]	71[illegible]
Total poisson	[illegible]	0,5	10[illegible]	[illegible]	[illegible]
Phoques	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Renards	185,5	[illegible]	5,2	2[illegible]	20[illegible]
Ours	0,7	-	[illegible]	[illegible]	15,[illegible]
Graisse de phoque, de dauphin et autres	300,1	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]
Ovins	[illegible]	-	-	[illegible]	[illegible]
Divers	128,[illegible]	13,[illegible]	15,[illegible]	[illegible]	[illegible]
Autres divers	[illegible]	-	-	[illegible]	18,[illegible]
TOTAL	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]	[illegible]

Si la part de la chasse dans l'activité générale reste importante, on note que le poste ovin est devenu plus rénumérateur que celui de la pelleterie des renards. Après l'année désastreuse de [illegible], le troupeau ovin a été de nouveau constitué. L'élevage est d'un bon rapport, un agneau étant vendu 55 Kr par tête. Le Département commercial du

Groenland vient (mai 1961) de solliciter un crédit de 155.000 Kr pour mettre en culture prés de Narssak, au Sud du Groenland, 30 ha afin d'augmenter la production de brelée destinée au fourrage d'hiver du troupeau croissant.

On remarque l'importance croissante du phoque (peau et graisse) dûe à une conjoncture favorable et à une politique de cours habile suivie par le KGL GRØNLANDSKE HANDEL. Le tableau ci-dessous, établi d'aprés le BERLINGSKE 1961 n° [illegible] (tableau n° 14) précise cette évolution positive à l'exception des pelleteries d'ours dont les cours se sont effondrés en 1959.

	Ours	Renards	Phoques
Quantité			
1958		2 379	21 772
1960	80	5 058	44 182
1959	21	6 398	45 535
Valeur en Kr			
1958	15 300	208 500	874 400
1959	4 800	255 600	931 300
Valeur moyenne par unité (en Kr)			
1958	177,9	40,32	19,79
1959	228,7	39,96	21,00

b) L'activité des pêcheries

74,4% des revenus des Groenlandais sont assurés par la pêche en 1960 et plus particulièrement celle de la morue. La production est en constante augmentation. De 1958 à 1959, la quantité de morue pêchée a augmenté de [illegible]% (de 29.814 T. à 33.819 T.). Les effectifs de pêcheurs ont crû de 5,8% (2.389 - 11% de la population - à 2.530). On note cependant que les zones de pêche parcourues se sont légèrement réduites : 1958 : [illegible],1 miles2 par pêcheur de pêcherie ; 1959 : 5,78 miles2 par pêcheur de pêcherie. Prés des 2/3 des poissons sont salés, 1/3 fileté ou séché. Les principaux pays étrangers importateurs sont, par ordre d'importance : Grèce, Espagne et Portugal, Iles Feröe (qui traite le poisson sous forme de Klippfish), Italie, Angleterre. Le tableau (page suivante) en précisant la valeur de la production groenlandaise traditionnelle, montre la part croissante qu'y tient la pêche.

Source : GRØNLANDSPOSTEN III/1962

Années	Prix moyen en Kr	Dont, pour poisson et dérivés, à l'exception des crevettes	Produits poissonniers et % de la valeur transactionnelle
1950	1 [illegible].000	20.000	12%
1950	3.312.000	2.375.000	72%
1954	5.[illegible]73.000	[illegible].889.000	71%
1955	7.[illegible]82.000	5.[illegible]17.000	75%
1956	8.2[illegible]7.000	5.877.000	71%
1957	9.[illegible]40.000	[illegible].885.000	7[illegible]%
1958	10.730.000	8.118.000	7[illegible]%
1959	11.200.000	8.500.000	7[illegible]%
1960	11.700.000	8.700.000	74,4%

c) Balance des comptes 1959

Dernière indication statistique :

Le budget général des diverses activités du KGL GRØNLANDSKE HANDEL dont, le capital matériel immeuble en caisse est, le 31 déc. 1959, de 189.931.83[illegible] Kr, s'élève aussi bien au crédit qu'au débit à 220.133.010 Kr.

Les importations CIF du Groenland en 1000 Kr étaient, à partir du Danemark en 1959 de 92.70[illegible] Kr (90.358 en 1958), des autres pays de 11.787 Kr en 1959 (11.917 en 1958). Les exportations FOB du Groenland en 1000 Kr étaient au Danemark en 1959 de 38.8[illegible]7 Kr (23.710 en 1958), aux autres pays en 1959 de 27.754 Kr (28.30[illegible] en 1958).

La balance des comptes (en 1000 Kr) est déficitaire de 82.70[illegible] Kr au niveau des transactions avec le Danemark, créditrice de 15.83[illegible] au niveau des transactions avec l'étranger.

Novembre 1961 - Un accord est en cours de négociation entre le KGL GRØNLANDSKE HANDEL qui détient le monopole de la pêche au Groenland et les syndicats de pêcheurs danois intéressés par la pêche en ces eaux. Il autoriserait aux Sociétés danoises l'accès aux eaux groenlandaises, à la condition que les équipages soient mixtes, c'est-à-dire comprennent également des pêcheurs groenlandais.

Mars 1962 - Il apparait que la pêche à la morue en 1961 était en augmentation de 35% par rapport à l'année passée.

20 avril 1962 - Un plan quinquennal suivra le plan de trois ans en cours d'application, vient de déclarer M. Hans C. CHRISTIANSEN, le Directeur du Département commercial du KGL GRØNLANDSK HANDEL. Le but principal de ce plan sera la construction de nouveaux bâtiments d'industrie poissonnière destinés à traiter la production croissante. L'industrie de congélation devra être développée, la demande pour le poisson salé et séché étant en baisse.

15 mai 1962 - Un plan quinquennal 1962-1966 d'améliorations portuaires, au coût de 30 millions de Kr danoises a été adopté. Il prévoit l'achèvement du port de Jacobshavn (3,8 millions Kr). En 1963, sera achevée la construction des ports de pêche de Godthaab et de Frederikshaab. De 1964 à 1966, les ports d'Angnagssalik, Sukkertoppen, Holsteinsborg, Narssak et Christianshaab seront modernisés.

18 juin 1962 - 11 entreprises de pêche des Iles Feröe se sont déclarées prêtes à participer pour 1/3 aux frais de l'établissement, à Godthaab, d'une Société industrielle de filets congelés de poisson (pour le marché américain) et de farine de poisson. Le solde serait fourni par le Département commercial du Groenland et l'usine serait achevée en 1964.

20 juin 1962 - Un chalutier allemand semi-usinier de Kiel "le Schleswig" de la KIELER HOCHSEEFISCHEREI, chalutier de 915 T. brut, vient d'effectuer une pêche record en 37 jours au lieu des 45 à 50 prévus. Ce navire a utilisé, outre des chaluts pélagiques, des "echolots"

installés sur la gueule du chalut et transmettant au navire la profondeur où se trouvent les bancs de poisson. La pêche a été de 750 T. de poissons ronds.

12 août 19[illegible] - Le Département Commercial du Groenland a passé contrat avec [illegible] chantiers navals d'Esbjerg, pour la construction de [illegible] cotres de 1[illegible] T., 3 de 20 T., 1 de 50 T., au coût total de 1,3 million de Kr.

18 août 19[illegible] - Les ministres des pêches se sont réunis à Trondhiem (Norvège) du 15 au 17 août pour examiner ensemble les divers problèmes que pose l'exportation de leurs pêcheries respectives. Ont participé à cette Conférence, Norvège, Suède, Danemark, Islande, Finlande et Iles Feröe. La perspective du Marché Commun et d'un accord possible avec la Grande Bretagne inquiètent. Il est fait remarquer, en effet, que les pays nordiques débarquent 3 millions T. de poisson cependant que les pays du Marché Commun n'en produisent que 1,7 million T. et la Grande Bretagne 1 million.

3. - Les perspectives minières

Ainsi qu'il a été dit (I.N. 3 p. 8[illegible]), le déficit du budget régulier est essentiellement compensé par l'activité minière: cryolithe d'Ivigtut, exploitation du plomb et du zinc sur la côte Est.

L'appoint direct et très sensible (Cf. Nouvelles diverses p. [illegible]5) apporté par les ressources occasionées par les travaux dûs à l'activité militaire américaine (bases de Thulé et Dew Line) n'est peut-être pas permanent.

Il n'est ainsi pas douteux que la vie minière et la pêche représentent, et pour longtemps, les principales possibilités économiques.

a) Molybdène de la côte Est

AMMASS[illegible] MINE[illegible]OMPAGNI, destinée à assurer l'exploitation des riches gisements de molybdène de la côte Est du Groenland (I.N. 3 p. 87) a été définitivement créée avec des moyens

accrus (capital de [illegible] millions Kr). Cette compagnie est la propriété, pour moitié, de NORDISK MINESELSKAB de Copenhague (gouvernement danois et intérêts privés danois, suédois et canadiens), pour moitié de [illegible] (AMERICA MINING CLIMAX: 9%. Le 20 déc. 1961, le Folketing a donné son accord à ces dispositions.

On compte que la mine de molybdène découverte en 1954 et comportant au moins 50 millions T. de minerai, localisé à Malmbjerget près de Mestervig sur la côte Est, représentera, avant la mise en exploitation en 19[illegible], la mise en oeuvre d'investissements de l'ordre de 75 millions $.

Il est envisagé une centrale nucléaire de 30 megawatts. En cette perspective, le centre danois de recherches atomiques de Risø étudie les possibilités d'extraction rentables d'uranium au Sud du Groenland près de la baie d'Illua. Le procédé mis au point permettrait l'extraction de 50 grammes d'uranium par tonne de minerai (4 à 7 grammes antérieurement) et 150 g. de thorium.

b) Fermeture de la mine de plomb de Mestervig

Le 29 mars dernier, le travail a cessé dans les mines de Mestervig sur la côte Est du Groenland. Les derniers 11.000 tonneaux de sulfure de zinc et 2.500 tonneaux de sulfure de plomb ont été transportés, du matériel et de l'outillage pour une valeur de plusieurs millions de Kr ont été abandonnés dans le village. Il est probable qu'une partie de ce matériel sera vendue à l'ARCTIC MINE COMPAGNI qui, non loin de Mestervig, commence l'extraction du molybdène.

c) Maintien, pour raisons d'emploi, de la mine de charbon de Qutdligssat

La seule mine de charbon de Qutdligssat (I.M. 3 p. 83) a présenté en 1960 un bilan déficitaire de 1.150.000 Kr. La mine ne sera pas fermée, a décidé une Commission d'enquêtes, en égard à la population ouvrière de 1.500 personnes. Afin de diminuer le déficit, la production sera amenée à 35.000 T. par an, le prix de vente étant légèrement augmenté.

4. - Problèmes d'intégration sociale au Groenland

Le sujet de préoccupation essentiel reste à cet égard, le taux des salaires.

La parité des salaires entre Groenlandais et Danois est un leurre au Groenland, l'économie de cette île n'étant pas

équilibrée et la productivité des Groenlandais étant médiocre, déclare en substance Mogens [illegible], expert du Comité Economique (1960-1961). Afin d'atteindre la parité, il conviendrait, selon lui, soit d'augmenter le prix des denrées vendues dans l'île - et il est assuré que le pouvoir d'achat de certaines classes non salariées en serait affecté - soit de frapper de 30 millions de Kr de surtaxe les Danois.

Le problème est en effet plus vaste ; il ne se rencontre pas qu'au Groenland : le développement économique accéléré qu'appelle l'accroissement très rapide de la population tend à se traduire, en raison de l'insuffisance de la formation technique des Groenlandais, par une prolétarisation inquiétante de la main-d'oeuvre.

"La Commission sociologique", dans son rapport sur "la situation de l'éducation sur la côte Ouest" s'en préoccupe. On comptait en 1955, note-t-elle, 3.100 salariés, soit [illegible] fois plus qu'en 1921, 2.200 commerçants et industriels privés, soit 1/3 en plus qu'en 1921. On note, en regard, que les pourcentages d'emploi ont évolué de 1921 à 1958 au désavantage des Groenlandais : 50% des emplois en 1921, 25% en 1958 leur ont été réservés. Les 50 et 75% respectifs étant accordés aux Danois.

"On peut fort bien construire une centrale électrique en deux années ; il faut près de cinq ans pour former la maîtrise nécessaire ; aussi la maîtrise de la Centrale sera confiée à un Danois", fait remarquer à ce sujet le BERLINGSKE TIDENDE, dans son compte rendu du 30 novembre 1961.

C'est dans le but de **remédier** à cette situation de dualisme assez classique en pays sous-développé en voie d'accroissement, dont les implications socio-économiques n'échappent pas, qu'a été créé en janvier dernier, sous la présidence de M. Claus BONNEMANN, un Conseil d'Education (Uddannelsesraad). Ce Conseil a publié en mai le résultat de ses travaux. Il insiste sur l'urgence d'un enseignement technique général accéléré pour remédier aux dangers signalés :

1) Un enseignement au Groenland immédiat technique et artisanal pour adultes. Il serait dispensé, au début, à 300 personnes.

2) Une réforme de l'enseignement classique qui est assuré dans les écoles.

16 février 1962 -M. Lars SVENDSEN, chef du G.A.S. (Confédération Générale Groenlandaise des Travailleurs) a souhaité, au cours d'une conférence contradictoire, que les Groenlandais soient aidés à se perfectionner

techniquement, et qu'ils soient en mesure de concurrencer les Danois, sur un pied d'égalité, dans les emplois.

2[illegible] février 1[illegible]2 - La nouvelle haute école populaire "[illegible]nud Rasmussen" à [illegible]olstainsborg a été inaugurée le 3 juillet.

1[illegible] avril 1[illegible]2 - M. [illegible]ans W[illegible]S[illegible]ERMA[illegible], Directeur de l'Administration des Bibliothèques du Groenland est au Danemark pour acquérir 2.000 livres d'enfants. Le petit nombre de livres en langue groenlandaise (100 titres environ) ne faciliterait pas le développement de la lecture.

5. - Nouvelles Diverses

Décembre 1[illegible]1 - Le Programme Spécial des [illegible]ravaux Publics d'aménagement portuaire et de construction d'immeubles, d'un coût de [illegible]7 millions [illegible]r est en cours de réalisation, particulièrement à Arsu[illegible], Narssa[illegible], [illegible]angatsiaq et [illegible]odthaab.

[illegible]évrier 1[illegible]2 - La première fabrique groenlandaise d'eau gazeuse vient d'être fondée à [illegible]odthaab par [illegible]aj HARUP sous le nom de [illegible]OD[illegible]AA[illegible] MI[illegible]ERALVA[illegible]DSFA[illegible]RIK, au capital de 1[illegible]0.000 [illegible]r. La production sera de 2 millions de bouteilles, ce qui représente la moitié des besoins de l'île. La brasserie des boissons spiritueuses est réservée au monopole du [illegible]L GRØNLA[illegible]DS[illegible]E [illegible]ANDEL.

2[illegible] janvier 1[illegible]2 - L aérodrôme de Söndre Strömfjord devra encore être agrandi. Les coûts globaux de développement (I.M. 3 p.[illegible]1) s'élèveront à 20 millions [illegible]r.
Le trafic est en très rapide développement : 1[illegible]39 : 505 voyageurs vers le Groenland dont la quasi totalité par navire ; 1[illegible]50 : 2.000 voyageurs dont 2.500 par navire

[illegible])

1961 : 10.000 voyageurs dont 7.500 par avion et la quasi totalité via Sondre Strømfjord ; 1962 : 14.000 (?) voyageurs.
Les voyages intérieurs : 15.000 voyageurs dont 8.500 par avion. 1962 : 30.000 (?).

9 février 1962 - Le Lieutenant Général Robert M. LEE, chef du U.S. Air Defence Command, a rappelé à Copenhague, au cours d'une Conférence, que les Américains ne se trouvent au Groenland que pour prévenir le Monde Libre contre les attaques.
Un article du BERLINGSKE TIDENDE nous donne sur cette conférence les renseignements suivants :
A la base de fusées téléguidées de Thulé, achevée en 1954 et dont le coût de premier établissement aurait été de 1 milliard et demi Kr, 4.000 personnes sont résidentes, dont 700 Danois. Durant l'année 1961, 84 millions de Kr ont été dépensés pour de nouvelles constructions ou pour l'entretien de la base. 40 à 50% de cette somme ont été versés à des entrepreneurs danois.
En outre, 4 stations D.E.W. (Distant Early Warning Line), Dye 1 à Strömfjord, Dye 2 et 3 sur l'Inlandsis, et Dye 4 sur la côte Est ont coûté, à titre de frais de premier établissement 300 millions Kr, dont 150 millions ont été versés à des établissements danois. Les dépenses annuelles de fonctionnement s'élèvent environ à 21 millions Kr dont 40% sont payés pour le travail et les services rendus par les Danois.

1er mars 1962 - Le service aérien postal est généralisé pour toute catégorie de courrier à destination du Groenland et ce, à partir du 1er mars.

19 mars 1962 - Au Congrès des Etats Unis (Congressional Record, Appendix A 2053/), M. FLOOD a analysé l'article

de M. Anthony KAMMIGAN paru sous le titre "The Groenland fortress". Il y était indiqué qu'il serait peut-être sage, pour assurer la défense des Etats-Unis que l'Union acquière ce territoire au Danemark. Il est rappelé le précédent de 1917 : achat par les Etats-Unis de colonies danoises en Mer des Caraïbes. "C'est pourquoi, dit M. FLOOD, c'est un impératif national que les Etats Unis acquièrent ce qui pourrait devenir la forteresse groenlandaise de l'Amérique".

2 juin 1982 - On a commencé, sur une île de la côte Sud-Ouest du Groenland, la construction d'une nouvelle station de loran d'une portée environ 4.500 km et dont les frais de construction s'élèvent à 20 millions de Kr danoises.

12 juin 1982 - On suppose que M. Jorgen FLEISCHER, Groenlandais de Godthaab, sera nommé directeur du journal bilingue ATUAGAGDLIUTIT GRØNLANDSPOSTEN. En ce cas, M. FLEISCHER sera le premier Groenlandais à accéder à ce poste.

C A N A D A

LA FORTE EXPANSION DE L'ECONOMIE CANADIENNE ET LA COHESION DE SON ARMATURE FINANCIERE RISQUERAIENT DE SE TROUVER GRAVEMENT MENACEES SI LES ECONOMIES DU MONDE LIBRE ACCENTUAIENT LEUR DIVISION EN BLOCS TARIFAIRES ET GE AIENT AINSI L'ACCES DU CANADA A DES MARCHES DONT IL A BESOIN.

A moins de dix semaines des élections générales (18 juin 1962), le Gouvernement ne pouvait manquer de dresser le bilan de son action. Mr D. FLEMING, Ministre des Finances, s'y est employé en présentant au Parlement, le 10 avril, le budget canadien pour 1962 et en brossant, à cette occasion, un tableau qui couvre l'évolution économique du Canada, depuis 1958.

Indéniablement, les faits, les chiffres sur lesquels le Ministre - et le Gouvernement - prennent appui, frappent par leur force et la plupart des observateurs admettent que l'esprit partisan, seul, amènerait à contester que le Canada soit entré dans une phase nouvelle de son développement économique. Assurément, certains analystes soulignent qu'il est prématuré de tenir pour acquise et consolidée la tendance ascendante imprimée en 15 mois par le Gouvernement à l'évolution générale. Nul, toutefois, ne saurait prétendre - comme M. FLEMING l'a, d'ailleurs, fait valoir - que les améliorations enregistrées "soient le fruit du hasard" : pour reprendre, ici encore, les mots mêmes du Ministre, "... un ensemble cohérent de mesures a été mis en place", et au plein sens du terme, c'est d'une expérience globale et coordonnée que le Canada est le théâtre. Expérience audacieuse, et dont il est manifeste qu'elle est suivie avec une extrême attention par de nombreux milieux internationaux.

A) Un plan de stimulation de l'économie

Expansion par tous les moyens : tel fut, on le sait, le mot d'ordre clairement et explicitement formulé par le Gouvernement, et notamment par M. FLEMING, au printemps 1961, et auquel, comme le rappelle aujourd'hui le Ministre, "une combinaison judicieuse de mesures fiscales, financières e

commerciales" devait donner une base et une forme. Hardiment, le primat des données financières et monétaires sur les autres facteurs fut admis et le Gouvernement n'hésita pas à considérer que le "décollage" de l'économie dépendrait, finalement, de la quantité de "carburant" mise à sa disposition. L'allègement de la monnaie nationale et de la fiscalité et le recours à un déficit "utile" s'inscrivent ainsi dans le "plan de suralimentation", - dont les augures pessimistes soutinrent aussitôt qu'il stimulerait, certes, les échanges, mais de manière momentanée et au prix, en tout cas, de lésions ultérieures graves dans l'équilibre des prix, et dans le stock des réserves de change. On ne saurait donc dissimuler qu'en faisant valoir que l'indice des prix à la consommation pour 1961 a tendu, en fait, à reculer sur 1960, M. FLEMING apporte une réponse d'une exceptionnelle signification, - qui, au moins pour la période considérée, établit que la tendance expansive ne s'est, d'aucune manière, développée dans une perspective d'inflation.

Stabilité des prix, on effet, - mais expansion indéniable, et spectaculaire, des divers secteurs de l'économie qui se solde notamment, par une amélioration véritablement impressionnante des balances extérieures. Entre le 1er et le 4e trimestre 1961, le produit national brut, exprimé en taux annuels, a augmenté (et en dépit de récoltes gravement déficitaires) de 2,4 milliards $ C, - soit 7%. De mars à décembre 1961, la montée du seul indice de la production industrielle dépasse 9%. La réalisation du plan pétrolier - si ambitieux qu'il parût lorsqu'il fut formulé - s'effectue de manière rigoureusement conforme aux prévisions. Quant au commerce extérieur - dont on traite plus loin en détail - l'année 1961 se soldera par un excédent de 179 millions $ C, - contrastant quelque peu avec le déficit de 728 millions enregistré en 1956, et constituant, en fait, le premier solde favorable de la balance depuis 1951.

B) Structure des investissements en 1962

Dans le même temps, M. HEES, Ministre du Commerce, saisissait le Parlement des prévisions gouvernementales d'investissements pour 1962. A un accroissement attendu de 7% du produit national brut correspondrait une augmentation des investissements de 6%, - qui devraient passer de 8.109.000 $ à 8.596.000 $. Dans ce total, la part des dépenses sociales marque une élévation spectaculaire de 15,6% sur 1961, - suivie par les investissements afférents aux constructions (secteurs domiciliaires et non domiciliaires) : + 4,5%. Le mouvement intéresse toutes les provinces, - exception faite de l'Alberta et de la Colombie Britannique où d'importants programmes de construction de pipe-lines, mobilisant de considérables investissements, ont été achevés en 1961. Le tableau de la page suivante rassemble les indications disponibles sur le

mouvement général des investissements depuis 1958. (1)

TABLEAU I

Investissements de capitaux par secteur

millions $	Réels 1958	Réels 1959	Réels 1960	Réels 1961	Prévus 1962	+ ou - 61/62 en %
Secteur Economique	4 870	4 801	4 814	4 622	4 727	+ 2,3
Secteur Social (2)	1 712	1 864	1 932	2 020	2 336	+15,6
Habitations	1 782	1 752	1 456	1 467	1 533	+ 4,5
TOTAUX	8 364	8 417	8 262	8 109	8 596	+ 6

1) Banque de Montréal, Revue des Affaires; 26 mars 1962

2) Investissements des institutions ainsi que des services et agences de l'Etat.

Les indications plus détaillées fournies par les sources ministérielles sur l'affectation des investissements directement productifs attirent l'attention. Les financements dont bénéficient les industries manufacturières progressent désormais plus vite que les investissements intéressant le seul secteur primaire. Parallèlement à cette mutation interne - et significative - de l'économie canadienne, les investissements afférents à l'enseignement marquent le plus fort pourcentage d'accroissement pour l'ensemble des postes. Le tableau (p. suivante) emprunté aux documents publiés par la Banque de Montréal, regroupe les diverses données à considérer.

TABLEAU II

Investissements de capitaux au Canada

millions $	Réels 1960	Réels 1961	Prévus 1962	% de changement 62/61
Industrie primaire (a)	1 134,	1 153,	1 171,	+ 1 7
Industrie manufacturière	1 178,	1 024,	1 189,	+ 16 1
Services publics (b)	1 772,	1,864,	1,835,	- 1,7
Services commerciaux (c)	875,	857,	840,	- 2,0
Habitations	1 456,	1,467,	1 533,	+ 4,5
Institutions (d)	573,	615,	793,	+ 28,9
Administrations Publiques	1,274,	1 329,	1,433,	+ 7,8
TOTAL	8 262'	8 109'	8 596'	+ 6,0
dont :				
Constructions nouvelles	5.453,	5 574,	5 862,	+ 5,2
Outillage et équipement, nouveaux	2 809,	2.535,	2 734,	+ 7,9

(a) Comprend : agriculture ; industrie forestière ; pêche ; mines, recherche et exploitation du pétrole ; industrie de la construction

(b) Comprend : énergie ; transport ; entreposage ; communications ; et acqueducs municipaux

(c) Comprend : commerce de gros et de détail ; finance ; assurances et immeubles ; et autres services commerciaux.

(d) Comprend : écoles et universités ; hôpitaux ; églises ; et autres institutions sociales et de bienfaisance.

C) Le problème des investissements étrangers au Canada

Assurément, et comme le rappelle, la Banque de Montréal (1) : "... l'expérience la plus récente porte à croire qu'une bonne partie des fonds nécessaires pour financer (ces investissements) viendra de l'étranger". Il y a là, on le sait, un trait propre à l'économie canadienne, forte tributaire des capitaux non-canadiens, dont la rémunération contribue à déprimer la balance nationale des comptes. En fait, c'est sur ce problème que portaient en partie, les divergences de vue intervenues, l'an dernier, entre M. DIEFENBAKER et M. COYNE, ancien Gouverneur de la Banque Nationale, - ce dernier faisant valoir que toute "canadianisation" de l'économie serait vaine ou illusoire tant que les éléments principaux de la conjoncture ne seraient pas sous contrôle effectif du capital canadien. Est-il, toutefois, assuré que la situation soit

(1) Loc.cit. 25 avril 1962.

suffisamment simple pour permettre de définir et de préconiser une politique de "choc" qui ne lèse pas tout autant l'économie nationale que les intérêts étrangers qui y sont présents ? Le tableau ci-dessous, dont les éléments proviennent d'indications publiées par la Banque de Montréal, énumère et évalue les différents apports de capitaux étrangers intervenus au Canada depuis 1951. Comme on le verra, conjointement aux apports qui s'investissent en participation directe et effective dans des firmes et entreprises ayant leur siège au Canada et s'incorporant, à ce titre, dans le mouvement de l'économie nationale, il convient de considérer aussi les investissements indirects par achat de valeurs canadiennes et les mouvements de fonds, comportant entrée et sortie de dollars canadiens, afférents à l'évolution des réserves officielles. Un report au Tableau I permet alors d'apprécier de façon purement indicative et très approximative la part possible éventuellement occupée par les concours étrangers dans le montant global des investissements.

TABLEAU III

ELEMENTS DU MOUVEMENT DES CAPITAUX ENTRE LE CANADA ET L'ETRANGER (millions $)	1951	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Investissements étrangers de participation directe	309	346	426	392	417	583	514	420	550	645	420
Investissements étrangers par achat de valeurs canad.	411	316	335	331	166	667	798	677	707	447	492
Entrée (+) ou sortie (-) de capitaux par commerce des valeurs cana. en cours	+38	-94	-31	+63	-27	+199	+92	+88	+201	+52	+103
Entrée(+) ou sortie(-) de $ canad. par changement des réserves officielles	-56	-37	+38	-124	+44	-33	+105	-109	+70	+39	-229

Certes, une partie de ces capitaux provient des Etats Unis. Mais, là encore, il convient de mettre en garde contre certaines simplifications. Jusqu'en 1960, par exemple, le montant total des investissements réalisés aux Etats Unis par des capitaux relevant de la zone sterling était supérieur à celui des investissements réalisés par des capitaux américains dans le Royaume Uni - note étant toutefois, prise du fait que les capitaux britanniques Outre-Atlantique se partagent également entre la participation directe et le portefeuille, tandis que les capitaux américains engagés dans l'économie britannique sont bien davantage de participation directe que de portefeuille. Le tableau ci-dessous (1) précise et regroupe les différents éléments à considérer. Il fait apparaitre, ainsi, que la structure des investissements étrangers présents dans l'économie canadienne relève moins des seuls rapports américano-canadiens, que d'un système complexe et fluide d'intérêts entrecroisés, relevant, à l'échelle internationale, des rapports globaux entre le dollar et la livre sterling.

TABLEAU IV

ORIGINE DES CAPITAUX (en millions $)	Année	Participation directe	Porte-feuille	TOTAL
Investissements du Roy. Uni en Amérique du Nord				
- Aux Etats Unis	1941	712	2 538	3 250
	1960	2 450	2 500	4 950
- Au Canada	1945	348	1 402	1 750
	1960	1 575	1 825	3 400
Total pour	41/45	1 060	3 940	5 000
" "	1960	4 025	4 325	8 350
Investissements nord-américains dans le Roy. Uni				
- Par les Etats Unis	1943	519	100	619
	1960	3 194	1 000	4 194
- Par le Canada	1945	54	53	107
	1959	265	37	302

(1) Source : US Dept. of Commerce.

D) Le parti-pris d'expansion

Dans une telle perspective, marquée par de semblables entrecroisements - qui confirment tout simplement la position organique et solidaire occupée par le Canada dans le système anglo-saxon - on mesure sans peine qu'une politique découlant d'une vue statique de la conjoncture canadienne, et prétendant faire un départ rigide entre ce qui y est national et ce qui y est "étranger", risque d'être très irréel. A ce titre, l'inspiration véritable, ou du moins le souci principal de la politique gouvernementale, semble moins être de recenser les problèmes, que d'imprimer systématiquement à la vie économique la vitesse et le rythme qui permettront de les résoudre, ou d'en modifier la forme, dans et par le mouvement. Les physiologistes savent depuis longtemps que c'est l'exhaussement et l'accélération du métabolisme qui permettent souvent d'améliorer, par accroissement de la vitalité, les systèmes d'autodéfense de l'organisme. Dans une certaine mesure - et c'est sous cet angle qu'elle retient si vivement l'attention - la politique du Gouvernement canadien parait relever d'une méthode comparable et n'hésite pas à considérer que l'expansion seule peut et doit résoudre tous les problèmes - y compris ceux que pose l'expansion elle-même. Les remarquables progrés enregistrés sur le plan du commerce extérieur autorisent, en tout cas, à supposer que l'arbitrage rendu par les faits - au moins jusqu'ici - est favorable.

1. - Le développement spectaculaire des exportations s'accompagne d'un fort accroissement de la part qu'y occupent les produits manufacturés et d'un appréciable élargissement des marchés extérieurs touchés par les marchandises canadiennes.

Au cours de la présentation de son budget, M. FLEMING a pu annoncer à la Chambre que les exportations canadiennes s'étaient accrues, au cours du deuxième trimestre 1961, de 19% sur les chiffres correspondants de 1960. Faisant état des chiffres fournis par le Bureau Canadien des Exportations, le précédent numéro d'INTER NORD notait qu'en juillet 1961, le déficit global, qui ressortissait un an plus tôt à 203 millions $, se trouvait ramené à 97 millions, soit une résorption de plus de 50%. Les indications présentées en février 1962 par la REVUE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCAISE AU CANADA et relatives au dernier trimestre 1961, manifestent qu'en fait l'année se soldera par un excédent oscillant autour de 179 millions $: ce sera le premier connu par le commerce canadien

depuis prés de 10 ans. Et l'on mesurera le chemin parcouru en rappelant qu'en 1958, le déficit atteignait 713 millions $ et 370 millions en 1959.

a) Modification de la structure interne des exportations canadiennes.

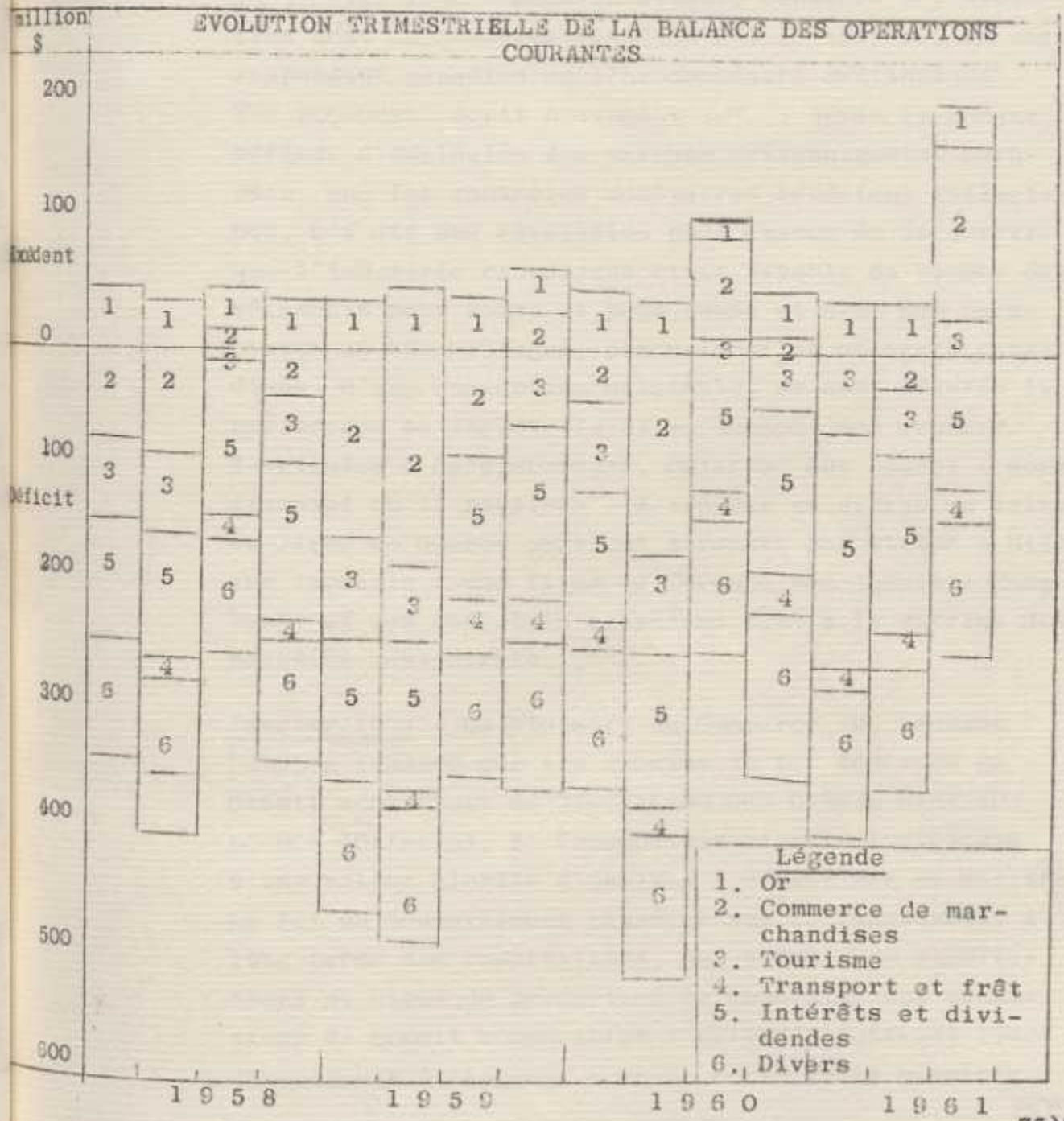
Plusieurs points, par ailleurs, requièrent d'être soulignés, - qui confirment le caractère significatif du redressement réalisé. Tout d'abord, il est vrai que les modifications de change subies par le dollar canadien ont accru la compétitivité des produits nationaux sur les marchés extérieurs. Mais il importe de noter que l'allègement de la monnaie canadienne n'a pas excédé 4% de sa valeur 1960, alors que l'accroissement des exportations enregistré pour les 3 derniers trimestres ressortit à un pourcentage double. D'autre part, si l'ampleur des ventes de blé à l'extérieur a contribué largement à améliorer la balance canadienne, il ressort des données fournies par M. HEES, Ministre du Commerce, que les ventes de produits manufacturés ont marqué un progrés qui atteint quasiment 10%, - et ce, en dépit de certains reculs dans le secteur de l'automobile et des instruments aratoires. Il conviendrait, au surplus, d'ajouter que les exportations de matières premières - au moins durant les premiers trimestres 1961 - ont subi un fléchissement. Aux progrés strictement quantitatifs réalisés par le commerce extérieur canadien, correspond ainsi une modification qualitative de la structure générale des exportations, - et celle-ci n'est pas moins significative que ceux-là.

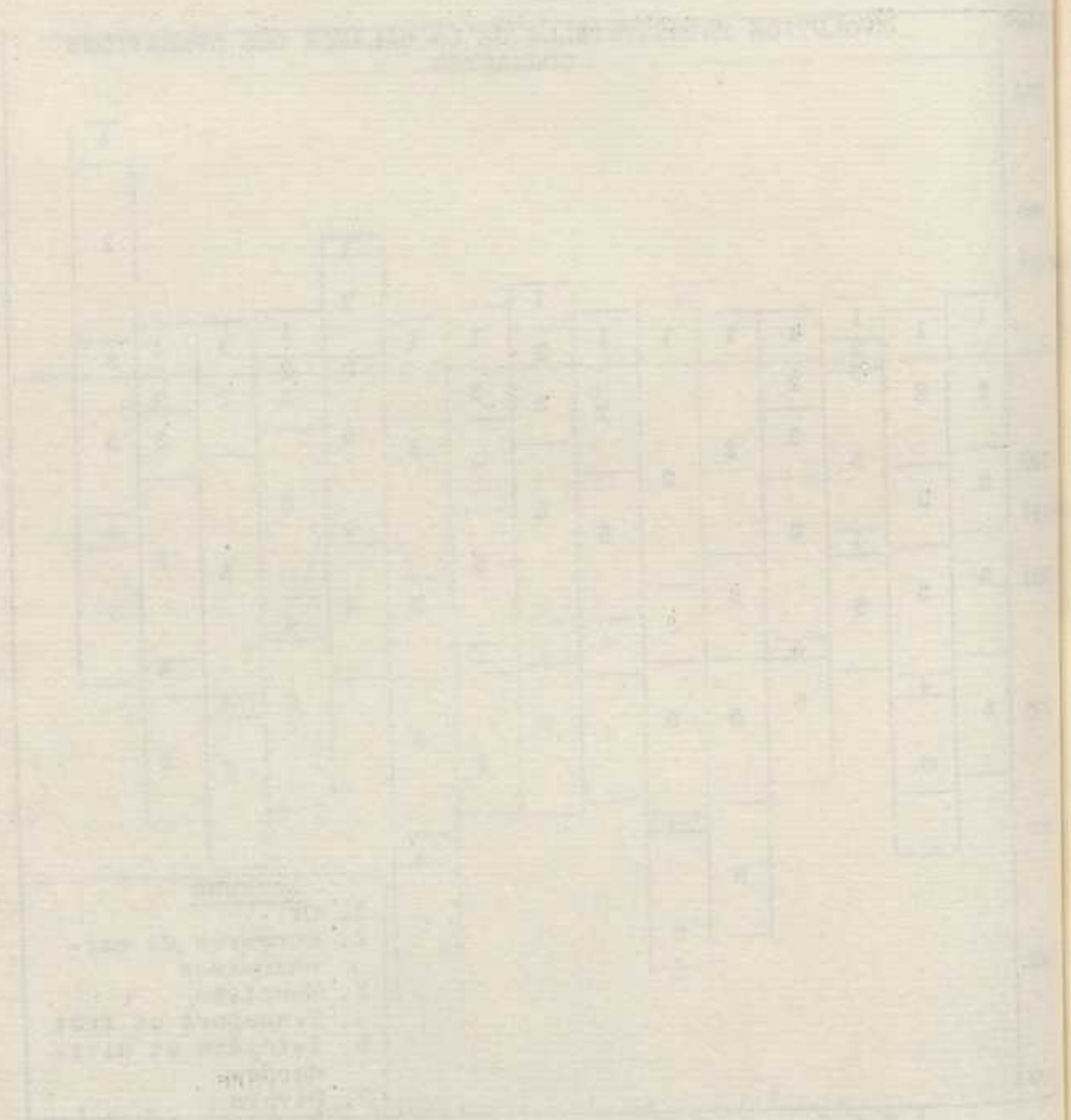
b) La conquête de nouveaux marchés.

Les indications disponibles pour la fin de 1961 sur la répartition géographique des ventes canadiennes confirment, en général, celles déjà présentées dans le dernier numéro d'INTER NORD. Simple maintien, ou légère avance (Etats Unis), voire recul (Gde Bretagne) sur les marchés traditionnels, - mais expansion rapide et considérable vers d'autres marchés : pour le premier semestre 61, les exportations canadiennes vers le Japon ont dépassé de 50% les chiffres correspondants de 60, tandis que le vif essor économique dont l'Europe occidentale est actuellement le théâtre a ouvert aux matières premières industrielles des débouchés dont l'incidence s'est aussitôt révélée considérable. On note, en outre, d'importantes avances réalisées sur les marchés d'Amérique du Sud et d'Amérique Centrale. Et il convient de rappeler qu'en octobre 1961, M. HEES avait annoncé qu'en 1962, 24 missions commerciales canadiennes, chargées de prospecter ou d'élargir des marchés seraient envoyées à l'étranger - avec référence particulière à l'Europe, l'Amérique Latine, l'Inde, l'Australie, la Nouvelle Zélande et le Moyen Orient.

Le caractère véritablement structurel plus que conjoncturel du progrés global dont bénéficie la balance canadienne des comptes ressort, au reste, trés nettement si l'on examine l'évolution trimestrielle de la balance des opérations courantes depuis trois ans. Le tableau ci-dessous, dressé par la Banque de Commerce Canadienne Impériale (Toronto, janvier 62) le montre.

TABLEAU V





Comme on le voit, les importations "invisibles" - sous forme d'intérêts et dividendes versés aux capitaux étrangers investis au Canada - jouent un rôle capital dans la formation des soldes déficitaires. Et l'apparition d'un solde bénéficiaire en 1961 se révèle ainsi d'autant plus significative que, pour cette année-là, la masse des dividendes expatriés est la plus forte enregistrée depuis 1958.

10 janvier 1962 - Dans un article consacré à l'évolution dont le commerce canadien est le théâtre, le correspondant canadien de l'hebdomadaire britannique THE ECONOMIST écrit notamment : "... Aprés la longue période d'exclusion des marchés britannique et européen, que les contrôles monétaires rendaient inéluctable, ç'a été une révélation pour chacun de découvrir que l'industrie canadienne était capable de vendre des vêtements pour homme et pour femme et même des parapluies en Gde Bretagne, des ustensiles ménagers canadiens, d'une conception originale, se sont assurés la préférence en Angleterre et en Europe, des montres fabriquées à Petersborough, Ontario, ont réussi - aussi étonnant qu'il paraisse - à trouver un marché en Suisse. Un firme de Québec parvient à vendre des stylos à billes aux Japonais ; une firme de Toronto des jouets à Hong-Kong, et des chocolats canadiens sont à la vitrine des magasins new-yorkais..."

Février 1962 - Le Ministre du Commerce, M. Georges HEES, a annoncé que les chemins de fer fédéraux du Brésil achèteront de GENERAL MOTORS DIESEL LIMITED, LONDON (Ontario), 5[illegible] locomotives diesel-électriques d'une valeur globale d'environ 5,[illegible] millions de dollars. La loi du Gouvernement canadien sur le financement à long terme des exportations, qui permet aux exportateurs de biens de production de consentir des conditions de crédit comparables à celles qu'offrent leurs concurrents étrangers, a rendu cette vente possible.

Ce montant de 5,[illegible] millions de dollars, payable par les chemins de fer fédéraux du Brésil au cours d'une période de dix ans, constitutue la partie canadienne d'une commande totale de 9,5 millions de dollars qui sera exécutée conjointement par GENERAL MOTORS DIESEL LIMITED OF CANADA et la GENERAL MOTORS CORPORATION des Etats Unis.

La conclusion de ce marché porte à 48,2 millions de dollars le montant des contrats signés par des exportateurs canadiens sous ce régime de financement. D'autres négociations représentant un total de 10[illegible] millions de dollars approchent du stade de la signature du contrat définitif. Toutes les négociations en vue de financement à long terme sont de la compétence de la SOCIETE D'ASSURANCE DES CREDITS A L'EXPORTATION dont relève l'application de l'article 21A de la Loi sur l'assistance des crédits à l'exportation. (Voir I.N. 3 p. 64).

M. HEES s'est dit heureux de ce recours croissant au programme de financement mis en oeuvre par le gouvernement. Une commande comme celle-ci profitera à maintes autres sociétés canadiennes qui seront appelées à fabriquer les pièces composantes des locomotives. On estime qu'elle représente 100.000 jours-hommes de travail répartis à peu près également entre la GENERAL MOTORS DIESEL LIMITED et ses sous-traitants canadiens.

Le ministre a ajouté : "Maintenant que les sociétés canadiennes peuvent soutenir la concurrence sur les marchés étrangers du point de vue du crédit, celles qui sont en mesure de présenter des prix favorables et de livrer des produits de qualité dans les délais requis peuvent compter sur un accroissement du volume de leurs exportations. Le financement est assuré par le gouvernement mais l'initiative de la vente est laissée aux exportateurs eux-mêmes. "L'industrie canadienne démontre qu'elle peut soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux pour une grande variété de produits. Cette vente de locomotives est un exemple

de collaboration entre une filiale canadienne et sa société mère en vue d'obtenir pour le Canada une commande que, par ses connaissances techniques et ses moyens matériels, la société canadienne est en mesure de remplir. Une telle collaboration est extrêmement encourageante."
L'entente a reçu l'appui complet et la garantie intégrale du Gouvernement des Etats-Unis du Brésil.
C'est la seconde vente de locomotives du Canada au Brésil. En effet, la MONTREAL LOCOMOTIVE WORKS LIMITED a conclu, en décembre une entente financière sous le régime de laquelle elle a fourni à la COMPANHIA SIDERURGICA NACIONAL DA BRESIL dix locomotives diésel-électriques et des pièces de rechange d'une valeur de 2,[illegible] millions de dollars.

28 mars 1962 - M. HEES, Ministre du Commerce, a annoncé que le Gouvernement, aidé par les ministères provinciaux de l'Industrie et du Commerce et les associations commerciales, entendait provoquer et organiser la venue au Canada de missions d'acheteurs américains. Le programme envisagé pourrait être mis à exécution durant l'été ou l'automne, dans les provinces de Colombie Britannique, du Manitoba, de l'Ontario et du Québec. Par la suite, il serait généralisé à tout le Canada. M. HEES fait valoir que la réception de ces missions d'achat constituerait le complément logique à l'envoi récent de missions commerciales canadiennes en Europe, Australie, Nouvelle Zélande, Amérique Latine et Moyen Orient.

11 avril 1962 - Le 28e Rapport du Conseil des ports nationaux fait apparaitre que le chiffre d'affaire réalisé en 1961 dégage un revenu d'exploitation sans précédent dans l'histoire du Canada. Des niveaux-records ont été atteints en ce qui concerne le tonnage des cargaisons manutentionnées et la jauge des navires entrés dans les ports. Le Conseil administre les ports d'Halifax, de St Jean, de

Chicontimi, de Québec, de Trois Rivières, de Montréal, de Churchill et de Vancouver, ainsi que les élévateurs à grain de Prescott (Ontario) et de Port Colborne (Ontario). Les recettes d'exploitation 1961 ressortissent à 29 millions $ canadiens (soit 7% de plus qu'en 1960) contre des frais de gestion avoisinant 18 millions $. On notera qu'en 1960, l'exercice s'était soldé par un déficit de $C. 788 808. Les cargaisons manutentionnées atteignent 61 103 789 T. (+ 17% sur 1960). Le trafic étranger d'entrée s'est accru de 20% sur celui de 1960 et le trafic étranger de sortie de 2[illegible]%. Le trafic intérieur a augmenté de 17%.

19 avril 1962 - A la suite de l'accord conclu entre les Etats Unis d'une part, le Marché Commun et la Grande Bretagne de l'autre, dans le cadre du G.A.T.T., le Canada et les Etats Unis ont décidé de réduire leurs tarifs douaniers réciproques sur de nombreux produits dont le volume d'échange représente 128 millions $. En annonçant la nouvelle aux Communes, M. FLEMING, Ministre des Finances, a précisé que la baisse des tarifs portait sur un ensemble de produits manufacturés et de produits agricoles ainsi que sur les produits de la pêche, le bois et les métaux. Elle prendra effet à une date qui n'a pas encore été fixée.

2. - Résolu, en l'état actuel, à ne solliciter ni adhésion ni association au Marché Commun, le Canada n'en présume pas moins que les puissances et nations du monde occidental finiront, tôt ou tard, par s'accorder pour empêcher une division de celui-ci en blocs tarifaires étanches.

Dégager l'économie de ses propres problèmes par l'accélération même de son fonctionnement risquerait de constituer une entreprise peu réalisable si une partie des débouchés internationaux qui peuvent s'offrir à elle tendaient, soudainement, à s'oblitérer. Le Gouvernement canadien, à ce titre, ne dissimule plus que les pourparlers engagés par de nombreux pays européens, dont la Grande Bretagne, avec le Marché Commun le préoccupent sérieusement : non seulement une extension du Traité de Rome à d'autres secteurs de l'Europe élèverait une barrière tarifaire quasi-infranchissable entre le Canada et une des zones les plus industrialisées du monde, mais cette barrière - de surcroit - passerait par le travers du Commonwealth, en annulant les privilèges spécifiques dont y jouissent les exportations canadiennes : M. DIEFENBAKER, au cours d'un exposé devant l'ASSOCIATION DES COURTIERS EN IMMEUBLES de Montréal, a indiqué, par exemple, que l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun affecterait 75% des biens et services acheminés par le Canada vers les marchés britanniques. Et le Premier Ministre canadien a ajouté : "Le commerce du Canada pourrait subir des pertes énormes et se désorganiser."

Les informations présentées par les deux derniers numéros d'INTER NORD amenaient à conclure, pour la période considérée, que le Gouvernement canadien se proposait surtout de s'interroger, et sans formuler encore de réponse catégorique, d'examiner méthodiquement les diverses éventualités. Il semble que cette phase soit aujourd'hui dépassée, - puisque M. DIEFENBAKER vient d'exclure formellement tout autant l'adhésion que la simple association au Marché Commun. La clef des développements à venir ne réside donc plus dans des négociations directes - envisagées par certains - entre Ottawa et les Six, mais, très strictement, dans un dialogue entre le Canada et la Grande Bretagne, à mener dans le cadre, l'idéologie et la discipline des puissances du Commonwealth. Celles-ci se réuniront en septembre 1962, - après que M.MACMILLAN, Premier Ministre britannique aura rencontré M. DIEFENBAKER.

Entre temps, il est vrai, des faits nouveaux seront certainement intervenus. La Norvège, par exemple, a déjà formulé une demande officielle d'adhésion au Traité de Rome. Mais en revanche, - et ceci peut aussi annoncer un fait nouveau - les réserves manifestées au sein même du Marché Commun par ceux qu'inquiète la perspective de son élargissement excessif ont pris de la force : les thèses qui plaident, à l'inverse, pour un assouplissement des clauses du Traité de Rome afin de faciliter, précisément, cet élargissement en ont pris également. Par ailleurs, la France a rendu plus clair qu'elle entendait ne pas confondre union économique et unité politique. Dans une mesure croissante, les incertitudes et les indéterminations paraissent ainsi ne pas se développer moins à l'intérieur du Marché Commun qu'à l'extérieur de celui-ci, et l'on présume

même que l'issue des divers pourparlers en cours peut faire finalement apparaitre une situation trés différente de ce qu'elle était au départ. A ce titre, il n'étonnera pas que le Canada - convaincu, sans doute, qu'une crise éventuelle des rapports entre l'Europe continentale des Six et le reste du monde occidental ne saurait, en aucun cas, se dénouer au détriment brut de ce dernier - ait estimé possible, et opportun, de mieux dessiner sa position et d'inviter, par là même, chacun à assumer ses responsabilités.

25 janvier 1962 - Prenant la parole devant l'Association des Courtiers en Immeubles de Montréal, M. DIEFENBAKER, Premier Ministre, a évoqué les problèmes posés au Canada par le Marché Commun. Il a, notamment, déclaré : "Il semble maintenant évident que les (Six) nations d'Europe occidentale ont effectué un progrés trés net vers la réalisation de l'unité dans leurs pensées et leur action politiques, aussi bien que dans leurs affaires économiques et sociales (...) Il va sans dire que le Canada appuie, en principe, cet accroissement d'unité de nos amis d'Europe (...) Lorsqu'il est devenu évident que le Gouvernement du Royaume Uni envisageait sérieusement de participer au Marché Commun d'Europe, notre devoir a été de ne pas permettre que, faute d'avoir fait des représentations, le Canada et le Commonwealth voient leurs intérêts oubliés à l'occasion d'une décision de ce genre (...) Notre commerce avec le Royaume Uni s'est accru régulièrement. Il est passé de 1 293 millions $ en 1956 à 1 511 millions $ en 1960, soit une augmentation de 17%. Les exportations de produits de base vers la Grande Bretagne qui étaient de 817 millions $ en 1956 ont atteint 925 millions en 1960, augmentant ainsi de 13%. Les importations venant du Royaume Uni se sont accrues de 23,5%, passant de 476 millions $ en 1956 à 589 millions en 1960 (...) Les exportations canadiennes vers la Grande Bretagne pourraient être affectées, dans une proportion de 70% par une entrée du Royaume Uni dans le Marché Commun, à moins que celle-ci ne se fasse à des conditions propres à préserver, dans une large

mesure, le système de priorité du Commonwealth et la libre entrée de la plupart des produits canadiens au Royaume Uni. (...) Si le Royaume Uni devait adhérer à la Communauté sans prendre de mesure pour protéger les intérêts du Commonwealth, les conséquences pourraient être graves et le commerce du Canada pourrait subir des pertes énormes et se désorganiser (...) La participation du Canada est absolument hors de question (...) Certains ont suggéré que nous devenions membres associés (...) Mais une fois de plus, ce n'est pas possible, soit en théorie, soit en pratique, car la qualité de membre associé est réservée aux pays sous-développés ou aux territoires dépendants dont l'économie peut s'enclaver raisonnablement dans une association spéciale avec le Marché Commun. Le Canada n'appartient pas du tout à cette catégorie..."

22 février 1962 - M. Arnold HECTLE, représentant commercial du Royaume Uni au Canada a déclaré, à Montréal, que l'entrée de la Grande Bretagne dans le Marché Commun présentait plus d'avantages que d'inconvénients pour le Canada. "Des pays comme le Canada ont plus à gagner de toute amélioration du niveau de vie britannique que de l'évolution inverse".

25 mars 1962 - M. E. HEATH, Lord du Sceau Privé, est arrivé hier à Ottawa pour entretenir le Gouvernement canadien des progrés réalisés à Bruxelles par les négociations de la Grande Bretagne avec les puissances du Marché Commun. Le Ministre britannique a indiqué que les négociations, dans la phase présente, consistaient surtout "à diviser les grands problèmes en un certain nombre de problèmes plus petits". Il a révélé que les pourparlers étaient cependant parvenus à un point où il allait s'agir d'aller plus avant et de prendre position nettement sur un certain nombre de questions d'importance majeure. M. HEATH s'entretiendra avec, outre M. DIEFENBAKER, MM. FLEMING,

Ministre des Finances, HEES, Ministre du Commerce, HARKNESS, Ministre de la Défense, - mais auparavant Ministre de l'Agriculture.

6 avril 1962 - M. DIEFENBAKER, Premier Ministre, a accepté la suggestion, formulée par M.MACMILLAN, Premier Ministre de Grande Bretagne, d'une réunion, le 10 septembre prochain, des Premiers Ministres du Commonwealth, au cours de laquelle seront examinées toutes les questions ressortissant à une entrée éventuelle de la Grande Bretagne dans le Marché Commun.

27 avril 1962 - Le Bureau Canadien de Statistique a confirmé que les exportations canadiennes vers la Grande Bretagne et le Commonwealth avaient décliné en 1961 (0,70% pour les premières et 2,7% pour les secondes), tandis que celles à destination des autres pays,-et notamment les nations du Marché Commun, - s'étaient accrues de 11,5%.

29 avril 1962 - M.MACMILLAN, Premier Ministre Britannique, arrive aujourd'hui à Ottawa en vue d'entretiens avec M. DIEFENBAKER et d'autres membres du Gouvernement canadien. On prévoit que les conversations porteront surtout sur les pourparlers en cours entre la Grande Bretagne et les puissances du Marché Commun. Certains observateurs croient savoir que M. McMILLAN s'efforcerait d'amener M. DIEFENBAKER à faire preuve d'une moindre réserve à l'égard des négociations poursuivies avec les Six à Bruxelles par la Grande Bretagne, - et se proposerait même d'obtenir du Premier Ministre canadien une déclaration officielle en ce sens. Les milieux d'Ottawa, quant à eux, non seulement tiennent pour très douteux que M. DIEFENBAKER consente à s'engager si loin, mais admettant que les informations venues de Bruxelles et la déclaration récemment faite à ce propos par M. HEATH, qui dirige la délégation britannique dans la capitale belge, ont contribué à accroitre les inquiétudes canadiennes.

2. - La politique financière du Gouvernement stimule, certes, tous les secteurs de l'industrie, mais le développement méthodique de celle-ci, au double titre de la production et de l'équipement, découle, avant tout, de l'importance du potentiel économique national

Au 3ème trimestre 1961, le produit national brut atteignait (facteurs saisonniers écartés) 37.364 millions $, - soit prés d'un milliard de plus que durant le dernier trimestre 1960. L'accroissement des salaires et traitements, une augmentation de 10% du bénéfice des sociétés rendaient compte, il est vrai, de la quasi-globalité de cet exhaussement, - et, à ce titre, il y a assurément là une conséquence de la nouvelle politique financière mise en place par M. FLEMING. Il ne s'ensuit nullement que le progrés intrinsèque de l'industrie pour la période considérée ait été faible ou nul. On notera, en effet, que de janvier à septembre 1961, le déficit des récoltes a réduit le revenu agricole de plus de 20%, et que dans le même temps, le produit national brut a, néanmoins, marqué une avance sur la période correspondante de 1960. Certes, des hausses de prix ont contribué à cette avance, mais les bilans des sociétés font apparaitre, au-delà ou à côté de ces éléments circonstanciels, que le mouvement ascendant de l'industrie est, à la fois, méthodique et réel.

Dans une certaine mesure, ainsi, une relative distinction doit être maintenue entre les facteurs de conjoncture - surtout financiers et monétaires - qui marquent l'actuel état expansif de l'économie canadienne et les facteurs de structure qui découlent de la mise en valeur industrielle du potentiel national. En fait, la perspective générale du développement associe, sans nécessairement les confondre, deux rythmes d'accroissement, dont les dynamismes et les caractéristiques sont spécifiques. On ne saurait voir là rien que de trés favorable. Si par aventure, en effet, des difficultés financières imprévues ou prévues, venaient géner ou ralentir l'élan considérable donné par le Gouvernement au fonctionnement de l'économie canadienne, il ne s'ensuivrait probablement pas que la dépression qui pourrait en découler doive affecter globalement l'ensemble des mécanismes économiques. Entre une monnaie actuellement "suractivée" et un potentiel national dont la mise en oeuvre ressortit à une évolution plus lente, sont, ainsi, ménagées des articulations intermédiaires qui, le cas échéant, constituent

autant de lignes de repli et de défense de tout le dispositif national.

a) Métallurgie

11 janvier 1962 - Le Bureau des Statistiques confirme que la production d'acier de 1961 sera la plus forte jamais atteinte au Canada, - et prévoit que les niveaux de 1962 ne leur seront pas inférieurs. L'accroissement sur 1960 ressortit à 13,5%, - soit le sextuple de l'avance enregistrée par le produit national brut.

Avril 1962 - Selon INFORMATIONS CANADIENNES (n° 60), les bilans 1961 des principales sociétés métallurgiques font partout apparaitre un progrés de la production et des investissements d'équipement. ALGOMA STEEL CORP. annonce que ses investissements 1962 seront deux fois plus élevés qu'en 1961. ATLAS STEEL Ltd enregistre en 1961 un accroissement de 14% des ventes et bénéfices. DOMINION FOUNDRIES & STEEL Ltd accorde 3,91 $ par action pour l'exercice 1961 contre 2,31 $ en 1960 et fait valoir que les commandes en carnet début 1962 sont plus élevées que début 1961. D'importants investissements sont prévus pour 1962, - notamment un troisième laminoir à froid. STEEL Co. OF CANADA a réalisé 27 millions $ de bénéfices en 1961 contre 21 millions en 1960, et envisage un programme d'investissements approchant 90 millions $: les perspectives et commandes pour 1962 s'annoncent, en outre, trés supérieures aux chiffres de 1961.

Au terme de déclarations faites en janvier 1962, par M. BARTHOLOMEW, Vice-Président de l'ALUMINIUM Ltd, la société dont il dirige, par ailleurs, les services financiers prévoit, pour les prochaines années, un accroissement de 10% de ses investissements - qui portera le montant des immobilisations de 1570 millions $ à 1925.

De son côté, M. H.S. WINGATE, Président du Conseil d'Administration de l'INTERNATIONAL NICKEL, a fait ressortir que le premier trimestre 1962 occupera la seconde place dans l'histoire de la Compagnie par l'importance des gains réalisés. M. WINGATE estime que le Marché Commun aura un heureux effet sur l'activité de la Compagnie.

b) ndustrie Mécanique

Mars 1962 - L'activité de l'industrie automobile pour les premiers mois de 1962 se révèle extrêment forte. GENERAL MOTORS OF CANADA annonce que de novembre 1961 à février 1962, 76.735 véhicules ont été vendus contre 67.200 pour la période correspondante de 1960-1961. Durant le seul mois de janvier 1962, 20.943 unités ont été écoulées. FORD MOTOR OF CANADA révèle que les ventes réalisées par la Société en janvier 1962 constituent un record, et dépassent de 20% les chiffres de janvier 1961. De son côté, MASSEY FERGUSON estime que l'exercice 1962 sera un exercice de croissance régulière.

c) Bois et Papier

23 janvier 1962 - M. R.M. FOWLER, Président de l'Association canadienne des Producteurs de Pulpe et Papier, a annoncé, à l'occasion du congrès annuel de l'Association, que la production canadienne avait atteint, en 1961, un record avec 12 millions de tonnes. La capacité et la production de l'industrie du papier s'accroissent ainsi de 2,5% en 1961. Les exportations de papier ont porté sur 80% du volume total produit par l'industrie canadienne.

4. - Le Canada maintient ou étend sa position prédominante sur le marché minier mondial, tant au titre de la production que de l'exportation.

Les résolutions de l'Export Trade Promotion Conference tenue à Ottawa, en décembre 1961, ont rappelé que le Canada, grand pays minier, maintient ou étend sa position prédominante sur les marchés pour un grand nombre de minerais essentiels. L'expansion se poursuit, malgré la diminution assez régulière des cours de matières premières.

a) Un des premiers pays miniers du monde.

En 1960, selon NORTHERN MINER (30 nov. 1961), le Canada était le premier producteur (en milliers de tonnes d'amiante (1.118), de nepheline-syenite (249), de nickel (214 soit 60% de la production mondiale), le second en aluminium (751 T.), cadmium (2.245 L.), Or (4.607 onces), platine (460 onces), sélenium (502 L.), zinc (406 T.), titanium (388 T.), uranium (12 T.), le troisième en cobalt (3.330 L.), argent 33.759onces magnésium (7%), le quatrième en barite (155 T.) en cuivre (438 T.), plomb (205 T.), molybdène (758L.).

En 10 ans, toujours selon NORTHERN MINER (30 nov. 1961), la production de l'industrie minière métallique a doublé. La valeur est de 1.403 millions $. Celle de l'industrie minière non métallique : 587 millions, de l'huile minérale : 582 millions.

En 1961, la production a augmenté de 2,6% en passant à 2 milliards 572 millions $. En 1939, la valeur de la production minière était de 42,12 $/hab. En 1959, elle était de 138,12 $/hab. et a encore augmenté en 1961.

b) L'exportation, en accroissement, de produits bruts (cuivre, aluminium, nickel, pétrole, zinc, amiante) n'est pas synonyme de "sous-développement"

Dans une trés forte proportion, ces minerais sont exportés et constituent une part importante des exportations totales.

Cette exportation est en constante expansion. Cette expansion en 1960 est d'autant plus méritoire que la demande aux Etats Unis s'est réduite. Elle témoigne des vertus d'"adaptivité" du commerce canadien, en mesure de suppléer, sur un marché trés serré, aux défaillances de son meilleur client.

En 1958, la valeur totale des exportations était de 1,232 millions $, selon George HEES, Ministre du Commerce (NORTHERN MINER, 30 nov. 1961). Les exportations canadiennes ont été en augmentation sur le marché du cuivre (+ 33%), aluminium (+15%), nickel (+14%), zinc (+15%), amiante (+10%) du pétrole enfin, de 1956 à 1960.

Le FINANCIAL TIMES du 1er mai 1962 donne des indications intéressantes sur le taux remarquable d'expansion du commerce du pétrole en 1961 : 53%. 184.366 barils par jour ont été exportés, et particulièrement sur le marché américain de Puget-Sound. Les exportations de gaz naturel ont augmenté de 53% et pourraient, toujours selon FINANCIAL TIMES, encore doubler en 1962 et atteindre le total de 700 millions/jour de pieds cubes. La Californie du Nord est demanderesse et le transport est assuré par la "Alberta and Southern Pipeline".

Il est à noter que les Américains, principaux clients, ont levé provisoirement tout quota d'importation en matière d'huile minérale ; ils peuvent toutefois le rétablir si nécessaire. Il n'est pas douteux que la récente dévaluation du dollar canadien, en facilitant encore l'expansion canadienne aux Etats-Unis risque de raviver le débat.

En raison d'un retrécissement en 1960 du marché des Etats-Unis, la vente de l'uranium s'est contractée de 1?%. L'Atomic Energy Commission of the U.S. annonçait en effet, le 6 nov. 1959, qu'elle n'entendait pas exercer ses privilèges de préemption sur l'uranium canadien aprés 1962. 9 mines sur 20 ont été fermées en un an. On rappelle que le Canada possède dans l'Ontario (Elliott Lake et Bancroft area) et dans la région du lac Athabasca, les plus importantes réserves mondiales.

Des conversations se sont engagées en Grande Bretagne avec Atomic Energy Authority pour la fourniture de 12.000 T. d'uranium annuel. Selon le FINANCIAL TIMES du 3 février 1962, le débat se circonscrirait autour du prix : "Il n'y a aucune chance, note à ce propos un grand journal anglais, que le prix initial de 8 $ la livre puisse être maintenu". Il serait question de 5 $ la livre.

Le commerce du fer avec les Etats Unis a été réduit de 22%. Il en est de même pour l'aluminium, le zinc. On remarque qu'en regard, les exportations ont, dans le même temps, crû vers la Grande Bretagne et surtout l'Europe et le Japon.

c) Les principaux clients du Canada

Tableau des Exportations Minérales canadiennes

(Source : NORTHERN MINER, 30 nov. 61)

		Etats-Unis (tonnes)	Gde Bretagne (tonnes)	Autres (tonnes)
FER	1956	- 15 400 000	2 800 000	2 100 000
	1960 (-)	11 700 000 (+)	3 800 000 (+)	3 500 000
ZINC	1956	288 000	70 000	24 000
	1960 (-)	212 000 (+)	98 000 (+)	97 000
ALUMINIUM	1956	213 000	240 000	56 000
	1960 (-)	100 000 (-)	180 000 (+)	272 000
CUIVRE	1956	122 000	84 000	30 000
	1960	122 000 (+)	113 000 (+)	91 000
AMIANTE (Asbestos)	1956	158 000	33 000	183 000
	1960 (-)	147 000 (+)	37 000 (+)	274 000
NICKEL	1956	113 000	29 000	34 000
	1960 (-)	69 000 (+)	42 000 (+)	84 000
PLOMB	1956	48 000	50 000	34 000
	1960 (-)	58 000 (+)	54 000 (+)	38 000

d) Les principaux chapitres du développement actuel

Dans un récent rapport du NORTHERN MINER (30 nov. 61), Paul COMTOIS, ancien Ministre des "Mines et Relevés Techniques" à Ottawa, a insisté sur plusieurs chapitres du développement minier que nous résumons ici :

L'industrie du nickel, alliage essentiel pour les métaux devant supporter de hautes températures, est en trés rapide expansion, plus particulièrement chez les plus gros producteurs canadiens : INTERNATIONAL NICKEL C°, le plus gros producteur mondial, FALCONBRIDGE NICKEL MINES, SHERITT GORDON.

L'industrie minière de l'amiante (Asbestos) est également en trés rapide expansion et a un avenir trés assuré. La production a quadruplé depuis 1929. 95% de la production sont exportés : 60% aux Etats Unis, 24% vers l'Europe. Le Canada est le deuxième producteur mondial (45% de la production aprés l'U.R.S.S.). Sur 11 mines, 9 sont dans le Québec.

Le taux de transport de minerai de fer a été, ainsi qu'on l'a vu, réduite. Il est passé du maximum de 21,9 millions de T. à 18 millions de T. (1960). L'ouverture de marchés européens, le développement de l'industrie sidérurgique canadienne (+11,7% : 8.355.000 T.) a évité une chute plus sévère. US STEEL IRON (8 millions de T.), WABUSH IRON (complexe US, canadien et italien), QUEBEC CARTIER MINING C°, poursuivent leurs investissements. Au Labrador, de nouveaux gisements ont été mis en exploitation : Carol Lake en juin 1962; Wabush Lake le sera en 1965. Dans l'Ontario et en Colombie Britannique, il en est de même.

Deuxième producteur du monde en or, (Yukon, N.W.T., C.B., Ontario, P.Q.), le Canada a, par sa dévaluation, facilité le développement de cette industrie extractive. L'or canadien a, en effet, un prix fixé en dollars US. Il est exporté en grande partie.

Le plomb et le zinc sont en grande partie (70%) exportés. De grands gisements ont été mis en valeur dans le Nord de l'Alberta, à Pine Point, à la faveur de la construction du chemin de fer de Grimshaw à Hay River.

Les plus grands gisements du monde de potasse ont été mis en exploitation dans le Saskatchewan à Esterhazy.

Des gisements de cuivre sont en cours d'exploitation en Colombie britannique et dans le Nouveau Québec.

Les réalisations ne sont pas moins spectaculaires sur le plan du pétrole qui pourrait devenir une des plus grandes productions du Canada. La production a augmenté de 20% de 1950 à 1960. Depuis la découverte de LEDUC en 1947, la production est en expansion continue, alors qu'en raison de sa géographie, le pétrole canadien est à la production souvent plus couteux qu'ailleurs. Le 1er nov. 1961, le Gouvernement Fédéral a annoncé, on le sait "une politique nationale du pétrole" les objectifs étant de 640.000 barils par jour en 1961 (soit une augmentation de 17% sur les chiffres de 1960), et de 800.000 barils en 1963. Cette politique d'expansion repose sur les perspectives d'une consommation croissante et sur de plus grandes importations de la part des Etats-Unis. En 1961, les buts fixés ont été réalisés et au-delà : 643.000 barils. La production en 1960 se répartit de la sorte entre les Provinces : 69,3% en Alberta (70,3% en 1959), 27% dans le Saskatchewan (25,7% en 1959), les Territoires du Nord Ouest et du Nouveau Brunswick comptait pour 1,2% (1,3% en 1959). La production connait un développement rapide, la politique gouvernementale d'exportation a des résultats heureux; le pétrole de l'Ouest est toujours davantage raffiné dans l'Ontario, gros consommateur, au détriment du pétrole étranger

raffiné à Montréal. Certes, il n'en reste pas moins que des difficultés demeurent : ainsi que l'analyse la Chambre de Commerce française au Canada dans son bulletin d'avril "les forages et les activités d'exploration ont relativement peu progressé ces derniers temps. Aucun champ pétrolier d'importance n'a été découvert au Canada depuis quelques années". Or, le Canada importe (du Vénézuéla et du Moyen Orient) prés de 30% de la quantité qu' il extrait.

Un récent tableau dressé par le FINANCIAL POST (2 déc. 1961) fixe clairement les ordres de grandeur. Sixième producteur, le Canada consomme davantage qu'il ne produit.

Fin 1960

REGIONS	Réserves (billions BBL)	Production (000 BL par jour)	Consommation (000 BL par jour)
Moyen Orient	102,9	5,273	589
Etats Unis	31,6	7,035	9,677
U.R.S.S.	24	2 952	2 500
Vénézuéla	17,3	2 843	134
Extrême Orient	9,6	581	1 855
Canada	3,7	524	880
Europe Occidentale	1,5	266	4,540

e) Les Régions Septentrionales

1°) Les réalisations obtenues

M. DINSDALE, dans une déclaration faite le 12 janvier 1962, a précisé le rôle important que commencent à jouer les Territoires du Nord-Ouest et du Yukon dans le développement général.

Le "Prospector Assistance Programm", annoncé par M. DIEFENBAKER en juillet 1961 à Yellowknife, apporte l'assistance financière nécessaire aux prospecteurs. Cinq installations de forage fonctionnent dans les Territoires du Nord-Ouest (Bassin de Liard et Melville). Le seul champ de Norman Wells a produit en 1960 plus de 400.000 barils.

Selon le FINANCIAL POST du 24 février 1962, il serait envisagé de consacrer 15 millions $ cette année à la prospection contre 11,5 millions $ en 1961 et 19 millions en 1960.

2.389 permis sont en vigueur dans l'ensemble des T.N.W. et du Yukon. Ils couvrent 116.463.476 acres dont 1/3 dans l'archipel.

La prospection des gisements de plomb et de zinc se poursuit à Arctic Bay ; dans l'île de Cornwallis et en Terre de Baffin (Strathcona Sound), des gisements de plomb ont été découverts.

Dans le Yukon, à Mayo, la prospection s'est accentuée depuis le relèvement du cours de l'argent par les Etats Unis. De l'argent a été découvert à l'est de Whitehorse. Du tungstène, le seul gisement canadien, a été découvert à la frontière du Yukon et des T.N.W. De l'or également à 275 miles au NNE de Yellowknife.

Dans le but d'aider la prospection minière dans le Nord, le Ministère du Nord a décidé d'accroitre l'aide à la construction des voies de communication. Il est rappelé que l'Etat fédéral, chaque année, a consacré 100.000 $ par territoire pour la construction d'aérodromes. Les routes, selon leurs catégories (Mine Access Roads, Pioneer development roads, Tote Trails) bénéficient d'une aide fédérale qui peut aller jusqu'aux 2/3 des dépenses.

2°) La commercialisation du pétrole des régions arctiques

15 janvier 1962 - Le Ministère du Nord et des Ressources Nationales a rendu public un rapport intéressant d'un économiste de l'Alberta, Dr. G. DAVID QUIRIN, qui avait été chargé d'étudier les conditions d'exploitation du pétrole arctique. Le rapport du Dr. QUIRIN insiste sur les possibilités d'une part du Nord-Ouest canadien (Bassin de Liard, Eagle Plain - Yukon -), d'autre part, du Nord-Est canadien (île de la Reine Elisabeth). Le pétrole, qui n'entrerait pas en concurrence avec celui de la Prairie, serait principalement destiné à l'exportation. Exploité vers 1980, ce pétrole du Mackenzie et du Yukon trouverait son débouché naturel dans les Etats du Pacifique et notamment au Japon. Le pétrole de l'Archipel, transporté par convois de brise-glace sur la côte libre et glacée du Nord-Ouest du Groenland, où il serait stocké, aurait pour débouché l'Europe nord-occidentale.

"Le pétrole arctique, s'il est découvert en quantité suffisante, peut être compétitif sur le marché de l'Europe du Nord, cependant que le pétrole du Canada du Sud peut trouver des débouchés à l'Ouest - et même jusqu'au Japon et en Nouvelle Zélande". On espère vendre ce pétrole f.o.b. de 2,02 $ à 2,17 $. Selon la déclaration du Président J.D. BATEMAN (Dominion Explorers) rapportée par FINANCIAL POST du 2 déc. 1961 :"compte tenu des transports, le pétrole arctique pourrait être transporté à Montréal sur la base de 2 $ BBL. Le pétrole importé du Vénézuéla et du Moyen Orient étant d'un coût voisin de 3 $ à Montréal, des profits substantiels seraient possibles".

REGIONS ET TERRITOIRES SEPTENTRIONAUX

1.- La politique fédérale d'expansion et d'intégration qui se poursuit dans les Territoires du Nord-Ouest est accompagnée de promesses politiques qui semblent impliquer un développement encore accru de la vie minière

L'automne et l'hiver 1961 ont vu la poursuite de la politique fédérale d'expansion et d'intégration rapide définie par M. DIEFENBAKER.

Il a été annoncé que l'on envisageait d'élever en 1964 au rang de Territoire le district de Mackenzie. Avant 1967, ces espaces pourraient, en outre, constituer la onzième province canadienne.

La politique du Ministère Fédéral du Nord vise, dans ces perspectives, en intégrant toujours plus rapidement la population aborigène, à créer, à l'Est comme à l'Ouest, un infrastructure scolaire, hospitalière aussi semblable à celle du Sud que les conditions le permettent. A Inuvik, capitale et centre de regroupement du Nord-Ouest canadien, parait devoir correspondre, au Nord-Est, Frobisher Bay.

Il ne semble pas, en regard, que les espoirs placés au titre de la production et des investissements privés aient été réalisés. Aucun champ pétrolier exploitable et d'importance n'a été découvert. On retiendra que les T.N.W. ne représentent avec le Nouveau Brunswick que 1,2% de la production totale du Canada.

La prospection spectaculaire à Winter Harbour dans l'île Melville ne parait pas avoir abouti. La population esquimaude enrichie en certaines communautés par la commercialisation d'une petite industrie de "souvenirs", en est encore, particulièrement dans le district de Keewatin, le plus souvent réduite aux ressources traditionnelles et insuffisantes de trappage ou des emplois occasionnels offerts par des bases militaires ou les nouveaux centres administratifs.

a) Des projets de décentralisation administrative

1°) En 1967 (?), une onzième province, le Mackenzie.

Le Premier Ministre, M. DIEFENBAKER a déclaré le 28 fév. 1962 qu'il espérait avant l'année 1967 (qui fêtera le centenaire de la Confédération) être en mesure d'élever les Territoires du Nord-Ouest au rang de Province. Dans cet esprit, le Conseil des Territoires du Nord-Ouest a récemment demandé que le district du Mackenzie auquel serait adjoint les îles de Victoria et de Banks (qui relèvent du district de Franklin) soit, tel le Yukon, élevé, dès 1964, au rang de Territoire. Ce Territoire, d'une superficie de 580.000 miles carrés, aurait une population de 16.000 habitants : 8.000 Blancs, 5.000 Indiens, 3.000 Eskimos. La capitale serait Fort Simpson.

2°) Révision des frontières littorales du Nouveau Québec demandée par la Province.

Au sujet de cette question qui est débattue à Québec, M. DINSDALE, Ministre Fédéral du Nord, a déclaré le 1er fév. 1962, que la loi d'extension des frontières du Québec de 1912 a été votée après de longues négociations. Cette loi réserve à l'autorité du Gouvernement Fédéral la côte de la Baie et le Détroit d'Hudson, ainsi que les îles situées au large.

3°) Toponymie.

M. Bona ARSENAULT, Ministre des Terres et des Forêts, a donné des instructions à la "Commission de Géographie de Québec" pour la "francisation" de cent noms anglais de lieux géographiques du Nouveau Québec. Précédemment, M. Bona ARSENAULT avait fait réviser en ce sens 146 noms géographiques.

Il est annoncé par M. Jacques FLYNN, Ministre des Mines et des Relevés Techniques que les îles de l'Archipel Arctique de la Reine Elisabeth, au large du littoral Nord-Ouest de l'île de Bathurst, porteront les noms des trois récents gouverneurs généraux du Canada, Vanier, Massey, Alexander.

4°) Recensement

Le 1er juin dernier, le recensement a fait apparaitre l'accroissement continu de la population des territoires septentrionaux :

	1951	1956	1961
Yukon	9.093	12.190	14.628
T.N.W.	16.004	19.313	22.998

Yellowknife : 3.163
Inuvik : 1.219
Fort Simpson: 548

b) Un effort certain en vue d'établir une infrastructure de communications destinée à faciliter la prospection et surtout l'exploitation minière insuffisante.

M. DINSDALE a fait, le 20 mai à Clarenville (Terre Neuve) une nouvelle déclaration sur l'avenir économique des T.N.W. "Nous savons maintenant que le million et demi de miles carrés au Nord du 60° dispose de ressources en minerais, gaz et pétrole, en quantités considérables".

Un important effort d'infrastructure, particulièrement depuis 1956, est en cours. Cependant, dans les T.N.W. et le Yukon, en 1956-1957, 710 miles de routes étaient seulement en usage ; en 1961-1962, 1.615 miles ont été construits.

La flotte de ravitaillement du Ministère des transports a compté en 1961 28 navires (dont 11 affrêtés) qui ont transporté 110.000 T. de marchandises pour un parcours de 161.354 miles.

1°) Pétrole et Mines du Nord.

Il a été dit, au titre de la vie minière, l'effort et les espoirs du Ministre sur le plan pétrolier (I.N. 3 p. 75).

Les résultats de cet effort restent encore modestes : sur une production de 633.650 BBLS (barils/jour), les T.N.W. en

ont produit 3.200. En 1960, la part était de 2.784 sur 543.589. Il ne semble pas que le sondage audacieux de l'île Melville (Winter Harbour) ait donné les résultats escomptés.

Toutefois, de récentes opérations de la Flotte du Service de la Marine Canadienne du Ministère des Transports ont encore attiré l'attention. Le N.M.C. John A Mc Donald, brise-glace, après s'être rendu au-delà d'Eureka Sound en Terre d'Ellesmere, a joint Winter Harbour au sud de l'île Melville, puis, après avoir passé par l'anse Prince Regent et jusque dans le Golfe de Boothia où il a opéré de nombreuses reconnaissances hydrographiques, est revenu vers le sud par le détroit Fury-et Hecla, en direction du Sud. Il est intéressant de noter que cette voie est la seule qui, sur le plan maritime, paraisse praticable pour l'exportation du pétrole exploré dans l'Archipel.

On estime que "the Pine Point Project", la quatrième grande voie ferrée canadienne pénétrant en Territoire arctique, en ouvrant à l'exploitation un nouveau territoire, permettra d'accroitre le produit national brut de 25 millions $. Il rendra accessibles 3 millions d'acres de forêts. Selon le FINANCIAL TIMES du 22 janvier 1962, "The PEACE RIVER DEVELOPMENT Co" de Vancouver aurait des projets pour un programme forestier dans la région de Peace River. Une nouvelle compagnie "ALEXANDRA FOREST INDUSTRY" aurait été fondée pour mener à bien un plan forestier de 130 millions $.

2°) La pêche.

L'avenir de la population indigène est en partie conditionné par le développement de cette activité, encore très médiocre.

Des recherches intéressantes ont été conduites par le "Salvelinus", au large des côtes du Yukon et du Mackenzie. Elles ont mis en évidence l'existence de bancs de harengs dans les eaux. Ces bancs seraient stationnaires. S'ils devaient se révéler assez populeux - ce dont l'on doute - une pêche commerciale pourrait être développée et l'économie locale indigène en serait bénéficiaire. Les eaux se seraient révélées riches en capelans.

3°) Le Tourisme.

"D'ores et déjà, l'afflux de touristes a assuré à cette industrie la seconde place dans l'économie du Nord" a déclaré M. DINSDALE, le 20 mai 1962. On estime que 1.300 touristes ont dépensé 600.000 $ dans les T.N.W. en 1961.

Rappelons que le tourisme, dans l'ensemble du Canada, a rapporté 420 millions $ en 1960 (383 millions en 1957). Les T.N.O. ne représentant très approximativement au titre de ce revenu que 0,1% du tourisme canadien.

4°) Le chiffre d'affaires de la Compagnie de la Baie d'Hudson.

La modernisation de l'infrastructure des régions septentrionales, le développement de l'appareil administratif sont, plus que l'économie proprement dite, causes du développement du mouvement commercial. Selon BAY NEWS (avril 1961), le chiffre d'affaires du Département Commercial du Nord de la Compagnie a augmenté au cours de l'année 1961.

On constate, en raison de l'abaissement des cours du renard, une diminution des bénéfices, au poste des pelleteries. Le chiffre d'affaires total de la Compagnie, cependant, est de 294.400.000 $ contre 287.400.000 $ l'année passée.

Les 13.553.000 parts de la Compagnie sont détenues par 22.800 actionnaires. En 1675, les 20.400 $ de la nouvelle Compagnie étaient détenues par 33 propriétaires.

5°) Le développement du réseau de radar, un des facteurs de l'expansion canadienne dans le Grand Nord.

L'on sait que l'Amérique du Nord comporte un triple système de défense Radar ; une première ligne septentrionale de l'Alaska au Groenland, "the Dew Line" (Distant Early Warning Line) ; au Sud, à 600 miles environ, une seconde ligne d'écoute, "the Mid Canada Line" ; une troisième ligne enfin, "the Pinetree Line" borde le sud du Canada.

L'U.S. Air Force a projeté d'installer en outre 3 postes d'écoute principaux qui porteront le nom de "Ballistic Missile Early Warning System" ou BMEWS, la 9e Division de Défense Aérienne étant responsable de cette opération.

2. - L'intégration de la population aborigène se poursuit plus ou moins rapidement. Si l'intégration culturelle ne présente "apparemment" pas de gros problèmes, l'intégration économique qui la conditionne n'a

pas trouvé de solution, particulièrement dans les régions esquimaudes.

a) Indiens et Métis

1°) L'Association Esquimau-Indienne du Canada

Le 12 octobre 1961, s'est tenue la deuxième réunion annuelle de l'Association Esquimau Indienne du Canada. A l'occasion de cette réunion, a eu lieu un Congrès sur l'avenir des Indiens canadiens en tant que groupement ethnique canadien. Le vice-président de l'Association, le R.P. André RENAUD, Directeur Général de la Commission des Oeuvres Indiennes et Esquimaudes des Pères Oblats, a souligné la volonté des descendants des Indiens de survivre en préservant leur héritage culturel. La formule de la réserve, a souligné le Père RENAUD, est inadéquate. Les Indiens constituent un groupe ethnique. Il convient de les intégrer dans la Communauté nationale en tant que tel, c'est-à-dire avec des dispositions législatives qui protègeraient leur entité culturelle et ethnique.

Dans le Bulletin de l'Association, on relate qu'à la 8ème "Indian and Metis Conference in Manitoba", tenue à Winnipeg le 8-9 février 1962, 63 résolutions ont été préparées. Des comités d'étude ont été organisés. On note qu'ils ne comprennent aucun membre indien.

2°) Le niveau de vie indien

Le Bulletin "Indian-Eskimo Association of Canada" de mars 1962 rappelle qu'en 1958, 20% des maisons indiennes étaient inférieures au standard. Bien que dans les cinq dernières années, 5.813 nouvelles maisons aient été construites sur les Réserves, "la constitution de nouvelles familles est si rapide que le besoin de logements est quasiment désespéré".

3°) Eveiller le niveau de vie des jeunes métis afin d'inciter les métis à s'intégrer.

A Duck Bay, Manitoba, une réalisation intéressante supervisée par "the Special Schools Branch of the Department of Education" est en cours : le programme de Duck Bay (700 résidents environ d'origine métis) s'attaque au problème de l'intégration métis en éveillant des besoins au niveau de la famille.

4°) Guide pour touristes, un métier envisagé par de jeunes Indiens.

A Quetico, Ontario, M. W.E. THOMAS, représentant de "The Community Branch of the Ontario Department of Education" a organisé une session de travail pour les Indiens désireux d'apprendre un métier de "guide" (INDIAN NEWS, Déc. 1961). "Grâce au développement du tourisme, il existe une réelle possibilitéde jouer un rôle important dans une activité publique" affirme M. W.E. THOMAS.

Selon INDIAN NEWS, avril 1962, 46.596 Indiens sont,cette année, scolarisés. Les Ecoles Supérieures (grade 13) et les Universités comptent 80 étudiants indiens.

5°) Toujours l'industrie des souvenirs.

Les Indiens ont produit à l'Agence du Yukon pour 16.000 $ d'objets-souvenirs au cours de l'année écoulée.

6°) Réflexion d'un jeune Indien : Nous sommes soucieux.

INDIAN NEWS (avril 1962) rapporte une intéressante déclaration d'un jeune Indien de Blue Quills, Alberta : Un Indien soucieux.

"L'inquiétude ... sont que trop nombreux sont les Blancs qui disent leurs opinions sur le peuple indien et des solutions à proposer ... Il n'y a que les Indiens eux-mêmes qui peuvent vraiment connaitre le peuple indien." Les sociologues, les anthropologues ? ... "Il leur est impossible de connaitre les mouvements de l'esprit indien et les sentiments profonds des Indiens. Par conséquent, ils sont incapables d'exprimer le point de vue indien comme un Indien lui-même pourrait le faire."

b) Esquimaux

1°) Coopération esquimaude dans l'Arctique oriental

La seconde coopérative esquimaude installée à Cap Dorset dans les Territoires du Nord-Ouest, (la première se trouvant à Port Burwell) a rapporté plus de 80.000 $ à ses 75 membres esquimaux. En 1960, le profit avait été de 60.000 $. Le principal chapitre de vente est fourni par des objets d'art confectionnés par les Esquimaux : statuettes de stéatite et d'ivoire tout d'abord, désormais gravures dont certaines sur linoléum.

D'autres coopératives de ce type ont été développées grâce à l'aide du Département des Affaires du Nord : Holman Island (petits tapis en peau de phoque), Fort Chimo Fort Burwell (bottes, chapeaux et poupées en peau de phoque), Greatwhale River (manteaux et chapeaux en peau de phoque) George River (omble arctique, construction de bâteaux pour des villages) Cambridge Bay (poisson) Povungnituk (sculptures).

On notera que ces initiatives se situent pour la plupart dans les territoires du Nord-Est (moins développés) et particulièrement dans le Nouveau Québec.

2°) Les Indigènes deviennent des "parasites".

Au Conseil des Territoires du Nord-Ouest, John W. GOODAL, membre élu par Fort Simpson, a déclaré, selon "OTTAWA GAZETTE" (17 janvier 1962) que les indigènes - Indiens et Esquimaux - deviennent paresseux et gâtés : "Nous sommes en train d'élever une bande - pour parler franchement - de parasites".

Un autre membre élu, L.A. DESROCHERS d'Edmonton s'est étonné du peu d'intérêt des habitants du Nord pour ce Conseil. A une enquête qui avait été lancée dans les T.N.W. et relative à la formation d'un nouveau territoire, le Conseil ne reçut qu'une lettre de réponse. "Une réaction proche du silence" a dit L.A. DESROCHERS.

3°) Réflexions désabusées du seul pasteur esquimau anglican en visite à Winnipeg (NEW-YORK TIMES 11 déc. 1961)

RV. Armand TAGOONA, le seul pasteur anglican de l'église Anglicane du Canada d'origine esquimaude, ordonné en 1960, participait l'hiver dernier à une réunion de la Terre de Rupert à Winnipeg. Il officie d'habitude à Rankin Inlet centre minier de nickel, prés de Chesterfield Inlet :

-"Voudriez-vous vivre dans les villes du sud ?"

-"Oh! non, jamais! Lorsque j'étais à Toronto, l'année passée, j'étais tout à fait désorienté par tout ce que j'ai vu et cette année, ici à Winnipeg, j'ai éprouvé la même impression".

4°) Un grand hôpital pour l'Arctique canadien oriental

A Frobisher Bay en Terre de Baffin, qui constitue, on le sait, un grand centre aérien autour duquel se sont groupés plusieurs centaines d'Esquimaux, et qui est d'autre

part le centre administratif de la partie Est de l'Arctique canadien, il a été décidé que serait construit un hôpital par le Ministère des Travaux Publics en collaboration avec le Ministère du Nord Canadien et des Ressources Nationales. Au début d'avril 1962, les plans seront présentés. L'hôpital comportera 20 lits d'adultes et 8 lits d'enfants. Jusqu'alors, les Esquimaux malades de la Baie d'Hudson étaient dirigés, pour les soins graves jusqu'à Québec ou Montréal. Cette initiative traduit une régionalisation croissante des T.N.O. depuis quelques années.

5°) Six étudiants envoyés dans le Nord pour séjour prolongé

Six étudiants d'Universités canadiennes, principalement des Universitésde Toronto et d'Alberta, se rendent durant 3 mois, avec l'aide du Ministère du Nord, dans divers secteurs de l'Arctique, afin d'en avoir une connaissance directe. Certains étudiants, en coopération avec l'Association Indienne-Esquimaude, qui dirige ce plan, travailleront aux Coopératives esquimaudes ou dans les écoles.

6°) Une nourriture de poissons pour les chiens esquimaux

Un des principaux problèmes qui se pose à l'Esquimau trappeur est l'alimentation régulière de ses chiens.

"THE FISHERIES RESEARCH BOARD OF CANADA" a poursuivi, avec "THE BOARD TECHNOLOGICAL UNIT IN LONDON", Ontario, une initiative intéressante visant à assurer à la pêche locale un débouché local. Une usine poissonnière a été installée dans la région d'Aklavik (T.N.W.). "Elle traitera, selon le BULLETIN DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES D'OTTAWA, (17 janv. 1962), des aiglefins, ciscoettes[1] et des brochets pêchés localement et fournira un produit déshydraté qui pourra être conservé et utilisé au cours de voyages de chasse.

7°) Education, Santé.

En 1961-1962, la scolarité des T.N.W. a été de 85% pour les enfants esquimaux. Elle était 4 années auparavant de 15%.

L'effort hospitalier et sanitaire considérable a été tel, notamment sur le plan de la tuberculose, que le nombre d'Esquimaux hospitalisés pour tuberculose a diminué de la moitié en 3 années.

(1) Ciscoette : mot latin = coregonus.

8°) Un point de vue autorisé sur l'avenir des Esquimaux

Au cours de la Conférence "Resources for tomorrow" tenue la 28 octobre 1961 à Montréal, M. Diamond JENNESS, qui a été Directeur de la Division d'Anthropologie du Musée National du Canada, a fait une déclaration qui a été publiée, notamment, dans le TORONTO GLOBE AND MAIL (27-10-61).

Le Dr JENNESS a déclaré qu'à l'heure actuelle, 75 à 80% des 11.000 Esquimaux sont . inemployés ou ont des emplois à temps partiel" ; le Dr JENNESS a ajouté que "les efforts pour "armer" l'économie esquimaude qui se traduisent par des réalisations telles que les Centres d'exploitation de la baleine blanche à Churchill, du mouton et de la volaille dans le district de Fort Chimo sont soldés par un échec." Seules les industries artisanales dans la baie d'Hudson et la pêche du saumon et de l'omble dans la région de l'Ungava peuvent offrir des perspectives, mais très limitées.

Une intégration économique de ces populations serait souhaitable. A ce titre, le Dr JENNESS préconise la formation d'un Corps de jeunes pionniers de 18 à 21 ans, recrutés par groupe de 100(par année et pour plusieurs années). Ils devraient résider dans le Sud du Canada afin d'apprendre, loin de la vie primitive, la vie moderne, la langue, et des métiers susceptibles d'un emploi ultérieur dans les régions du Nord.

3. - Nouvelles diverses.

A partir de janvier, a commencé l'exécution de "The Upper Mantle Project." Il consiste à étudier la physique profonde du globe à partir de sondages ou de mesures gravimétriques. Ce projet qui est à l'échelle du globe (12 Nations y participent) est exécuté au Canada (dont la contribution, en raison de sa structure géologique et de son étendue, sera essentielle) sous la direction du Dr. W.E. VAN STEENBURGH, Directeur Général des Services Scientifiques du Département Fédéral des Mines. On compte 15 stations d'observation : Schefferville, Fort Chimo, Port Harrison dans le Nouveau Québec ; Frobisher Bay, Hall Lake, Alert, Resolute Bay, Baker Lake, Churchill, Trout Lake, dans l'Arctique et le sub-Arctique oriental ; Fort Nelson, Whitehorse, Coppermine, Aklavik, Mould Bay, dans le Nord-Ouest.

PACIFIQUE NORD

Alaska pp 104 - 116
Japon +
Corées +
Chine du Nord +

(+) La présentation de ces sections est différée jusqu'à mise en place d'un dispositif suffisant d'information.

A L A S K A

LA PERIODE CONSIDEREE EST CARACTERISEE PAR L'OUVERTURE D'UNE VOIE COMMERCIALE MARITIME PLUS RAPIDE ET MOINS ONEREUSE: PRINCE RUPERT-WHITTIER. DE CARACTERE CANADO-AMERICAIN, CETTE VOIE POSE CERTAINS PROBLEMES. ELLE N'EN A PAS MOINS LE MERITE DE CONCOURIR A L'ABAISSEMENT DES TAUX DE FRET QUI CONSTITUENT UN DES PRINCIPAUX HANDICAPS AU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE. AUCUNE SOLUTION AU PROJET HYDRO-ELECTRIQUE QUI, SELON CERTAINS, CONDITIONNERAIT L'INDUSTRIALISATION DU PAYS. ON NOTE, PAR AILLEURS, LE DEVELOPPEMENT CONTINU DE L'INDUSTRIE PETROLIERE.

1. - Une voie commerciale plus rapide et moins onéreuse : Prince Rupert-Whittier

Le coût élevé de la vie (I.N. 3 pp. 101-102) est un des principaux obstacles au développement économique. La pression de l'offre dûe aux activités militaires, la distance, l'absence de communications ferroviaires continues et de communications maritimes rationnelles en sont responsables.

L'expansion du commerce alaskien dû à une conjoncture générale favorable -entre 1955 et 1960, le tonnage du commerce maritime vers l'Alaska s'est accru de 65% ; entre 1959 et 1960, les importations alaskiennes en provenance du Japon sont à multiplier par 3,5(1,300,000 $), les exportations vers le Japon ont crû plus de 5 fois (15 millions $) - a rendu possible une amélioration sensible des transports. Mais le développement attendu est retardé par les taux élevés de frêt : de Seattle à Anchorage, le transport de 100 livres de marchandise coutait 2$39 en 1959; le transport d'huile de Diésel, sur le même parcours coutait la même année 1$91.

En mai dernier a été réalisé un important accord entre le CANADIAN NATIONAL RAILROAD et l'ALASKA RAILROAD qui prévoit un service bi-hebdomadaire d'un ferry-boat joignant Prince

Rupert, port terminal canadien (Col. Brit.) à 840 miles au Nord, à Whittier, avant port d'Anchorage. Quatre à six jours de mer seraient nécessaires. Le C.N. considère que le coût du transport maritime doit nécessairement être moins élevé, Prince Rupert étant plus proche de 800 miles de Whittier que le port traditionnel de Seattle. Whittier, ancienne base américaine et Prince Rupert seraient ainsi appelés à prendre une grande importance commerciale.

Cet accord met fin au monopole de fait dont jouissait, pour le transport maritime, la Compagnie américaine de Seattle, ALASKA STEAMSHIP Co, qui, tout récemment, aurait augmenté ses tarifs alors que, selon le Sénateur BARTLETT, elle aurait réalisé en 1958 sur ses investissements, des bénéfices de l'ordre de 10 %.

Si l'on peut craindre, de la sorte, que le Canada ne dispose, grâce à cette voie, d'un rôle grandissant dans l'organisation du transport ferro-maritime alaskien, et que Seattle "gateway to Alaska" ne perde de son activité, il n'en est pas moins vrai que l'on peut espérer que cette organisation plus rationnelle, et la concurrence qu'elle instaure rendent possible, pour la première fois, un frêt maritime moins couteux.

Des réactions n'ont pas tardé à se manifester : ALASKA STEAMSHIP Co annonce le projet de mettre en service, à partir de Seattle, une nouvelle ligne train-bateau à des prix compétitifs avec ceux du C.N. de Prince Rupert. L'ALASKA STEAMSHIP a l'intention de se procurer le navire "City of New Orleans" construit au Japon en 1959 et pouvant assurer, chargé de 50 wagons, un service de Seattle à Whittier en trois jours. Ce service serait opéré en collaboration avec quatre grandes compagnies américaines : GREAT NORTHERN PACIFIC, UNION PACIFIC, NORTHERN PACIFIC, CHICAGO-MILWAUKEE.

D'autre part, le PUGET SOUND FREIGHT LEVER de Seattle annonce qu'il projette de mettre en opération un nouveau service combiné routier-maritime en direction du Sud-Ouest alaskien qui comportera des "tractor-trailer-unit" qui seraient transportés par la route jusqu'à Prince Rupert d'où ils seraient transportés par bac à Ketchikan. L'on peut déjà prévoir l'importance de cette nouvelle voie de transport actuellement en cours d'implantation (I.N. 3 p. 109).

En Alaska, l'ensemble de ces dispositions éveille le plus vif intérêt dans le milieu des affaires. Le 19 janvier, par exemple, la Chambre de Commerce du Grand Anchorage a adopté une résolution exprimant "sa fierté de soutenir et d'encourager toute activité permettant et rendant possible un transport plus économique vers et à partir de l'Alaska".

La collaboration avec la CANADIAN NATIONAL RAILWAY est, selon cette résolution, un pas dans cette direction.

Avril 1962 - Whittier, port construit en 1943 par l'armée américaine au coût de 31.887.357 $ et où il a été dépensé ultérieurement à fins d'aménagement une somme équivalente, a été évacué par l'armée en septembre 1960. Ce port sera désormais utilisé à des fins civiles, devant servir d'avant port à Anchorage.

4 avril 1962 - M. PELLY, un homme d'affaires de Seattle, a exprimé, après l'accord conclu avec le C.N., les craintes de certains milieux de Seattle, de voir diminuer la prépondérance de la ville à l'avantage du port canadien de Prince Rupert. "A moins que Seattle et les chemins de fer américains desservant le Pacifique ne modernisent promptement leurs méthodes désuètes de transport, le frêt de l'Alaska se déplacera vers le Nord, a précisé le Sénateur BARTLETT devant le Congrès."Prince Rupert, a-t-il ajouté, remplacera Seattle comme port de l'Alaska en très peu d'années".

6 juin 1962 - A la faveur de l'ouverture de la voie ferro-maritime Prince Rupert-Whittier récemment mise en oeuvre par le C.N., les expéditions de bois canadiens ont pénétré le marché alaskien à des prix si bas (inférieurs aux prix de production alaskiens) qu'ils menacent très sérieusement l'industrie du bois de l'Ouest et du Sud-Ouest de l'Alaska. M. J. DALY, Président de l'Association Alaskienne du Bois, a écrit au Sénateur GRUENING pour le saisir de l'impossibilité, pour les scieries alaskiennes de lutter, dans le cadre d'un marché si petit et hautement saisonnier, dans un Etat dont la main-d'oeuvre est si coûteuse.

6 juillet 1962 - L'acte fédéral concernant les subventions aux routes alaskiennes pour les trois années à venir vient de paraitre. On ne relève pas une sensible augmentation par rapport aux années passées (I.N.3p.110).

Année Fiscale	1963	1964	1965
Réseau primaire	$ 22 074 813	22 693 000	23 294 000
Secondaire	14 815 807	15 233 000	15 634 000
Urbain	151 740	153 000	160 000
Total	37 042 383	38 085 000	39 088 000

20 juillet 1962 - "The Civil AeronauticsBoard" qui avait l'intention, en interdisant les vols alaskiens de PAN AMERICAN WORLD AIRWAYS, de réduire les trois Compagnies de ce territoire, n'a pas poursuivi son action, en raison de l'hostilité des corps constitués en Alaska qui souhaitent que le régime de la libre concurrence reste largement ouvert. En interdisant les vols de la P.A.W. non subventionnée, le but du C.A.B. était de permettre aux trois Compagnies actuellement subventionnées par l'Etat de réaliser de meilleurs revenus et ainsi, de ne plus relever de l'aide fédérale.

2. - Les vastes possibilités hydro-électriques ne sont toujours pas utilisées

L'accroissement rapide de la population n'a pas été suivi par le développement économique qui eût été nécessaire.

En 1957, l'Armée continuait à représenter 42% de la main d'oeuvre. De 1950 à 1957, la valeur des constructions militaires pour l'Armée et l'Air Force ont représenté 801 millions $, soit plus que la plus active des industries alaskiennes : la pêche (676 millions $ pour cette période de 8 années).

La vie économique est restée, en 1962, aussi déséquilibrée qu'il y a une décade. La vie industrielle est toujours des plus médiocres. Un rapport publié au Congressional Record

sous la plume du Lieutenant Général E.C. ISCHNER, Chief of Engineers, révèle que, si l'on considère la consommation par tête d'habitant, le pouvoir de consommation dans la région d'Anchorage est, en raison notamment de la faible activité industrielle, moindre de moitié que dans le reste des Etats Unis. L'on apprend par ailleurs (Congressional Record, 7 fév. 1962) que les prix de vente de l'électricité en Alaska sont très élevés. Alaska : 4.3 cents/KWh; Massachussets : 3.48 cents/KWh; Tennessee Valley : 1.03 cent/KWh; Washington State : 1.00 cent/KWh.

L'on ne s'étonnera pas, pour l'ensemble de ces raisons, que le taux de chômage, en ces territoires où l'activité est essentiellement saisonnière soit, bien qu'en légère régression par rapport à 1961, le plus élevé de l'Union. Durant la semaine s'achevant le 28 avril 1962, le taux de chômage enregistré et payé à Petersburg était de 34,7%, à Nome de 33,5%, à Fairbanks de 17,9%, à Sitka, dans la partie active du Sud-Est de l'Alaska de 7,2% seulement.

TABLEAU DU CHOMAGE PAR REGION ET PAR INDUSTRIE

(Congressional Record, 17 mai 1962, p.8055)

SECTEURS ET INDUSTRIES	Semaine du 28-4-62 : Semaines assurées (Weeks claimed)	Semaine du 28-4-62 : Taux de chômage déclaré et payé (I.U.R.) (1)	Semaine du 29-4-61 : Semaines assurées (Weeks claimed)	Semaine du 29-4-61 : Taux de chômage déclaré et payé (I.U.R.) (1)
a) Secteurs.				
ALASKA	5.322	16,2	6.500	19,9
Anchorage	3.005	16,7	3.315	18,4
Fairbanks	1.220	17,9	1.664	27,6
Juneau	282	10,5	328	11,5
Ketchikan	276	10,3	500	15,9
Nome	177	33,5	207	33,3
Petersburg	274	34,7	312	40,9
Sitka	88	7,2	165	13,8
b) Industries				
TOTAL	5.322	16,2	6.500	19,9
Mines	201	17,4	310	27,6
Construction.	2.044	45,0	2.706	46,6
Prod. Manuf.,	1.035	19,7	1.232	21,5
Transports et serv.pub.	462	6,6	502	8,3
Commerce	503	6,2	627	8,3
Finance	58	3,7	80	5,7
Divers	1.021	19,6	1.043	21,0

(1) I.U.R. : Insured Unemployment Rate.

Si l'on considère que la population est encore appelée à s'accroitre, par voie d'immigration, que la principale industrie de la pêche au saumon n'a pu retrouver, et de loin, son niveau d'avant guerre (1952-1957, la production ne s'est élevé qu'à 41% de la production maximale de 1934-1938), on peut conclure que de nouvelles ressources utilisant les capacités industrielles du pays sont à rechercher.

On sait les richesses minières de l'Alaska. On sait aussi les grandes capacités hydro-électriques de ce territoire.

Le Sénateur GRUENING, depuis 1950, ainsi que de nombreux milieux financiers ont défendu le projet à long terme de Rampart Canyon. Ils font valoir, en effet, que ce barrage interesse non seulement l'Alaska mais l'ensemble des territoires du Nord-Ouest pacifique, Washington, Oregon, Colombie Britannique.

Les ressources économiques de ces territoires (pêche, bois, cultures) sont en effet saisonnières et d'un rapport très insatisfaisant, en raison même de la fluctuation des prix. Il conviendrait de concevoir une politique d'industrialisation pour donner vie à ce vaste complexe régional appelé sans doute, en raison même de l'expansion japonaise dans le Nord du Pacifique, à prendre réalité.

Toute une étude prospective a été, le 11 novembre 1960, tentée à Seattle. Elle prévoit, d'ici 1980, pour l'Alaska, le Yukon, le Nord de la Colombie Britannique, le Nord de l'Alberta et les régions contiguës des territoires du Nord-Ouest canadien, un accroissement de population de 54.000 habitants par rapport à 1958 ; toujours par rapport à 1958, une production pétrolière multipliée par 22 (sa valeur passant de 15 millions $ à 326 millions $), une production forestière multipliée par plus de 7 (d'une valeur, en 1980, de 272 millions $) et une valeur au moins quintuplée de la production minière de 1958 à 1980 valant à cette date 190 millions $.

Dans cet esprit, de grands projets hydro-électriques ont été envisagés.

1) Rampart Canyon Project (Yukon) 4.700.00 KW d'énergie ; le plus puissant barrage en Amérique du Nord. Le coût total serait de 1 milliard 250 millions $. L'énergie produite serait à trés bon marché, de 2 à 4 mills par KWh.

2) Peace River (Portage Mountain Project), projet hydro-électrique de 1.000.000 KW situé en Colombie Britannique. L'accord canadien fait encore défaut.

3) Taiya Project portant sur 2 millions KW ; il utiliserait l'eau déviée en son tracé canadien.

L'ensemble du potentiel hydro-électrique de l'Alaska à partir de 145 sites, d'une puissance pour chacun d'eux de plus de 4.000 KW, indique une capacité de 18 millions de KW, soit une production annuelle potentielle de 150 milliards de KWh, à un tarif infiniment moins onéreux que celui des centrales thermiques.

POTENTIEL DE L'ALASKA EN ENERGIE

R E G I O N S	Nombre de sites	Kilowatts "Prime Power"	"Annual Prime" Production KWh
Yukon River Basin	9	7.343.000	64.324.700.000
Cooper River Basin	12	3.128.000	27.401.300.000
Kuskokwim River Basin	2	1.690.000	14.804.400.000
Susitna River Basin	18	1.401.000	12.872.800.000
Tanana River Basin	17	461.000	4.038.400.000
Arctic Area	5	386.000	3.381.400.000
Southwestern Alaska	14	381.000	3.337.600.000
Tyonek Area	2	201.000	1.760.800.000
Kenai Peninsula	8	190.000	1.664.400.000
Matanuska River Basin	6	139.000	1.217.600.000
Seward Peninsula	6	88.000	770.900.000
Kodiak Island	4	32.000	280.300.000
Southeastern Alaska	42	585.000	5.124.600.000
Yukon-Taiya Project		2.700.000	23.652.000.000
	145	18.121.000	158.740.000.000

Les décisions qui seront prises conjointement par le Canada et les Etats-Unis décideront donc de la vocation industrielle de la côte nord-occidentale.

En tout état de cause, en raison de l'activité locale, des décisions rapides sont nécessaires dans le Centre et le Sud de l'Alaska. Les centrales électriques ne sont pas assez nombreuses en effet, nonobstant le prix élevé du courant déjà signalé.

Pour suppléer aux besoins, l'Administration fédérale vient de décider la construction du barrage du lac Bradley, dans la Péninsule de Kenaï, près de Homer, l'usine hydro-électrique ayant une puissance de 84.000 KW. La centrale d'un coût de 45 millions $ sera achevée en 1965.

5 novembre 1961 - En moins de cinq années, l'Alaska s'est élevée au 19e rang parmi les 31 états producteurs de pétrole (I.N.3 p.114). En janvier 1961, 192.000 barils de pétrole étaient produits en Alaska. En décembre, la

courbe s'établissait à 797.000 barils, soit une moyenne de 25.710 barils/jour. La production est maintenant voisine de 27.000 barils/jour.

13 janvier 1962 - A un meeting du Rampart Economic Advisory Board tenu à Portland (Oregon), certaines conclusions des travaux d'études de l'entreprise new yorkaise chargée d'examiner la rentabilité du projet ont été rendues publiques. L'Alaska pourrait connaitre un développement industriel assez rapide pour absorber les 5 millions de KW d'énergie de la Centrale projetée à Rampart : "le projet de Rampart s'avérera, dans les décades à venir, une décision prudente et sage".

13 janvier 1962 - U.S. Fish and Wildlife Service ne s'opposerait pas, quant à lui, au projet de Rampart.

- M. P. WOLDSWORTH, Commissaire du Département des Ressources Naturelles de l'Alaska a constaté que du bois se trouvant dans la région de Rampart pourrait être

23 janvier 1962 - R.M. PARSONS & Co de Los Angeles (Congressional Record Appendix) étudiant les possibilités économiques du projet de Rampart, conclut que l'énergie produite pourrait être vendue à toute la région desservie par chemin de fer, à un coût de 3 mills, cependant qu'à la production, le coût serait de 2 mills.

3. - Une agriculture peu diversifiée, une productivité accrue, un plan à long terme.

Les mêmes tendances que celles analysées dans I.N.3 p.126-127 se dégagent de la lecture des rapports et statistiques : une agriculture insuffisante assurée par 387 fermes (867.000 acres) n'assurant que 10% de la consommation alaskienne; une

production de lait et de pomme de terre spécialisée et couteuse.

Cependant que le nombre d'exploitations tend à diminuer, les surfaces cultivées se modifient peu. En effet, le défrichement reste toujours aussi coûteux que par le passé, 100 à 250 $ par acre). L'investissement de départ pour l'équipement d'une ferme est de 20.000 à 30.000 $.La superficie moyenne de la ferme est de ?.?'? acres.

La valeur totale de la production agricole est évaluée en 1960, selon une enquête conduite par sondage par l'Alaska Division Agriculture à 5.406.410 $, le lait représentant 40% de ce total, les pommes de terre 13%, les oeufs ? %. La production laitière s'est nettement améliorée de 1960 à 1961, 17% d'augmentation (15% de 1959 à 1960). La valeur de la production des pommes de terre s'est également accrue de 1960 à 1961 de 21%.

A la production et au revenu, les produits se répartissent de la sorte :

	Production	Revenu
Lait	40%	51%
Pommes de terre	13%	13%
Grain	2?%	5%
Oeufs	9%	11%
Légumes	3%	5%
Cheptel	9%	10%

Les principales régions productrices sont Matanuska (67%), Tanana (17%) ; la côte Sud-Est ne représente que 5%.

Les vallées de Tanana et de Matanuska produisent 98% de l'orge et de l'avoine, 90% du fourrage, 94% des pommes de terre, 99% des légumes, 90% du lait, 58% des oeufs. Kodiak et les autres îles du Sud-Ouest produisent 98% de la laine et 35% de la viande de boeuf.

On compte 7.321 bêtes à cornes, le 1er janvier 1961, soit 10% de plus que l'année précédente. 15.000 moutons (11% d'augmentation sur l'année précédente) et 1.000 porcins (25% de régression).

Une importante disposition législative (S 2805) connue sous le nom de "The Alaska Farmland Development Act" et prévoyant sur 10 ans un engagement de dépenses non administratives de 1.250.000 $ permettra le développement organique de l'agriculture et en outre un défrichement de 20.000 acres.

4. - Problèmes posés par les Indiens et les Esquimaux. Caractère politique d'un récent Congrès esquimau à Point-Barrow.

La récente et significative conférence de Point Barrow (15-13 nov. 19?1) sur les droits indigènes a attiré l'attention sur la minorité esquimaude vivant en Alaska.

Selon les évaluations du "Bureau of Indian Affairs", sur une population de 22.?00 personnes, on compte 15% d'aborigènes, 1?.000 Esquimaux, 1?.000 Indiens, ?.000 Aléoutes. La population esquimaude est principalement installée sur les côtes Nord-Ouest et Nord du pays.

"Association on American Indian Affairs", dans NEWS LETTER n° ?4 (Déc. 19?1), présente le compte rendu in extenso des résolutions de cette importante rencontre qui réunissait, pour la première fois, des délégués de toutes les communautés esquimaudes alaskiennes.

"Association on American Indian Affairs" était, à la demande des délégués esquimaux, le garant de la Conférence, celle ci étant organisée et dirigée par les Esquimaux eux-mêmes.

La résolution présentée a pour titre "a statement of policy on recommendations". Après un exposé très explicite des motifs où il est spécifié que les problèmes sont de deux sortes : droits territoriaux et de chasse, développement économique et social de la société esquimaude, la résolution dont le ton revendicateur évoque celui des récents Nordic Lapp Council de Karasjok et Kautokaino, se divise en un certain nombre de rubriques : droits aborigènes, développement social et économique (nourriture, éducation, habitation, emplois, routes, santé, industries d'artisanat et de souvenirs), permanence de l'Association esquimaude créée.

Le document : Inupiat Paitot (terme esquimau signifiant "droit des aborigènes") a caractère de manifeste. "On pense que nous n'avons pas de problèmes parce que nous ne disons rien"... "Notre Inupiat Paitot est... notre droit à être de grands chasseurs et un brave indépendant peuple comme nos grands-pères, notre droit aux minéraux qui nous appartiennent dans cette terre que nous revendiquons".

La grande portée de la rencontre a été, semble-t-il, que des Esquimaux venus de tous les points du pays ont pris conscience du fait qu'ils avaient, dans le cadre de la communauté américaine, les mêmes besoins fondamentaux et les mêmes intérêts à défendre. La principale revendication parait provenir

d'un malentendu : "On nous a dit que si le Gouvernement protégeait nos droits sur nos terres, nous ne pourrions être citoyens américains, ne pourrions voter, ne pourrions faire des affaires ou vendre des produits de notre terre". Devant le danger de voir saisir des terrains prétendûment relevant de l'Inupiat Paitot, la Résolution présentée demande au Congrès de légitimer rapidement les droits aborigènes garantis par la loi du 17 mai 1884 et réaffirmés dans l'acte constitutif du 7 juillet 1958.

Les délégués indigènes insistent sur la nécessité :

1) de développer encore l'enseignement : "l'éducation est à la base de tout".

2) de pratiquer une politique d'emploi non discriminatoire : "très peu d'hommes ont des emplois toute l'année" (les entreprises paraissent n'employer que peu de main d'oeuvre locale).

3) de recourir davantage aux Esquimaux pour l'administration de l'ANAC (Alaska Native Arts & Crafts) : "ANAC devrait être administré par les Esquimaux".

4) de consulter effectivement les Esquimaux pour des projets d'importance capitale tel le projet Chariot sur lequel des réserves essentielles ont été présentées (I.N.3 p. 128-129) ou tel le traité sur les oiseaux migrateurs conclu avec le Mexique et le Canada (I.N.3 p. 122) : "Notre droit à la chasse ne devrait être limité par aucun traité international sans notre consentement".

Commentant ces résolutions, le **Secrétaire Adjoint** de l'Intérieur au Gouvernement fédéral, invité et présent, a fait une adresse à l'assemblée.

"Association on American Indian Affairs" met l'accent sur la légitimité des revendications présentées qui ne peuvent en rien nuire à l'attachement porté par les Esquimaux aux institutions américaines : "Il est heureux que les Esquimaux aient réalisé, conclut l'Association, que ce sont des intérêts particuliers et non le Gouvernement des Etats-Unis qui les ont déçus".

13 janvier 1962 - Le Budget fédéral alaskien de 228.625.323 $ prévoit au titre du Département de l'Intérieur 29.071.758 $. A ce dernier titre, plus de 50% reviennent au Bureau of Indian Affairs. Le B.I.A. a un important programme de scolarisation : 80 écoles primaires, 9 écoles supérieures,

des bourses diverses et aussi (et c'est nouveau) un programme de relogement volontaire des familles indigènes. Ce dernier point du programme préconisé récemment au Canada par le Dr. JENNESS (I.N.4 p. 102) consiste à encourager, par des prestations diverses, le déplacement de familles esquimaudes vers les lieux de travail stable et permanent ; non seulement dans l'Alaska mais dans le reste de l'Union. 20% seulement des familles intéressées se seraient replacées dans l'Alaska. Il apparaitrait qu'un tiers seulement des intéressés déplacés et orientés vers d'autres métiers ne se seraient pas adaptés. Selon le BIA, le problème essentiel serait d'enseigner aux Esquimaux à vivre avec des revenus fixes.

Le BIA encourage également l'élevage du renne qui, aprés avoir été confié aux seuls indigènes, a connu la crise que l'on sait. En 1962, le troupeau rennin s'éleverait à 43.000 têtes : on y décompte 15 grands troupeaux ; 190 familles esquimaudes dépendraient plus ou moins de l'activité rennine. 200.000 $ ont été réalisés en 1960, au titre de la commercialisation et de l'utilisation des produits du renne. (132.000 selon Alaska Division of Agriculture, 30% de la production animale totale).

Dans le but d'encourager l'élevage rennin, l'action du BIA consiste à prêter 300 rennes aux propriétaires pendant une période de cinq ans.

12 mai 1962 - Le NEW YORK TIMES, sous la plume de L.E. DAVIES, est réservé sur l'avenir du Projet Chariot : "il est bien possible que le Projet Chariot ait été tué par une publicité critique mettant en saillie les dangers de l'opération pour les Esquimaux et leurs terrains de chasse. Durant trois années, l'Atomic Energy Commission, à titre de recherche sur les effets sur le milieu, a dépensé 3 millions $... On discute beaucoup sur le fait que l'A.E.C., lassé de la publicité se référant à une hostilité esquimaude, ne pousserait pas plus avant ce projet...

Dans certains districts, les traditionalistes auraient poussé les Esquimaux à s'agiter et leur auraient donné des instructions pour s'opposer au Projet Chariot".
Il semblerait que l'opposition principale provint du petit village de Point Hope (200 hab.) à 25 miles au Nord-Ouest du Cap Thompson, lieu projeté pour l'explosion. Selon des recherches récentes, quelques aborigènes alaskiens présentent 4 à 5 fois la moyenne mondiale du strontium 90. En effet, le caribou présenterait la caractéristique d'absorber 20 fois plus de strontium 90 que la vache domestique, soit à Fairbanks, soit dans les états du Sud.

Juillet 1962 - Une récente publication de Diamond JENNESS : "Eskimo Administration, tome I, Alaska" (Arctic Institute of North America) vient de paraitre. Etude historique très complète, elle suggère, en raison même des conditions économiques et sociales prévalant aujourd'hui dans l'Alaska, l'assimilation graduelle **bénéfique** de la population esquimaude.

5. - Nouvelles diverses

12 janvier 1962 - Le Budget Fédéral pour l'année 1963 prévoit un quart de billion de dollars pour l'Alaska ; de l'avis du Sénateur BARTLETT, ce total est incomplet. Il semblerait que le budget de l'an passé (303.278.372 $ Cf. LN.3 p. 103) soit sensiblement dépassé.

19 avril 1962 Kodiak - Les trois capitaines de navires japonais arrêtés la semaine dernière pour avoir pêché illégalement (le hareng) dans les eaux américaines du Détroit de Shelikof ont été relachés. Des poursuites ont été décidées contre la Compagnie japonaise EASTERN PACIFIC FISHERIES Co.
Dans les milieux politiques, cette action a déterminé une certaine émotion.

INDEX DES NOMS CITES

(Noms des personnes en majuscules)
(Tous les autres noms en minuscules)

Alaska Division of agriculture,112
Alaska Farmland Development Act,112
Alaska Native Arts & Crafts (ANAC),114
Alaska Railroad,104
Alaska Steamship Company, 105
Alexandra Forest Industry, 66
Algoma Steel Corporation, 85
Aluminium Ltd.,85
American Metal Climax North Field Mines,82
Arctic Institute of North America, 116
Arktisk Minekompagni,71
ARSENAULT (B.),84
A/S Ardal of Sunndal Verk,8
A/S Forretnings Bankenes Finansierings og Eksport-kredittsinstitutt,4
A/S Norsk Jernverk,10
Association Alaskienne du Bois,106
Association canadienne des Producteurs de Pulpe et Papier,37
Association des Courtiers en Immeubles,70,71
Association Esquimau-indienne du Canada,93,101
Association on American Indian Affairs,112,114
Association Suédoise des Constructeurs de Navires, 23
Althydu Samband Islands (Conféd. des Syndicats),47
Atlas Steel Ltd.,85
Atomic Commission of the United States,88
Atomic Energy Authority,88
Atomic Energy Commission,115
Ballistic Missile Early Warning System,97
Banque Centrale de l'Islande,45
Banque de Commerce Canadienne Impériale,75
Export-Import Bank,38,40
Banque de Finlande,37
First National City Bank in New York,40
Banque de Montréal,68,70,71
Banque Nationale du Canada,70
BARTHOLOMEW,85
BARTLETT (Senator),105,108,116
BATEMAN (J.D.),83
Board Technological Unit in London,101
BORNEMANN(C.),83
BOSERUP(M.),83
BRIEN (Dr. W.P.),51
Bureau Canadien des Exportations, 73
Bureau Canadien de Statistique, 83,85
Bureau Central des Statistiques de Norvège,2,3
Bureau of Indian Affairs,112,114, 115
BYLUND (S.),25

Canadian National Railroad,104, 105,108
Chambre de Commerce d'Anchorage, 105
Chambre de Commerce Française au Canada,91
Chambre de Commerce de Hambourg, 37
Chambre Norvégienne de Commerce, 8

Chicago Milwaukee,105
CHRISTIANSEN (F.C.),70
Civil Aeronautics Board,107
Community Branch of the Ontario Dpt. of Education, 98
Commission de Géographie de Québec,94
Compagnie de la Baie d'Hudson,97
Companhia Siderurgica Nacional da Brésil,78
Conférence de Londres sur la Baleine,11
Congressional Record,75,107, 108
Conseil d'Education (Uddannelsesraad),73
Conseil Lapon Inter-Nordique 41,42
Conseil Nordique,42,43,50
Convention Internationale de la Baleine,11
Convention d'Helsinki,38,39
COMEAU (P.),98
COYNE,70
CRAMER (M.F.C.),27,28

DALY (N.J.),108
DAVIDS(L.E.),115
Département des Affaires du Nord,100
Département fédéral des Mines,102
DESROCHERS (L.A.),109
DIEFENBAKER,70,80,81,82,83, 91,93,94
DINSDALE,91,94,95,98
Direction du Commerce de la Suède,13,23
Distant Early Warning Line DEW Line),95,97
Division d'Anthropologie du Musée National du Canada, 102
Dominion Foundries & Steel Ltd.,95
Duck Day Programme,98

Eastern Pacific Fisheries Company,117
Electrolux,22
ERLANDER,30
ESRO (Organisation Européenne de Recherche Spatiale),31
Export Trade Promotion Conference 87

Falconbridge Nickel Mines,89
Fédération des Sames Suédois,27, 28
Fédération finlandaise des Industries du Bois,39
Federation of Iceland Cooperative societies,49
Findus,49
Fisheries Research Board of Canada,101
FLEISCHER,98
FLEMING (D.),87,88,73,78,82,84
FLOOD,95,98
FLYNN,95
Fonds Monétaire,15
Ford Motor of Canada,88
FOWLER (R.M.),98
Freezing Plants Corporation,49

G.A.S. (Confédération Générale Groenlandaise des Travailleurs) 43
GAY,37,78
General Motors Corporation,77
General Motors Diesel Ltd. of Canada,76,77,88
GISLASON (Th.),47
Godthaab Mineralvandsfabrik, 42
GOODAL (J.W.),109
Grangesberg,20
Great Northern Pacific,105
GRUENING (Senator),108,109

HARALZ (J.),47
HARTNESS,83
HARRIGAN,75

HEATH,82,83
HECKLE (A.),82
HEES,[illegible],74,7[illegible],77,7[illegible],83,8[illegible]
HEGGENHOUGHEN (R.),9,10
HOLMQVIST (E.),31
HOLDSWORTH (P.),111
HULTQUIST,31

Icelandair,51
Indian & Metis Conference in Manitoba,[illegible]
Institut d'Education Nordique,50
Institut Géographique d'Uppsala,25
International Nickel C°, [illegible],[illegible]
Inter-Nord,22,32,54,5[illegible],[illegible]1, [illegible]2,[illegible],73,74,77,80,95,104, 105,107,110,111,114,11[illegible]
Inupiat Paitot,113,114
ISCHNER (Lt Gén. E.C.),10[illegible]

J.A. Mc Donald (brise-glace),[illegible]
JENNESS (D.),102,115,11[illegible]

Kgl. Grønlandske Handel,5[illegible], 57,58,59,[illegible]0,[illegible]4
Kieler Hochseefischerei,[illegible]0
KIRVES,3[illegible]
KUALJOK (N.E.),31

LEDUC,90
LEE (Lt. Gén. R.M.),[illegible]5
Lloyds',10

MACMILLAN,80,[illegible]3
Massey Ferguson,[illegible]
Mid-Canada Line,97
Ministère du Nord et des Ressources Nationales,92, [illegible]
Montreal Locomotive Works Ltd.,7[illegible]

NARUP[illegible] (K.),[illegible]4
Nations-Unies,47
Naturskyddsföremingen,29
NISLUND,24
Nordiska Vattenkraftskommitten, 24
Norsk-Hydro,10
Nordisk Minelskab,[illegible]2
Northern Lapp Council,112
Northern Pacific,105
North Field Mines,[illegible]2

Oblats (Pères),98
O.C.D.E.,4[illegible]
O.E.C.E.,45
OHRE (M.),25

Pasteur PARK (G.),28
Pan American World Airways,107
PAUNIO,33
Peace River Development Company, [illegible]
PELLY,10[illegible]
Pine Point Project,9[illegible]
Pinetree Line,97
Portage Mountain Project,109
Project Chariot,11[illegible],115
Prospector Assistance Programme, [illegible]1
Puget Sound Freight Lever,105

Quebec Cartier Mining C°,90
QUIRIN ([illegible].D.),92

Rampart Canyon Project,109,111
Rampart Economic Advisory Board, 111
Rana Gruber,10
Rév. Père RENAUD (A.),98
R.M. PARSONS & C°,111
RUONG (Docent I.),27

Saab,21
Scannews,23
Sheritt Gordon,89

Société Boliden,20,20
Société Lapone,41
Société SKF,20
SPIK (S.),20
Steel C° of Canada,85
Stora Kopparberg,10
SVENDSEN (L.),73

TAGOONA (Rév. A.),100
Taiya Project,100
TWANT (W.),47
THOMAS (W.E.),90

UNDEN,12
Unesco,50
Union Pacific,105
Université d'Alberta,101
Université d'Oslo,11
Université de Toronto,101
Université de Turku,41
Upper Mantle Project,102
U.S. Air Defense Command,75
U.S. Air Force,97
U.S. Congress,75
U.S. Fish & Wildlife Service,111
U.S. Iron & Steel,90

VAN STEENBURGH (W.E.),102
Vattenfall,25,28,20
Veitsiluoto Oy,30
Volvo,21

Wabush Iron,90
WARIS (K.),37,38
WINGATE (W.S.),86

INDEX GEOGRAPHIQUE

Abisko,43
Aklavik,101,102
Akur ri,47
Alas.a,97,10[illegible]-11[illegible]
Alberta,[illegible],[illegible],[illegible],[illegible],[illegible],109
Alert,102
Allemagne Fédérale,11,1[illegible],22,
34,[illegible],50,[illegible]0
Amérique Centrale,74
Amérique du Nord,1[illegible],[illegible]7
Amérique du Sud,74
Amérique latine,[illegible]4,[illegible]8
Anchorage,104,105,10[illegible],108
Angmagssali[illegible],[illegible]0
Archipel Arctique,[illegible]5
Arctic Bay,[illegible]2
Ardal,9
Arsu[illegible],[illegible]4
Arvidsjaur,27,30
Athabaska (Lac),[illegible]8
Atlantique,25,[illegible]0
Autriche,17,1[illegible],24

Baendahollen,50
Baie d'Hudson,[illegible]4,101,102
Baie d'Ellua,[illegible]2
Baker Lake,102
Bancroft,[illegible]8
Bassin de Liard,[illegible]1,[illegible]2
Belgique,34
Blue Quills,[illegible]8
Brésil,[illegible]8
Bruxelles,[illegible]3

Californie,[illegible]8
Cambridge Bay,100
Canada,13,1[illegible],[illegible]4,50,[illegible]2,[illegible]8-103,
10[illegible],105,10[illegible],110,114,115
Cap Dorset,[illegible]6
Cap Thompson,11[illegible]
Carol Lake,[illegible]0
Chesterfield Inlet,100
Chicoutimi,[illegible]9
Chine,10[illegible]
Christianshaab,[illegible]0
Churchill,[illegible]6,102
Clerenville,[illegible]5
Colombie Britannique,[illegible]8,[illegible]3,90,
105,10[illegible]
Commonwealth,[illegible]0,[illegible]1,[illegible]2,[illegible]3
Cooper River,110
Copenhague,[illegible]5
Coppermine,102
Corée,10[illegible]

Danemark,[illegible],17,1[illegible],22,34,3[illegible],51,53,59,
[illegible]1,[illegible]2,[illegible]3,[illegible]4
Détroit de Shelikof,11[illegible]
Détroit d'Hudson,[illegible]4
Détroit Fury-Hecla,[illegible]3
District de Franklin,[illegible]4
District de Keewatin,[illegible]1
District de Mackenzie,[illegible]3,[illegible]4
Domnarvet,1[illegible]
Duck Bay,[illegible]8

Eagle Plain,[illegible]2
Ecosse,50
Edmonton,100
Elliot Lake,[illegible]8
Esjberg,[illegible]1
Espagne,5[illegible]
Esterhazy,[illegible]0
Etats Unis,1[illegible],17,1[illegible],34,37,51,[illegible]0
72,[illegible]4,77,[illegible]3,[illegible]6,[illegible]7,[illegible]8,[illegible]0,[illegible]0,[illegible]1,
[illegible]2,10[illegible],10[illegible],110
Fenntekiö,41
Eureka Sound,[illegible]8
Europe du Nord,[illegible]3
Europe Occidentale,74,[illegible]3,[illegible]8,[illegible]1,
[illegible]2
Europe Orientale,[illegible]8

Fairbanks,10[illegible],11[illegible]
Finlande,13,17,1[illegible],22,32-43,51,[illegible]1
Fort Burwell,100
Fort Chimo,100,102
Fort Nelson,102
Fort Simpson,[illegible]4,[illegible]5

France,11,12,22,34,80
Frederikshaab,80
Frobisher Bay,93,100,102

Gaidoch,50
George River,100
Glomfjord,8
Godthaab,80,84,87
Golfe de Boothia,95
Grande Bretagne,7,8,11,15,17
18,22,34,39,42,47,50,51,52,
61,72,74,75,76,80,81,82,83,
88,89
Great whale River,100
Grèce,58
Grimshaw,90
Groenland,44,48,50,51,52-55,
62,67
Guarul hos,20

Halifax,76
Hall Lake,102
Hay River,90
Helsinki,42,43,50
Hollande,22
Holman Island,100
Holsteinsborg,54,55,60,64
Homer,110
Hong-Kong,76

Ile Alexander,95
Ile de Cornwallis,92
Ile de Banks,94
Ile de Bathurst,95
Ile de la Reine Elisabeth,92,
95
Ile de Victoria,94
Ile Massey,95
Ile Melville,94,97
Ile Vanier,95
Iles Féröe,50,58,60,61
Inari,41,43
Inde,74
Inlandsis,85
Irlande,7
Islande,33,34,45-52,81
Italie,22,34,58
Ivigtut,57,61

Jacobshavn,80
Japon,11,74,76,88,92,93,104,105
109,111
Jokkmokk,25,30
Juneau,108

Kalix,24
Kangatsiaq,84
Karesuvanti,42,43
Karasjok,113
Kautokeino,43,113
Kenai Peninsula,110
Ketchikan,105,108
Kiel, 6
Kiruna,42,43
Könkämä,31
Kotilathi,41
Kulusuk,51
Kuskokwim River,110
Kodiak,110,112,114

Labrador,90
Lac Bradley,110
Los Angeles,111
Luxembourg,34

Malmbjerget,72
Manitoba,72,98
Massachussets,108
Matanuska,112
Matanuska River,110
Mayo,92
Melville,91
Mestervig,58,62
Mexique,114
Mo-I-Rana,10
Montréal,76,80,81,82,91,93,101,
102
Motala,32
Mould Bay,102
Moyen Orient,75,78,91,93

Nausta,30
Narsarssuak,51
Narssak,58,80,84
Narvik,41
New-York,76,111
Nigéria,48
Nome,108
Norman Wells,91

Norrbotten,24,29
Norrland,25,2[illegible]
Norvège,1-11,17,18,23,34,35,
36,40,43,49,50,51,[illegible]1,80
Nouveau Brunswick,90,91
Nouveau Québec,90,94,100,102
Nouvelle Zélande,74,78,93

Olafsjördhur,[illegible]7
Ontario,7[illegible],78,79,83,89,96,101
Oregon,109,111
Oslo,42
Ottawa,82,83,87,88
Oxelösund,20

Pacifique,92,104,107,109
Padjelanta,28,30
Paris,[illegible]7
Pays Bas,11,34
Peace River,98,109
Petersborough,7[illegible]
Petersburg,109
Pine Point,99
Petsamo,[illegible]1
Point Barrow,113
Point Hope,11[illegible]
Port Burwell,100
Port Colborne,7[illegible]
Port Harrison,102
Portland,111
Portugal,17,18,58,34
Povungnituk,100
Prescott,79
Prince Rupert,104,105,109
Puget Sound,98

Québec,7[illegible],78,79,96,101
Quatico,98
Qutdligssat,[illegible]2

Rampart Canyon,108,111
Rankin Inlet,100
Rescute Bay,102
Reykjavik,47,48,50,51
Risø,[illegible]2
Rivière Malix,25[illegible]
Rivière Lule,2[illegible]
Rivière Mackenzie,92,96
Rivière Stora-Lule,28,27,29
Rivière Torne,25,40
Rivière Yukon,98
Rödal-Suldal,19
Rome,[illegible]7
Rönnskar,20

St Jean,78
Sarek,28,30,31
Saskatchewan,99
Schefferville,102
Seattle,104,105,108,109
Seward Peninsula,110
Sirkka,31
Sitka,108
Söndre Strömfjord,[illegible]4,[illegible]5
Stockholm,42
Strathcona Sound,92
Suède,11,12-31,34,38,39,40,43,
50,51,[illegible]1,[illegible]2
Suisse,17,18,[illegible]7,7[illegible]
Sukkertoppen,[illegible]0
Sunndal,[illegible]

Talma,31
Tanana,112
Tennessee Valley,103
Terre de Baffin,92,100
Terre d'Ellesmere,96
Terre de Rupert,100
Terre-Neuve,18,95
Territoires du Nord-Ouest (T.N.W.)
90,91,92,93,94,95,96,97,98,100,
101
Thulé,53,[illegible]1,[illegible]5
Torne,21
Torne Träsk,25
Toronto,75,78,100
Torshavn,50
Tromsö,42
Trondhiem,[illegible]1
Trois Rivières,78
Trout Lake,102
Tyonek,110

Ungava,102
U.R.S.S.,11,12,18,19,34,37,88,91
Utsjoki,31

Vancouver,7[illegible],[illegible]
Vastenjaure,20
Vénézuéla,91,93
Vestmannaeyjar,50
Virihaure,20
Vuojat,20

Wabush Lake,99
Washington State,100,10[illegible]
Whitehorse,92,102
Whittier,104,105,10[illegible]
Winnipeg,[illegible]3,100
Winter Harbour,94,[illegible]

Yellowknife,91,92,95
Yukon,90,91,92,[illegible]4,95,[illegible]9

I N D E X M A T I E R E S

Rappel Géographique

Norvège	pp. 8-11
Suède	pp. 12-31
Finlande	pp. 32-43
Islande	pp. 45-52
Groenland	pp. 53-[illegible]
Canada	pp. [illegible]-102
Alaska	pp. 103-11[illegible]

Accords commerciaux,5,1[illegible]
Aciéries (voir industrie sidérurgique)
Activités militaires,2[illegible],30, 31,4[illegible],50,[illegible]1,[illegible]5,[illegible]4,[illegible]7,105, 10[illegible],107
A.E.L.E.,12,15,1[illegible],33,34
Aéroports (voir communications)
Agriculture
- Problèmes généraux,3,[illegible], 13,32,3[illegible],5[illegible],7[illegible],84,111,112
- Concentration,112
- Crédits,[illegible]
- Elevage,[illegible]1,57,11[illegible]
- Elevage renne,25,2[illegible],27,28 30,31,41,43,115
- Exode rural,[illegible]
- Forêts,25,2[illegible],27,28,30,31, 41,43,115
- Investissements,70
- Production
  Cheptel,112
  Grains,112
  Lait,[illegible],112
  Légumes,112
  Moutons,102,112
  Pommes de terre,112
  Porcins,112
  Viande,112
  Volaille,102
- Productivité,[illegible],111
- Programmes,[illegible],111
- Renniculture (voir élevage)
Aide américaine,[illegible]
Aluminium (voir Mines)
Armement,11,4[illegible]
- Commerce maritime,23,7[illegible],7[illegible]
- Construction navale,[illegible]1
- Marine marchande,23

Balance des Comptes,2,3,5[illegible],70,75
- Balance commerciale,3,32,45,4[illegible],[illegible]8
Barrages,30,10[illegible],110
Bois,14,32,37,39,8[illegible],10[illegible],10[illegible],111
- Bois scié,40
- Cellulose,14,3[illegible]
- Commerce du bois,22,23,35,7[illegible]
- Papier,1[illegible],35,3[illegible],8[illegible]
- Papier journal,39,40
- Pâte à papier,23,35
- Pâte chimique,22
Budget,3,33,5[illegible],[illegible]1,37,114,11[illegible]
- Alaska,114,11[illegible]
- Canada,[illegible]7
- Finlande,33
- Groenland,5[illegible],[illegible]1
- Norvège,3

Chasse,54,57
- Caribou,11[illegible]
- Droits territoriaux,113
- Pelleteries,57,58,[illegible]7
- Renard,54,57,5[illegible],[illegible]7
Chômage (Voir Emploi)
Commerce de détail,3,32
Commerce extérieur,15,33,34,37, 3[illegible],4[illegible],[illegible]8,73,[illegible]1

- Avec Bloc Oriental,5,34,37
- Libéralisation des échanges 38,45
Communauté Economique Européenne,4,12,17,34,37
Communications
- Aériennes,51,73,74,75,82, 100,107
- Ferroviaires,98,104,107,111
- Pipelines,78,88
- Ports,71
- Postales,75
- Radio-Télévision,50
- Radar,97
- Routes,24,31,41,82,85,107, 113
- Téléphones,31,50
- Voies maritimes,73,85,101, 105,107
Consommation par tête d'habitant,55,100
Conventions collectives,3
Coopératives,98,100,101,102
Crédits internationaux,39,45

Débats Parlementaires
- Alaska,112
- Canada,77,98
- Finlande,39
- Groenland,72
- Islande,45,46,48
- Norvège,3,9
Démographie
- Accroissement,53,54,73,85, 107,109
- Concentration de la population,53,54
- Immigration,109
- Problèmes de la population 41,42,94
- Recensement démographique, 42,54,95
- Taux de mortalité,53
- Taux de natalité,53
Dévaluation,68,74,83,90
Dualisme économique et social,53,73

Education,11,73
- Artisanale,73
- Construction écoles,94
- Investissements,79
- Réforme de l'enseignement,83
- Scolarisation Grand Nord,50, 99,101,113,114,115
- Technique,73
Elections,47,97
Electricité
- Consommation,21
- Hydroélectricité,10,24,25,26, 29,30,47,104,107,109,110,111
- Nucléaire,72,
- Prix de vente,107,110,111
- Production (capacité),21,24, 37,109
- Thermique,110
Emploi
- Problèmes Généraux,22,51,58, 72,73,102,107,109,113,114,115
- Chômage,24,102,108
- Formation des cadres,83
Epargne,6,7
Esquimaux et populations aborigènes, 93,94,97,98,99,113,114, 117
Expansion économique (voir Prospérité)
Exportations,8,12,13,14,15,16, 18,32,33,34,39,41,45,47,48,58, 59,71,73,74,83,86,87,88,89

Fer (Voir Mines)
Finances et situation économique
- Déflation,45,46
- Emprunts,33
- Exportations des capitaux,6
- Impôts,73
- Indexation des prix,90
- Inflation,3,88
- Investissements,7,13,14,16,82 88,89,70,90
  Etrangers,70,71,72
  Liberté d'établissement,6
  Privés,85,94
- Mesures monétaires et financières,87,88,84
- Taux d'escompte,45

Gaz,3[illegible],[illegible],[illegible]5
Gravimétrie,102
Grèves,[illegible]

Hydroélectricité (Voir Electricité)
Hydrographie,[illegible]

Importations,3,12,13,1[illegible],32,33,3[illegible],3[illegible],[illegible]5,5[illegible],5[illegible],7[illegible],[illegible]
Indiens,[illegible],[illegible],11[illegible]
Industries
- Alimentaire,14
- Automobile,5,21,22,74,7[illegible],7[illegible],8[illegible]
- Aéronautique,22
- Chimique,5
- Consommation,45
- Construction,52,[illegible],[illegible],10[illegible]
- Electro-ménagère,22
- Légère,14
- Lourde,14
- Manufacturière,[illegible],74,7[illegible],10[illegible]
- Métallurgie,35,3[illegible],[illegible]5
- Pétrole (voir Pétrole)
- Sidérurgique,10,1[illegible],20,[illegible]5,90
- Souvenirs,[illegible],[illegible],100,113
- Textile,14
- Transformation,14,20,32,35
Industrialisation (problème de),12,4[illegible],10[illegible],10[illegible],111
Infrastructure (voir aussi Communications)
- Administrative,97
- Scolaire,[illegible]3,100,101 (voir aussi Education)
Investissements (voir Finances)

Lapons,11,2[illegible],27,2[illegible],30,31,41,42,[illegible]3
Logement,52,[illegible],113,115

Marché Commun
- Adhésion,[illegible],5,[illegible],33,34,35,7[illegible],[illegible]2
- Agriculture,[illegible]
- Association,5,[illegible],7[illegible],[illegible]2
- Echanges,[illegible],12,13,15,1[illegible],32,33,[illegible]7,[illegible]3
- Grande Bretagne,[illegible]2,[illegible]3
- Pêche,[illegible],5,[illegible]
- Politique envers,3[illegible],45,4[illegible],[illegible]1,[illegible]0,[illegible]1
- Subventions,[illegible],[illegible]
Métis,9[illegible]
Mines,1[illegible],15,2[illegible],[illegible]7,10[illegible]
- Aluminium,5,[illegible],4[illegible],[illegible]7,[illegible],[illegible]9
- Amiante,[illegible]7,[illegible],[illegible]
- Argent,[illegible]2
- Barite,[illegible]7
- Charbon,[illegible]2
- Cuivre,[illegible]7
- Cryolithe,[illegible]5[illegible],[illegible]1
- Fer,[illegible],[illegible],90,[illegible]5
- Magnésium,[illegible]7
- Molybdène,[illegible]1,[illegible]2,[illegible]7
- Nickel,[illegible]1,[illegible]7,[illegible],[illegible],100
- Or,[illegible]0,[illegible]2
- Platine,[illegible]7
- Plomb,20,5[illegible],[illegible]1,[illegible]2,[illegible]7,[illegible],90,92
- Potasse,[illegible]0
- Sélenium,[illegible]7
- Titanium,[illegible]7
- Uranium,[illegible]2,[illegible]7,[illegible]
- Zinc,20,[illegible]1,[illegible]2,[illegible]7,[illegible],[illegible],90,92
Monopoles
- Commerciaux,5[illegible],105
- Pêche,5[illegible]

Neutralité,12,3[illegible]
Niveau de vie,9[illegible]
Nord (Voir aussi autres rubriques)
- Accord inter-nordique ou inter-scandinave,35,3[illegible],3[illegible],[illegible]0,[illegible]2,[illegible]3
- Conférence inter-scandinave sur la pêche,[illegible]1

Océanographie,50

Partis politiques,[illegible],47
Pêche
- Problèmes généraux,11,25,45,[illegible],47,53,5[illegible],5[illegible],5[illegible],5[illegible],[illegible]1,9[illegible],10[illegible]
- Baleines,11,[illegible],102
- Capelans,[illegible]
- Commerce de,5,5[illegible],[illegible]1,7[illegible],[illegible],107

- Crevettes,57,58
- Flétan,57
- Hareng,48,49,58,110
- Industrie du chalut,49
- Industrie de conserve,48, 49,50,101
- Installations portuaires, 60
- Investissements,70
- Limites territoriales,49, 110
- Morue,48,57,58,60
- Phoques,57,58
- Requins,57
- Saumon,48,102,109
- Stockfish,48
Pétrole
- Problèmes généraux,19,89, 104
- Consommation,90,91
- Exportations,87,90,92
- Importations,91
- Investissements,70,91
- Marché,88
- Pétrole arctique,91,92,93
- Production,90,91,94,109, 110,111
- Prospection,91,92
- Raffinage,90
Planification,50 (Voir Agriculture - programmes -)
Pouvoir d'achat,14,45,83
Prix
- Augmentation,83,84
- Politique,2,3
- Problème,32,39,45,98,104, 105,106,109
- Stabilité des prix,18,98
Politique monétaire (Voir Finances)
Produit national brut,2,13,88 94,95,96
Prospérité économique,2,25, 87,98

Régionalisme (problème de) 5,27,94,101
Revenu par tête d'habitant 57
Salaires
- Augmentation,48,84
- Bloquage,45,46
- Niveau,22,32,48,82
- Parité,82,83,84
- Politique,2,58
- Revendications,45
- Salaires horaires,48
Sous-développement,3,24,83,87
Subventions,1,3,30,91,92,107 (Voir aussi Finances et Marché Commun)
Syndicats,3,59,83

Tarifs (Voir aussi Prix)
- Accords tarifaires,37
- Blocs tarifaires,37
- Tarifs douaniers,70
- Tarifs Préférentiels,37,80,82
Toponymie,94
Tourisme,26,51,75,96,97,99
Traités culturels,50,91

Zone de Libre Echange (Voir A.E.L.E.)

S O U R C E S

Outre les correspondants particuliers d L'EST-NORD, les journaux et périodiques suivants ont été consultés :

NORVEGE

- Les échos de Norvège, Ambassade de Norvège à Paris, 4e trim. 19[illegible] 1e trim. 19[illegible] 2e trim. 19[illegible] 2
- The Royal Norwegian Information Service (Londres), 4e trim. 19[illegible] 1e trim. 19[illegible] 2
- Arbeiderbladet (Oslo) déc. 19[illegible] janv. fév., mars, avril 19[illegible]2
- Harstad Tidende (arstad), déc. 19[illegible] janv., mars 19[illegible]2
- Finnmar Dagblad (Vadsoë), janv. 19[illegible] 2
- Financial Times (Londres), 25 I 2,6 III 18 IV 19[illegible]2
- Ottar (Tromsoe) n° 30 (19[illegible] 4) déc. 19[illegible]. Leif Aune "Nord-Norges Industri og Bergver."
- E.F.T.A. Bulletin (Genève) avril 19[illegible]2

SUEDE

- Bulletin de Presse Suédo-International (Stockholm), 4e trim. 19[illegible] 1e trim. 19[illegible]2
- E.F.T.A. Bulletin (Genève) janv.-fév., mars 19[illegible]2
- Dagens Nyheter 1 XII 19[illegible] 8,15,18,19 II; 25 III 19[illegible]2
- Stockholms Tidningen 17,22,23 II; 1 III 19[illegible]2
- Göteborgs Handels-och-Sjöfarts Tidning (Göteborg), 13,15,19, 20,21,25 III; 11 V 19[illegible]2
- Norrländska Socialdemokraten (Boden) 30 XII 19[illegible]; 1,10, II; 15 III 19[illegible]2
- Norrskens Flamman (Luleä), 22 XII 19[illegible]
- Samefolket (Uppsala) mars 19[illegible]
- Norbottens Kuriren (Luleä), 7 11 X; 28 XI; 6 XII 19[illegible]; 13 II, 18 III 19[illegible]2
- Svenska Dagbladet (Stockholm) 31 III 19[illegible]2
- Financial Times (Londres), 11,15 19 I; 7,17,20 II; 5 III; 7,15 25 IV 19[illegible]2
- La Presse (Montréal), 13 II 19[illegible]2

FINLANDE

- Ministry of Foreign Affairs (Helsinki), n° 15,17/19[illegible]2
- The Division for Economic Affairs Ministry of Finance, Economic Survey 19[illegible] (Helsinki)
- Bank of Finland Monthly Review (Helsinki) vol.3[illegible], n° 1,2,3
- Kansallis-Osake Pankki Economic Review (Helsinki), 19[illegible]2, 1
- Unitas (Helsinki), 1, 19[illegible]2, vol. XXXIV

- Pohjolan Sandmat 12 XII 1961; 19,23 I; 14 II; 4 III 1962
- Taloudelliset Tapahtumat (Helsinki), fév., mars 1962
- Uusi Suomi (Helsinki), 4,12 I; 10,14,15 II; 2,14,24 III 1962
- Ambassade de Finlande en France, Service de Presse, I,II,III 1962
- Die Welt (Hambourg), 1 XI 1961
- The Financial Times (Londres) 3,9,24,31 I; 7,14,15 II; 22, 23 III; 26 IV 1962

ISLANDE

- Service de Presse, Bulletin publié par l'Ambassade américaine à Reykjavik et transmis par l'Ambassade d'Islande à Paris
- Morgunbladid (Reykjavik) 27 VII 1962
- Thjodviljinn (Reykjavik), 7,19 XII 1961; 13 I, 28 II 1962
- Fjarmalatidindi 3 (oct.déc. 1961)(Reykjavik)
- Aegir (Reykjavik), avril 1962
- Hagtidindi (Reykjavik) janv./juil.1962
- Financial Times (Londres), 22 I 1962

GROENLAND

- Beretninger Vedrorende Gronland (Copenhague) n°1,1960, n°6 1961
- Borsen (Copenhague), 10 I; 2 VI 1962
- Berlingske Tidende (Copenhague) 30 XI, 14 XII 1961; 5,26,27 I; 6,9,18 II; 17,27,28 IV; 2,15,24 V; 6,12,13 VI; 12 VIII 1962
- Le Marin (Rennes) 29 VI, 3 VII, 7,14 IX 1962
- Gronlands Posten (Godthaab), Oct., nov., déc. 1961; fév.,mars, mai 1962
- Financial Times (Londres), 7,28 II; 9,30 V 1962
- Congressional Record (Washington), 19 III 1962

CANADA

- Financial Post (Toronto), 2,16 XII 1961; 3,17 II; 3 III 1962
- Department of Northern Affairs, Information Division (Ottawa) 12 I; 7,12 II 1962
- Bay News (Winnipeg) vol. - n° 4
- Bulletin hebdomadaire canadien, Division de l'Information, Ministère des Affaires Extérieures (Ottawa), janv/juillet 1962 vol. 17 n° 1-32
- New-York Times 11,17 XII 1961; 23 I, 1 VII 1962
- La Presse (Montréal), 27 I 1962
- Financial Times (Londres) 1,15,16,29 XII 1961; 10,11,12,23, 26,28 I; 2, 22 II; 12,14,19,25 III; 7,9,11,16,26,27,29,30 IV; 1 V 1962
- Le Devoir (Montréal) 21 XI 1961; 2 III 1962
- Bank of Nova Scotia (Revue Mensuelle) (Toronto) juin 1961, janv. fév. 1962

- Northern Miner (Toronto) 30 XI 1961
- Bulletin de la Chambre de Commerce française au Canada (Montréal) avril 1962, n° 5 [illegible]
- The Indian News (Ottawa), nov. 1956, juin 1961, avril 1962
- Indian-Eskimo Association of Canada (Toronto), mars 1962
- Globe and Mail (Toronto), 17 X 1961
- Banque de Commerce canadienne Impériale, Lettre commerciale (Toronto) janv. 1962
- Banque de Montréal, Revue des Affaires 2[illegible] III, 25 IV 1962
- Informations canadiennes (Paris) n° [illegible]
- The Economist (Londres), 3 [illegible] 7 IV 1962
- Congressional Record (Washington) 25 I 1962

ALASKA

- Indian Affairs (Washington), déc. 1961
- The Beaver (Winnipeg), Été 1961 (pp. [illegible])
- New-York Times (New York) 13 V 1962
- Congressional Record (Washington) 1962
- Weekly Newsletter (Senator [illegible]) (Washington) 27 IV 1962; 1962 n° [illegible]
- Report from Washington (Senator [illegible]), 5 XI, 1 XII 1961; 1[illegible] V, 12 VII, 31 VII 1962
- Battelle Memorial Institute (Conférence de Seattle) 11 II 1960
- National Observer [illegible] VII 1961
- Alaska Farm Production 1960 (Alaska Division of Agriculture)
- (Statistical Reporting Service) -Juneau - Sans date (1962?)

CENTRE D'ÉTUDES ARCTIQUES

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES
VIe Section : Sciences Économiques et Sociales
SORBONNE

R. 30 4.63

INTER NORD

Bulletin d'information économique et culturelle pour les régions septentrionales

S. E. V. P. E. N.
(Ministère de l'Éducation Nationale)
13, rue du Four
PARIS VIe

Décembre 1962 - N° 5

IMP. ROUEN 63.01258

Directeur

Jean-Noël MALAURIE

Comité de Direction

Jean-Noël MALAURIE,
Directeur du Centre d'Études Arctiques,
E.P.H.E. Paris

Daniel NAT,
École Pratique des Hautes Études. Paris

Claus BORNEMANN,
Ministère du Groenland. Copenhague

EKONOMISK HISTORISKA INSTITUTIONEN
Université de Lund

Correspondants

Alan COOKE (Dartmouth, N. H. - U.S.A.)
Bertel W. KARSTEN (Copenhague)
Eila KIVEKÄS (Helsinki)
Camille LAVERDIÈRE (Montréal)
Sven NORDENGREN (Lund)
Robert PARÈS (Stockholm)

Secrétaire de Rédaction

Jillian NIZARD

NORD/INTER, *bulletin triannuel est publié par le Centre d'Études Arctiques de l'École Pratique des Hautes Études (Sorbonne), 54, rue de Varenne, Paris VIIe (BABylone 48-60). Pour abonnement, dépositaire central et Administration : S.E.V.P.E.N. (Service d'Edition et de Vente des Publications de l'Éducation Nationale), 13, rue du Four, Paris VIe.*

Abonnement : annuel 40 F, $ 10

I N T E R

N O R D

Bulletin d'informations économiques et culturelles

pour les régions septentrionales

EUROPE SEPTENTRIONALE

- Finlande
- Norvège
- Suède
- Danemark +

pp. 3 - 85

ATLANTIQUE NORD ET AMERIQUE DU NORD

- Islande
- Groenland
- Canada

pp. 87 - 189

PACIFIQUE NORD

- Alaska
- Mers de Behring et d'Okhotsk

pp. 191 - 223

Eté-Automne
1962

+ La présentation de cette section est différée jusqu'à la mise en place d'un dispositif suffisant d'informations. Ultérieurement, un chapitre "Sibérie" sera ajouté.

L'établissement des chapitres "Norvège" et "Finlande" a été assuré par M. Daniel NAT. "Suède" par M. Sven NORDENGREN ; "Suède septentrionale" par M. Robert PARES ; "Islande" par M. Jacques RAYMOND ; "Groenland" et "Alaska" par M. Jean MALAURIE ;"Canada" par MM. Jean MALAURIE et Daniel NAT; "Mers de Behring et d'Okhotsk" par M. Jean MALAURIE.

S O M M A I R E

	pp.
EUROPE SEPTENTRIONALE	2 - 85
FINLANDE	
- L'évolution économique et financière depuis la fin de 1962	3 - 13
- l'assainissement du marché intérieur	4
- le budget 1963	6
- Etat présent des industries finlandaises du bois	13 - 17
- L'agriculture finlandaise devient exportatrice	17 - 20
- Le Nord finlandais	20 - 22
NORVEGE	
- L'économie nationale à la recherche d'un palier	23 - 28
- le problème du Marché Commun	26
- Aluminium et hydroélectricité	29 - 34
- Construction navale et pêche	34 - 39
- Le Nord norvégien	39 - 42
SUEDE	
- Le développement industriel de la Suède	44 - 50
- Evolution par secteur de production	50 - 60
- Marché important pour les produits industriels, la Suède dépend de l'Europe qui absorbe 80% de ses exportations	60 - 67
SUEDE SEPTENTRIONALE	
- Sylviculture et industries du bois	67 - 73
- Mines et industries métallurgiques et mécaniques	73 - 78
- Renversement de la politique de l'énergie	78 - 85

ATLANTIQUE NORD ET AMERIQUE DU NORD

ISLANDE

- Le Marché Commun et la lutte contre l'inflation
  - Le budget 1963
- L'évolution du commerce extérieur
- La vie culturelle

GROENLAND

- Un accroissement de la population toujours exceptionnellement rapide : 4,1% et un apparent ralentissement du regroupement de la population
- Une production croissante mais insuffisante à résorber un déficit continu depuis 1959
  - la pêche
  - chasse et agriculture
- Industrie et balance des comptes
  - des perspectives minières peu encourageantes
- Problèmes d'intégration sociale : dangers de prolétarisation de la main-d'oeuvre et revendications pour une égalité des salaires
  - nouvelles diverses

CANADA

- L'économie nationale devant la crise financière du printemps 1962
- Le problème des relations économiques USA-Canada
  - Etat présent des investissements étrangers au Canada
- Agriculture
  - spécialisation céréalière plus que culture extensive
- Industries minières
  - la production pétrolière
- Nord canadien : Yukon et Territoires du Nord-Ouest
  - la politique d'intégration de la population indigène

PACIFIQUE NORD pp. 191 - 223

ALASKA

- Accroissement de population très rapide ; la répartition géographique est inégale 191 - 193
- La reprise économique se confirme 194 - 211
  - les indices de reprise 194
  - la pêche 196
  - l'industrie pétrolière 199
  - une production agricole accrue 202
- Chômage, coût de la vie et disparités sociales 211 - 216
  - les migrations intérieures 213
  - les droits territoriaux indigènes 213

MER DE BERING ET MER D'OKHOTSK

- Pacifique Nord-Ouest : Sibérie orientale et pêcheries au saumon du Kamchatka 217 - 219
- Pacifique Nord-Est 221 - 223

Table des Sources 225 -

Carte générale

Europe Nordique

Finlande ..... pp. 3 - 22
Norvège ..... » 23 - 43
Suède ..... » 44 - 85
Danemark *

* La présentation de cette section est différée jusqu'à mise en place d'un dispositif suffisant d'informations.

F I N L A N D E

GENEE PAR LES INCERTITUDES QUI MARQUENT L'ORGANISATION DU MARCHE OUEST-EUROPEEN, LA FINLANDE S'EMPLOIE A PRESERVER L'EQUILIBRE DE SON PROPRE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET S'EFFORCERA, LE CAS ECHEANT, DE TROUVER CERTAINS DEBOUCHES DE DEGAGEMENT.

La visite officielle, fin 1962, du Président de la République de Finlande à Paris a confirmé avec quelle attention, et sans doute aussi avec quel souci, les cercles dirigeants finlandais suivaient le déroulement des négociations entre les puissances du Marché Commun et la Grande Bretagne. Il est d'ailleurs plausible de supposer que les contacts directs entre M. KEKKONEN et le Président de la République française ont permis à l'homme d'Etat finlandais de pressentir que les négociations de Bruxelles risquaient, sous peu, de s'achever sur un dénouement assez peu positif, - et d'accroitre, ainsi, le climat d'incertitude et de préoccupation auxquels sont soumises depuis plus d'un an toutes les puissances nordiques.

A - Amorce d'une phase de déséquilibre.

Indéniablement, une telle situation n'est pas de celles que la Finlande puisse accueillir sans inquiétude, ni supporter sans inconvénient. L'effort considérable qu'elle a accompli depuis près de quinze ans pour assurer sa propre promotion économique a comporté des peines, - et, surtout, des risques. Et si c'est, précisément, au moment où il devient vital pour elle de disposer d'accès libres à tous les marchés mondiaux que s'accusent soudain des protectionnismes de zones ou des antagonismes entre celles-ci, la conjoncture même de prospérité qu'elle est parvenue à établir chez elle pourrait, en fait, se retourner contre elle. Dans son précédent numéro, INTER-NORD notait déjà les périls d'un décalage croissant entre

un certain retrécissement des débouchés extérieurs et une dilatation excessive du marché intérieur. Durant le premier semestre 1962, il semble bien que cette tendance se soit sensiblement accusée. La montée considérable du coût de la vie en est le reflet, et la conséquence. Elle constitue un symptôme d'autant plus préoccupant que durant les trois dernières années, la politique du Gouvernement et le dynamisme de l'économie avaient contribué à faire régner une stabilité bien plus nettement marquée que dans la plupart des autres pays d'Europe. Si, en France, par exemple, l'indice des prix de gros est passé de 100 (1949) à 180 fin décembre 1959, - soit un accroissement annuel moyen de 8 points indiciels - l'indice finlandais du coût de la vie, à 100 en 1951, ne se trouvait dix ans plus tard (XII/1961) qu'à 142, - soit un exhaussement annuel moyen presque moitié moindre. Par contre, de décembre 1961 à juillet 1962, la montée a ressorti, brusquement, à près d'un point indiciel par mois, et le coût de la vie, en juillet, atteignait 148 (contre 146 en juin), - impliquant, par son mouvement même, un accroissement relativement solidaire des coûts de production, dans la perspective d'une réduction des disponibilités. C'est d'ailleurs, cette contraction du marché monétaire qui, par sa force, était appelée à devenir, dès le premier semestre 1962, le trait marquant de la conjoncture finlandaise, - et devait contraindre le Gouvernement à des mesures dont le FINANCIAL TIMES du 12 juin 1962 soutenait qu'il s'agissait de mesures de "contre-expansion".

B - La politique d'assainissement du marché intérieur.

Dans sa revue économique (1962. 3), la grande banque finlandaise KANSALLIS OSAKE PANKKI souligne l'ampleur du phénomène : "le déséquilibre du marché monétaire a pris de telles proportions au cours du second trimestre 1962 qu'il ne semble pas avoir de parallèle dans les années précédentes (...) Juin (notamment) s'est soldé par un déclin presque catastrophique".

Si l'on observe le mouvement des depôts et celui des avances au public de janvier à juin 1962, on note, en effet, un décalage croissant : en janvier, les dépôts couvrent 98% des avances, en avril il n'en représentent plus que 95% et seulement 90% en juin. De fait, du premier au second trimestre 1962, les banques voient baisser leurs apports de près de 8%, les sociétés coopératives de crédit de plus de 5%, les Chèques Postaux de 4%. En revanche,

pour la même période, les avances au public s'accroissent : de janvier à juin, elles progressent, au total, de 6%, alors que les dépôts globaux ne se sont, eux-mêmes, accrus que de 1%.

A devoir choisir, ainsi, entre des mesures visant à ré-alimenter le pouvoir d'achat et une politique se proposant, à l'inverse, de le contraindre à plus de retenue, les autorités n'allaient plus hésiter. Et d'autant moins que la situation de pénurie financière croissante était trop accusée pour ne pas menacer autant les caisses de l'Etat que les trésoreries particulières. A quoi devaient d'ailleurs s'ajouter les effets d'une récolte rendue désastreuse - on le verra plus loin - par des conditions climatiques défavorables. Pratiquement, on peut dire que de février-mars jusqu'à la présentation du budget 1963, l'action du Gouvernement s'est, fondamentalement, assignée d'assainir, de recentrer, de stabiliser la conjoncture intérieure, - en acceptant qu'un tel objectif ait priorité sur toute autre considération. A ce titre, il était normal que certaines tendances de l'opinion - et jusqu'au Parlement- aient soutenu qu'une telle orientation risquait d'avoir un effet dépressif sur le développement de l'économie. Mais le Gouvernement pouvait, et peut répondre que le développement de l'économie tend à représenter un mot d'ordre assez utopique si les moyens de le financer viennent à faire défaut.

C - La reprise en main des mécanismes financiers.

Dès le début de l'année 1962, au reste, le souci des autorités de protéger et de renforcer la monnaie trouvait sa première expression dans la réforme monétaire approuvée, peu avant sa dissolution par le Parlement, - et aux termes de laquelle la valeur nominale de la monnaie est multipliée par 100 à partir du 1er janvier 1963 (1). De son côté, la Banque Centrale, dont l'action durant cette période s'est révélée énergique, décidait, en mars 1962, de hausser de 1% le taux d'escompte, - mesure contre laquelle le Parlement prenait d'ailleurs position en l'annulant le 27 avril. Mais s'engageant dans la voie ainsi ouverte, le Ministre des Finances annonçait le 22 mai, dans la perspective d'une action visant tout autant à l'équilibre budgétaire qu'à la reprise en main de la conjoncture intérieure, un ensemble

---

(1) La couronne suédoise vaudra donc approximativement à cette date 62 pennies finlandais, le DMark 80 pennies, le US$ 3,22 marks, la £ 19,76 marks et le franc 1963 1,52 mark.

de mesures, dont les principales étaient représentées p
la levée d'une taxe supplémentaire de 12% sur les soci
et un important accroissement des droits sur l'essence,
tabacs et l'alcool (+ 15%). Certes, la taxe de 12% n'é
applicable que jusqu'à la fin de 1962 ; mais on notera
les sociétés finlandaises supportent déjà 38% de prélè
ment sur leur revenu. L'exhaussement à 50% de ce prélè
ment devrait dégager 7,5 milliards MF de ressources no
les, - auxquelles s'ajoute 1,5 milliard MF provenant d
tabac, 0,7 milliard de l'essence et 0,5 milliard des b
sons alcoolisées. Dans le même temps, le Ministre des
faires sociales décidait de bloquer les prix de certa
catégories de viande sur la ligne des prix autorisés
30 juillet. Le 30 août, le Gouvernement élargissait ce
règlementation aux farines de seigle et de blé, aux gr
et semoules, aux pâtes, biscuits, patisseries et aux
bières domestiques et limonades. Début juillet, par ai
leurs, le Président de la République contresignait un
projet de loi accroissant de 40 à 90% les droits sur l
automobiles : ce projet était rejeté par le Parlement
(95 c/ 82), - mais, conformément à la législation, éta
présenté à nouveau pour obtenir la majorité simple qui
permettrait son entrée en vigueur pour une période min
d'une année. Le 30 août, la Banque de Finlande, de son
décidait de resserrer les conditions de réescompte en
tant le plafond à 240% des fonds propres de chaque ban
intéressée. Un mois plus tard, la Banque de Finlande pr
crivait de restreindre les facilités de crédit à court
terme accordées aux importateurs - notamment de biens
consommation durables -, en disposant que ces importat
n'obtiendraient le dédouanement des marchandises qu'ap
dépôt effectif par eux dans une banque de la contre-va
correspondante.

D - Le budget 1963 sera restr

Cette orientation restrictive devait, ainsi, tout
turellement, marquer le budget 1963, présenté en septe
Par rapport au budget en cours (qui couvre, en réalité,
budget 1962 proprement dit et trois budgets supplément
introduits dans le courant de l'année), le budget 196
caractérise essentiellement par une réduction des dépe
de l'ordre de 6,6%, - assortie d'une réduction corolla
de recettes. A 4.508,3 millions NMF de sorties corresp
4.508 millions de rentrées. L'équilibre dépend, toutefo
- outre l'apport des diverses surtaxes sur les société
les tabacs, le carburant, les alcools et les automobile
et la résolution du Gouvernement de réduire de 60 mill
NMF environ certains postes de dépenses -, de l'émissi
de nouveaux emprunts totalisant 320 millions NMF. Le m

de la politique économique dans les limites comptables ainsi tracées ne s'avèrera donc pas d'une entreprise facile. On verra plus loin, en effet, que le parachèvement des accords finno-soviétiques relatifs à la remise en service du Canal de Saïma imposera au budget finlandais un débours avoisinant 450 millions NMF. Par ailleurs, il est vraisemblable qu'à l'exhaussement des salaires (3,5%) intervenu dans l'industrie au début de l'année répondra un réajustement des traitements des services publics (FINANCIAL TIMES, 12.IX.62). D'autre part, on notera qu'en dépit de l'accroissement probable du chômage durant l'hiver, les postes budgétaires "ad hoc" s'avèrent modestes. Et, surtout, les conditions désastreuses qui ont marqué la récolte 1962 laissent supposer que les exploitants agricoles devront faire largement appel à l'aide de l'Etat.

Il ne saurait donc étonner que, dans un climat où la note dépressive tend désormais à gagner sur l'ambiance expansive qui régnait jusqu'à présent, le mouvement global de la production tende à accuser, plus ou moins, le coup. Dans la lettre d'envoi accompagnant le budget, le Gouvernement admet, au reste, que la phase de "boom" connue depuis trois ans par l'économie finlandaise touche vraisemblablement à sa fin. En fait, les estimations s'accordent à réduire à 4% le progrès du produit national brut en 1962, - l'industrie conservant la position de tête avec 5%. Et il est possible que le fléchissement inopiné des rendements agricoles menace ces pronostics. Le contraste avec le rythme antérieur du développement serait, ainsi, relativement fort : 9% d'accroissement en 1959, 13% en 1960 et 8% en 1961 (1). Mais prendre une vue aussi générale - qui, dans ces termes sommaires, serait, à coup sûr, pessimiste - masquerait certaines caractéristiques de l'évolution qui revêtent, quant à elles, un aspect relativement positif.

Certes, - et le TABLEAU I, page suivante, en témoigne - l'ensemble du développement durant le premier semestre 1962 est frappé d'un indéniable ralentissement. Mais on verra, par les TABLEAUX II et III que les conclusions à tirer du TABLEAU I requièrent d'être fortement nuancées.

---

(1) Aux termes d'une étude de B. WAHLROOS, administrateur-délégué de la Fédération des Industries Finlandaises, in FINNISH FEATURES, n° 57/62.

TABLEAU I

EVOLUTION MENSUELLE

DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

(1959 = 100)

Année et mois	TOTAL A	TOTAL B (1)	Biens de production	Biens de consommation	Ensemble des industries du bois	Ensemble des industries du métal
1960						
Juillet	85	111	93	75	112	75
août	114	111	112	119	118	110
sept.	121	113	120	119	124	126
oct.	124	114	126	118	126	131
nov.	123	115	124	116	122	132
déc.	114	119	115	106	110	126
1961						
Janv.	120	121	121	111	127	135
févr.	120	122	120	114	125	135
mars	133	120	133	125	142	148
avril	122	121	121	119	124	132
mai	127	122	125	125	130	137
juin	121	125	118	121	121	130
juil.	96	129	106	82	132	81
août	131	126	129	134	134	127
sept.	131	126	130	128	132	141
oct.	138	128	139	128	139	147
nov.	138	128	140	125	135	151
déc.	122	129	122	110	116	140
1962						
Janv.	132	131	133	122	132	151
févr.	128	131	128	120	131	145
mars	142	128	142	132	147	160
avril	126	132	125	120	125	138
mai	139	129	137	138	138	152
juin	120	130	116	119	109	139

(1) Compte tenu des ajustements saisonniers.

On le voit, la "décélération" est tout à fait sen
pour les industries dépendant du bois qui, durant le
semestre 1961, se contractent de 4,7%, alors que pour
période correspondante de 1962, leur freinage est d'in
sité quadruple (17,4%). Mais le dernier numéro d'INTE
le soulignait : c'est l'ensemble des producteurs nord
et non la seule Finlande, qui ont convenu, devant la
torsion croissante entre l'offre et la demande mondia

de réduire la production. Or, si l'on examine la structure comparée des exportations finlandaises durant les premiers semestres 1961 et 1962, on aperçoit le rôle absolument prédominant joué par les industries du bois dans le commerce extérieur et, par suite, dans le développement général. Le TABLEAU II, ci-après, le montre.

TABLEAU II

STRUCTURE COMPAREE DES EXPORTATIONS DURANT LES PREMIERS SEMESTRES 1961 ET 1962

TYPE DE PRODUIT	Valeur en 1000 mill.MF			% par rapport au total	
	1961	1962	% + ou -	1961	1962
Papier	72,0	77,5	+ 8	50,9	49,0
Industries du bois	31,6	29,6	- 6	22,3	18,7
Bois brut	9,0	6,2	-31	6,4	3,9
Produits métallurgiques	15,0	29,5	+97	10,6	18,7
Produits agricoles	7,4	7,9	+ 7	5,2	5,0
Autres	6,5	7,4	+14	4,6	4,7
TOTAL DES EXPORTATIONS	141,5	158,1	+12	100	100

Comme on le remarquera, les industries du bois couvrent 79,6% des exportations durant le 1er semestre 1961, et, en janvier-juin 1962, elles n'en couvrent plus que 71,6%, en dépit d'une bonne résistance du papier ; le gain en valeur, qui se limite à 700 millions de MF est, ainsi, insignifiant. Mais, dans le même temps, les exportations totales du 1er semestre 1962 se sont accrues de 12% (soit 16,6 milliards MF) : c'est donc que des suppléances ont spontanément joué, et la montée remarquable (+97%) des exportations métallurgiques - qui ressortit à 14,5 milliards MF et alimente, ainsi, plus de 87% du surplus général réalisé durant le 1er semestre - en rend précisément compte. Autrement dit, le diagnostic de

ralentissement est juste "statistiquement", "arithméti-quement", - mais il l'est moins sur le plan de la dyna-mique réelle, où des mécanismes de compensation semble-jouer avec vigueur, comme en témoigne le TABLEAU III, ci-dessous.

TABLEAU III

INDICES DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE FINLANDAISE

(1959 = 100)

TYPE DE PRODUCTION	1960_A	1961_B	1er semestre, % ou	
			1961_C	1962_D
MINES	108	121	119	122
INDUSTRIE	114	125	125	132
- métallurgie primaire	118	130	133	158
- transports	113	127	128	146
- art et verrerie	112	127	118	132
- cuirs et caoutchouc	107	112	109	119
- industrie chimique	110	117	121	130
- boissons et tabacs	110	125	125	134
- papier	117	135	128	135
- industrie aliment.	111	118	108	113
- mécanique de précis.	121	141	145	151
- métall. secondaire	118	137	139	144
- presse, édition	112	118	120	123
- électrotechnique	122	132	137	140
- vêtements, chaussures	110	121	128	130
- textile	103	108	114	114
- bois	125	121	129	120
ELECTRICITE, GAZ, EAU	111	124	117	132

L'importance de ce document tend, au reste, à s'a-ser si l'on tient compte d'une observation formulée da-l'étude précitée de M. WAHLROOS. Celui-ci écrit, en ef-"Le Comité pour le Programme Economique, composé de per-nalités dirigeantes de l'Institut de Recherches Econom-de Finlande - dit "Comité SAARI" - a estimé que le mai-du plein emploi requerait un accroissement annuel moye-la production industrielle de 5,9%". Or le TABLEAU III tre - outre un progrès global de la production industr-(bois et métal) très proche du seuil des 5,9% - que si types d'activité ont progressé de plus de 5,9%, et que papier, pratiquement, en fait partie. Le TABLEAU II,

côté, établit que parmi ces produits, la métallurgie et le papier couvrent 67,7% des exportations. Dans cette perspective, et en raison même de la fermeté marquée par les industries du métal, plus des deux tiers de l'activité économique témoignent d'une intensité de fonctionnement suffisante pour assurer le plein emploi. Face aux difficultés certaines qui touchent actuellement, à l'échelle mondiale, les industries forestières - et qui aviveraient d'ailleurs le jeu éventuel de protectionnismes de zones - la Finlande semble préserver toujours sa propre consistance.

L'action de ces mécanismes de suppléance et de compensation, perceptibles dans les TABLEAUX II et III, ne semble pas, au reste, se limiter au seul appareil de la production. Le précédent numéro d'INTER-NORD (n°4, p.34), analysant l'orientation des exportations finlandaises en 1961, notait comme tendances principales par rapport à 1960, un net accroissement des envois vers le Marché Commun (17%), une moindre expansion vers la Zone de Libre Echange (6%), une décroissance sur les marchés orientaux (- 2%), une forte chute sur le marché nord-américain (-6%) et une chute encore plus forte sur le marché soviétique (- 9%). L'examen des chiffres afférents au 1er trimestre 1962 établit - du moins pour la période considérée - que la totalité de ces tendances est en voie d'inversion. Le TABLEAU IV, ci-après, en témoigne.

TABLEAU IV

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES EXPORTATIONS FINLANDAISES DURANT LE PREMIER SEMESTRE 1962

CLIENTS	Valeur en 1.000 mill. MF	+ ou - par rapport à 1961. %/	Part de l'ensemble. %/
ZONE DE LIBRE ECHANGE	49,6	+ 1	31,4
- Royaume Uni	30,9	- 7	19,6
- Suède	9,4	+ 31	5,9
- Danemark	5,7	+ 19	3,6
- Suisse	0,9	- 30	0,6
- Norvège	2,1	- 13	1,3
- Autriche	0,5	+ 19	0,3
- Portugal	0,1	- 30	0,1
COMM. ECONOM. EUROP.	44,1	+ 4	27,9
- Allemagne Ouest	18,7	+ 8	11,8
- France	7,2	+ 1	4,6
- Pays Bas	9,2	+ 3	5,8
- Belg. Luxembourg	4,4	- 8	2,8
- Italie	4,6	+ 5	2,9
BLOC ORIENTAL	34,1	+ 45	21,6
- URSS	26,5	+ 79	16,8
AUTRES PAYS	30,3	+ 16	19,1
- USA	9,9	+ 48	6,3

Si l'on se reporte au numéro précité d'INTER-NO (p.34), on observera, ainsi, que les exportations ve la Zone de Libre Echange, qui couvraient, en 1961, du volume total des ventes finlandaises à l'extérieu n'en couvrent plus ici que 31,4% ; que les exportati vers le Marché Commun tombent de 31% à 27,9%, - tand que la part du marché soviétique passe de 12 à 16% e celle du marché nord-américain de 4 à 6,3%. Au prora semble-t-il, des incertitudes qui frappent actuellem l'organisation du système économique ouest européen, de 6% du volume total des exportations finlandaises sont déplacés vers des débouchés de dégagement ou de pensation, - tandis que près de 10% des exportations (en valeur) se déplaçaient eux-mêmes des produits du bois vers ceux de la métallurgie.

15 mai 1962 - Aux termes d'une convention passée entre les Banques centrales de Finlande et d'UR toutes les banques finlandaises et soviétiques seront habilitées à vendre des chèques de voyage aux touristes finlandais visitant l'URSS ou aux touristes soviétiques visitant la Finlande.

28 mai 1962 - Une délégation soviétique conduite par M. SMELIAKOV, Ministre adjoint au Commerce Extérieur, a entamé des pourparlers à Helsinki visant à déterminer les voies et moyens d'un accroissement des échanges entre les deux pays. M. SMELIAKOV a confirmé que l'URSS était résolue à s'adapter davantage aux besoins propres du marché finlandais, et à offrir à celui-ci des articles correspondants mieux aux demandes. Parm ces articles, outre les machines-outils et l'équi pement électrique, figure un tracteur 30-50 CV, qui concurrencerait les tracteurs britanniques proposés à la Finlande.

1. - En dépit d'un ralentissement de la demande internationale, l'industrie finlandaise du bois - 3ème productrice mondiale de pulpe et de papier - entend accroitre sa production de plus de 60% dans les deux ans à venir et assurer ainsi, sur ce plan à la Finlande, une position dont la force sera largement comparable à celle que s'efforce d'occuper la Norvège sur le plan de l'aluminium.

Le rôle accru que les industries du métal peuvent se révéler aptes à jouer dans la préservation de l'équilibre économique national ne saurait, bien entendu, faire oublier les dimensions proprement gigantesques que la Finlande a voulu et pu donner à ses industries du bois. Quatre fois moins peuplée, trente fois moins étendue que le Canada, trente fois moins étendue et quarante cinq fois moins peuplée que les Etats Unis, la Finlande, juste derrière ces deux pays, est, en effet, le 3e producteur mondial de papier et en est, même, le second exportateur. La firme finlandaise ENSO-GUTZEIT, à elle seule, - et avec 420.000 tonnes - produisait, en 1960-61, 60% du carton européen. On mesurera sans peine la force d'une telle position si l'on ajoute que, du printemps 1961 au printemps 1962, la mise en service de 5 machines ultra-modernes a permis aux usines finlandaises d'accroitre de 50% la production de papier. Or c'est ce potentiel productif, déjà formidable, que la Finlande entend encore augmenter d'ici 1965, - et de rien de moins que de quelques 60% pour la pulpe (dont le volume passerait de 3.900.000 tonnes à 6.300.000) et les papiers et cartons (de 2.100.000 tonnes à 3.400.000). Un palier intermédiaire doit être atteint fin 1962, - date à laquelle la production de pulpe se sera accrue de 42% sur 1959 et le papier de 47%. Le TABLEAU V, page suivante, précise d'ailleurs les différents taux d'accroissement suivant les types de produit, - et, à titre indicatif (c'est-à-dire sous toutes réserves), les chiffres disponibles pour le Canada et les Etats Unis ont été placés en parallèle (1).

(1) La production finlandaise de pâpe consommait jusqu'à présent 26% de la production forestière. L'expansion prévue des fabrications de pulpes et papiers implique un accroissement de 10 à 15% des coupes (soit 5,5 millions m3 de bois supplémentaires par an). Les exportations de bois brut sont donc appelées à diminuer, mais on notera que l'utilisation des bois tendres (bouleaux) par les producteurs de pulpe (sulfite et semi chimique) tendra à s'accentuer

TABLEAU V

TYPE DE PRODUIT	FINLANDE			CANADA
	Potentiel de prod. fin 1959 (milliers t.)	Potentiel prévu fin 1962 (milliers t.)	Accr. %	1960 (milliers t.)
Pulpe mécanique	1.250	1.600	28%	
Pulpe au sulfite	1.340	1.640	22%	
Pulpe au sulfate	1.180	2.030	72%	
Pulpe semi-chimique	40	170	325%	
TOTAL	3.810	5.440	42%	10.303
Papier journal	865	1.275	47%	
Papier	650	840	29%	
Carton	510	880	72%	
TOTAL	2.025	2.995	47%	6.975

(1) Chiffre 1960

Assurément, ces perspectives soulèvent aussitôt les problèmes posés par l'écoulement d'une telle production, à un moment, précisément, où le marché mondial semble déprimé. Selon le FINANCIAL TIMES (26.VI.62), les producteurs finlandais - qui entendent ne formuler de jugement qu'à moyen ou long terme - estiment que le pessimisme n'est fondé que pour une période à court terme, dont le point critique, d'ailleurs, serait, selon eux, déjà dépassé. En outre, ils ne dissimulent pas, qu'à l'échelle européenne leur productivité est incomparable et qu'elle les arme solidement pour les batailles à venir, où l'offre devra vaincre non seulement par le prix, mais aussi par la qua

Situation, par compartiment, des industries du bois au 1.VII.1962

1. Bois sciés

Ralentissement de la production et des ventes. Fin juin, 725.000 stds avaient été vendus à l'étranger, contre 910.000 pour la période correspondante de 1961. Prix: en moyenne 5% au-dessous des prix 1961.

2. Contreplaqués

Accroissement de la production : 212.000 m3 contre 198.000 pour la période correspondante de 1961 (+ 5%). Exportations : 181.600 m3. Prix stables.

3. Pulpe mécanique

68.000 tonnes produites contre 84.000 unan plus tôt. Exportations : 73.300 tonnes contre 82.900 dans le 1er semestre 1961. Prix maintenus avec difficulté.

4. Pulpe chimique

Forte augmentation de la production : 1.438.000 t. (dont 115000 t. en pulpe dissoute, 542.000 t. en pulpe au sulfite, 781.000 t. en pulpe au sulfate), - contre 1.339.000 t. pour la période correspondante. Exportations : 760.000 t. (soit 12% de plus sur 1961). Prix : chute de 5 à 10%. Les producteurs nordiques sont convenus de réduire la production de 17%, de décembre 1961 à décembre 1962, - puis après cette date de 20%. Réduction applicable au potentiel de production.

5. Papier

844.000 t. produites durant le premier semestre 1962 (soit 51.000 de plus qu'en janv.-juin 1961) : sur lesquelles 470.000 t. de papier journal, 158.000 t. de papier et 136.000 t. de Kraft. Exportations : 705.000 t. (contre 643.000 t. en 1961), - dont : 438.000 t. de papier journal, 115.000 t. de papier et 98.000 t. de Kraft. Prix : relativement stable, mais au prix de certaines réductions du potentiel productif (12% pour le papier journal, 15% pour le Kraft et les papiers sulfurisés).

6. Cartons

370.000 t. produites (contre 319.000 en janv.-juin 1961) - sur lesquelles 319.000 t. exportées.

ler septembre 1962 - Selon une étude réalisée pa
la Commission économique de la Communauté europé
les nations du Marché Commun importeront, en 197
700.000 tonnes de papier journal et 1.300.000 to
de papiers divers et cartons. La Commission note
le commerce du papier au sein du Marché Commun re
sente actuellement seulement 3 à 4% du volume to
du commerce mondial. Les nations du Marché Commu
exportent des papiers et cartons (principalement
les Pays Bas, qui réalisent la moitié de ces exp
tations), mais en importent trois fois plus et b
tôt quatre à cinq fois.

TABLEAU VI

Production du Marché Commun
en pâte de bois mécanique et chimique

PAYS	1957-1958 en tonnes	1960 en tonnes	Accro %
Allemagne occ.	1.140.000	1.490.000	30,7
Belgique	100.000	145.000	45,0
France	824.000	1.140.000	38,3
Italie	384.000	468.000	21,9
Luxembourg	-	-	-
Pays Bas	116.000	127.000	9,4
TOTAL	2.564.000	3.370.000	31,4

8 octobre 1962 - La Société d'Etat ENSO-GUTZEIT a
lisé en 1961 4,9 millions de m3 de bois, à partir
desquels elle a produit 850.000 t. de cellulose
pâte mécanique, 800.000 t. de cartons et papiers
42.000 t. de produits chimiques. Son chiffre d'a
re 1961 a atteint 41,6 milliards MF, contre 38 m
liards en 1960. Ses exportations 1961 ressortiss

à 35,8 milliards MF (contre 32,5 en 1960), - et couvrent ainsi, à elles seules, 10,6% des exportations totales finlandaises.

2. - Devenues une des plus productives d'Europe septentrionale, l'agriculture finlandaise devra désormais exporter une partie de sa production.

Au moment (fin août 1962) où le Parlement votait la nouvelle Loi sur les Prix agricoles - qui constitue une véritable charte des rapports entre l'Etat et les producteurs -, la détérioration des conditions climatiques avant et pendant la moisson plaçait les agriculteurs finlandais devant une situation difficile que FINNISH FEATURES 79/62 qualifiait, d'ailleurs, de "désastre".

> La Direction de l'Agriculture, s'appuyant sur les données disponibles courant septembre, indiquait en effet que la production céréalière, avec des chutes de 7 à 10% sur les chiffres 1961, n'était panifiable qu'à 40%. La perte sur les fourrages s'élevait à quelque 25% du volume de 1961, - et, dans les endroits les plus frappés, la totalité des récoltes était perdue. Les cours des pommes de terre marquaient, suivant les zones, des variations de 50% (de 38 AF à Kierinski, jusqu'à 76 AF à Utsjoki). Dans le Nord, des gelées étaient enregistrées dans les nuits de fin juillet et août (- 2,7°C à Pelso, le 18 août), et la température moyenne de juillet, avec 11,2°C, s'inscrivait comme la plus basse connue depuis 33 ans.

Cet épisode ne saurait, pour autant, détourner l'attention de la caractéristique propre de l'agriculture finlandaise, - qui est d'avoir, d'ores et déjà, atteint, voire dépassé, le niveau de production correspondant à la saturation du marché national. Dès maintenant, c'est donc beaucoup plus sous l'angle de l'organisation et de la

discipline de la production que sous celui de son développement que se posent les problèmes et que le Gouvernement s'attache à les résoudre. La nouvelle Loi sur les Prix agricoles, dont on traite plus loin, en témoigne. Et le rapport, publié mi-1962, par un Comité spécial le marque assez pour souligner dans ses conclusions que, d'ici 1970, les excédents totaux de la production oscilleront entre 10 et 15% des besoins nationaux.

a) Les agricultures nordiques et l'agriculture française

Ce fait impose, incontestablement, - et fournit, d'ailleurs, l'occasion - de mieux mesurer le degré réel de productivité des agricultures "nordiques" en général, quelquefois sous-estimé en France. Le TABLEAU VII ci-dessous a été établi en considérant globalement les moyennes 1961 de production par tête et par produit en Finlande Suède et Norvège, - puis en France. Ces chiffres bruts suffiraient, en eux-mêmes, à montrer qu'en dépit de conditions moins favorables qu'en France, la productivité "nordique" est indéniable. Mais il suffit d'opérer, denrée par denrée, une conversion en calories (1) pour apercevoir, de surcroît, qu'elle est supérieure - et de près de 4%-à celle des agriculteurs français : le TABLEAU VII, considéré sous ce point de vue, fait apparaître, en effet, que la production des trois pays nordiques est apte à fournir 5.600 calories/jour par tête contre 5.400 pour les producteurs français.

TABLEAU VII

Production agricole comparée par tête des pays nordiques et de la France

PRODUITS	FINLANDE SUEDE NORVEGE	FRANCE
Avoine (Kg/tête)	150	50
Blé (Kg/tête)	80	200
Orge (Kg/tête)	110	110
Pommes de terre (Kg/tête)	300	320
Bovins (unité/tête)	0,37	0,4
Lait (litres/tête)	660	490
Beurre (Kg/tête)	12	7
Fromage (Kg/tête)	8	9
Porcins (unité/tête)	0,18	0,1
TOTAL CALORIES (suivant table RANDOIN)	2.043.000	1.975.5
CALORIES-JOUR/TÊTE (chiffres arrondis)	5.600	5.4

(1) RANDOIN (L.). Tables de composition des aliments. Pa 1937

b) La nouvelle législation agricole

A quoi il convient d'ajouter que par rapport à la Suède et à la Norvège, la production finlandaise par tête est la plus élevée pour l'avoine, le blé, les pommes de terre, le lait, le fromage et le beurre (1). Face aux excédents agricoles européens et compte tenu de l'accroissement constant des rendements nationaux, la nécessité de sauvegarder le niveau de vie, et de revenu, de l'exploitant agricole devait donc devenir le souci majeur du Gouvernement finlandais. Et c'est la nouvelle Loi sur les prix agricoles qui s'efforce d'y pourvoir.

En 1958 déjà, une législation avait été mise en place, - à une période où, dans de nombreux secteurs, la production était inférieure ou à peine égale aux besoins et où il importait, ainsi, de l'encourager, notamment par des subventions. L'obligation où se trouve désormais le Gouvernement de modifier les postulats de sa politique agricole montre que la législation 1958 a atteint son but et qu'après avoir contribué à provoquer l'abondance, elle risque maintenant de susciter des excédents - qui ne menaceraient pas moins le revenu agricole que ne le menaçait jadis la pénurie. Assurément, la nouvelle loi reprend une grande partie des mécanismes mis en place dans la législation précédente, - et dont la caractéristique essentielle est de lier les prix, les ristournes ou les subventions accordés au producteur aux coûts réels de production (y compris la mise en comptabilité du travail fourni par l'exploitant agricole et les membres de sa famille). Mais désormais une distinction très nette sera faite entre les prix accordés aux produits agricoles écoulés sur le marché national et les prix des produits correspondant à des accroissements de production ; pour ces derniers, le Gouvernement se bornera à garantir simplement des prix équivalents aux cours internationaux. En fait deux visées coexistent dans la nouvelle Loi : exhausser, certes, le revenu agricole, mais cette fois en s'assurant les moyens de contenir, si nécessaire, le volume de la production agricole. Quelque analogie existe là, on le voit, avec le mécanisme du quantum utilisé par la France en matière de blé, - à cette différence près que la nouvelle législation finlandaise, outre le blé, s'applique au lait, au porc, au boeuf et aux oeufs.

(1) Les produits avicoles n'ont pas été pris en considération. On peut cependant indiquer que le quart de la production finlandaise d'oeufs est exportable.

3. - Questions lapones

30 mai 1962 - Le Conseil Lapon nordique et l'inst sociologique de l'Université de Turku ont décidé mener, durant l'été 1962, une enquête approfondie dans le territoire lapon. Les objectifs de recher comportent une étude démographique qui sera super par M. NICKUL et une étude socio-économique qui s conduite par le Pr. AALTONEN et M. ASPI. Les résu obtenus seront mis à profit pour préparer l'organi tion, en 1963, d'enquêtes identiques en Suède et Norvège. Ici et là, le souci essentiel des cherch sera de dégager les traits spécifiques de la cultu lapone - avec une référence particulière aux probl relevant des rapports culturels entre Lapons et n Lapons.

2 juin 1962 - Une vaste enquête de toponymie folkl sera menée dans le Département de Laponie à partir juillet 1962. 70 chercheurs spécialisés visiteront habitations et interrogeront les habitants - notam les personnes âgées - afin de retrouver les vieux noms flokloriques et de collationner les différent légendes qui s'y rattachent. La zone étudiée, qui s'étend sur 10.000 km2, couvre la région d'Utsjokl le bassin du Teno moyen et le secteur d'Inarinjoki

5 août 1962 - Un groupe de 25 étudiants est arrivé à Inari, pour commencer la construction d'un villa lapon typique, sur un territoire de 7 km cédé par l'Etat, sur les bords de la Juuta. Il s'agira d'un village complet, avec sa barrière traditionnelle p les rennes, les campements de Lapons renniculteurs pêcheurs et chasseurs et leur niche à provision ju sur un poteau unique. Les promoteurs du projet, do

M. NUORGAM, qui dirige les travaux, se proposent de présenter, en une manière de musée de plein air, la culture lapone dans son état présent et son évolution à travers les siècles.

RENNICULTURE

22 mai 1962 - Avec 202.350 têtes en 1962, le cheptel rennin finlandais tend vers un état de pléthore. Le directeur-gérant de l'Association des Propriétaires de Rennes, M. ALARUĬKKA, a d'ailleurs précisé que 100.000 naissances étaient attendues pour le printemps, - battant ainsi le record de 1961, qui s'élevait à 80.000 faons. Pour maintenir le troupeau dans les limites autorisées, les abattages d'automne seront importants et avoisineront, sans doute, 60.000 bêtes (soit 35% de plus qu'en 1961).

2 juin 1962 - Le Président de la République a contresigné un ensemble de propositions visant à organiser sur des bases nouvelles les recherches de zootechnie rennicole tendant à l'amélioration de la race. Chaque année, des crédits spéciaux seront alloués à cet effet à l'Association des Propriétaires de rennes, - à charge pour celle-ci de les affecter à la recherche. Ces crédits devront, au moins, être équivalents au total des redevances payées à l'Etat par les éléveurs au titre des droits de pacage.

mars 1962 - Des difficultés ont surgi dans le Nord de la Scandinavie, en ce qui concerne la commercialisation de la viande de renne. Les éleveurs suédois et norvégiens se sont plaint de la concurrence qu'a apporté sur leurs propres marchés la vente par les Finnois de leur viande de renne.

Cette question a été débattue au Conseil Lapon Nordique à Rovianiemi (Finlande), le 11 et 12 mars.

Le marché de la viande de renne est insuffisamment organisé, les bénéfices revenant principalement aux intermédiaires et non aux producteurs lapons.

Le Conseil Lapon, en considérant le grand volume commercial que pourrait représenter l'exportation hors des pays nordiques de la viande de renne, a décidé de recommander aux gouvernements des trois pays d'organiser un service de vente commun.

Au cours de l'hiver 1962-63, l'élevage du renne a souffert considérablement du gel sur la côte norvégienne et dans le nord de la Finlande. Un troupeau de plusieurs centaines de rennes n'a pu être sauvé de la famine.

N O R V E G E

EN DEPIT D'UN RALENTISSEMENT RELATIF DES CADENCES DE SON EXPANSION, LA NORVEGE POURSUIT LA MISE EN OEUVRE D'UN TRES GRAND PROGRAMME DE DEVELOPPEMENT QUI CONFERERA AU COMPLEXE ALUMINIUM-ELECTRICITE UNE IMPORTANCE COMPARABLE A CELLE QUE REVÊT DEJA L'ARMEMENT NORVEGIEN SUR LE PLAN MONDIAL.

Les épisodes et les rebondissements qui marquent le cours des négociations entre la Grande Bretagne et l'Exécutif du Marché Commun - et qui sont appelés à influer si directement sur la situation de la Zone de Libre-Echange (E.F.T.A.) - ne suffisent qu'en partie à rendre compte de l'état présent de l'économie norvégienne. Il semble, en effet, que celle-ci aborde une période plus incertaine, où davantage encore qu'un aspect dépressif de la balance des comptes s'accusent, surtout, certaines distorsions et se manifestent même des ralentissements. On note, par exemple, que l'accroissement du produit national brut ne dépassera sans doute guère 4%, alors qu'il était de 7% pour la séquance 1961-1960 : si, en septembre 1962, la production industrielle a atteint l'indice 155 (1955 = 100) contre 144 en août, l'indice, en novembre 1961, accédait à 158, et, de février à juin 1962, la production industrielle régressait de 0,73%. En revanche - et pour la 18e fois consécutive, - le coût de la vie débordait en septembre 1962 son niveau mensuel antérieur.

A - Une expansion qui reprend souffle

En aucun cas, toutefois, un diagnostic ou un pronostic de recul intrinsèque du développement général ne serait fondé. En fait, c'est l'affirmation quasi-contraire qu'il convient de formuler, - et à la lumière des caractéristiques de très forte expansion qui ont marqué le dernier septennat.

L'ampleur même de la récente croissance norvégienne vaut, en effet, d'être soulignée, - et tout spécialement auprès du public français qui tend, quelquefois, à en ignorer l'importance. Si, par exemple, de 1956 à 1961

(et sur la base 1959 = 100) l'économie française a acc
le volume de sa production industrielle de 38%, la Nor
suit de très près avec 31% ; par contre, le coût de la
en France, pour la même période, a marqué une hausse d
34%, alors qu'en Norvège, et en dépit du fort dévelopg
de la production, il n'a crû que de 14%. L'évolution c
rée de l'indice industriel (1) confirme, au reste, de
encore plus frappante la vigueur de l'ascension économ
norvégienne : sur la base 1953 = 100, et pour la pério
1955 à 1961, cet indice progresse, en Norvège, de 38%,
alors qu'il n'avance que de 25,2% en Suède, de 34% en
Finlande, de 28% au Danemark (période 1955-1960), de 2
au Canada, de 15% pour les Etats Unis et de 13% pour l
Grande Bretagne. La progression moyenne de cet indice
l'ensemble des pays du Marché Commun - et qui est de 4
(France 53, Belgique 16, Luxembourg 21, Allemagne 13,
Italie 68) - ne dépasse, ainsi, quant à elle, le niveau
norvégien que de 3 points, et leur serait, d'ailleurs
rieure, si, avec 68%, l'économie italienne n'avait pas
réalisé une montée approchant le niveau soviétique (+7

B - Quelques exemples du développ
national

Le rythme intense du développement norvégien appa
au reste, tout aussi clairement si on l'examine plus en
détail dans quelques secteurs essentiels. Pour l'acier,
exemple, et de 1955 à 1961, alors que la France accroît
production de 39%, le Canada de 42%, l'URSS de 56%, la
Finlande de 58% et la Suède de 68%, la progression nor
gienne ressortit à 184%. Pour le ciment, la production
norvégienne avance de 53%, contre 18% à la Suède, 24% a
Danemark, 29% à la Finlande, 37% au Canada et 45% à la
France. De même, et en ce qui concerne le développement
de la flotte, la Norvège accroit de 65% le volume de so
armement contre 30% à la France, 39% au Danemark, 62% à
l'Union Soviétique, 1,7% pour le Royaume Uni et un rec
de 8% pour les Etats Unis, - le Japon marquant un accro
sement exceptionnel de 118% et l'Allemagne occidentale

Par rapport à son voisin immédiat, -la Suède-, deu
fois plus peuplée qu'elle, la Norvège ne témoigne pas d
moindre dynamisme. Le tableau (page suivante), comparan
les deux économies à quelques points de vue essentiels -
auxquelles on a rapporté, pour information, les chiffre
correspondants relatifs à la France - le montre nettem

(1) pour reprendre la terminologie de MM. BEAUJEU-GARNI
et GAMBLIN . Paris, 1962.

BASE 1958 = 100		FRANCE	NORVEGE	SUEDE
Production industrielle	De 1956 à 1961	+38%	+31%	+20,8%
	De février à juin 1962	+1,55%	-0,73%	-4,20%
Coût de la vie	De 1956 à 1961	+34%	+14%	+17,5%
	De mars à juillet 1962	+1,7%	+2,75%	+1,8%
Stocks or et devises (1)	De 56 à 61	+149%	+56,1%	+31,9%
	De mai à avril 1962	-2,2% (3)	+0,84% (3)	+3,1%
Imports (c.i.f.)(2)	De 1956 à 1961	+69,4%	+33%	+32%
	D'avril à juil. 62	+1,47%	-3,4%	-3,5%
Exports (f.o.b.)	De 1956 à 1961	+124%	+17%	+40%
	D'avril à août 62	+0,2%	+0,3%	-3,7%

(1) Calculé à partir des stocks évalués en million US$ et fin de période.

(2) Calculé à partir des volumes en monnaie nationale.

(3) En juillet 1962, les réserves de change par tête étaient de 70 US$ pour la France, 66 US$ pour la Norvège et 99 US$ pour la Suède.

C - La rançon du dynamisme

Les chiffres ci-dessus l'établissent : aux différents étages de l'économie norvégienne, un certain alourdissement se fait jour, corrélatif d'une sensible élévation du coût de la vie. Le volume de la production recule, le stock d'or et de devises progresse trois fois moins qu'en Suède, les importations se retrécissent et le mouvement des exportations tombr très en-dessous du taux d'expansion annuel moyen qui les avait marquées lors du quinquennat précédent.

Dans une très large mesure, assurément, une telle situation ne saurait ni étonner, ni inquiéter. Après une phase d'expansion intense et continue, au cours de laquelle la conjoncture a été marquée par un plein des investissements et de l'emploi, il est normal que des distorsions et certains déséquilibres apparaissent et que, dans son dynamisme même,

l'économie tende à consommer davantage (qu'il s'agisse de
de consommation ou de biens d'équipement) qu'elle ne produ
qu'elle ne vend. Simultanément, - et en termes éventuelle
contradictoires - les problèmes posés par le maintien du
des investissements et par la contention d'une demande int
expansive deviennent prédominants. Regrouper, coordonner les forces
ductives, ouvrir - si possible - à celles-ci de nouveaux
d'activité qui lui assurent un débouché massif et privilé
sur les marchés extérieurs et fournissent, ainsi, à l'éco
les moyens de financer son développement ultérieur ; dans
même temps, soulager les prix des excès de la pression in
sur ces deux plans essentiels, on verra plus loin que l'éc
norvégienne est à la veille de développements prometteurs
significatifs. Et à ce titre, les caractéristiques de la
tion présente relèvent, en fait, beaucoup moins d'un conte
régressif que de la mise en place d'une transition, qui e
appelée à confirmer le passage de l'économie globale à un
supérieur.

D - Le Marché Commun : problème-c
pour l'économie norvégienne

Mais à cet aspect structurel s'ajoute un aspect conjo
turel plus défavorable, - dont la Norvège n'est en rien re
ponsable, sur lequel elle ne peut guère, mais dont elle r
d'être amenée à subir directement les conséquences. On veu
parler des incertitudes qui marquaient jusqu'ici les discu
sions de Bruxelle entre la Grande Bretagne et le Marché Co
et qu'une récente prise de position française vient d'accu
davantage. Indéniablement, un problème grave se pose là à
Norvège. Et on le mesure aussitôt en considérant schémati
ment les données du marché qui caractérisent l'industrie d
l'aluminium, - plan sur lequel la Norvège envisage, préci
de concentrer l'essentiel de son effort. Pour l'ensemble d
nations du Marché Commun, le volume d'aluminium neuf produ
ressortit environ à 600.000 T. pour quelque 170 millions d
consommateurs ; hors du Marché Commun, le volume d'alumini
correspondant à la production américano-canadienne atteint
de 2.500.000 T. pour 200 millions de consommateurs ; ne pa
disposer, pour la Norvège, d'accès tarifaires privilégiés
un marché où la production d'aluminium par tête est quatre
fois moins forte qu'à l'extérieur de celui-ci, c'est, à co
sûr, assumer un risque que la moindre situation excédentai
à l'échelle internationale pourrait rendre, en effet, cons
dérable. Un propos équivalent vaudrait d'ailleurs pour le
bois brut ou transformé, - qui, à l'intérieur du Marché Co
disposerait d'une position forte, alors qu'à l'extérieur d
celui-ci, il lui faudrait affronter une concurrence ou des
excédents préoccupants. Et, dans cette perspective, il n'e
pas niable - au moins dans une certaine mesure - que la dé
mination par la Norvège de ses objectifs et de ses options
économiques à moyen ou long terme est devenue largement tr
butaire du sort final des négociations menées à Bruxelles
le Royaume Uni et les Six. C'est là, assurément, une situa
inconfortable dont on comprend, en tout cas, qu'elle pèse
quelquefois sur le climat de la conjoncture nationale.

E - Un programme d'expansion structurelle

Elle y pèse, au reste, d'autant plus que les derniers mois de 1962 ont vu s'y préciser l'intention des autorités et des milieux d'affaires d'élargir sensiblement les dimensions et la capacité productives de l'économie. Le développement auquel parait promis l'industrie de l'aluminium se révèle, en effet, considérable, - et il présuppose, ainsi, un égal développement de l'équipement hydroélectrique. On en traitera plus loin dans un plus grand détail. Car ce n'est pas seulement là la caractéristique dominante de l'évolution récente. Il y faut ajouter l'accent neuf mis sur la nécessité de coordonner beaucoup plus fortement toutes les parties du dispositif économique, et, si le mot n'était pas trop fort, de planifier davantage ses allures de fonctionnement. On ne saurait s'en étonner et le signe qui s'en dégage est tout à fait favorable: une économie qui s'arme est une économie qui se mobilise, et par là même s'ordonne. A ce titre, l'action gouvernementale sur le marché intérieur est appelée, tout naturellement, à se renforcer, et en fait, ce raffermissement était nécessaire.

F - La nécessité de reprendre en mains le marché intérieur

Si l'on prend l'année 1958 pour référence (= 100), et si l'on observe l'évolution du coût de la vie de mars à juillet 1962, en Autriche, Belgique, Danemark, France, Allemagne occidentale, Grèce, Italie, Pays Bas, Suède et Royaume Uni, l'on constate, en effet, que c'est en Norvège que la montée des prix s'est révélée la plus forte (de 109 à 112) et de plus de 30% par rapport aux autres pays. Dans la dernière moitié de 1962, et en se référant cette fois à l'année 1959 (= 100), on note qu'en septembre les prix norvégiens ont accusé leur 18e hausse mensuelle (juin = 107,5; juillet = 107,8 ; août = 109,4 ; septembre = 109,6), - en débord de 6,2 points sur septembre 1961. Par ailleurs, dans la seule séquence avril-mai 1962, les importations s'accroissaient de 26%, passant de 871 millions Kr. à 1.098, tandis que les réserves d'or et de devises reculaient de 237,8 millions US$ à 229,6, soit un amenuisement de 3,6%. Le Bureau Central des Statistiques signalait le 26 juin qu'à la fin mai, le déficit de la balance des comptes atteignait, avec 104 millions Kr. un record quasi-absolu, débordant de 40% les chiffres d'avril 1962 et de 27% ceux d'avril 1961. Au reste, le Ministre des Finances, M. BJERVE, estimait, en juin, devoir blâmer les banques pour n'avoir pas suivi les recommandations gouvernementales de février dernier qui leur impartissaient de restreindre l'octroi de crédits. En fait, affirmait M. BJERVE, c'est le contraire qui s'est produit, - et les facilités excessives ainsi accordées aux trésoreries ont contribué à accroitre la pression des prix sur l'économie. M. BJERVE annonçait donc que le Gouvernement se disposait à renforcer les mesures de restriction déjà prises en juillet 1961 (INTER NORD n° 2-3), tout autant en ce qui concerne les achats à tempérament que les crédits à la construction.

Entre temps, il est vrai, certains développements législatifs tendaient à justifier les préoccupations gouvernementales. Début mai, le Parlement décidait d'accroître de 1% tous les salaires versés au titre des congés payés. Fin juin, il votait des amendements à la Loi sur les Allocations Familiales, exhaussant, au prorata des enfants à charge, le niveau de l'abattement fiscal de base. Par ailleurs, les effectifs du personnel des services publics passaient, en un an, de 138.700 à 142.200, - portant ce secteur d'emploi à 4% de la population totale (contre 5% pour la France (1)). En dépit de certaines compressions intervenues dans les industries du bois, les mines et la métallurgie primaire, le chômage se réduisait, fin juillet 1962, à 5.833 unités, - soit 0,16% de la population totale. L'euphorie des consommateurs trouvait une illustration dans l'accroissement sensible des voitures en circulation, qui, en avril 1962, avec 5.900 nouveaux véhicules enregistrés, se situait à 25% au dessus du niveau de mars.

Outre les directives de restriction données aux banques et l'émission sur le marché intérieur, en juin 1962, d'un emprunt de 50 millions Kr. à 5%, le Gouvernement était, ainsi, amené à intervenir sur le plan à sa portée immédiate : fin mars, le Parlement était saisi de propositions gouvernementales tendant à augmenter substantiellement les taxes frappant les télécommunications et les tarifs ferroviaires, - et dégageant, au total, un surplus de recettes de 140 millions Kr. ; début octobre, le budget présenté au Parlement prévoyait un exhaussement des droits sur les tabacs et surtout un alourdissement de 0,25% de l'impôt sur le revenu. Et ce n'est, sans doute, là que le préambule d'une politique qui se résoudrait, certaines à une expression plus ferme si les diverses composantes du marché intérieur ne s'avéraient pas disposées à s'adapter d'elles-mêmes aux conditions économiques. Au reste, et selon "DIE WELT" du 13.VI.1962, des banques norvégiennes d'émission et commerciales seraient convenues, en juin 1962, d'une action concertée éventuelle de surveillance des importations de capitaux étrangers, - l'accent étant mis sur l'opportunité de favoriser les investissements à long terme et de n'autoriser, par contre, les importations de capital à court terme qu'après examen de la balance commerciale et de l'état des réserves de devises.

---

(1) Tableaux de l'ECONOMIE FRANCAISE : I.N.S.E.E., Paris 1960. p. 145 sq.

1. - L'évolution prochaine de l'économie nationale doit être caractérisée par une planification accrue et la mise en oeuvre de grands programmes de développement intéressant l'industrie de l'aluminium et l'hydroélectricité.

a) Planification

20 juin 1962 - Prenant la parole devant le Parlement, M. GERHARDSEN, Premier Ministre, a fait savoir que son Gouvernement se proposait, d'ici l'automne, de saisir les députés de projets portant création d'organismes nouveaux chargés de coordonner et de planifier le développement économique. M. GERHARDSEN a souligné, à ce propos, qu'il convenait d'accroitre le rôle de l'industrie privée dans l'élaboration d'une politique nationale à long terme. A ce titre, les intérêts privés seraient largement représentés dans de tels organismes. Précisant sa pensée, le Premier Ministre a laissé entendre qu'il s'agirait, en fait, de deux types d'institutions, -dont l'un, sous l'autorité du Ministre des Finances, aurait pour fonction essentielle de provoquer toutes recherches et initiatives ressortissant à la planification proprement dite, tandis que l'autre, où seraient représenté l'Etat et les organisations patronales, ouvrières et paysannes, s'emploierait à contribuer à l'ajustement optimum des salaires et des prix.

17 octobre 1962 - Le Gouvernement norvégien a formellement saisi le Parlement d'un projet de loi portant création d'un organisme central permanent de planification, placé sous l'autorité directe du Ministre des Finances et élargi aux termes des considérants présentés, "d'établir les plans de développement économique à long terme et d'assurer les analyses et prévisions ressortissant à une planification à plus court terme, - telle, par exemple, le budget annuel". Le projet,

qui figure en appendice au budget 1963, prévoit q
le nouvel organisme comprendra des représentants
organisations patronales et ouvrières et des mili
scientifiques qui siègeront aux côtés des hauts f
tionnaires du Ministère.

Par ailleurs, le Gouvernement propose de crée
organisme de composition plus large, fonctionnant
manière autonome, mais sur une base consultative,
et qui rappellerait le Conseil National Britanniq
pour le Développement Economique.

10 avril 1962 - La majorité de la Commission parl
taire des Finances a approuvé un projet recommand
la prise en considération des plans tendant à une
meilleure coordination, voire à une concentration
des divers organismes bancaires à l'échelle régio
La Commission note, par exemple, qu'il pourrait ê
souhaitable de réduire à une seule les banques de
dépôts à la disposition des municipalités et soul
qu'il s'agit, partout où il se peut, de parvenir
meilleure utilisation des capitaux disponibles.
qui concerne les banques commerciales, la Commis
fait valoir le même point de vue et considère qu'
convient de réduire le nombre et d'accroitre la c
sistance des organismes bancaires de ce type, - s
là où la densité de la population justifie l'exis
d'un réseau bancaire plus fourni.

b) Industrie de l'Aluminium et Hydroélectr

L'expansion de la production norvégienne d'alumi
depuis 1946 est quasiment stupéfiante, - puisque les c
fres de 1961-62 (180.000 T. environ) se situent à quel
1000% au-dessus de ceux de 1946, et traduisent une prog
sion double de celle - pourtant remarquable - qu'a mar
la production française. En 1961-62, la Norvège était
deuxième producteur d'aluminium neuf à l'échelle europ
et le cinquième à l'échelle mondiale, après les Etats
l'U.R.S.S., le Canada et la France. C'est cette positi
déjà considérable que la Norvège entend encore renfor

et dans une proportion qui pourrait se traduire, d'ici 1970, par une élévation de près de 200% des chiffres actuels.

Début octobre 1962, le Ministre de l'Industrie a publié un Livre Blanc traitant du développement hydroélectrique norvégien et abordant, à cette occasion, le problème de l'expansion des industries de l'aluminium. Cinq projets - tous à réaliser avant 1970 - sont retenus. Ce sont les suivants :

1°) L'A/S ELEKTROKEMISK implanterait une fonderie d'aluminium à Lista, en Norvège méridionale.

2°) L'A/S TITANIA construirait une fonderie de minerai de titanium dans le district de Jøssingfjord, dans le sud-ouest norvégien.

3°) La Société d'Etat ARDAL og SUNNDAL VERK édifierait une fonderie d'aluminium, soit dans le district d'Hordaland, soit dans celui de Sogn og Fjordane, tous deux en Norvège occidentale.

4°) L'A/S NORSK HYDRO en ferait de même sur l'île de Karmoy, entre Haugesund et Stvanger.

5°) L'A/S SØRALUMINIUM exploiterait une fonderie à Husnes, dans le district de Kvinherad.

Ce dernier projet attire, d'ailleurs, plus spécialement l'attention française, - puisqu'il associerait les intérêts norvégiens à un ensemble franco-suisse composé du groupe français COMPADEC et de la firme hélvétique ALUMINIUM INDUSTRIE A-G. Le devis avoisinerait 360 millions Kr : les parts de fondation (100 millions Kr.) seraient souscrites à parts égales par le groupe norvégien d'une part, les intérêts franco-suisses d'autre part, le reste étant couvert par appel au marché norvégien des capitaux.

La participation française se manifeste, en outre, à un autre niveau. Les divers projets envisagés présupposent, en effet, un développement équivalent des ressources hydroélectriques, - et la grande firme norvégienne NORSK HYDRO envisage la création d'une nouvelle société qui se chargerait de construire près de Roldal-Saldal, en Norvège occidentale, six centrales d'une capacité totale annuelle de 2.100 millions Kwh. Or, si l'Etat norvégien détient une majorité de contrôle au sein de la NORSK HYDRO, la France, par le truchement de PECHINEY (le plus grand producteur d'aluminium du Marché Commun) et de la Banque de Paris et des Pays Bas, en est le plus important actionnaire étranger. Par ailleurs, ce sont ces six centrales projetées qui alimenteraient, à la fois, les installations d'aluminium de Husnes et celles de l'île de Karmoy. En fait, la France

se trouverait étroitement liée au développement des dustries norvégiennes de l'aluminium, - et il ne sera pas douteux qu'avec une production additionnée avoisi d'ici quelques années, 1.200.000 tonnes, le bloc fra norvégien détiendrait une position prépondérante sur continent.

Un accroissement de 30% du potentiel hydroélectrique

Il convient, au surplus, de souligner l'importanc des disponibilités norvégiennes en matière d'énergie électrique. En 1961, la production française (thermi et hydraulique) ressortissait à 76.200 millions Kwh la même année, avec une population quinze fois moins portante, la Norvège produisait 34.000 millions Kwh - soit des disponibilités énergétiques plus que décuplé Or, les plans actuellement projetés ou retenus par le Gouvernement norvégien sont appelés à accroitre de pl de 30% la production actuelle d'énergie électrique. L n° 3 d'INTER NORD rassemblait diverses indications re tives aux installations envisagées dans le programme TOKKE ; on sait qu'il s'agit d'implanter dans le distr de Telemark un ensemble, impressionnant, de centrales hydro-électriques, réparties en cinq tranches (TOKKE II, III, IV, V) qui constitueront le dispositif hydro électrique le plus puissant du nord de l'Europe et fo niront à la Norvège près de 4.000 millions Kwh (soit production supérieure à celles de Donzères-Mondragon Génissiat associées). Nous avons mentionné, plus haut le projet NORSK HYDRO à Roldal-Suldal. Or, à ces deux programmes, il convient d'en ajouter un troisième - presque aussi important à lui seul que les deux lers additionnées - et dont le Gouvernement a saisi, en ma le Parlement sous forme de projet de Loi. Il s'agit d projet relatif aux barrages de la Sira-Kvina, - et pr ment gigantesque puisqu'il fournirait à l'industrie n gienne 6.000 millions Kwh, c'est-à-dire le cinquième l'actuelle production nationale. Le financement attei 1.152 millions Kr. et permettrait une production équi au rendement de Donzère-Mondragon, Génissiat, Ottmars Fessenheim et Kembs associés.

c) Industries de l'acier et du bois.

Acier et bois ressortissent, quant à eux, à des ma chés sur lesquels la concurrence internationale ou le fortes positions tenues depuis plus longtemps par d'a privent la Norvège de privilèges qui sont les siens e matière d'aluminium ou d'hydro-électricité. A ce titr tout particulièrement pour l'acier, ce sont les point

lesquels le ralentissement de l'expansion devait, tout naturellement, se révéler assez sensible.

1°) Les difficultés de la A/S NORSK JENVERK

En mai 1962, la Société sidérurgique d'Etat A/S NORSK JENVERK - dont on sait l'importance du complexe qu'elle s'efforce d'implanter à Mo-i-Rana - a admis, dans le rapport couvrant sa septième année de fonctionnement (1961) que les bénéfices nets de l'exercice avaient décliné de 70% sur ceux de l'exercice précédent (8.100.000 kr en 1961 contre 27.300.000 Kr en 1960). En juin, la société décidait d'ailleurs de certaines compressions de personnel (300 personnes sur un effectif total de 2.650). M. EFJESTAD, Président-Directeur Général, confirmait à cette occasion les conclusions déjà formulées dans le Rapport annuel en soulignant le caractère défavorable de la conjoncture sur le marché international de l'acier, - et, en ce qui concerne la Norvège, l'insuffisance des fournitures d'énergie électrique assurées au complexe de Mo-i-Rana. Il ne devait pas s'ensuivre, pour autant, que la NORSK JENVERK décidât de ralentir son "planning" de développement, - qui prévoit rien moins que de porter d'ici 1964 la production de fonte de 350.000 à 700.000 tonnes et d'assurer la complète mise en exploitation des gisements de minerai de la vallée de la Dunderland. Il s'agit là d'un programme impliquant un investissement de 95 millions Kr.

A cet effet, un premier emprunt de 35 millions Kr à 5% pour 25 ans, fut émis en mai. Le FINANCIAL TIMES du 8.12.62 notait que les souscripteurs marquèrent certaines réticences. En septembre, un deuxième emprunt a été émis. Il était, cette fois, de 50 millions de Kr - et aux mêmes termes que le précédent : 5% et 25 ans -. L'Etat apportait sa garantie. Il devait apparaitre, le 26 septembre, que l'emprunt n'avait été couvert qu'à 70%, - et que les principaux souscripteurs étaient, en fait, représentés par les banques et compagnies d'assurance. Or, le budget national pour 1963 prévoit que le Gouvernement (qui projette d'investir à nouveau 25 millions de Kr dans la NORSK JENVERK) apportera sa garantie à d'autres emprunts de la Société pour un montant maximum de 145 millions Kr. Dans de telles conditions - et compte tenu que la demande intérieure en produits sidérurgiques a décliné au second trimestre 1962 de 16%, tandis que le volume global des commandes régressait lui-même de 4 % -, la Commission parlementaire de l'Industrie a suggéré au Gouvernement de ne pas affecter aux seuls investissements d'expansion, les produits des emprunts lancés par la NORSK JENVERK. A l'occasion dune conférence de presse, M. EFJESTAD, Président-Directeur Général de la

Société, a toutefois fourni certaines explications sur les origines de la dépression qui affecte présentement l'entreprise : depuis 1958, les salaires se sont accrus de 35%, et depuis 1960, les prix des produits sidérurgiques ont décliné d'un pourcentage équivalent. On note que la NORSK JENVERK a investi, au total, 630 millions t pour un chiffre d'affaires correspondant à 1.000 millions

2°) la dépression affecte toujours les industries du bois.

En 1958 et 1959, les exportations de bois et dérivés - dont la pulpe - figuraient, en moyenne, pour 10% (11% en 1958 et 9% en 1959) dans le montant des exportations globales de la Norvège. Si l'on observe, pour la France, que la totalité des exportations de produits agricoles représentent à peine 20% du commerce extérieur français (1961) on voit quel rôle la forêt et ses industries jouent dans l'économie norvégienne. L'ambiance nettement dépressive qui affecte actuellement le marché mondial des produits du bois ne peut donc que préoccuper la Norvège. Les perspectives d'amélioration semblent faibles. D'ores et déjà, la F.A.O. évalue à 2,2 millions de tonnes les excédents européens de pulpe, papier et carton et tient pour improbable que le marché continental puisse s'alléger avant 1970. En septembre 1962, NORSK SKOGINDUSTRI, organe officiel des exportateurs norvégiens de bois et dérivés, estimait ce pessimisme en soulignant que les baisses successives de cours subies par la cellulose en 1962 ramenaient le prix de celle-ci au niveau de 1950. En revanche, durant ces douze années, la moyenne des salaires pratiqués dans les industries du bois s'est accrue de 120%, - contre une augmentation de 70% pour les prix moyens à la consommation. On sait que depuis deux ans, l'ensemble des producteurs nordiques sont convenus de réduire leurs cadences de production exportable : de 15% pour les papiers Kraft à partir de mars 1961 ; de 5% pour le papier journal à partir de janvier 1962. En juillet 1962, DIE WELT annonçait que de nouvelles mesures de freinage (3%) portant sur toutes les industries de la cellulose pourraient être prises à brève échéance.

2. - Les industries maritimes (constructions navales, [illegible] ment, industries de la [illegible] maintiennent leur mouvement expansif.

1°) Constructions navales

Les précédents numéros d'INTER NORD ont suffisamment attiré l'attention sur le dynamisme dont font preuve les

constructions navales, l'armement et la pêche, pour n'avoir pas à réitérer certaines indications de base. On rappellera, simplement, qu'aux 4.809.000 tonneaux mobilisés en 1960 par la flotte marchande française correspondaient, pour la flotte norvégienne, 11.203.000 tonneaux et 12.025.000 en 1961 contre 5.117.000 pour la France. De même, en 1960, la pêche française ressortissait à 596.000 t. et 567.000 t. en 1961, - les chiffres correspondants étant, pour la Norvège, 1.599.000 t. et 1.509.000 t. auxquels il convenait d'ajouter, en 1960, 11.572 baleines et 12.490 en 1961. Réserve faite, en ce qui concerne la Norvège, d'une très mauvaise saison de pêche au hareng et d'un resserrement croissant des perspectives pour la pêche baleinière, les autres postes des industries maritimes maintiennent - à certaines contractions près - leur mouvement expansif. Le tableau ci-dessous confirme d'ailleurs la part remarquablement forte occupée par l'armement norvégien dans l'armement mondial.

Commandes de navires de charge passées dans le monde en 1961

(en tonnes de port en lourd)

	Armateurs non norvégiens	Armateurs norvégiens	TOTAL
Cargos de ligne	1.650.000	330.000	1.980.000
%	20,7	4,1	24,8
Transporteurs en vrac	1.440.000	840.000	2.280.000
%	18	10,5	28,5
Pétroliers	2.450.000	1.280.000	3.730.000
%	30,7	16	46,7
TOTAL	5.540.000	2.450.000	7.990000
%	69,4	30,6	100

28 juin 1962 - Les chantiers navals norvégiens disposaient, début juin, de commandes portant sur 143 cargos pour un volume de 2.071.000 tonneaux. On note que la taille moyenne des navires de charge dans le monde tend à s'accroitre, - les transporteurs en vrac passant de 23.500 t. à 25.300 et les pétroliers de

/et sur 78 pétroliers pour un volume de 3.561 000 tonneaux

28.500 t. à 52.000 t. Actuellement, sur les cha
Rosenberg, à Stavanger, un pétrolier de 100.000
est en construction, sur commande de Sig. Berges

15 juillet 1962 - Durant le premier trimestre 19
la flotte marchande norvégienne s'est accrue de
210.000 t. Fin mars, et selon les indications do
par le Bureau Central Norvégien de Statistiques,
totalisait, outre sa flotille de pêche, 2.241 na
pour un volume de 11.600.000 t., - dont 534 pétr
pour 6.500.000 t.

24 septembre 1962 - M. GERHARDSEN a pris de nouve
position contre certaines pratiques discriminato
qui affectent l'armement international. Il a soul
que la Norvège serait appelée à faire face "à une
situation très difficile" si les revenus que lui
sure sa flotte marchande ne marquaient pas un acc
sement rapide et substantiel. Il a noté, à ce pro
que les tarifs de frêt ne s'étaient pas modifiés
depuis de nombreuses années, alors que les invest
sements engagés dans l'armement avaient eu à supp
ter une augmentation constante des matières premi
et du prix des services.

2°) Pêche.

11 mai 1962 - Des conversations s'ouvriront en ju
à Bonn entre la Norvège et la République Fédérale
Allemande, - et porteront sur la décision norvégi
d'étendre à 12 miles la limite territoriale des z
de pêche. L'Allemagne occidentale souhaiterait bé
ficier des arrangements et dérogations consentis
par la Norvège à la Grande Bretagne et à l'URSS. L
Norvège accueillerait avec faveur un accroissemen
par l'Allemagne de ses importations de poissons n
giens, - et tout particulièrement des importation
poisson congelé.

12 mai 1962 - Aux termes d'un accord récemment conclu entre le groupe norvégien FINDUS, spécialisé dans la congélation de denrées alimentaires (notamment le poisson) et le groupe suisse NESTLE, une nouvelle société sera constituée, la FINDUS INTERNATIONAL S.A., - avec un capital de £ 16 millions, dont la NESTLE fournira les quatre cinquièmes. En conséquence de l'accord, FINDUS va faire construire de nouveaux chalutiers (14 unités de 540 t. chacune, affirme-t-on)qui viendront s'ajouter aux 19 chalutiers déjà exploités par la Société. Certaines réserves ont, toutefois, été formulées en Norvège à propos de l'accord FINDUS-NESTLE. Outre la part prépondérante que s'assurerait le groupe suisse sur les installations frigorifiques d'Hammerfert, une partie du capital de la FINDUS est contrôlée - concurremment à la firme norvégienne chocolatière FREIA - par les chocolateries suédoises MARABOU. Le transfert des parts FREIA-MARABOU à la nouvelle société, c'est-à-dire, en majorité, à la NESTLE, requerra un accord gouvernemental et des organes de presse norvégiens souhaitent que la question soit soumise au Parlement.

9 juin 1962 - En 1961, les ventes du groupe commercial FRIONOR - dont le label couvre les produits de la grande firme norvégienne NORSK FROSSENFISK - avaient atteint 32.000 tonnes de poisson congelé, distribuées dans 25 pays et atteignant un chiffre d'affaires de 77 milliards d'anciens francs. Dès maintenant, et pour le premier semestre 1962, les ventes marquent une augmentation de 45%. Quelques 90 usines norvégiennes de congélation travaillent pour FRIONOR, - dont le Président-Directeur Général, Andern FRIHAGEN a souligné qu'elles pourraient porter leur capacité de production à 100.000 t./an de poisson congelé si elles disposaient des quantités requises de poisson frais.

On mesurera l'importance des chiffr
de la page précédente en notant que, l
seules ventes de poisson congelé effec
par FRIONOR en 1961 atteignaient en va
près de 5% de la totalité des exportat
françaises de produits alimentaires, -
compris les exportations de céréales.
ailleurs, on notera que FRIONOR a vend
toujours en 1961, 25.000 t. de filets
poisson congelé, alors que les ventes
même produit réalisées dans le même te
par FINDUS ressortissaient à 7.000 t.

15 juillet 1962 - Le Parlement norvégien a voté une
loi rendant obligatoire, pour tous les chalutiers n
végiens, une augmentation des maillages à 130m/m po
les chaluts légers et à 140m/m pour les chaluts lou

15 août 1962 - Une conférence réunissant les Ministr
de la Pêche des Etats nordiques se tient à Trondhei
Le principe d'une coordination des politiques natio
les dans ce domaine a été admis, - par le truchement
des comités de liaison. Ces comités, auxquels chaqu
Etat nordique délèguera 4 représentants (2 représen-
tant le Gouvernement et 2 le secteur privé) s'emploie
ront à préparer dès maintenant les voies d'une poli-
tique commune.

Vers la fin de la pêche baleinière norvégienne ?

Le précédent numéro d'INTER NORD (p. 11) confirmait
décision norvégienne de se retirer de la Convention Int
nationale de la Baleine, - si un nouvel accord de quota
n'était pas conclu, préservant le stock mondial de bale
nes contre des pratiques qui relèvent de l'exterminatio
En septembre 1962, le Professeur J.T. RUUD, océanograph
norvégien, prenant la parole devant la Société norvégie
d'Océanographie, a réitéré ce point de vue et n'a pas d
simulé que, selon lui, la Norvège n'aurait bientôt plus
de flotte baleinière. "Une expérience inestimable, a-t-

ajouté, sera ainsi oubliée, puis perdue". En fait, les excédents invendus de la précédente campagne se montent, pour la Norvège à 30.000 t. d'huile. En outre, les équipages de baleiniers sollicitent leur admission dans des Centres de ré-orientation et de formation où ils pourront apprendre un nouveau métier.

Pour la saison 1962-63, la Norvège, toutefois, sera encore présente dans l'Antarctique. La THOR DAHL COMPANY a décidé d'envoyer deux navires (le "Thorshavet et le "Thorshövdi") qui joindront, sur les lieux de pêche, le "Kosmos IV" et le"Sir James Clark Ross". 2.400 hommes trouveront ainsi du travail, - contre 4.577 emplois pour la précédente campagne.

7 septembre 1962 - Aux termes d'un accord qui vient d'être signé entre la Norvège et l'Union Soviétique, les chalutiers russes pourront désormais pêcher à l'intérieur de la zone norvégienne des 12 milles jusqu'à la limite des 6 milles. De leur côté, les chalutiers norvégiens bénéficieront de la même franchise, - mais dans la seule zone des eaux orientales du Varanger Fjord. De même que l'accord déjà intervenu entre la Norvège et le Royaume Uni, la convention russo-norvégienne est valable jusqu'au 31 octobre 1970.

12 octobre 1962 - La valeur totale des produits de mer (poisson, harengs, écailles) exportés par la Norvège en 1962 atteindra vraisemblablement 846 millions Kr. En 1961, ces exportations ressortissaient à 856 millions Kr, - soit 13% du volume total des exportations norvégiennes.

3. - L'incertitude des prochaines perspectives économiques freine le développement des départements septentrionaux de la Norvège.

Selon les chiffres de 1959, les départements du Nord norvégien - Norrland, Finnmark, Tromsö - comptaient 434.285 habitants, soit 12% de la population totale

norvégienne pour un territoire qui représente 35% d
surface nationale. En 1950, 21% des effectifs vival
de l'agriculture ou de la forêt, 21% de la mer, 26%
l'industrie, 7% du commerce, 9% des transports, 7% d
services, - les "divers" ressortissant à 9%. Le rela
sous-peuplement et - bien entendu - des conditions n
relles moins favorables que dans le centre et le sud
norvégiens expliquent que l'économie et le développe
de ces régions posent des problèmes, dont tous ne so
pas résolus. On note, toutefois, qu'en 1958, 43% en
valeur et 44% en tonnage du produit des pêcheries no
végiennes provenaient du Norrland, du Troms et du Fi
mark. Mais l'importance de cette part dans l'économi
maritime de la Norvège n'équilibre qu'imparfaitement
les faiblesses de productivité qui caractérisent les
autres postes. En fait, dans l'échelle des revenus p
tête d'habitant pour les 24 départements norvégiens,
Norrland occupe la 14e place, le Finnmark la 16e et
Troms la 19e. Et le LOFOTPOSTEN du 26 juin 1962 indi
que sur les 110 millions Kr affectés par la Norvège
la stabilisation des budgets départementaires, 51% d
crédits alloués l'ont été aux trois départements nor
ques (Norrland : 26,5 millions ; Troms : 18,5 ; Finn
9,5). A cette aide s'ajouteront, d'ailleurs, - pour
Norrland -, des crédits totalisant 8,6 millions Kr e
mis à sa disposition pour améliorer les réseaux de co
munication.

26 janvier 1962 - Le Gouvernement a limité à 41 millions Kr (contre 35,5 millions en 1961) le volume des investissements à engager dans les co tructions pour les 3 départements du Nord. Selon LOFOTPOSTEN du 19 mars 1962, la Société pour le Développement industriel du Nord norvégien a formulé toutes réserves sur un tel plafond, en faisa valoir que cette attitude restrictive risquait de freiner l'industrialisation globale de la Norvège septentrionale.

24 février 1962 - Une étude du Bureau économique Ministère de la Pêche portant sur les revenus de 2.940 pêcheurs (soit 6% de l'effectif total des pêcheurs) fait apparaitre que leur revenu moyen 1961 s'est élevé à 8.109 Kr (soit 509.893 AF). La

moyenne pour le Nord, avec 7.666 Kr, est sensiblement inférieure à celle du Sud, qui atteint 11.288 Kr. Par contre, c'est dans le Nord que l'augmentation de revenu sur les chiffres de 1960 s'est révélée plus forte (+ 8,5%) que sur la côte ouest (+ 5,2%).

3-24 mai 1962 - Au terme de recherches conduites au Spitzberg, l'Institut Polaire norvégien a déterminé l'existence de gisements de houilles dans Adventalen - et estimé à 20 millions t. environ les réserves ainsi repérées, dont la moitié serait constituée de charbon de bonne qualité. Par ailleurs, M. DEINBOLL, directeur de la Compagnie Houillère Norvégienne du Spitzberg, a indiqué que la Société qu'il dirige serait en mesure de porter sa production de 40.000 à 200.000 puis à 450.000 t/an, si la Norvège entrait dans le Marché Commun et si la cokerie de Mo-I-Rana était mise en activité.

On ajoutera que deux expéditions de prospection pétrolière ont été organisées en 1962 au Spitzberg. L'une a été menée par la CALIFORNIA TEXAS OIL, qui se proposait de sonder 201 points et avait équipé, à cet effet, un phoquier norvégien. L'autre est conduite par l'Union Soviétique, qui recherche, conjointement, du pétrole et du charbon.

Juin 1962 - Le Fonds pour l'Université de la Norvège septentrionale confirme que la constitution du Comité de garantie préalable à la création de l'université proprement dite, progresse, favorablement. L'université envisagée - dont l'idée fut suggérée, voici 42 ans, par un homme d'affaires de Mo-I-Rana, L.A. MEYER,- serait implantée à Tromsö, où existent déjà un Musée, L'Institut pour les Aurores boréales, un Institut Météorologique, une Ecole Normale de professeurs et

un Institut pour l'archéologie, les sciences nat
relles, la linguistique et la culture lapones. Ce
organismes pourraient d'ailleurs être regroupés
sein de cette université de la Norvège septentri
nale, qui ferait ainsi pendant aux Universités d
disposent le nord de la Suède et le nord de la
Finlande.

De son côté, DIE WELT, du 27 juin 1962, indiq
qu'aux termes d'un rapport soumis par le Gouvern
ment au Parlement, la création de l'Université d
Tromsö pourrait coïncider avec la création d'une
autre Université à Trondheim. La Norvège disposer
ainsi, avec les Universités d'Oslo et de Bergen,
quatre ensembles d'enseignement supérieur.

A G R I C U L T U R E

9 mars 1962 - La production laitière du nord norv
s'établit, pour 1961, à 109,2 millions Kgs, - soit
augmentation de 4% sur 1960. En outre, les exploi
tions ont livré aux laiteries 247 t. de beurre, -
représentant elles-mêmes quelques 5,6 millions de
litres de lait. (Dans le total général, figurent,
toutefois, 5 millions de Kgs de lait de chèvre).
En 1959, la production laitière totale de la Norv
ressortissait à 644,7 millions Kgs.

17 octobre 1962 - Un recul sensible affecte la re
culture dans le Finnmark. Le recensement des effe
dans la région de Varanger fait apparaitre une ch
de 35% en deux ans, - les troupeaux passant de 14
têtes à 9.000.

L A P O N S

23 mars 1962 - L'Association des Eleveurs Lapons a tenu sa réunion à Kautokeino.

10 avril 1962 - Le Comité "Nerheim" poursuit ses échanges de vue sur la création d'un lycée lapon, - et propose, dès maintenant, qu'il soit édifié à Karasjok. Le lycée comporterait 2 sections : sciences naturelles d'une part et d'autre part linguistique, - le français étant remplacé par le lapon.

S U E D E

SA PRODUCTION INDUSTRIELLE ETANT EN PLEIN ACCROISSEMENT, LA SUEDE EST TRIBUTAIRE DE SES EXPORTATIONS ACCRUES VERS L'EUROPE. ELLE APREHENDE TOUTE DIFFICULTE CONCERNANT LA NEGOCIATION D'UN ACCORD AVEC LE MARCHE COMMUN.

1. - La demande accrue [illegible] dernières années est fa[illegible] au développement industr[illegible] la Suède.

En 1945, la Suède - moins peuplée qu'on ne le croit [illegible] ralement, comptait 6,67 millions d'habitants. En 1961, l[illegible] population s'élevait à 7,54 millions, soit un accroissem[illegible] annuel moyen de 0,8% (contre 0,7% pour la France). On no[illegible] que la natalité suédoise, de même que la fréquence des m[illegible] ges ont constamment diminué, tandis que le niveau de mort[illegible] lité restait relativement stable avec 10/1000 (1).

Les deux tableaux ci-dessous récapitulent, pour la S[illegible] et pour la France, l'évolution démographique depuis 1945 [illegible] font apparaitre, pour l'un et l'autre pays, les caractéri[illegible] tiques dominantes de la pyramide des âges.

Année	S U E D E (2)		F R A N C E
	Millions	Indices	Millions
1945	6,67	100	41,0
1950	7,04	106	42,7
1955	7,29	109	43,3
1960	7,50	112	45,3
1961	7,54	113	45,9

(1) Statistisk Tidskrift, n° 9 1962, p. 564.
(2) Statistisk Årsbok för Sverige 1961, p. 13.
(3) INSEE. Tableau de l'Economie Française, Paris 1960 et BEAUJEU-GARNIER, GABLIN, Images économiques du Monde. Paris 1962.

S U E D E (1)		F R A N C E (2)	
Classes	%	Classes	%
Moins de 16 ans	24	Moins de 20 ans	32
16 à 66 ans	66	20 à 64 ans	57
67 ans et +	10	65 ans et +	11

En 1961, 700.000 Suédois - soit moins de 10% de la population - étaient employés dans l'Industrie. Cette proportion a peu varié puisque pour toute la période 1955-60, l'effectif des salariés de l'industrie ne s'est accru que de 3%. Or, pour la même séquence, le volume de la production a augmenté de 21% : le contraste des deux chiffres laisse deviner l'ampleur des investissements réalisés et l'importance de l'effort de rationalisation qui a été accompli.

2. - Accroissement de 1 % de la production industrielle en 1961/62 contre 3% en 1960/61.

a) Importance croissante de l'industrie du papier durant les dernières années; l'industrie mécanique reste, cependant, prépondérante.

Avec 150.000 travailleurs en 1960, les industries mécaniques venaient en tête et faisaient preuve de plus de dynamisme que les autres puisque de 1945 à 1960 l'emploi s'y accroissait de 10%. Textiles, confection, bois et papiers, métallurgies, cuirs et peaux suivaient, dans les proportions précisées ci-dessous:

---

(1) Cf. p. précédente (2).

(2) Cf. p. précédente (3).

Années	Métallurgie (fer, acier, autres mét.)		Industrie mécanique		Pâte à papier, Papier		Alimentation	
	Nbre de trvlrs en milliers	Ind.	Nbre de trvlrs en milliers	Ind.	Nbre de trvlrs en milliers	Ind.	Nbre de trvlrs en milliers	Ind.
1955	38	100	136	100	50	100	45	10
1956	39	103	137	101	51	102	-	-
1957	-	-	-	-	-	-	-	-
1958	37	97	-	-	-	-	-	-
1959	38	100	139	102	52	104	-	-
1960	40	105	150	110	54	108	-	-

Années	Industrie du bois		Textiles et confection		Cuirs et peaux, caoutchouc		Nbre de trvlrs en milliers	Ind.
	Nbre de trvlrs en milliers	Ind.	Nbre de trvlrs en milliers	Ind.	Nbre de trvlrs en milliers	Ind.		
1955	64	100	89	100	26	100	690	100
1956	60	94	87	98	-	-	691	100
1957	59	92	83	93	-	-	687	100
1958	58	91	78	88	25	96	676	98
1959	57	89	-	-	26	100	680	99
1960	60	94	80	90	27	104	712	103

(Source : Kimmersiella Meddelander, n° 6-7, 1962, p. 6.)

b) L'évolution de la production industrielle

La variation de l'indice d'emploi apporte déjà certain indications sur le dynamisme propre de chacune de ces branc On note, en effet, et les précédents numéros d'INTER-NORD attiraient régulièrement l'attention sur le point, la ferm des industries mécaniques, suivies par le papier et la métallurgie générale. Par contre, la tendance dépressive qui a touché le textile semble continue. Quant au recul de 6,2% enregistré dans le secteur du bois, il ressortit, on le sa à une évolution quasi-générale dans le nord de l'Europe.

Il convient, toutefois, d'appuyer les commentaires sur la considération d'un autre indice, qui est, bien entendu, celui de la production proprement dite. C'est à quoi pourvoient les tableaux ci-après. Le décalage entre les deux indices : emploi et production correspondra, soit à un volume d'investissement plus important, soit à une rationalisation ou à un équipement à rendement plus élevé. De préférence à l'année référence 1935 = 100 (indice 283 en 1961), l'année 1955 a été prise comme base. Comme on le verra, les biens de production marquent une avance appréciable sur ceux de consommation et les progrès de la métallurgie (46%) l'emportent sur ceux réalisés dans l'extraction du minerai de fer (33%). Autrement dit, et conformément aux analyses déjà présentées ici, le souci d'industrialiser et de transformer se révèle prédominant.

Indice de la production industrielle suédoise (1)

BRANCHES D'ACTIVITE	1955	1956	1957	1958	1959	1960	1961
Production industrielle totale	100	104	106	108	112	121	125
Biens de production	100	104	106	109	112	122	129
Biens de consommation	100	105	104	105	108	114	115
Minerais de fer	100	111	115	108	105	123	133
Métallurgie	100	110	113	107	123	134	146
Industrie du bois	100	99	108	109	102	115	112
Pâtes à papier	100	105	112	107	113	128	131
Papiers et cartons	100	106	112	113	126	148	156
Industries alimentaires	100	104	102	105	106	109	108
Filature, tissage, textiles	100	103	111	102	105	112	114
Confection	100	103	100	98	105	109	110
Cuir et chaussures	100	-	107	98	95	91	90

Il n'est pas inutile de comparer l'évolution de l'indice global de la production aux chiffres correspondants pour d'autres pays, - et tout particulièrement les voisins scandinaves de la Suède et la France. On n tera ainsi que la progression suédoise est indéniablement plus prudente.

(1) Les indices ont été pris sur la Revue "Kommersiella Meddelanden", et recalculés sur la base 1955 = 100 (n°5, 1962, Ekonomisk översikt... p. 8).

PAYS	1955	1960	1961
Suède	100	121	125
Finlande (1)	100	122	134
Norvège (1)	100	124	133
France (1)	100	147	155

Evolution de l'indice de production industrielle (1955-1961)

(1)(Source : BEAUJEU-GARNIER, GAMBLIN : Images économique monde. Paris 1962).

c) Le chômage en Suède est saisonnier

Années	Nombre de chômeurs enregistré, pour l'ensemble de l'industrie, suédoise (chiffre moyen par an)	Indices
1956	24.587	100
1957	30.483	124
1958	39.075	155
1959	36.753	149
1960	24.321	99
1961	20.949	85

Le tableau ci-dessus (qui provient des "Kommersiella Meddelanden")(1) montre le lien étroit existant entre les conjonctures en Suède et en Europe occidentale. "KONJUNKTURLÄGET", revue publiée par l'Institut de Recherche économique, à Stockholm, écrit, dans son numéro de décembre 1962 : "Le pourcentage des travailleurs sans emploi dans toute l'industrie s'est un peu accru depuis le mois de mars de cette année, par rapport au chiffre correspondant de l'année dernière (0,9% en novembre 1962 contre 0,8% en novembre 1961)."

(1) 1 IX 1962.

Le tableau suivant offre une vue plus détaillée du chômage en Suède (chiffres totaux:Kommersiella Meddelanden).(1)

Mois	1960	1961	1962
Janvier	46.180	35.290	35.112
Février	40.245	32.664	34.440
Mars	33.110	24.748	31.692
Avril	30.727	26.433	29.790
Mai	20.509	18.701	21.591
Juin	17.034	13.255	16.280
Juillet	13.357	10.344	11.404
Août	16.564	14.451	16.231
Septembre	16.276	14.939	17.609
Octobre	16.656	17.435	19.287
Novembre	20.579	20.787	
Décembre	21.618	22.341	

Il apparait que le chômage en Suède est saisonnier, et atteint un maximum en hiver. Tout le pays a souffert d'une élévation du sous-emploi sauf dans l'Ouest (la région de Göteborg) où il y a eu une diminution. C'est dans le Nord que l'augmentation du chômage à été la plus sensible. Nous reviendrons plus loin sur ce point.

d) L'évolution de la conjoncture en Suède durant le dernier semestre 1962

D'après la revue INDEX(2) (publiée par la "Svenska Handelsbanken", l'une des plus grandes banques de Suède .... "la politique d'expansion conjoncturelle mise en train depuis le printemps 1962 a commencé à donner des résultats. Les investissements dans l'industrie constituaient un point faible de la situation économique et c'est grâce à la modification de la politique économique du gouvernement qu'ils ont fortement repris. La construction des locaux industriels au cours du troisième trimestre a crû de 25% par rapport à la période correspondante de 1961, après qu'elle ait été au premier et deuxième trimestre, inférieure, respectivement, de 20 et 40% par rapport aux deux mêmes trimestres de l'année précédente. L'expansion a continué en octobre où les mises en chantier ont été à peu près de la même importance qu'au quatrième trimestre 1961". Il peut être intéressant de rappeler ce qu'écrivait la revue trimestrielle de la Skandinaviska Banken, "KVARTALSSKRIFT", il y a six mois sur la situation économique actuelle en Suède : "Les tendances à la récession qui sont apparues et qui risquent de conduire à un accroissement plus que

(1) 1 IX 1962

(2) n° 9, 1962.

saisonnier du chômage au cours de l'hiver qui vient, pr
nent surtout de l'investissement privé intérieur qui, a
une expansion de cinq années, a commencé à stagner. El
trouvent aussi leur origine dans le déclin de la demand
étrangère de certains produits, surtout ceux à base de
de fer et d'acier. Par suite de ces tendances à la réce
la politique économique du Gouvernement qui, auparavant
période de haute conjoncture, visait à freiner la demand
à réduire les risques d'inflation, a été modifiée, dans
sens favorable à l'expansion".

En ce qui concerne la situation des prix en Suède,
revue trimestrielle de la "Skandinaviska Banken" (juill
1962) écrit : "Après l'inflation coréenne qui a été exc
nellement forte en 1951 (l'indice des prix s'est élevé
de 25% en un an et demi), une stabilité des prix de dét
presque totale a prévalu pendant la récession de 1953 e
la première phase de la haute conjoncture qui a suivi.
partir de 1955, et pour au moins les trois années suiva
c'est-à-dire pendant une période de haute conjoncture c
térisée, des augmentations de prix assez importantes so
encore survenues. Pendant la récession de 1958-1959 qui
succédé à cette expansion, la stabilité des prix a été
presque complète. Le taux d'augmentation des prix pendan
la dernière période de haute conjoncture a été remarqua
ment inférieur à celui enregistré pendant les années 19
où une situation économique analogue avait été constatée

De son côté, "Ekonomiska Utsikter", revue d'inform
économique de l'organisation centrale des syndicats ouv
suédois (numéro d'automne 1962) traitant des perspectiv
pour "le semestre d'hiver" 1962-1963 écrit : "L'activit
globale du pays se maintiendra à un niveau élevé pendant
l'automne 1962, mais risque de diminuer plus fortement
pendant les hivers des années précédentes. C'est en fon
du développement des exportations d'automne que cette ba
d'activité pourrait être évitée ou tout au moins atténu

3. - Evolution par secteur
production.

a) Une production de minerai de fer en baisse

KONJUNKTURLÄGET déjà cité, publié par l'Institut de
Recherche Economique, à Stockholm, étudie dans son numér
d'octobre la baisse d'extraction enregistrée durant le
second trimestre 1962 par rapport à la même période de
1961. "Il faut imputer cette diminution", indique la re
"aux mines du centre de la Suède puisque la production

mines lapones est restée inchangée. Les difficultés de vente rencontrées par les premiers ont des raisons surtout structurelles ; ce n'était pas le reflet d'une mauvaise conjoncture dans la sidérurgie européenne. L'effort des aciéries européennes entrainant un abaissement du nombre des variétés a eu, en effet, pour conséquence, une diminution de la demande du minerai du centre de la Suède, ce minerai ayant un pourcentage élevé de silice. Dans l'état actuel de la technique sidérurgique, il est permis de penser que les difficultés demeureront. En revanche, les perspectives de vente pour les mines lapones sont comparativement satisfaisantes".

La revue constate en outre que l'exportation de minerai de fer vers l'Allemagne fédérale et la Belgique se situe à un niveau élevé ; en ce qui concerne la grande Bretagne, elle écrit : "Un certain nombre d'indices nous montre que les difficultés des aciéries anglaises vont durer encore quelque temps, étant donné leur dispersion géographique, la situation défavorable des ports, et le rythme décroissant de la rationalisation. Malgré une diminution des stocks en Grande-Bretagne durant le premier semestre 1962, les mines suédoises ne peuvent pas compter sur une possibilité d'extension de leurs ventes sur ce marché".

Le tableau ci-dessous établit l'importance, dans la partie nord de l'Europe, de la production de minerai de fer suédoise.

PAYS	Production de minerai de fer 1960 (1000 t.)	Production de minerai de fer t/hab.
Suède	13.202	1,76
Norvège	1.056	0,29
France	21.745	0,48

(Source : Statistisk Årsbok för Sverige, 1962, tab. 464 et 449)

27 juin 1962 - "Environ 50 mineurs de la mine de fer de Norberg du groupe Johnson, seront licenciés au début du mois de septembre prochain à cause de la faible demande de minerai de fer sur le marché. Celà impliquera une réduction d'environ 10% du nombre de travailleurs dans cette mine. Pour l'extraction du

minerai de fer suédois en général, la faible de de la sidérurgie européenne se traduit seulement par une baisse d'environ 3% pour les quatre pre mois de cette année. Mais l'effet de cette réce se fait surtout sentir dans les mines du centre pays plutôt que dans le nord ou se trouve LKAB, société de l'état qui fournit plus de 80% de la production totale des minerais de fer de la Suè (FINANCIAL TIMES).

2 août 1962 - La société d'Etat pour l'Energie Atomique s'efforce actuellement de déterminer le degré de rentabilité commerciale du gisement de minerai d'uranium découvert à Norräker, dans le nord de la Suède. La prospection a permis d'établ que de nombreux gisements de ce type existaient peu partout sur le territoire national. (FINANCI TIMES).

b) Métallurgie et industrie en expansion

La capacité de production de l'industrie sidérurgique s'est accrue au cours des dernières années. Selon KONJUNK-TURLAGET, cet accroissement réduit les délais de livraison et rend la situation du marché plus instable. L'industrie mécanique pour sa part se trouve dans une situation d'expansion équilibrée et "en dépit de la stagnation qui se poursuit dans cette industrie, on peut compter sur un accr sement de la production de plus de 4% en 1961-1962".

La Suède occupe la 1ère place en Scandinavie, en ce qui concerne la production d'acier. Le tableau ci-dessous donne quelques chiffres internationaux.

PAYS	Production d'acier en 1961. (1000 t.)	Production d'acier, en 1960 (t./hab.)
Suède	3.556	0,4
Danemark	291 (1960)	0,06
Finlande	281	0,06
Norvège	486	0,1
Belgique	7.002	0,8
France	17.572	0,4
U.R.S.S.	70.680	0,3
U.S.A.	88.918	0,5

(Source : Statistisk Årsbok för Sverige 1962. Tab 464 et 449.)

c) Coopération internationale dans le domaine des constructions mécaniques

27 juillet 1962 - La société SVENSKA METALLVERKEN construit actuellement une usine de produits de laiton en Hollande d'un montant de 25 millions de couronnes suédoises, (environ l'équivalent de 25 millions de francs 1963). L'implantation d'une telle usine en Hollande plutôt qu'en Suède a été décidée en raison du prix moins élevé des transports dans le premier pays. (STOCKHOLMS-TIDNINGEN).

14 août 1962 - MITZUBISHI NIPPON JUKOGYO exploite sous licence suédoise les hélices KaMeWa de KARLSTADS MEKANISKA VERKSTAD, S.A. (STOCKHOLMS-TIDNINGEN).

14 août 1962 - Selon DAGENS NYHETER, un traité a été signé entre l'Allemagne fédérale et les usines suédoises de la défense pour la production d'un certain nombre de bazookas pour l'armée allemande. Cette arme figure depuis plus de dix ans dans l'armement suédois.

18 août 1962 - SKF (Roulements à bille suédois avec le concours financier de CASMI (groupe bri lien) construit actuellement une aciérie au Br dont le siège social sera à Mogi as Cruzes, p prévoit au début une production de 50.000 tonn d'acier par an. (SVENSKA DAGBLADET).

d) Matériel électrique.

19 juin 1962 - Un accord a été passé entre les rités et certaines sociétés suédoises pour que dernières leur livrent un matériel technique, n tamment des radars et appareils électroniques assureraient une surveillance efficace du terr (STOCKHOLMS-TIDNINGEN).

3 juillet 1962 - La société L.M. ERICSSON (télé nes) comptait en 1961 plus de 36.000 employés arrivait au chiffre d'affaire de 1 milliard 14 millions de couronnes suédoises. Pendant les 5 dernières années, le chiffre d'affaire a augmen de 67%. (DAGENS NYHETER).

12 septembre 1962 - Le département de matériel frigorifique est actuellement en progression con tante. Une nouvelle usine a été créée par ELEC HELIOS à Mariestad pour fournir 100.000 appareil par an. (STOCKHOLMS-TIDNINGEN).

13 octobre 1962 - D'après la STOCKHOLMS-TIDNIN on prévoit de transporter de l'énergie électri de la Scandinavie vers le continent. La Suède e le Danemark commenceraient d'abord à coopérer avec l'Allemagne fédérale. La société ASEA pourr fournir pour ce projet du matériel pour un mont d'environ 50 à 75 millions de couronnes suédoise

e) L'Allemagne domine le marché automobile de la Suède.

Le marché suédois d'automobiles est ralativement important. Si 40% de ce marché sont assurés par des compagnies automobiles suédoises, 42% toutefois sont d'origine allemande(l'Allemagne occidentale est, dans ce secteur, le principal fournisseur de la Suède). En général, ce sont les conditions climatiques qui déterminent le choix d'une voiture. Les acheteurs ont besoin d'une voiture solide pour affronter les hivers souvent rigoureux et les routes assez mauvaises du pays.

Le tableau suivant montre la prédominance de la Suède en Scandinavie, pour le nombre des voitures.

PAYS	Total des automobiles, en 1960	Voitures privées par 1000 hab.	Camions par 1000 hab.
Suède	1.324.021	160	16
Danemark	577.234	89	36
Finlande	255.830	41	15
Islande	20.300	83	35
Norvège	337.381	63	30
France	7.184.400	122	35
All. occ.	5.058.879	81	13
U.S.A.	72.925.000	340	64

(Source : Statistisk Årsbok för Sverige, 1962. Tab. 479.)

La Scandinavie possède une industrie automobile dont les compagnies principales (VOLVO, SAAB, SCANIA VABIS) sont toutes suédoises. Cette industrie, cependant, reste modeste, comparée aux grandes firmes d'Europe et des Etats-Unis.

PAYS	Production d'autos particulières (milliers)
Suède	98 (1959)
Danemark	21 (1960)
France	998 (1961)
Italie	694 (1961)
All. occ.	1.752 (1961)

(Source : Statistisk Årsbok, 1962. Tab. 464).

15 juin 1962 - La société VOLVO envisagera
cas de non admission de la Suède au marché
de construire des usines d'automobiles à l'
rieur des frontières de la C.E.E. et cela
des raisons de débouchés plus grands. (DAG
NYHETER).

4 juillet 1962 - La société SAAB qui produ
actuellement 36.000 automobiles par an se
de porter sa production dans les années à
entre 50.000 et 60.000 véhicules. (DAGENS

4 août 1962 - "The Economist" écrit : "VOL
tite société, a acquis une réputation mondi
par la qualité de sa fabrication. En 1961,
a construit 80.000 autos et 12.000 camions.
à ses modèles standards, VOLVO a pu réduire
prix de revient et le rendre ainsi compétit
Suède achète environ 181.000 véhicules par
société VOLVO fournit à la Suède environ 2
parc national et exporte le reste."

f) La Suède est le premier producteur de bo
en Scandinavie.

Le rôle de la Scandinavie du point de vue navi
est, on le sait, des plus important. Les Norvégien
dominent, et de loin, comme l'indique le tableau su

P A Y S	Marine Marchande en juin 1961 (milliers de tonneaux)
Suède	3.996
Danemark	2.307
Finlande	854
Islande	109
Norvège	12.025
France	5.117
All. occ.	4.771
Gde Bretagne	21.465

(Source : Statistisk-Årsbok för Sverige, 1962. Tab

Cela a favorisé le développement des chantiers navals en Suède. La Norvège est le pays qui achète le plus. Le tableau suivant indique la production de navires en 1961.

P A Y S	1000 tonneaux
Suède	742
Danemark	211
Finlande	103
Norvège	363
France	446
Pays Bas	571
All. occ.	962
Gde Bretagne	1.192
Japon	1.799

Pour ce qui est de la construction navale, KONJUNKTUR-LAGET signale que "pour les chantiers navals de petite et moyenne importance, durant le premier semestre de l'année, les commandes ont été très faibles et les ouvriers ont surtout été occupés à des travaux de réparation. Dans les grands chantiers navals la situation jusqu'ici est un peu plus favorable grâce à l'augmentation importante des commandes intervenue il y a quelques années et qui permet encore un taux de croissance de la production élevé".

29 août 1962 - Le chantier ERIKSBERG, situé près de Göteborg, doit construire un pétrolier de 92.750 tonnes pour la Cie MOBIL TANKSHIPS Ltd, Hamilton, Bermude. Le pétrolier sera un des plus important de la flotte mondiale (GÖTEBORGS HANDELS - OCH SJÖFARTSTIDNING).

1er octobre 1962 - Huit chantiers navals de petite et moyenne importance ont constitué une société commune de service : "AB UNI-YARDS", (siège social Göteborg). Le but de cette société est de coordonner le travail de ces différents chantiers. La société fabrique des bateaux jusqu'à 4.000 DWT. (SVENSKA DAGBLADET).

9 novembre 1962 - Le plus grand navire construit en Suède en 1962 a été mis à flot en avril de la même année et sort du chantier KOCKUM à Malmö. C'est le pétrolier "Esso Lancashire" avec 81.138 tonnes dw. En novembre 1962, la société KOCKUM avait déjà mis à flot neuf navires de 350.225 dwt. (SVENSKA DAGBLADET).

g) Industries chimiques et pétrole

27 juin 1962 - La société pharmaceutique ASTRA construit actuellement une nouvelle usine en Holla Une telle implantation s'explique du fait que les frais de production sont moins élevés en Hollande qu'en Suède et aussi par la crainte que la Suède n'adhère pas au Marché Commun. (DAGENS NYHETER).

18 juillet 1962 - SVENSKA ESSO AB a eu un chiffre d'affaire en 1961 un peu moins élevé qu'en 1960. Elle est même déficitaire de 300.000 couronnes suédoises. (GÖTEBORGS HANDELS-OCH SJÖFARTSTIDNING).

19 juillet 1962 - Cinq usines complètes montées en Suède vont être implantées en Union soviétique. Elles sont évaluées à 20 millions de couronnes suédoises, et destinées à l'industrie de cellulose (vendeur : AB ROSENBLADS PATENTER). (DAGENS NYHETER

11 novembre 1962 - La société FÖRENADE SUPERFOSFAT-FABRIKER a décidé de créer une succursale à Sfax (Tunisie) prévoyant une production annuelle de 150.000 tonnes de "triple superphosphate". (DAGENS NYHETER).

h) La Suède est le premier producteur de bois en Europe du Nord-Ouest

D'après les statistiques, la France et la Suède ont une production presque équivalente de bois. La production par tête d'habitant est extrêmement élevée en Suède. Le tableau ci-dessous indique, cependant, que la Finlande est également en bonne position.

PAYS	Production de bois en millions, m3	m3/hab.
Suède	46	6,2
Danemark	1,8	0,4
Finlande	42,3 (1959)	10
Norvège	7,7	2,1
France	42,0	0,9

(Source : Statistisk Årsbok för Sverige, 1962. Tab. 464).

La production de pâte à papier donne les résultats suivants :

PAYS	Production de pâte à papier en 1960. 1000 t.	tonnes par 1000 hab.
Suède	4.975	665
Finlande	3.693	831
Norvège	1.516	423
France	1.144	25
U.R.S.S.	3.132	15

(Source : Statistisk Årsbok för Sverige, 1962. Tab.464 et 449).

La production de papier-journal est également très importante en Suède (de même qu'en France). Les industries dont la production a le bois pour base se sont en général développées au 19e siècle en Suède. A un degré très élevé, les produits sont envoyés à d'autres pays d'Europe, ce qui fait que l'économie suédoise est profondément liée à celle de ses partenaires commerciaux.

La surproduction caractérise l'industrie des produits du bois dans le monde et l'industrie de la pâte à papier a été particulièrement touchée. KONJUNKTURLÄGET écrit :

"Le relèvement des prix et de la production attendu pour deuxième trimestre n'a pas eu lieu. L'explication réside la situation économique de la Grande-Bretagne où les réductions de stocks ont continué jusqu'à un niveau très bas. La revue poursuit : "En vue de la stabilisation du marché de la pâte à papier un accord est intervenu entre les producteurs de cette branche au cours de l'été. Une diminut supplémentaire de la production de 3%, soit au total d'environ 150.000 tonnes, a été décidée".

On indique que "les ventes de l'année dans le secteur du bois de charpente sont analogues à la moyenne des résultats obtenus pendant les cinq dernières années. Cela correspond pour la production à une légère baisse (de quelques pour cent) de 1960 à 1962. Comme toujours, ce sont les plus petites entreprises de cette branche qui ont subi en premier lieu le contrecoup de cette diminution".

La production de papier journal a connu, elle aussi, des difficultés. La revue KONJUNKTURLAGET écrit : "Les producteurs de papier journal des pays nordiques ont décidé au milieu de septembre, de continuer à réduire leur production exportable (cette fois-ci de 25%) proportionnellement au potentiel propre de chaque entreprise.

4. - Marché important pour les produits industriels, la Suède dépend de l'Europe qui absorbe 80% de ses exportations

En 1961, le total des importations suédoises ressortait à 15 milliards de couronnes suédoises (soit approximativement 15 milliards de francs 1963) contre 14 milliards pour les exportations. Le déficit apparent était partiellement couvert par des rentrées invisibles. Les marchandises exportées comprenaient deux fois plus de produits élaborés que de produits finis.

Il n'est pas inutile de souligner l'ampleur d'une telle activité. Le tableau (page suivante) qui rapporte, pour la Suède, la Finlande, la Norvège et la France, la valeur en dollars américains du commerce extérieur à la population le montre aisément.

Valeur par tête et en US $ des exportations et importations en 1961

PAYS (1)	Exportations en $ US	Importations en $ US	Balance + ou, - en $ US
Suède	373	398	- 25
France	155	146	+ 9
Finlande	232	253	- 21
Norvège	258	446	-188

(1) Pour mémoire, on rappellera que la valeur correspondante par tête s'élève aux Etats Unis à US $ 112 pour les exportations et à US $ 80 pour les importations.

a) Prépondérance des Marchés européens

La Suède est une grosse importatrice de produits industriels et d'énergie (charbon et hydrocarbures). L'isolement de la Suède en cas de conflit international aurait, ainsi, de profondes répercussions sur son économie, - le pétrole étant vital pour beaucoup d'industries. On remarque aussi que l'importation de produits alimentaires est importante : produits exotiques (café, thé, tabac...), vins, produits qu'on ne peut obtenir sous le climat nordique. On a déjà parlé du Commerce Extérieur de la Suède dans les numéros précédents d'INTER-NORD. Le tableau ci-dessous montre la répartition géographique des exportations depuis la période 1936-1939.

Répartition géographique des Exportations suédoises.%

	1936/39	1946/50	1951/55	1956/59	1960/61
Pays nordiques	16,5	16,3	14,1	18,2	21,0
Royaume Uni	24,1	17,0	15,4	17,2	15,3
Allemagne	17,4	6,2	12,5	14,4	16,0
France, Belgique, Hollande	10,8	16,1	16,9	14,7	13,5
Reste de l'Europe	9,7	18,0	17,9	11,9	12,8
Europe totale	78,5	73,6	76,8	76,4	78,6
Amérique du Nord	12,0	9,2	7,4	8,1	6,6
Amérique du Sud	3,2	8,9	6,8	5,8	5,5
Asie	3,7	3,3	3,5	4,4	4,4
Afrique	1,9	3,4	3,4	3,6	3,6
Ensemble des pays non-européens	21,5	26,4	23,2	23,6	21,4

(Source : Fridlizius : Sveriges Export 1850-1960, p.132, "Svensk Export", n° 15 ärg 68).

On notera la prépondérance permanente des débouchés européens (presque 80%) sur les autres, de même que le retrécissement, depuis la fin de la guerre, du marché britannique (de 24 à 15%) et le retrécissement encore plus marqué du marché nord-américain (de 12 à 6%). Il n'est pas négligeable, toutefois, d'ajouter que sur la longue période considérée, c'est, au total, vers les pays nordiques que les exportations suédoises ont enregistré, en valeur, le plus fort et le plus régulier exhaussement.

La Suède : ses importations, ses exportations

PRODUITS	Importations en 1961, en millions de Kr suédoises	%	Exportations en millions de Kr suédoises
Alimentation, boissons, tabac	1754,9	11,6	443,7
Produits bruts sauf combustibles	1320,3	8,7	4368,9
Minéraux combustibles, hydrocarbures, etc...	2050,9	13,9	-
Produits chimiques	1151,8	7,6	412,7
Produits manufacturés	4791,9	31,7	4364,1
Machines, appareils véhicules	4047,2	26,8	4580,3
TOTAL	15117,0	100	14169,7

b) La Suède est toujours prête à discuter d'une large association au Marché Commun, déclare un ministre suédois.

En 1962, une question fondamentale préoccupe tout naturellement l'opinion suédoise, et c'est l'adhésion de la Suède au Marché Commun. Ainsi au cours de la visite à Bruxelles de M. LANGE, ministre suédois du commerce, le 28 juin 1962, on a pu noter autre autres quelques passages de sa déclaration à propos de cette adhésion : "Mon gouvernement s'est toujours penché sur le problème de l'intégration. La Suède ainsi que les autres pays membres de la Zone de Libre Echange ont toujours considéré qu'un tel organisme est un premier pas vers l'intégration. L'objet de notre visite est d'apporter une participation à cette intégration et nous sommes disposés à en supporter les conséquences" (1).

(1) SVENSKA DAGBLADET 29 VII 1962.

Après avoir évoqué la neutralité de la Suède et brossé un tableau général de ses problèmes économiques, M. LANGE a terminé en déclarant : "Mon gouvernement a manifesté le désir d'entreprendre les négociations pour une large association économique avec la Communauté et se trouve prêt à en discuter dès que vous en manifesterez le désir. Je viens de montrer que mon gouvernement est disposé à contribuer largement à cette coopération européenne, et à examiner avec vous en détail tous les points du traité de Rome. Nous pensons qu'une large association qui donnerait la possibilité à la Suède de participer à l'intégration européenne serait avantageuse pour la Communauté. Les conditions de neutralité, malgré leur importance pour notre pays, ne gèneront pas les intérêts et le développement futurs de la Communauté". (1)

L'entrée de la Suède dans le Marché Commun semble maintenant très souhaitée par l'ensemble des industries suédoises : les ouvriers, dont l'attitude au début était hostile ou au mieux indifférente, sont maintenant favorables à cette entrée. Voici quelques opinions à ce sujet :

28 mai 1962
Le correspondant de DIE WELT à Stockholm communique : "Les investissements suédois dans les pays de l'AELE étaient au printemps 1962 de 59 millions de couronnes suédoises (1960 : 44,5 millions). Dans les pays appartenant à la C.E.E., les investissements étaient en même temps de 65,1 millions de couronnes suédoises. Pendant la période allant de 1958 à 1961, les Suédois ont investi 149,1 mill. cour. suéd. dans les pays de l'AELE et 345 mill. dans les pays du Marché Commun."

15 août 1962 - Selon DAGENS NYHETER, plusieurs entreprises suédoises grandes et moyennes envisagent, en raison des inquiétudes qu'elles éprouvent sur le résultat des négociations de la Suède avec la CEE, d'installer des filiales dans les pays de la CEE.

30 septembre 1962 - Le professeur Folke KRISTENSSON a déclaré, lors d'une conférence, que les pays nordiques constituent actuellement un ensemble économique. (STOCKHOLMS-TIDNINGEN).

(1) SVENSKA DAGBLADET, 29 juillet 1962.

6 novembre 1962 - Le premier Ministre, M. Erl
a souligné lors d'un discours la difficulté q
prouveraient un certain nombre d'industries su
doises au cas où un traité ne serait pas conc
avec la CEE. Il a cependant ajouté que l'abse
d'un tel accord n'aurait pas de conséquences t
sérieuses. (DAGENS NYHETER).

Janvier 1963 - Les négociations entre la Suède
la Commission du Marché Commun n'ont pas abou
bien que les deux parties aient fait des décla
tions de bonne volonté. Elles ont été souligné
par deux récentes missions gouvernementales e
France.

SUEDE SEPTENTRIONALE

ALORS QUE DANS L'ENSEMBLE DE LA VIE ECONOMIQUE SUEDOISE, DIVERS SECTEURS IMPORTANTS SONT AFFECTES PAR UNE REDUCTION DE LA DEMANDE DE MAIN D'OEUVRE, LES DEPARTEMENTS DU NORRLAND SONT TOUT PARTICULIEREMENT CONCERNES PAR CE PROBLEME ET CONNAISSENT UNE SITUATION SENSIBLEMENT AGGRAVEE PAR RAPPORT AUX ANNEES PRECEDENTES.

Dès le printemps dernier, les prévisions émises par les experts des problèmes de l'emploi s'avéraient peu optimistes pour l'hiver 1962-1963. A l'entrée de l'hiver, ces pronostics se sont confirmés.

25 mars 1962 - Il y a actuellement en Suède 31.700 chômeurs. Un tiers des chômeurs se trouvent au Norrland qui ne détient que 16% de la population.

5 avril 1962 - Un redoublement du chômage est à craindre durant le prochain hiver.

28 septembre 1962 - La demande en main d'oeuvre a diminué. La situation est cependant caractérisée par une grande inégalité géographique. Le Sud et la plus grande partie de la Suède Centrale, y compris les grandes villes, peuvent toujours compter sur un bon emploi. Les risques de chômage existent surtout dans les départements forestiers. Ainsi, le problème du Norrland et des départements forestiers se trouve placé au centre de la politique de l'emploi.

12 octobre 1962 - La demande de main d'oeuvre présente de grandes différences géographiques. Pas assez de population autour des grandes villes, alors que dans les

trois départements les plus septentrionaux, le nom des places disponibles a baissé de 30 à 40% depuis l'an dernier.

C'est toutefois dans le département du Västerbotten que la situation est la plus mauvaise, notamment en ce qui concerne le bâtiment et les chantiers, en raison notamment de la réduction des constructions de barrages.

19 novembre 1962 - Le secteur le plus touché par le chômage est celui de l'exploitation forestière où la demande est actuellement de 80% inférieure à celle de l'an passé. M. Bertil OLSSON, directeur de l'Administration du Marché du Travail, a estimé à 10.000 le nombre des travailleurs des Forêts en passe de se trouver sans travail. Dans les mines, les effectifs étaient, en automne, 7 à 8% plus bas que l'an dernier. Toutefois, en ce qui concerne l'ensemble de l'économie suédoise, la situation du marché du travail peut être considérée comme bien équilibrée. La demande de main d'oeuvre n'a diminué que de 10% par rapport à l'an passé. Les résultats des statistiques de novembre sont attendus avec grand intérêt.

Nous distinguerons trois secteurs de détérioration de l'emploi dans le Norrland. L'affaiblissement de la conjoncture concerne, en effet, la sylviculture et l'industrie de la cellulose, au premier chef. Mais la forte concurrence internationale affecte également les mines et l'industrie métallurgique.

Enfin, le renversement de la politique de l'énergie aboutit brusquement au ralentissement des constructions de la Compagnie de l'Energie Hydro-électrique (VATTENFALL) sur le fleuve Stora Lule, et à l'abandon pur et simple du gigantesque projet d'édification de 37 ouvrages hydro-électriques sur les fleuves Torne et Kalix (cf. INTER-NORD n°4, pp. 24-25). Outre le licenciement de plusieurs centaines de travailleurs sur le fleuve Stora Lule, l'abandon du projet d'utilisation de l'énergie des fleuves Torne et Kalix prive la région du Tornedal, proche de la Finlande, de l'espoir de plein emploi pour les prochaines années, et ne peut que renforcer le courant d'émigration vers le sud du pays.

A - SYLVICULTURE ET INDUSTRIES DU BOIS

1) La situation du marché international. - Les difficultés rencontrées sur le marché international des produits du bois : pulpe, cellulose, papiers, contrarie sérieusement l'économie suédoise dont 31% des exportations relèvent de ce secteur.

a) Développement de la production étrangère

5 mars 1962 - Le développement de l'industrie nord-américaine de la cellulose a fait perdre à la Suède ses débouchés aux U.S.A., et la gêne sur ses marchés traditionnels d'Amérique Latine et d'Extrême Orient. Et, selon ce qu'a déclaré M. Gösta HALL devant une assemblée des Inspecteurs des forêts, si l'Amérique du Nord plaçait son surplus de cellulose sur le marché ouest-européen, il deviendrait nécessaire à l'industrie suédoise de se tourner vers la production de papiers. De ce fait, l'adhésion au Marché Commun deviendrait plus que jamais impérative.

23 novembre 1962 - Le développement en cours de l'industrie italienne du papier s'annonce dangereux pour les débouchés européens de la production suédoise. La production italienne de papiers et cartons qui, avant la guerre, s'élevait à 530.000 tonnes a atteint en 1961 plus de 1,6 millions de tonnes. La production actuelle correspond à la consommation. Cependant, on considère qu'au début de l'année prochaine, la capacité de production atteindra les 2 millions de tonnes, et que les investissements considérables en cours permettront d'atteindre en 1965 les 3,4 millions de tonnes.
Cette expansion conduit l'Italie à être le plus difficile obstacle de l'association de la Suède et de l'Autriche au Marché Commun. L'Italie demande que l'importation de papier en provenance de ces pays soit contingentée.

b) Limitation de la production suédoise

8 août 1962 - Les conditions actuelles sur le marc
la cellulose exigent de la part de la Suède une li
tion de production qui corresponde à un volume de
d'environ 3 millions de m3sk par an, soit une quant
équivalant à 6% de la production 1961, a déclaré M.
Gunnar AGRELL, devant la Fédération des associatio
de propriétaires de forêts.
Or les abattages ont augmenté d'environ 8% par rap
à l'année précédente, ce qui aboutit, la baisse de
sommation aidant, à une augmentation de stocks d'e
ron 7 millions de m3sk ; cette quantité correspond
1/3 de la consommation annuelle normale des indust
de la cellulose en Suède.

c) Productivité suédoise insuffisante

13 juin 1962 - Dans un discours à la Chambre de
Commerce de Örnsköldsvik, M. Eije MOSSBERG a soulig
que la structure de l'industrie du bois en Norrland
n'est pas aujourd'hui satisfaisante. Alors que la
production moyenne par unité s'élevait à 150.000 t.
par an dans les fabriques de sulfite finlandaises,
chiffre correspondant pour les fabriques du Norrla
était de 100.000 tonnes, ce qui constitue évidemment
un élément de faible pouvoir concurrentiel. Le prix
de la tonne de pâte à papier suédoise était de 50
plus élevé que celui de la pâte à papier finlandais
Selon M. MOSSBERG, la réorientation de la productio
doit s'effectuer dans le sens d'une intégration acc

2) Réorientation des méthodes d'exploitation. - La concu
américaine et soviétique tend à remettre en question la
ture même de la sylviculture suédoise, en ce qui concern
au moins la petite propriété forestière.

a) Nécessité d'une diminution de la main d'oeuvre

26 juillet 1962 - En règle générale, les entreprises couvrent leur besoin de main d'oeuvre, 2/3 avec une main d'oeuvre fixe employée toute l'année dans la forêt, 1/3 avec une main d'oeuvre saisonnière qui travaille dans l'agriculture durant l'été. Cette utilisation d'une main d'oeuvre saisonnière diminue au fur et à mesure de la mécanisation de la sylviculture. C'est dans les petites propriétés forestières de paysans que les variations saisonnières de l'emploi sont les plus grandes. La rationalisation de l'exploitation des forêts appelle la constitution de vastes unités d'exploitation susceptibles de fournir un emploi égal toute l'année.

Toutefois, M. Erik HÖJER, Directeur Général de l'Administration des Domaines, soulignait récemment, dans un article intitulé "le dilemne de la sylviculture", qu'une mécanisation poussée des exploitations forestières ne devait pas être effectuée trop brusquement, mais adaptée à la situation de la main d'oeuvre - tout particulièrement en Norrland où celle-ci est pléthorique.

b) L'exploitation forestière au seuil d'une révolution technique

27 juillet 1962 - Selon M. Ulf SUNDBERG, Professeur à l'Ecole Supérieure des Forêts, la sylviculture suédoise ne maintiendra sa rentabilité qu'au prix d'une mécanisation poussée, menée selon les normes d'une industrie moderne et hautement rationalisée ; ainsi, pour pouvoir concurrencer les sylvicultures américaine et soviétique : constitution de grandes unités d'entreprise liées à des unités d'exploitation bien découpées et non dispersées comme le sont actuellement les parcelles des propriétés de paysans.

10 octobre 1962 - La sylviculture suédoise se trouve au seuil d'une révolution technique. Les exploitations forestières appartenant aux sociétés poursuivent les programmes destinés à limiter les coûts de l'abattage.

On estime que le nombre de jours de travail par m³ de bois abattu actuellement d'environ 0,35 devrait pouvoir être réduit à 0,04-0,21 selon le degré de rationalisation.

Toutefois, si l'utilisation de nouvelles techniques ne pose pas de difficulté dans le cas des exploitations appartenant à des sociétés industrielles, l'exploitation privée des paysans se trouve dans un dilemme. En effet, le problème ne se situe pas entre la volonté ou le refus de mécaniser, mais avant tout dans l'obstacle que constitue pour la rentabilité des machines la trop grande parcellisation, de même que l'éloignement des diverses parcelles. Or, l'exploitation forestière privée représente la moitié de la surface des forêts et 60% de la valeur productive.

3) Indications sur les chiffres du chômage

Il s'est avéré peu aisé de dégager de la lecture de la presse quotidienne des chiffres précis concernant le chômage tout particulièrement en ce qui concerne tel secteur déterminé, ou telle région particulière. Toutefois, les chiffres concernant les départements forestiers sont significatifs en ce qui concerne le chômage dans les exploitations forestières qui fournissent le plus fort contingent des sans-travail.

20 septembre 1962 - Le chômage en Norrbotten ne cesse d'augmenter. L'exploitation forestière et le bâtiment semblent les plus exposés. En août, il y avait 1.596 chômeurs, et le 10 septembre 80 supplémentaires. Parmi les travailleurs des forêts, 405 se trouvaient sans travail.

Si l'on compte les travailleurs utilisés dans les "travaux en réserve" (beredskaparbeten), et ceux placés

dans les cours de formation professionnelle, le nombre total des chômeurs dépasse les 3.500 dans le département du Norrbotten.

19 novembre 1962 - C'est la population forestière qui sera exposée, cet hiver, aux plus grands risques de chômage. La demande de main d'oeuvre est dès maintenant, dans les exploitations forestières, inférieure de 80% à celle de l'an dernier. 10.000 travailleurs seront exposés aux risques de chômage, et deviendront effectivement chômeurs si des mesures énergiques ne sont pas prises.

24 octobre 1962 - Le nombre de chômeurs déclarés dans le Département du Norrbotten était, lors du tout dernier recensement, 2.028 contre 1.861 en octobre de l'année dernière. D'autre part, le chiffre d'octobre impliquerait une augmentation de 352 par rapport à celui de septembre. Pour donner un tableau exact, il faut en outre signaler que 1.400 se trouvent employés dans les "travaux en réserve", et 1.200 dans les cours de formation professionnelle. C'est, par conséquent, un total de 4.600 emplois qui n'ont pu être fournis dans le département, soit 1.100 de plus que l'an dernier.

21 novembre 1962 - Le nombre des chômeurs s'est élevé à 23.000 au milieu de novembre, soit 3.700 de plus que le mois précédent, et 2.200 de plus qu'en novembre 61.

En Norrbotten, les chiffres de cette année sont considérablement plus élevés que ceux de l'an dernier. Le nombre total des chômeurs dans le département est actuellement 2.787, soit 759 de plus qu'en octobre, et 522 de plus qu'en novembre 1961.

3 décembre 1962 - Le développement de ces dernières semaines a été tel que l'Administration du Marché du

Travail a demandé une subvention supplémentaire d
200 millions de Kr pour parer à la situation actu
de l'emploi. Cette subvention s'ajouterait à la s
vention de 190 millions antérieurement consentie.

4) Optimisme pour les prochaines années. - Les experts
comptent sur un développement rapide du marché du papi
dans le monde, au fur et à mesure que les pays du Tiers
Monde bénéficieront d'un potentiel économique plus ass
C'est dans cette perspective optimiste que se comprend
l'édification des trois nouvelles usines de cellulose d
l'extrême-sud de la Suède : Mörrum, Fiskeby, Nymölla.

7 septembre 1962 - La Scanie surgit comme région p
ductrice de cellulose avec la nouvelle usine, Nymö
AB, qui met à profit les toutes nouvelles méthodes
expérimentées aux U.S.A. et au Canada. Abandonnant
méthodes du sulfite et du sulfate, elle utilise le
magnefite (magnefitmetoden). Son capital de l'ordre
25 millions de Kr est réparti entre 5.000 actionna
Nymölla donnera à plein rendement 85.000 tonnes de
cellulose par an.

13 septembre 1962 - La nouvelle usine de Mörrums K
à Blekinge est la propriété des propriétaires fores
tiers du sud de la Suède, au nombre de 23.000. Sa
capacité maximum est de 140.000 tonnes de sulfate
cellulose blanc (blekt sulfatmassa). Son capital d
tions est de 30 millions Kr.

15 novembre 1962 - Selon un pronostic de FAO, la co
sommation mondiale de papier doublerait durant la
période 1960-1975.

On s'oriente actuellement en Suède en vue d'une
expansion considérable pour 1965.

B - MINES ET INDUSTRIES METALLURGIQUES ET MECANIQUES

1) Les mines de LKAB. - Dans une situation semblable à celle de la cellulose, très forte concurrence internationale, abaissement des prix, la société de Kirunavaara-Luossavaara poursuit sa politique d'investissements et d'accroissement de production.

a) Production et ventes de LKAB

2 février 1962 - Dans une déclaration au DAGENS NYHETER, le Directeur de LKAB, M. Arne LUNDBERG, a rappelé qu'il existe actuellement un surplus de production de minerai dans le monde, et que cette situation peut se prolonger durant les années 60. Bien que la concurrence devienne plus dure, la société LKAB considère toutefois avec optimisme ses possibilités de développement. Sur le plan de l'emploi, il existe certaines difficultés à trouver des ouvriers qualifiés en nombre suffisant, et d'autre part la situation actuelle commande des compressions de personnel.

17 février 1962 - Développement de la production, croissance des investissements, telles sont les lignes du programme de LKAB dans les dix prochaines années présenté par M. Arne LUNDBERG. De près de 17 millions de tonnes en 1961, la capacité de production prévue dans 3 ans s'élève à 21 millions de tonnes et à la fin des années de 1960 à 25 millions de tonnes annuels. La sévère concurrence sur le marché du minerai oblige les mines peu rentables à fermer. Par notre augmentation de production, nous ne visons pas à conquérir de nouveaux marchés, mais seulement à conserver ceux que nous avons.

14 novembre 1962 - Une délégation de LKAB et de la Société Grängesberg, sous la direction de MM. Arne LUNDBERG et Erland WALDENSTRÖM, a conclu, à Dusseldorf,

des accords avec l'industrie de la Ruhr au sujet des livraisons de minerai pour l'année prochaine. L'accord prévoit des quantités inchangées par rapport aux livraisons de cette année, et qui se composent, en majeure partie, de minerais phosporeux. Les prix des minerais ont maintenant été abaissés en moyenne d'un peu plus de 7% en vue de s'adapter à la concurrence du minerai américain, pauvre en phosphore.

28 novembre 1962 - M. Arne LUNDBERG croit à une vente de minerai accrue en 1963, mais il n'est pas sûr que cela puisse compenser les pertes subies du fait de la baisse de 7% du prix du minerai sur le marché allemand.

b) Investissements de LKAB

17 février 1962 - En 1962, les investissements de LKAB passeraient de près de 100 millions Kr en 1961 à 150 millions.

28 novembre 1962 - Les investissements de LKAB s'élèveraient à 110 millions Kr en 1963.

12 décembre 1962 - Plus de la moitié des investissements de LKAB seront consacrés à la nouvelle mine de Svappavaara et au nouveau port de Lulea. L'ensemble des investissements s'éleveraient à 200 millions Kr.

c) Politique de l'emploi chez LKAB

15 mars 1962 - Le nombre d'emploi dans les mines de LKAB qui a diminué, durant les deux premiers mois de l'année de 93 personnes pour atteindre le chiffre de 3.195, est considéré devoir diminuer encore durant le reste de l'année de 200 à 300 hommes. Il n'y a pas de licenciements

proprement parler mais pas de nouvelle embauche, on ne remplace pas les partants. Le surplus de personnel est dû principalement aux investissements qui permettent une mécanisation élevée. Les nouveaux emplois possibles sont réservés à ceux qui sont passés par l'école minière de l'entreprise.

29 septembre 1962 - Le nombre des emplois dans les mines a diminué de 400 depuis le ler janvier 1962.

19 novembre 1962 - Le nombre des travailleurs a diminué dans les mines, cet automne, de 7 à 8% par rapport au chiffre d'automne dernier.

28 novembre 1962 - M. LUNDBERG a fait savoir qu'il n'y avait pas de licenciement en cours, mais que LKAB poursuivrait l'an prochain sa politique restrictive de l'emploi.

2) Les aciéries de NORRBOTTENS JÄRNVERK AB. - Les aciéries de NJA connaissent naturellement des difficultés au moins égales au reste de l'industrie mécanique suédoise dont le développement connait un certain ralentissement. L'expansion de NJA, conçue à une époque de haute conjoncture, constitue aujourd'hui un des facteurs primordiaux de l'affirmation du Nord suédois en tant que région active, et non point simple dépendance touristique de la Suède méridionale.

a) Coup d'oeil sur l'industrie mécanique de l'ensemble du pays

ler juin 1962 - Durant le ler trimestre 1962, l'industrie mécanique suédoise a continué d'augmenter sa production. Cependant, le rythme d'accroissement a été plus lent qu'auparavant. D'autre part, dans les chantiers navals, la production a progressé, si bien que la Suède est devenue le plus important exportateur de navires du monde.

15 juin 1962 - L'industrie suédoise du fer et de l'
s'est convenablement tirée d'affaire par rapport à
gravation de la situation du marché qui s'est produ
l'an dernier. Une relative incertitude règne toutef
en ce qui concerne le proche avenir, constate le pé
dique de SVENSKA HANDELSBANKEN.

Par ailleurs, les très vastes plans d'extension de
l'industrie européenne du fer et de l'acier reflète
l'optimisme à longue vue qui y règne. On compte sur
un besoin croissant de fer et d'acier dans les pays
en voie de développement.

Enfin, on assiste en Suède à un accroissement de l
production de tôles minces, à une diminution des be-
soins en tôles épaisses. La Suède tend à devenir un
pays exportateur.

23 novembre 1962 - Les chefs d'entreprise expriment
dans l'ensemble un pessimisme modéré. Les prix sont
estimés très insuffisants. Mais l'emploi serait main-
tenu à un niveau élevé. Mais on s'attend de plusieurs
côtés à ce qui les difficultés se prolongent au-delà
d'un an. La capacité européenne de production pour l
fer et l'acier est trop grande. L'industrie métallur-
gique s'est développée plus vite que la demande. Les
gros producteurs ont comprimé leurs prix fortement, c
qui crée des difficultés sur le marché suédois lui-
même. Ainsi l'industrie allemande vend en Suède du
fer commercial moins cher que sur le marché intérieur
allemand.

Cependant l'industrie suédoise utilise actuellement
90-95% de sa capacité, alors qu'en Angleterre, le
chiffre correspondant est 70-75%, en Allemagne, en
France et en Italie, autour de 90%.

Si, dans la concurrence européenne, l'industrie sué-
doise est gênée par les hauts salaires qu'elle verse,
elle est en revanche servie par sa haute productivité

Par unité productive, alors que les contributions suédoises sont au nombre de 69, les chiffres respectifs des concurrents européens sont : Allemagne 92, France 109, Grande Bretagne 132.

3 décembre 1962 - Des symptômes de baisse de production se manifestent dans les fonderies et certains secteurs de l'industrie mécanique.

b) Investissements, production et vente du NJA (NORRBOTTENS JÄRNVERK AB)

30 mai 1962 - NJA rend compte de très gros investissements dans son compte rendu d'activité pour 1961. Dans les nouvelles installations ont été investis 43,3 millions Kr contre 21,4 millions l'année précédente.

13 septembre 1962 - Le développement de Lulea se poursuit sur sa lancée des années 1950. Au cours de cette année 1962, pas moins de 120 millions Kr. ont été investis dans les activités de la ville. Les investissements pour NJA entrent pour 7 millions Kr dans cette somme.

20 septembre 1962 - L'expansion des aciéries du Norrbotten se poursuit. 25 millions Kr seraient investis pour la réalisation d'un nouveau four électrique, automatisé, en vue de la fabrication de l'acier suivant un nouveau procédé. L'installation serait fin prête en automne 63.

30 octobre 1962 - 60 millions Kr seraient affectés à la modernisation de NJA. Outre la construction du four électrique, un laminoir universel serait prévu. On compte que 1965 verra la fabrication de nouveaux produits. POUr financer les nouvelles installations, NJA a l'intention de lancer un emprunt de 20 millions Kr, et de régler les 40 millions restant par auto-financement.

18 juin 1962 - Un laminoir ultra-moderne a été inaug par NJA. L'importance de cet équipement devrait s'av considérable pour l'économie régionale.

24 octobre 1962 - Durant les années 1950, le nombre nouveaux emplois à NJA a été de 2.000. Aujourd'hui l tableau du marché du travail ne manque pas d'éléments de préoccupations.

23 novembre 1962 - En raison de sa situation géograp que, NJA subit des variations saisonnières plus fort que le reste de l'industrie métallurgique du pays, déclare M. Gösta LUTHMAN. Toutefois, jusqu'à Noël, nous avons vendu toute notre production et marchons à plein. Pour le moment, nous n'envisageons pas de licenciements.

30 mai 1962 - Les ventes de NJA ont baissé en 1961 de 14,2 millions Kr par rapport à celles de 1960 : 213 millions Kr contre 228,1 millions Kr.

C - RENVERSEMENT DE LA POLITIQUE DE L'ENERGIE

1) Limitation des besoins. - 1962 aura été l'année d'une portante re-évaluation des besoins suédois en énergie. Le ralentissement du rythme de croissance industrielle n'est qu'un des facteurs qui ont conduit à la reconsidération des objectifs que VATTENFALL avait prescrit pour le développe de la production d'énergie hydro-électrique.

a) Les motifs d'une réduction de la construction hydr électrique

24 mars 1962 - Au cours d'une conférence, M. J-V. NORIN, Directeur de la planification à la Compagnie de l'Energie Hydro-Electrique (VATTENFALL), a esquiss un programme de travail pour la période 1968-75 ; par l'ensemble des problèmes à résoudre à long terme, cel concernant la main d'oeuvre a été attentivement consi

De cet exposé, il découle qu'il n'y aura pas de nouveaux cours d'eau barrés d'ici 1975. L'effort essentiel portera sur la rivière Lule, (achèvement des ouvrages de Laxede, Porsi, Messaure, Letsi et Seitevare), et dans une certaine mesure sur les rivières Skellefte et Ume.

1975 sera l'année où l'énergie atomique est estimée pouvoir commencer à concurrencer l'énergie hydro-électrique. Il est donc loin d'être sûr que les rivières Pite, Kalix et Torne seront jamais barrées.

On considère que les besoins en énergie s'élèveront de 4,5% par an jusqu'en 1975, selon une estimation prudente, et de 6,5% selon une estimation plus large - ce qui supposerait qu'alors la demande aurait plus que doublé. Nous tendons vers une réduction considérable des rythmes de construction à partir des dernières années 60. Actuellement, nous construisons pour 1.500 millions de kilowatt/h par an, après 1965; il ne s'agira plus que de 800 millions.

On peut remarquer qu'une politique de stabilité de l'emploi dans les constructions de barrage sera facilitée par un programme de construction égal et constant.

23 octobre 1962 - Les plans de construction conçus par VATTENFALL depuis la dernière guerre visaient la satisfaction des besoins en énergie même en période de sécheresse. Par le rythme élevé soutenu dans l'activité de construction, le système de sécurité contre la sécheresse est désormais assuré.

Par la suite, VATTENFALL a adopté un programme de développement qui envisageait un accroissement annuel des besoins de 6,5%, qui d'ailleurs a caractérisé longtemps la consommation d'électricité du pays. Cet accroissement n'a été en 1961 que de 5,8%. Les prévisions actuelles de VATTENFALL sur l'accroissement annuel ont été abaissées de 0,9%.

b) Corollaire budgétaire

31 août 1962 - Durant une période d'environ 3 ans, prévoit une baisse des constructions par rapport a plans antérieurs. En effet, d'une part la consomma n'a pas augmenté autant que prévu, d'autre part, l pronostics concernant l'expansion industrielle sont plus pessimistes qu'il y a un an.

Le budget des constructions hydro-électriques est prévu pour 160 millions Kr en 1963/64 contre 233 millions en 1962/63.

2) Option atomique. - Les progrès de la recherche atomiq suédoise, de même que les résultats déjà obtenus sur le plan de la rentabilité par l'industrie atomique britanniq ont décidé les autorités suédoises à envisager l'exploita tion de l'énergie atomique dès la fin des années 60.

16 novembre 1961 - La commission d'enquête s'estim satisfaite par le programme de la centrale d'énergi atomique de Marviken. Les installations devraient fonctionner en 1967-68 environ.

31 janvier 1962 - Marviken entrerait en fonctionnem vers 1967, 1968, et l'énergie atomique produite ind triellement après 1970. Mais l'on a des doutes sur l caractère concurrentiel de cette énergie.

24 mars 1962 - Pas de construction de barrages sur d nouveaux fleuves, a déclaré le chef de la planifica de VATTENFALL, M. J-V. NORRBY. On pense qu'en 1975, l'énergie atomique pourra entrer en concurrence avec l'énergie hydro-électrique.

19 mai 1962 - Les experts suédois sont très attenti au développement de l'industrie britannique de l'éne atomique. Avant 1966, 10% de l'électricité utilisée

Grande Bretagne proviendra de l'énergie atomique. En 1970, le pourcentage s'élèvera à 20%. Outre le gigantisme des installations projetées, la recherche de nouveaux types de réacteurs est le deuxième aspect des efforts pour la diminution du coût de l'électricité produite.

Le prix de revient du Kw dans l'industrie atomique britannique est ainsi passé, au cours des quatre dernières années de 160 livres ster. à 100 , soit 1500Kr. Or le Kw de courant de la centrale de Laxede sur le fleuve Lule revient à 2.000 Kr.

28 mai 1962 - L'énergie atomique va relayer l'énergie hydro-électrique plus vite que nous ne le pensions. Il y a quelques années, les pronostics officiels étaient que l'énergie atomique ne serait pas d'un prix de revient suffisamment bas avant 1980, pour pouvoir concurrencer l'énergie hydro-électrique. Actuellement, on considère que l'électricité atomique sera d'un usage courant entre 1970 et 1980.

7 juillet 1962 - Comparativement aux plans antérieurs, les plans actuels de la première usine d'énergie atomique suédoise, la centrale de Marviken, sont doubles. L'utilisation de réacteurs plus avancés différents de ceux primitivement prévus, implique que la station sera prête en 1968-69 au lieu de 1967-68.

9 octobre 1962 - L'Etat suédois a rapidement employé 1 million Kr pour développer l'industrie atomique. Les premiers résultats effectifs de cet effort national, nous les aurons lorsqu'à la fin de l'année les premiers essais commenceront à l'usine d'Agesta. Lorsque commencera par la suite le stade de la production et non plus de l'expérimentation, le capital exigé sera considérablement plus important. Alors se posera le problème de la part qui reviendra dans les investissements à chaque source

d'énergie. On attend pour avant la fin de l'année l'enquête menée conjointement par la Direction Centrale de l'Exploitation de l'Electricité (Centrala driftledningen för elkraftverken) et l'organisme de l'Energie Atomique.

La Direction de l'Energie Atomique estime que l'électricité atomique doit obtenir la plus grande part des constructions de centrales thermiques dans les années 1970. L'Administration de VATTENFALL a ainsi découvert qu'on s'était trop hâté. Aussi cette année des réductions rigoureuses du programme de construction sont en train de causer des difficultés pour l'emploi en Norrland. Avec un plan mieux coordonné, la transition aurait pu être faite plus souplement. Toutefois, il est vraisemblable que l'enquête attendue ne puisse répondre fermement à la question de savoir si, dans la prochaine décennie, l'énergie atomique deviendra économiquement concurrentielle par rapport à l'énergie thermique ou hydro-électrique. En conséquence, les plans d'avenir doivent être établis avec suffisamment de souplesse pour pouvoir s'adapter aux différentes possibilités de développement.

24 novembre 1962 - L'enquête sur la répartition entre les différentes sortes d'énergie dans le futur programme suédois de l'énergie, établie par la Direction Centrale de l'Electricité - organisme commun groupant toutes les industries suédoises de l'énergie - a abouti au résultat sensationnel que la Centrale de Marviken deviendra bénéficiaire à la fin des années 60.

c) Renoncement au projet Kalix-Torne

23 mai 1962 - L'administration des forêts propose que le montant du projet d'utilisation de l'énergie des fleuves Kalix et Torne soit investi dans les projets de création d'une industrie suédoise de l'énergie atomique.

Toutefois, si diverses considérations, telles que le besoin de la Finlande en énergie électrique supplémentaire, prévalaient en faveur de barrages sur ces fleuves, l'Administration des Forêts se prononcerait en faveur de la solution A (Cf. INTER-NORD n°4, p. 24). Le fleuve Kalix conserverait 47% de son débit. Le flottage devrait être ramplacé par des transports routiers. Les dommages que subiraient l'exploitation des forêts est estimé à 241 millions Kr., indépendamment des frais multiples entrainés par l'utilisation de nouveaux moyens de transport.

28 mai 1962 - Alors que l'Administration des Forêts a soutenu qu'il importait de laisser les fleuves Torne et Kalix libres de barrages, on espère dans les communes du Norrbotten situées le long des fleuves, et en particulier dans le Tornedal, que VATTENFALL édifie les barrages prévus, ce qui fournirait de l'emploi pendant 10 ans.

16 juillet 1962 - L'association suédoise de Défense de la Nature (Svenska naturskyddsföreningen) adresse une énergique protestation à l'égard du rapport final du Comité nordique de l'énergie hydro-électrique concernant les possibilités d'utilisation de l'énergie des fleuves Kalix et Torne. L'association déduit du fait que l'Administration de VATTENFALL annonce la diminution des besoins en fourniture d'énergie qu'il n'est d'aucune nécessité que les fleuves Torne et Kalix soient barrés avant 1975.

On peut se demander, ajoute-t-elle, si un investissement de 3,5 à 4 milliards Kr. pour la réalisation de ce projet est économiquement défendable, si cette somme ne serait pas plus judicieusement investie dans des centrales thermiques au sud de la Suède.

22 septembre 1962 - L'ensemble des projets pour la construction des barrages sur les fleuves Kalix et Torne a été rejeté par la Cour des Comptes, qui a fait valoir auprès du Gouvernement qu'ils auraient causé de très grands dommages et pertes. Elle s'étonne que le Comité Nordique de l'Energie hydro-électrique se soit empressé de déposer la proposition de construction. Par ailleurs, l'énergie obtenue serait particulièrement onéreuse.

d) Répercussions sur l'emploi du ralentissement des travaux de barrage

23 octobre 1962 - Un certain nombre des travaux sur le fleuve Lule sont pratiquement achevés ; il s'agit des ouvrages de Messaure, Porsi, Laxede. Les travaux de Porjus seront achevés l'été prochain. Les sources d'emploi sur le fleuve Lule sont par conséquent : La Seitevare. En outre, la construction de la route vers Vietas-Satisjaure est en cours.

A Messaure, 1.200 hommes étaient employés le 1er juillet 1961, 500 au mois d'octobre 1962, en janvier 1963 il n'y en aura plus que 250, et autour de 100 à la fin de 1963.

A Porsi, l'on n'a plus besoin de travailleurs depuis novembre 1962.

A Laxede, le nombre de travailleurs était 250 en fin d'année 1962. L'an prochain, il ne sera plus qu'inférieur à 100, pour tomber à rien, fin 1963.

L'emploi à Letsi suit une ligne régulière. Le nombre des travailleurs y est en moyenne de 400 et le nombre varie entre 370 et 420.

A Seitevare, avec la régulation de Tjakjajaure, les travaux ont été commencés cet été. 200 hommes y travaillent. Durant l'hiver, la main d'oeuvre sera de 200 hommes pour atteindre, en juillet 1963, 500 hommes.

La construction de la route vers Vietas donne un travail tout l'hiver à 120 hommes et le chiffre maximum

de 190 sera atteint l'été prochain.

20 octobre 1962 - Le député Thure DAHLBERG a, dans une interpellation à la Première Chambre, attiré l'attention sur la réduction des plans de Vattenfall sur le fleuve Lule. Il a demandé si l'administration de Vattenfall avait eu toute la prudence qui s'imposait à l'égard de la situation de la main d'oeuvre. Ces restrictions survenant au moment où, précisément, les sources de travail en Norrbotten diminuent, attirent la critique.

Dans une situation comme celle-ci, on peut juger de l'importance d'une coordination établie entre l'organisme du Marché du Travail et les communes concernées, de même que du résultat d'un travail sérieux de planification à long terme.

Il semble que l'Administration de Vattenfall n'échappe pas à des critiques sérieuses à cet égard, notamment en ce qui concerne l'information des responsables et des travailleurs employés par elle. Pour les responsables communaux, les licenciements sont arrivés comme une surprise. En ce qui concerne les employés, c'est avec un court préavis que les travailleurs ont été informés des réductions du personnel.

Les considérables remaniements dans les plans de Vattenfall contrastent en tous cas fortement avec l'aplomb manifesté lors de l'établissement du programme.

Atlantique Nord et Canada

Islande . . . . . pp. 87 - 112
Groenland . . . . . » 113 - 137
Canada . . . . . » 138 - 189

I S L A N D E

TRIBUTAIRE DE SES INDUSTRIES DE PÊCHE, DONT L'EXPANSION CONTINUE PEUT, SEULE, PRESERVER LA STABILITE DE LA CONJONCTURE INTERIEURE, ET ATTACHEE, A CE TITRE, A LEUR ASSURER DES DEBOUCHES INTERNATIONAUX LIBRES DE DISCRIMINATION, L'ISLANDE N'ENTEND PAS SE LIER A UN BLOC TARIFAIRE QUELCONQUE.

1. - Le problème du Marché Commun et la lutte contre l'inflation

a) Le problème du Marché Commun a continué à dominer la vie politique islandaise durant le second semestre 1962. La position des partis gouvernementaux a dû s'assouplir devant l'opposition vigoureuse d'une partie importante de l'opinion islandaise, renforcée par l'hostilité croissante au Marché Commun du Labour Party et de divers courants norvégiens et danois.

Désormais conservateurs et sociaux-démocrates n'admettent qu'une éventualité : l'association à la C.E.E.

Les progressistes maintiennent ouvert le choix entre l'association et la négociation d'un accord commercial et tarifaire.

Les socialistes de gauche s'opposent à tous liens étroits avec la "petite Europe""capitaliste".

Les 13-15 novembre, se sont réunis à Oslo les Premiers Ministres des Pays Scandinaves et les Présidents du Conseil Nordiques: l'Islande y était représentée, entre autres, par son ambassadeur à Oslo (assurant l'intérim du Premier Ministre). La rencontre avait pour objet, outre la préparation de l'ordre du jour de la prochaine session du Conseil Nordique en février 1963, à Oslo, la confrontation des politiques nordiques à l'égard du Marché Commun.

Le ministre des Affaires Etrangères arguait, en décembre 1961, des fortes exportations islandaises vers les pays du futur Marché Commun (élargi) ("60% du total") pour justifier une politique d'association très étroite : en fait l'Islande n'envoie guère plus, en 1962, que la moitié de ses exportations (53,2%) vers les 13 pays formant la C.E.E. et l'A.E.L.E. (contre 57,7% l'année précédente).

Aussi bien, à la fin de l'année, l'opposition progres et socialiste de gauche escomptait-elle bien des difficult des revirements avant l'adhésion de la Grande-Bretagne.

b) Les conflits sociaux ont redoublé d'acuité les derniers mois de l'année.

En avril, les syndicats avaient dû rompre les pourparlers engagés avec le gouvernement, et soutenir un conflit prolongé avec les employeu avant d'obtenir, en plus des 4% prévus pour ju par les conventions de 1961, des augmentations 8% en moyenne.

En septembre, les exploitants agricoles négoci avec des"représentants des consommateurs" un a sur une augmentation moyenne des prix agricol l'ordre de 12%.

Le plus grave de ces conflits a opposé la Fédération i daise des Propriétaires de Bateaux à Moteur et le syndicat Gens de Mer : des 1er-2 novembre au 20 du même mois, les éq pages des bateaux harenguiers se sont mis en grève. Les éco mistes ont redouté la perte de marchés extérieurs, et ont é les uns à 5, d'autres à 15 ou 20 millions de couronnes, le que à gagner journalier résultant du retard de la campagne harenguière. Comme au printemps, le désaccord portait sur l partage des prises de hareng ; mais il concernait cette foi les 2/3 de la flotte des bateaux à moteur.

L'intervention du gouvernement n'a abouti que dans le conflit entre hôpitaux et médecins : ses propositions du 10 novembre ont permis la reprise le 14. Aussi bien, paraît souhaiter un recours plus fréquent à la Cour d'Arbitrage, d les décisions ont l'avantage, peu apprécié des syndicats ou vriers, d'être sans appel... Ainsi l'a-t-on vue imposer à l Confédération Islandaise du Travail l'adhésion à la Fédérat Islandaise des Employés de Bureau et de Magasin, à majorité modérée (12 novembre 1962, par 3 voix contre 2).

Les effets de la dévaluation du 4 août 1961 (13%), et de l'augmentation des taux de frêt consentie par le gouvernement, se conjuguant avec la répercussion, par les employe des augmentations de salaires sur les prix de gros, les exp officiels prévoyaient une hausse de 9% de l'indice du coût la vie, attendue surtout pour septembre et octobre 1962.

2. - Nouvelles financières

a) Elargissement des disponibilités financières

Le ministre du commerce a annoncé, le 18 octobre, l'accroissement sensible des dépôts de caisses d'épargne : au 30 septembre 1962, ils totalisaient 3.501 millions de couronnes ; le 21 décembre, l'augmentation était de 527 millions sur le chiffre de la fin 1961.

La situation en devises des banques s'est également améliorée : la position nette à la fin de l'année 1961 était de 12,2 millions de dollars (soit 525 millions de couronnes) ; en août 1962, elle montait à 20,4 millions de dollars ; du 1er janvier au 30 octobre 1962, les réserves se sont accrues de l'équivalent de 483 millions de couronnes, atteignant le total de 1.010 millions de couronnes environ.

b) Les crédits étrangers

Un accord a été signé le 29 novembre 1962 par le ministre des Finances islandais (Gunnar THORODDSEN) et Charles HAMBRO, directeur de la HAMBRO's Bank, en vue du lancement au Stock Exchange d'un emprunt islandais de 240 millions de couronnes remboursable dans 25-26 ans et portant intérêt de 6,5%. Les demandes ayant été supérieures de moitié à l'offre, l'emprunt a été couvert en quelques instants.

Une partie des crédits obtenus doit servir au développement de l'industrie du hareng.

c) Des tendances inflationnistes

Le Premier Ministre, 'Olafur THORS, a lui-même admis, au début janvier 1963, que le gouvernement n'avait pu venir à bout de l'inflation ; il s'est inquiété : "Si nous ne réussissons pas à vaincre l'inflation, elle dévorera tôt ou tard le fruit de nos réalisations".

Le gouvernement a refusé d'abaisser le taux d'intérêt sur les prêts bancaires (raison invoquée : les titulaires de dépôts aux caisses d'épargne perdraient annuellement 78 millions de couronnes).

d) Le budget 1963 est en excédent

Le projet de budget pour 1963 a été déposé devant l'Althingi le 10 octobre 1962 ; il prévoit :

- des recettes ordinaires de 2.123.075.000 couronnes, soit un accroissement nominal de 374.200.000 (+17%);

- un excédent budgétaire sur les comptes ord
  res de 137.795.496 couronnes (soit 6,5% de
  recettes) ;
- des recettes totales de 3.126.175.000 cou
  avec un excédent de 12.778.189 (0,41% des
  cettes totales).

La loi budgétaire a été votée le 20 décembre, arrêtan
chiffre des recettes ordinaires à 2.198 millions et celui d
dépenses ordinaires à 2.189 millions.

On s'accorde à souligner le gonflement du volume budgé
depuis 1958 : il atteint 1,3 milliard.

Les porte-parole du gouvernement affirment que le plus
fort accroissement des crédits bénéficie à la Sécurité Soci
(+ 89,5 millions de couronnes).

3. - Activités maritimes et i
tries dérivées.

a) Développement de la flotte

La flotte islandaise s'est accrue, à la fois en nombre
en tonnage :

- en nombre : 39 unités supplémentaires (en accroisse
  plus rapide que 1961 sur 1960 : 4,7% au
  de 1,6%) ;
- en tonnage : + 3,7% (taux de croissance un peu plus
  que l'année précédente : 2,5%).

La proportion des bateaux à vapeur est à peu près inch
depuis 1960 (autour de 1/20) ; mais parmi les bateaux à mot
une part croissante revient à ceux qui sont construits en a
apparus en 1961 seulement, ils passent en nombre de 17,3 à
(soit près d'un bateau à moteur sur 5).

Par rapport à 1961, le tonnage des bateaux à vapeur a
gèrement diminué (de 2,6%) ; celui des bateaux à moteur a au
menté au total de 5,1%. Le tonnage des bateaux en acier a c
de 6,4%; celui des bateaux en bois a un peu augmenté (1,1%)
alors que l'an dernier il avait diminué du quart.

13 bateaux harenguiers de plus que l'an passé sont en
campagne cet hiver.

Septembre 1962 - Un bateau à moteur de 20 t.
été importé d'Union soviétique ; son propriét
veut le doter d'un moteur anglais ; 11 à 12
devaient être importés si l'autorisation en
donnée par le Directeur de l'Inspection d'Et
des Bateaux.

12 octobre 1962 - Construction d'un bâteau par une société norvégienne. Un contrat a été signé, à Reykjavik avec une société norvégienne pour la construction d'un bateau appelé à remplacer le "Fâgranes" (bâti en 1934) comme ferry-boat sur l'Isafjardhardjùp (Nord ouest du pays).

12 novembre 1962 - Un nouveau tanker pétrolier islandais. Le "Stapafell", construit par une firme ouest allemande (d'Elmshorn), est arrivé à son port d'attache (Keflavik) le 12 novembre. Il assurera un service côtier pour le compte de la Fédération des Coopératives (S.I.S.) et de la Cie Pétrolière.

13 novembre 1962 - Construction d'un cargo de 1.750 t. La Société HAFSKIP a conclu, ce jour, un contrat avec la même firme (D.W. KREMER SOHN) portant sur la construction d'un cargo de 1.750 t.

12 décembre 1962 - Recherche d'offres pour la construction de 2 ou 3 cargos. La Compagnie de navigation EIMSKIP recherche des offres étrangères pour la construction de 2 ou 3 cargos :

- dont la capacité atteindrait 900 t. de marchandises,
- dont la cale ferait environ 70.000 pieds cubes,
- dont le tonnage réel (DW) serait de l'ordre de 100 t.

Elle veut ainsi mieux desservir les divers ports islandais :

- l'un des cargos relierait uniquement les ports du pays,
- les deux autres assureraient un service direct avec divers ports européens, sans transit à Reykjavik : d'où un gain de temps pour la livraison des marchandises importées.

b) 1962, grande campagne de pêche

L'année de pêche 1961 avait déjà fait date : les pri dépassaient de 23,6% celles de 1960. 1962 s'annonce enc meilleure : les 10 premiers mois dépassent déjà le tota de l'année précédente (et excèdent de 25,8% le chiffre respondant de 1961 : 676.902 t. pour 538.282 t.). Rappel que la moyenne 1953-1960 n'était que de 453.000 t. et q 1961 a été la meilleure année pour le hareng depuis 194 (les Usines de Hareng d'Etat ont fait 21,4 millions de couronnes de profits).

En outre, du 14 novembre au 8 décembre 1962, les pri de hareng s'élevaient déjà à 235.000 barils ; et à 666.1 barils au 31 décembre (720.000 en 1961) : 7,5% de moins l'an dernier. Le hareng d'hiver, pêché surtout dans la Faxafl[illegible], revêt à présent une importance primordiale po l'économie islandaise. Or, dès la mi-décembre, la presse islandaise croyait possible d'égaler au moins le niveau des dernières années, malgré la longue grève. Les capita de bateaux harenguiers estimaient que les bancs de hare étaient, cette année, notablement plus denses que lors d campagnes précédentes.

Une première évaluation des prises totales en 1962 do nait un tonnage de 15,5% supérieur à celui de 1961 : 82 environ (pour 710.000 t.) ; soit encore 48% de plus qu'

Septembre 1962 - Prix du hareng pour la ca d'automne et d'hiver. Voici les prix au ki

- hareng "quick-frozen"
  le gros hareng (3 à 6 unités au kg) :1,7
  le petit " (5 à 10 " " ") :1,0
- hareng à [illegible]eter :1,2
- hareng à saler :1,6
- hareng sur glace pour l'exportation :1,5
- hareng à réduire en usine (huile et farine) :0,7

Ce dernier prix baisse de 3 aurar (3,90%) raison d'une diminution des cours mondiaux l'huile et de la farine de hareng en autom en revanche, le hareng congelé augmente de aurar par kilo.

Janvier 1963 - Augmentation moyenne des pr de 9,5% pour 1963. Le Bureau des Prix du P a décidé, à la fin décembre, les prix pour L'augmentation moyenne est de 9,5% :

- 1ère classe : morue et aiglefin
  "A" : le kg passe de 3,21 à 3,60 Kr (+12%);
  "B" : le kg passe de 2,89 à 3,16 Kr (+9,3%)
- 2ème classe : de 2,57 à 2,59 Kr le kg (+ 0,8%).

c) Evolution dans le mode de préparation des poissons

Quelques tendances nouvelles s'observent dans le mode de préparation des poissons par rapport aux 10 premiers mois de 1961 :

- Sont en progrès à la fois absolu et relatif :
  .le hareng traité en usine : + 79,4% en tonnage, la moitié (en poids) des prises au lieu du tiers l'an dernier ;
  .le hareng congelé, destiné à la pêche : + 50% en tonnage ;
  . enfin - plus imprévu - les conserves : le tonnage triple presque ; toutefois la part en reste des plus modestes (0,05% : 1/2.000 du poids total des prises).
- Sans grand changement :
  . les poissons, autres que le hareng, salés,
  . " " " " " " vendus sur glace,
- Enfin, en baisse à la fois relative et absolue, malgré l'augmentation globale des prises :
  .le hareng salé,
  .les autres poissons, congelés,
  . ou traités en usine,
  . et surtout le stockfish : - 1/4 en tonnage (soit, à présent moins du 1/20 du total).

La Compagnie Communale de Pêche de Reykjavik a déjà, le 3 décembre 1962, produit :
261.126 t. de hareng "quick-frozen"
1.056 barils de hareng assaisonné
706 barils de gros hareng salé
462 barils de hareng salé de taille moyenne
574 barils de hareng entier et non coupé.
Au total, 24.000 barils de hareng avaient déjà été salés tout autour de la Faxaflói avant le 1er décembre.

On signalait, en décembre, une montée considérable du prix de l'huile de hareng sur le marché mondial. Et il était prévu que cet hiver le salage du hareng serait assuré par 40 à 50 stations.

Nouvelles diverses

- Plusieurs usines de congélation islandaises projette d'utiliser le produit liquide américain "Fresh Lock" p la conservation du poisson.

- La Compagnie Communale des Pêcheries de Reykjavik va accroître des 2/3 la capacité de son usine de congélat (de 35 à 100 t. de hareng par jour de 12 H.)

- Août 1962 - Il est question d'acheter, de démonter e de réinstaller à Eskifjördhur (est) une usine de hare norvégienne.

- Pour la seconde fois, des Islandais ont été invités, par l'intermédiaire de l'ambassade ouest-allemande, à aller étudier en Allemagne fédérale les procédés de mi en conserve.

- La Société des Usines de Congélation a pour projet de transférer d'Angleterre aux îles Vestmanna son usine de filets de poissons.

- Une usine d'hameçons, dont les machines viennent d'Allemagne de l'Ouest, entrera en activité au début 1963 près de Hafnarfjördhur.

4. - Commerce extérieur

A/ BALANCE COMMERCIALE GENERALE

Importations et exportations islandaises ont augmenté en
- les importations se sont élevées à 3.842.762.000 Kr soit 27,7% de plus qu'en 1961, ou 19,1 seulement si l'on recti le chiffre de 1961 (en majorant de 13% le montant des 7 premier mois, pour l'aligner sur le cours ultérieur de la Kr islandais
- Les exportations ont crû de 25,2% (ou 17,8% chiffre rec tifié) : 3.618.852.000 Kr.

Grâce aux résultats cumulés des campagnes de pêche de l'été 1961, puis de l'hiver suivant (hareng de la côte sud-ouest, et aussi morue), les réserves en devises étrangères se sont accrues de 83% pendant les 5 premiers mois de 1962, passant de 12 à 22 millions de dollars, soit l'équivalent de plus de trois mois d'importations ; le solde positif de la balance commerciale s'élevait à 3.875.351 dollars, bien que les importations aient pendant les mêmes mois dépassé de 15% celles de l'année précédente (les importations de bateaux et d'avions ne se montaient, il est vrai, qu'à 1.607.644 dollars, soit sensiblement moins qu'en 1961).

Le gouvernement islandais invoqua ce redressement pour justifier la promulgation, le 1er avril 1962, d'une nouvelle liste d'articles "libérés", atteignant 63% de la valeur des importations islandaises de 1958 ; ainsi, les importations en provenance des pays membres de l'O.C.D.E. se trouvaient-elles libérées à concurrence de 87,8% des importations totales des pays de l'O.E.C.E., à la date de 1958. Enfin, un nouveau tarif conforme à la nomenclature de Bruxelles était attendu pour le début 1962.

Pourtant, le fléchissement très marqué des exportations en juin suffit à déséquilibrer la balance des comptes pour le 1er semestre 1962 (- 773.720 dollars). Les experts ont incriminé l'épuisement des stocks constitués en vue de l'exportation. En tous les cas, 4 mois ont été à nouveau déficitaires durant le 2ème semestre.

Ainsi, la balance commerciale, améliorée en début d'année, est-elle, en fin de compte, un peu plus déficitaire que l'an dernier:

En 1962, le taux de couverture des importations par les exportations est de 94,2% ;
En 1961, il était de 95,3%.

La balance a été positive de janvier à Mars (taux de 124,8 à 134,7%)
puis en Mai (taux de 105,1%),
en août (" " 102,2%),
enfin en octobre (" " 104,7%);
elle a été négative les 6 autres mois
surtout en juin (où le taux est tombé à 49,4%),
et en décembre (taux de 73,9%),
le déficit net s'élevant à 223.910.000 couronnes.

a) Les exportations.

Elles ont porté sur les poissons, la baleine, et produ dérivés, à raison de 91,5% (soit à peine plus que l'an de 91,2%).

En valeur nominale, ce poste a rapporté 25,6% de plus 1961 : 3.312.174.000 couronnes, au lieu de 2.637.920.000.

- Sur ce total, le hareng sous toutes ses formes représe cette année le 1/3 (32,6%), - 1/4 seulement l'an passé (2 en valeur, l'accroissement est de plus de moitié (+ 57,1%) les tonnages exportés sont notablement plus élevés :
de deux fois et demie pour l'huile (241,9%),
des 2/3 pour le hareng congelé (166,9%),
de 40,2% pour le hareng salé,
de 29% pour la farine de hareng,
de 16,5% pour le hareng sur glace.

Cette progression s'explique évidemment par les résulta très favorables de la pêche harenguière en 1961 (2,4 fois l chiffre de 1960...)

- Les filets de poisson congelés sont aussi en augmentati 24,4 au lieu de 22,8% du total ; le tonnage exporté est de supérieur à celui de 1961.

C'est vers les U.S.A. et la Grande-Bretagne qu'est, cett année, exportée la majeure partie du poisson congelé de la Société ATLANTOR.

- Les produits dérivés de la baleine marquent une nette av en valeur : farine, et surtout huile et viande congelée sco multipliées par 7,5, pour un tonnage exporté de 9,5 à 53,3 supérieur.

- Les conserves de poisson progressent en tonnage de 14,8

- On note enfin une vente accrue des produits d'élevage et apparentés : en tonnage :

viande de mouton et d'agneau congelée	: + 41,8%
lait en poudre	: + 28,5%
caséine	: + 31,9%
laine	: + 64,8%
couvertures de laine	: +107,8%
fourrures	: + 84,2%

En revanche, d'autres postes sont en baisse, du moins pa le tonnage :

- Les poissons autres que le hareng, salés et séchés (- 1/2 ou non traités et même sur glace, ainsi que les huiles et f qui en sont extraites

On notera, pour la période octobre-décembre 1962 les cours de poisson frais transporté "sur glace" par des chalutiers islandais, soit en Angleterre (Hull ou Grimsby), soit en Allemagne (Cuxhaven ou Bremerhaven) :
- de 720 à 1.266 marks la tonne, accidentellement à 576, le plus souvent entre 900 et 1.200
- et de 60 livres sterling à 112 livres 7 shillings,

le prix maximum atteint dans les deux cas avoisinant 13,50 Kr le kg. Les cours du hareng sont évidemment inférieurs.

- sont aussi en recul, les homards et crevettes (- 17,2%) ;

- ainsi que le ciment

- et surtout la ferraille (- 46,4%).

Cependant, l'Usine d'Etat de Ciment menait, en fin d'année, des négociations pour accroître la vente de ciment en Grande-Bretagne.

b) Les importations.

Elles sont presque partout en hausse, même en tonnage, spécialement :

- pour les engrais	: + 88,1%	
- pour le fer et l'acier	: + 40,3%	
- pour le bois	: + 32,1%	
- pour l'alimentation des animaux	: + 25,6%	
- pour les bateaux	: + 19,7%	(surtout les 10 premiers mois)
- pour le café	: + 19%	
- pour le sel	: + 17,5%	
- pour les hydrocarbures : essence, fuel		
- enfin, même pour les céréales	: + 6,8%	

Les seules quantités en diminution concernent

- le sucre	
- le charbon	: - 7,2%
- les carburants pour avion (autres que l'essence)	: - 69,7%.

B/ ORIENTATION DU COMMERCE EXTERIEUR

a) Les Exportations.

1°) La part de l'Association Européenne de Libre Echange a un peu diminué : 35,9% au lieu de 40,3% en 1961.

On relève une diminution correspondante dans la part du Royaume Uni : 19,1% au lieu de 23,7%,
et une stagnation pour la Suède : 8,1% au lieu de 8,2.
Pourtant, le Royaume-Uni reste de loin le premier client.

2°) La C.E.E. garde la même place : 17,31% en 1962
17,37% en 1961
- La République fédérale allemande demeure le premier cli de l'Europe continentale de l'ouest : 10,7% (10,6 en 1961)
- L'Italie est en progrès : 4,5% (au lieu de 3,9 en 1961)
- En revanche, le Benelux et la France, en recul relatif, restent des clients très effacés :
Benelux : 1,25% malgré les Pays Bas (1,9 l'a dernier)
France : 0,91% (0,93 en 1961.)

3°) Si l'on regroupe les pays nordiques, 1962 marque un progression de leurs importations : 18,2% au lieu de 16,3
- surtout grâce au triplement des exportations vers la Nor
- à leur accroissement de 1/3 (+31,3%) vers la Finlande,
- à leur sextuplement (689%) vers les Îles Féroé, qui reço en valeur le 1/3 des exportations islandaises vers la Fr Elles ne jouent encore, cependant, qu'un rôle des plus m destes (0,31% du total).

4°) la part de l'Amérique du Nord s'est accrue : 16% au de 14,4% :
- Les U.S.A. passent de 13,4 à 14,6%,
- Le Canada est en léger progrès (1,05 à 1,35%).

L'expansion du marché américain de poisson "quick-froze contraste avec la stagnation des marchés ouest-européens (Grande-Bretagne exceptée).

5°) Après un tassement de plusieurs années, les exporta vers les pays socialistes marquent un progrès sensible : 16 (1961 : 14,9%).
- Il est particulièrement accentué vers l'U.R.S.S., qui pas de 7,5 à 12,9% (soit au 3e rang).
- Les exportations vers la Roumanie triplent (340%).

En revanche, elles reculent vers la Pologne et l'Allemag de l'est.

Elles disparaissent, enfin, en direction de Cuba (21.025 Kr en 1961) : l'alignement sur l'embargo américain paraît a été absolu.

Les accords suivants avaient été conclus avant le début octobre concernant la vente de hareng salé de la Faxa Flói :

- Avec la Roumanie : 25.000 barils, dont
10.000 en octobre ou novembre
et 15.000 de décembre à février,
sous réserve de la délivrance du permis d'importation par le ministère roumain du Commerce Extérieur. - Soit 5 fois le tonnage de 1961.

- Avec la Pologne : 30.000 barils à livrer en janvier et février 1963 (même condition). - Soit 50% de plus qu'en 1961.

- Avec l'Allemagne de l'Est : 30.000 barils, à expédier de janvier à mars 1963 : soit 5 fois le tonnage de l'an passé. Toutefois, si la valeur des importations islandaises en provenance d'Allemagne de l'Est du 15 septembre à la fin 1962 était inférieure à celle des exportations précitées de hareng, la R.D.A. est en droit de réduire ses achats en proportion.

6°) Les exportations vers les pays méditerranéens d'Europe ont stagné:un peu moins de 1/10 du total.
Résultat de mouvements divergents : s'il y a recul des exportations vers le Portugal (de près de 1/3), le progrès est très sensible pour l'Espagne (+ 81,6%), et, on l'a vu, pour l'Italie.

7°) On observe une baisse des exportations vers les pays en voie de développement, tant en valeur qu'en pourcentage : 5,1 au lieu de 7,3%.

- L'interruption du commerce avec Cuba en est en partie la cause : sans Cuba ni la Chine, le pourcentage de 1961 tombait à 6,5%.

- Le tableau ci-dessous montre la répartition par continent (en % du total)

	1961	1962
Afrique	3,95	3,2
Amérique latine	2,7	1,65
Asie (moins Asie soviétique)	0,61	0,23
(Proche et Moyen Orient)	0,57	0,22

En Afrique, le Nigéria reste, pour ainsi dire, le seul acheteur(-important, en moyenne, 400 millions de couronnes de stockfish par an) : en 1961 : 97,2% des exportations vers l'Afrique, en 1962, 99,3%.
Toutefois, les Islandais, prenant part à la foire commerciale de Lagos, ont pu mieux prospecter les importants marchés de stockfish africains.

En Amérique latine, le Brésil, malgré un léger fléchissement, devient de très loin le premier client : 64,3% des exportations en 1961, 83,4% en 1962.

En Asie, comme au Proche Orient, Israël occupe une situation plus privilégiée encore :

	1961	1962
Asie Proche et Moyen Orient	91,5%	93,9%
	94,65%	91,5%

Cependant, les exportations vers Israël sont tombées, valeur, de plus de moitié (- 51,7%), en dépit des 6.000 rils de hareng salé commandés cet été, qui représentent lère vente de hareng islandais à Israël.

Vers la Chine, elles ont été presque nulles (-

Notons que 5 hommes d'affaires islandais ont particip congrès des Chambres de Commerce "Juniors" tenu à Hong-K en novembre 1962.

En prenant ensemble Afrique, Amérique latine, Asie et pays d'Europe méditerranéenne, on décèle un net recul gé en pourcentage (sinon en valeur) : de 17,3 en 1961 à 14,3 en 1962.

Ainsi s'explique qu'en 1962 l'Islande ait vendu un peu moins de stockfish (- 0,2% en tonnage), et surtout qu'el en ait produit 1/4 de moins qu'en 1961.

b) Les Importations

1°) Si elle diminue à l'exportation, la part de l'A.E. s'accroît à l'importation : de 30,5 à 34,6%.

- Le Royaume Uni passe de 11,5 à 13% : du 3ème ra mondial, il s'élève au 2ème (derrière les Etats-Unis), su de très près par l'Allemagne fédérale, mais devant l'U.R.

2°) Comme à l'exportation, la C.E.E. maintient sa part 19,8% en 1961 ; 20,9% en 1962.

- La R.F.A. conquiert le 3e rang mondial, avec 13% (au lieu de 11,1%).

- Le Benelux perd un peu en pourcentage (5,6% au de 6,8).

- La France gagne à peine (0,76 à 0,95%).

3°) Le groupe des pays nordiques progresse sensiblement de 20,5 à 23,9%.

- La Norvège fournit en valeur près de 2 fois aut (192,9%).

- La Finlande fournit en valeur 3/4 en plus (174,5%).

- La Suède " " " 1/2 en plus (146,7%).

- Notons enfin que les Féroé n'exportent presque rien vers l'Islande (2 fois la valeur de 1961 : moins de 1/60.000 du total !).

4°) L'Amérique du Nord, au contraire, est en recul : de 16,25 à 14,3%.

- Les U.S.A. gardent la première place, mais avec 14% au lieu de 16.

Cependant, le marché islandais intéresse l'industrie américaine, comme l'atteste un article de "International Commerce" (publication du Ministère du Commerce américain): un rapport de l'ambassade à Reykjavik attire l'attention des firmes américaines sur les secteurs en expansion rapide - traitement du poisson, tissage et tricotage, chocolaterie, édition, construction de type résidentiel.

Or, sur 1.600 véhicules à moteur importés pendant le 1er semestre 1962, moins de 25 provenaient des Etats-Unis. La raison principale tiendrait aux droits à l'importation : de 200 à 300% du prix f.o.b. des automobiles. En outre, les taux de frêt sont maintenus à un très haut niveau par les autorités islandaises pour compenser les taux très bas pratiqués à l'importation des produits agricoles américains : ainsi revient-il moins cher de faire transiter par Copenhague une auto ou de l'équipement lourd que de l'expédier directement par bateau de New-York à Reykjavik.

L'article incrimine d'autre part les prix trop élevés des produits américains et le "manque de coopération" reproché par de "nombreuses firmes islandaises" aux milieux d'affaires américains.

Par là, s'expliquerait que l'accroissement des importations islandaises ait surtout profité à l'Europe occidentale et se soit fait au détriment, entre autres, des Etats Unis : ainsi, en mai 1962, avaient-elles augmenté de 15,6% au total, mais de 5,9% seulement en provenance des U.S.A.

- Le Canada fournit moins encore qu'il n'importe : 0,24% en 1961 ; 0,23% en 1962.

5°) La part à l'importation des pays socialistes est sensiblement réduite cette année : de 23,7% à 19,3%.

- L'U.R.S.S. régresse de 14,7 à 11,6%

- De même, la Tchécoslovaquie, et surtout l'Allemagne de l'est et Cuba sont en recul.

- En revanche, la Pologne a exporté moitié plus en valeur (+ 57,6%), et les exportations roumaines ont plus que quadruplé (+ 334,5%).

- Celles de la Hongrie ont plus que triplé (+ 353,

L'évolution résultante oppose donc l'U.R.S.S. et les aut pays socialistes d'Europe.

Il n'en apparait pas moins que les autorités islandaises actuelles, suivant les recommandations de l'O.C.D.E., tente de réduire la place de ces pays dans le commerce extérieur islandais.

Si la presse islandaise s'accorde pour se féliciter des "prix très satisfaisants" consentis par les pays socialistes les organes gouvernementaux ne cessent de critiquer les "dé et le "coût trop élevé" des articles importés, surtout des autres que l'U.R.S.S. En revanche, l'opposition souligne qu majeure partie de la production de hareng de la Faxa Flói a ces dernières années, exportée vers ces pays ; qu'aux 80.00 barils de hareng salé déjà achetés cet été par l'U.R.S.S., pouvait s'ajouter une commande de 20.000 barils supplément de même, la Société des Usines de Congélation Islandaises es "particulièrement bénéfique, non seulement pour l'industrie congélation, mais encore pour toute l'industrie de la pêche le commerce avec l'Europe orientale, et elle regrette la ca de presse"des plus malheureuses" qui vise à la discréditer. Plusieurs accords commerciaux n'en ont pas moins été conclu avec ces pays.

4 septembre 1962 - Un accord a été signé avec la Tchécoslovaquie, le 4 sept. 1962, à Prague ; il couvre la période du 1er septembre 1962 au 31 a 1963 : exportations islandaises : filets congel hareng congelé, farine et huile de hareng, cons de poisson, etc... importations : textiles, cha sures, ustensiles de cuisine, verre à vitre, ob en fer et en acier, machines et outillage, auto biles, pneus, etc...

14 septembre 1962 - Un accord commercial avec la Pologne a été signé à Varsovie, le 14 sept. 196 couvrant la période du 1er oct. 1962 au 30 sept. 1963. L'Islande continuera à exporter : hareng congelé, hareng salé, farine et huile de poisso peaux salées, etc... Elle achètera : charbon, bois de charpente, objets en fer et en acier, produits chimiques, textiles, machines et outil articles ménagers, chaussures, etc...

18 décembre 1962 - Après 11 jours de négociations, un protocole d'accord a été signé à Reykjavik, le 18 déc. 1962, par le ministre des Pêcheries islandais et le Directeur du Bureau de Planification du Ministère du Commerce Extérieur soviétique, règlant les échanges entre les 2 pays du 1er janvier 1963 au 31 décembre 1965 :
l'Islande exportera principalement : des filets de poisson "quick-frozen", du hareng congelé et du hareng salé, du poisson en conserve, des produits lainiers. Elle recevra d'Union soviétique : de l'essence et du mazout, du charbon et du coke, du bois de charpente, des produits sidérurgiques, des câbles, des machines et objets d'équipement, des grains.

6°) Les pays d'Europe méditerranéenne n'apparaissent qu'avec un pourcentage insignifiant dans les importations islandaises : 2,3% en 1961, 2,65% en 1962.

7°) La part des pays sous-développés reste de l'ordre du 1/15:

	'1961 = 6,8%	'1962 = 6,6%
Amérique latine	3,49%	3,47%
Asie (moins Asie soviétique)	2,93%	2,78%
Afrique	0,37%	0,35%
Proche et Moyen Orient	0,33%	0,27%)

- En Amérique latine, 2 fournisseurs dépassent ensemble les 3/4 :
le Brésil : 1961 : 48,2% ; 1962 : 44%.
les possessions hollandaises (produits pétroliers) : 1961 : 28,5% ; 1962 : 34,6%.
au contraire, Cuba subit un éclipse : de 21% à 3,1%.

- Les importations d'Asie proviennent pour les 3/4 du Japon (75,8%).

Les importations de pneus d'automobile et de filets de pêche ont considérablement augmenté : environ 80% des filets importés proviennent du Japon, malgré le coût du transport ; lorsque furent levées les restrictions sur les importations de pneus, leurs prix tombèrent de 30 à 40%, et 75,1 tonnes ont été achetées au Japon pendant le 1er semestre 1962, soit 39% de plus

qu'en Suède, 76% de plus qu'aux U.S.A., 92% de plus qu U.R.S.S....; à eux seuls, juillet et août totalisaient presque autant : 70,9%.

- Israël assure les 9/10 des importations du P et Moyen Orient : 87,1% en 1961 ; 88% en 1962.

- L'Afrique du Sud demeure le plus grand fourn africain : en 1961 : 43,8% ; en 1962 : 40,7%. (Le Nige reste à un niveau des plus modestes).

- Si, enfin, l'on totalise les importations de ces trois continents et de l'Europe méditerranéenne, l stagnation ressort nettement :
1961 : 9,11% (8,37% sans Cuba et la Chine) ;
1962 : 9,25% (9,13% " " " " ").

C/ BALANCES COMMERCIALES PAR PAYS

a) Balances positives pour l'Islande

1°) Avec les pays industriels, le commerce islandais généralement déficitaire.

- Le Royaume Uni fait exception : le taux de co ture des importations par les exportations, de 198,2% a a cependant fléchi jusqu'à 138,2% en 1962.

- Contrairement à 1961 où le taux n'était que d 49,1%, 1962 donne un solde positif dans les échanges av l'URSS : 105,1%.

- Le Canada est un cas "aberrant" (taux de 560, supérieur encore à celui de 1961 : 428,4%) ; le taux du commerce avec les U.S.A. est monté de son côté de 80,2% 98% : ainsi la balance est-elle positive cette année av l'Amérique du Nord (105,4%).

2°) L'Italie fait transition avec les pays insuffisa développés : taux de 357,2% en 1961, en baisse pour 196 313,9%.

Le solde est plus largement créditeur encore avec l'E semble de l'Europe méditerranéenne : taux de 411,5% en 343,9% cette année.

Le bilan est extrêmement favorable à l'Islande dans l échanges avec l'Afrique : en 1962 elle lui a vendu près 9 fois autant qu'elle ne lui a demandé (875,2%) ; le tau en 1961 était même de 1036,9% : ce déséquilibre, en même temps qu'il trahit le faible volume de ce commerce, résu des ventes accrues de stockfish au Nigéria.

Ainsi pour l'ensemble Amérique latine-Asie-Afrique-Europe méditerranéenne, le taux est-il, en 1962, de 151% (182,2% en 1961).

b) Balances négatives pour l'Islande

1°) Le déséquilibre est plus ou moins accentué selon les pays industriels : avec les membres de l'A.E.L.E., la balance, positive en 1961 (126,7%) est à peine négative cette année : 97,6%.

La situation, en revanche, est meilleure par rapport aux pays socialistes, du fait du renversement de la balance avec l'U.R.S.S. :

	1961	1962
Ensemble des pays soviétiques	60,4%	90,5%
U.R.S.S.	49,1%	105,1%
Autres pays socialistes	78,8%	68,5%

Le déficit approche du 1/4 avec les pays de la C.E.E. (78%) au lieu de 84,4% en 1961. Faible avec la France, il s'ouvre avec la République fédérale allemande (de 91,9% en 1961 à 77,5% en 1962), pour se creuser dangereusement avec le Benelux (26,9% en 1961, 21% en 1962).

Il dépasse le 1/4 avec les pays nordiques : taux de 72,3% en 1962 (76,6% l'année précédente). Le Danemark en offre un exemple assez peu favorable : 43,9% en 1961 ; 40,3 en 1962.

2°) La balance est également négative avec divers pays sous-développés.

Le déficit reste modéré avec le Proche et le Moyen Orient : 83,5%. En 1961, le solde était d'ailleurs très positif (174,6%).

Le commerce islandais avec l'Amérique latine est beaucoup plus déséquilibré cette année qu'en 1961 : taux de 44,8% au lieu de 75,4%.

Il est extrêmement déficitaire avec l'Asie : taux de 7,8% (20,1% en 1961).

Alors que la balance commerciale était légèrement positive en 1961 avec l'ensemble des 3 continents en voie de développement (103,4%), 1962 a connu un déficit de plus du 1/4 (taux de 73,3%).

5. - Transports et tourisme

a) Le câble ICECAN (Islande-Canada) à l'essai.

Le 12 octobre, le "Neptune" a commencé la pose de l 2ème partie du câble entre l'Islande et leGroenland ; l'entrée en service, prévue d'abord pour décembre, a été retardée par l'endommagement du câble en novembre et à la mi-décembre (causé par des chalutiers) ; finalement, mis à l'essai le 28 décembre, il ne devait entrer officiellement en service que dans le courant de janvier 19

b) Les transports aériens

- 1962, année record pour le trafic à l'aéroport d Reykjavik. 150.000 passagers environ, soit 1/4 d plus qu'en 1961.

Novembre 1962 - L'équipement de l'Islande est ég lement en progrès. Une nouvelle piste 0725 a été ouverte au trafic à Keflavik le 21 novembre.

Une piste de 500 m de long a été achevée à la mi-novembre dans le Hornafjördhur, au sud-est du Vatnajökull : amorce d'un nouvel aéroport.

Décembre 1962 - Les travaux se poursuivent sur l'aérodrôme du Nordhfjördhur (près de Neskaupsst dhur, à l'est du pays) : le 1er Dakota y a atter au début décembre ; toutefois, aucune décision n encore été prise quant à la création d'un servic régulier Reykjavik-Hornafjördhur.

- Projets de liaisons aériennes avec les îles Féroé

2 Compagnies sont en consurrence : ICELANDAIR (Flug lag ' Islands) a annoncé pour avril 1963 l'établissement de services bi-hebdomadaires de Reykjavik à Glasgow et retour via Sorvágur, aux Féroé (dans l'île de Sudhuroy) au dire de la nouvelle "FAROE ISLANDS AIRLINE", les auto rités danoises auraient "plutôt favorisé" la réalisation du projet ; les vols débuteront avec des D C 3.

De son côté, la Cie norvégienne "BJORUMFLY", soutenu par la SAS, envisage aussi des escales aux Féroé.

- Le conflit entre LOFTLEIDHIR et la SAS

LOFTLEIDHIR pratique, sur le trajet Scandinavie-Amérique, des tarifs inférieurs d'environ 900 couronnes danoises à ceux des compagnies membres de l'Association Internationale des Transports Aériens (IATA), telle la SAS. Aussi, la SAS a-t-elle projeté de dédoubler ses vols transatlantiques : tout en maintenant les services assurés par des "Jet DC 8", auxquels continueront à s'appliquer les tarifs de l'IATA, elle voulait lancer, dès décembre 1962, des vols à prix réduits par avions à piston (DC 7 c).

En outre, la rumeur a couru, en novembre 1962, que les gouvernements scandinaves allaient dénoncer les accords avec l'Islande, sur le trafic aérien ; toutefois, plusieurs journaux des 3 pays ont soutenu la Cie islandaise, et le directeur de la SAS a déclaré que sa Cie était prête à discuter de "coopération" avec LOFTLEIDHIR. Et, à la suite d'un bref séjour du directeur de l'IATA, Sir William Mildred, à Stockholm, au début décembre, tout recours à une assistance diplomatique a été écarté par la SAS, sauf à propos de la règlementation tarifaire de l'IATA.

Mais, ne pouvant obtenir les nouvelles autorisations requises aux U.S.A. pour l'établissement des services projetés, par avions à piston, la SAS a paru "passer la main" à la Compagnie Aérienne du Groenland, exploitée en commun par la SAS, la Compagnie de la Mine de Cryolithe, la Compagnie de Commerce du Groenland et le Gouvernement du Groenland : si elle parvenait à se faire concéder par les U.S.A. les mêmes droits que LOFTLEIDHIR, elle pourrait créer une liaison Copenhague-New York, via Söndre-Strömfjord (sud-ouest du Groenland) et louer à la SAS un DC 7 c. Notons que la SAS elle même, au termes d'un contrat passé avec les U.S.A., est habilitée à transporter jusqu'à la moitié des soldats américains affectés au Groenland.

A la conférence de l'IATA, réunie à Paris au début janvier 1963, les représentants de la SAS n'en voulaient pas moins demander l'autorisation d'utiliser des avions à piston sur les lignes transatlantiques, de manière à lutter "à armes égales" avec la Cie islandaise, à compter d'avril 1963.

Novembre 1962 - Echec des pourparlers avec les U.S.A. Selon le Département d'Etat, l'accord aérien islando-américain de 1945 est incompatible avec la règlementation internationale présidant,

depuis lors, à la répartition des lignes tra
lantiques entre compagnies aériennes : les U.
pour abolir les "privilèges" islandais, reco
à la négociation plutôt que de dénoncer les a
(au terme d'un préavis de 12 mois).

Les pourparlers, ouverts à Washington le 3
octobre, ont été infructueux ; toutefois LOF
a temporairement conservé ses droits.

Notons que la Cie bénéficiait d'une réduct
sur les droits d'aéroport aux U.S.A. (eu égar
aux "déficiences" de l'aérodrome de Keflavik)
revanche, l'utilisation par les U.S.A. des te
groenlandais n'a valu à la SAS aucun avantage
les aéroports américains.

c) Les routes

- Beaucoup d'accidents surviennent entre Reyk
et Hafnarfjördhur du fait de l'étroitesse de l
route.

Juillet 1962 - Le pont sur la Fjallsá (dans le
a été ouvert à la circulation, le 21 juillet.

Décembre 1962 - 3,7 km de la nouvelle route de
Keflavik sont achevés : en béton, ce tronçon
7 m 1/2 de largeur.

- Une nouvelle route, dite "Threngslavegur",
à proximité des cavernes les plus pittoresques
pays : les Raufarholtshellir.

6. - Hausse du coût de l

a) Les statistiques islandaises proposent 2 indic
coût de la vie à Reykjavik : un indice général, et un ind
des produits alimentaires.

En 45 mois, de mars 1959 à décembre 1962, l'indice gé
est monté de 26%, mais les produits alimentaires ont enc
de 46%, soit un taux de 3/4 supérieur.

De mars 1959 à décembre 1961 (soit en 33 mois), les prix alimentaires ont même monté deux fois plus vite que l'indice général (29% pour 15%).

Si, en 1962, la hausse générale a été de 9,6%, et celle des produits alimentaires de 13,2%, l'essentiel de cet enchérissement s'est produit durant le second semestre :
indice général : + 8,6%
" alimentaire : + 11,45%

On notera en outre la similitude croissante des deux courbes.

- Ainsi les autorités ont-elles annoncé une augmentation régulière des prix agricoles pour faire face aux frais de conservation : le kg de pomme de terre est payé 25 aurar de plus, le kg d'agneau 10 aurar en sus, depuis le 1er décembre.

- Les tarifs d'autobus et d'électricité à Reykjavik ont été accrus en fin d'année : c'est ainsi que pour un appartement de 3 pièces, la hausse de l'électricité avoisine 8 couronnes par mois ; en moyenne, elle est de 6,47%.

- L'abonnement trimestriel au téléphone augmente de 7% ; l'affranchissement d'une lettre de 20 g et moins reviendra à 50 aurar supplémentaires.

- Le Gouvernement entend substituer des impôts de consommation aux impôts sur le revenu qui, selon lui, autorisent de trop grandes fraudes, mais l'opposition lui reproche d'élever aussi les seconds.

Cependant, la municipalité conservatrice de Reykjavik prévoit une diminution de 11% de l'impôt communal sur le revenu, bien qu'elle attende 255 millions de la fiscalité en 1963.

Les impôts communaux de Hafnarfjördhur seront en 1963 majorés de 23%.

b) Il ne nous est pas encore possible d'évaluer comparativement l'évolution des salaires.

- De source syndicale, on estime à plus d'un tiers la diminution du salaire horaire réel d'un ouvrier de Reykjavik en 4 ans à peine (il lui faudrait 79 minutes de travail pour payer un kg de viande de pot-au-feu : 59 minutes suffisaient en janvier 1959...).

- En outre, la résolution de l'Althingi en faveur de la journée de 8 heures reste inappliquée.

7. - La vie culturelle

a) Progrès de la télévision

Les ventes de récepteurs de télévision s'intensifien
Des travaux sont en cours à Keflavik : une tour-antenne
75 pieds (environ 23 m) est en construction à l'aéroport
nouvel et plus puissant relais y sera sous peu aménagé.
tidien du soir "Visir" assure la publicité des programme
l'émetteur américain.

Des postes de télévision sont maintenant fabriqués e
Islande même...

Aussi s'étonne-t-on de plus en plus que l'Islande n'
pas sa télévision nationale ; et le ministre du Commerce
annoncé (le 30 oct.) qu'une T.V. islandaise pourrait êtr
lancée d'ici deux ans à titre expérimental - si les futu
téléspectateurs consentaient à payer une taxe annuelle d
1.000 couronnes...

Notons, enfin, que le Service des Garde-Côte Islandai
vient d'être doté d'un équipement de télévision sous-mari

b) Nouvelles artistiques et littéraires

- Une revue littéraire tchécoslovaque a publié cet é
un article sur la littérature islandaise et des tradu
tions de nouvelles et d'extraits d'oeuvres contempora

Décembre 1962 - Un film sur les glaciers islandais a
reçu au début décembre un premier prix au Festival
International du Film Educatif en Italie ; il a été
réalisé par Alfred ERHARD, qui avait déjà tourné 4
films sur l'Islande pendant l'été 1960.

c) Education et institutions culturelles

- Novembre 1962 - Le Professeur Einar Olafur SVEINSS
a été nommé directeur de l'Institut des Manuscrits Is
landais, à dater du 1er novembre.

- Les Islandais auraient dû instituer une Faculté spé
lisée dans les recherches sur les pêcheries et dans l
technologie de la transformation industrielle du poi
estime le Département des Pêcheries de la Fédération
Coopératives.

13 novembre 1962 - Le Comité Culturel Nordique a approuvé le projet de construction d'une Maison Nordique à Reykjavik.

20 décembre 1962 - Le Secrétaire Général du Parti Communiste a fait passer un amendement à la loi budgétaire, portant création d'une bourse d'étude pour un diplômé groenlandais.

- 4 étudiants chinois étudient cet hiver l'islandais à l'Université de Reykjavik ; 2 d'entre eux y étaient déjà inscrits l'an dernier.

- On annonce la publication d'un dictionnaire islando-russe à Moscou ; l'Association Islande-Union soviétique ("MIR") presse le gouvernement islandais d'assurer la publication d'un dictionnaire russo-islandais, d'organiser l'enseignement du russe dans toutes les écoles supérieures du pays, et de consentir de plus grandes facilités aux étudiants islandais désireux de se former dans des instituts soviétiques.

d) Nouvelles scientifiques

Octobre 1962 - Les levés hydrographiques effectués dans la Faxaflói par des spécialistes américains et islandais sont achevés depuis le début octobre : sur des superficies étendues, ils ont recueilli des renseignements très précis sur les profondeurs, les récifs et les hauts fonds, qu'ils porteront sur de nouvelles cartes marines annoncées pour le printemps 1963 : les dernières remontaient au début du siècle !...

- Un projet de loi est annoncé, visant à empêher l'extermination de l'Aigle Islandais.

Décembre 1962 - L'Althingi a voté une loi d'initiative gouvernementale, prévoyant des mesures de sécurité contre les radiations ionisantes des substances radio-actives et des appareils à rayonnement.

- Une carte de la végétation islandaise est en cours d'établissement sous la direction d'Ingvi THORSTEINSSO

- Les 2/3 du don norvégien à l'Islande en vue du reboi sement seront employés à créer un centre de recherches forestières.

- L'insuffisance des crédits oblige à différer la publication de la carte géologique de l'Islande.

- La Norvège pourrait prêter son concours en vue de la reprise des fouilles archéologiques à Reykholt (réside de Snorri STURLUSON au XIIIe siècle, dans l'ouest du pa

G R O E N L A N D

LE GROENLAND, DONT L'ACCROISSEMENT DE POPULATION EST EXCEPTIONNELLEMENT RAPIDE, RESTE CONFRONTE A DES PROBLEMES DELICATS D'EQUILIBRE BUDGETAIRE, DE MODERNISATION ET D'INTEGRATION ETHNO-SOCIALE. LE DANEMARK PRATIQUE UNE POLITIQUE ENCORE PLUS AFFIRMEE DE REGIONALISME ECONOMIQUE. LES PERSPECTIVES OUVERTES ET LES ECHEANCES FONT SOUHAITER DES DIVERS ORGANISMES CONCERNES UNE PARTICIPATION DES GROENLANDAIS A L'ECONOMIE GENERALE, PLUS ACTIVE ET A UN NIVEAU PLUS ELEVE.

1. - Un accroissement de la population toujours exceptionnellement rapide : 4,1%, et un apparent ralentissement du regroupement de la population.

La population groenlandaise compte, le 31 décembre 1961, 34.312 habitants, soit 1.172 hab. de plus que l'an passé. Une très faible minorité de ce total (3.008 hab.) est née hors de l'île. En 1961, le nombre des naissances a été de 1.644, celui des décès de 292. L'accroissement naturel est de 4,1%. Bien que fort élevé, ce taux s'établit à un niveau encore supérieur de 0,4% à celui de 1959 (I.N. 4, p. 53). La fécondité des Groenlandaises reste en effet très élevée : 50,2/1000 et le taux de mortalité est exceptionnellement faible (8,7/1000, plus faible que celui du Danemark (9,5/1000 en 1960).

A - 43% de la population a moins de 14 ans.

La jeunesse de la population explique le taux exceptionnellement bas de mortalité. 43% de la population (Danemark: 25%) a moins de 14 ans.

Moitié de l'accroissement spectaculaire des soixante dernières années, - le triplement du groupe : 1900 : 9650 ; 1960 : 27.650 - se situe dans la dernière décade. Cet accroissement très rapide ne manquera pas, dans les dix ans à venir, de poser de graves problèmes sur le marché du travail.

B - Regroupement de la population sur la côte sud-ouest du Groenland : les migrations intérieures.

Parallèlement à cet accroissement sensible de la population, on assiste à un regroupement Depuis 1891, des phénomènes migratoires constants et importants se traduisent sur la côte ouest, en effet, par une concentration dans les villes méridionales, au détriment de celles des districts septentrionaux (au nord de la baie de Disko). Ceux-ci ont perdu, en effet, du fait de l'émigration, 30% de leurs effectifs.

Ces déplacements migratoires ont intéressé des effectifs croissants. Deux-tiers des effectifs migrants étudiés depuis 1891 (par UDVALGET FOR SAMFUNDSFORSKNING I GRONLAND) se sont déplacés dans la dernière décade (1951-1960).

Ces déplacements peuvent être illustrés par deux chiffres : Godthaab, capitale du Groenland, a vu sa population croître de 2.047 à 3.617 hab. (75% d'augmentation), la population de l'ensemble de la côte ouest ne s'accroissant dans le même temps que de 36%. Upernavik, municipalité la plus septentrionale sur la côte nord-ouest, à l'exception de Thulé, ne s'est accrue, au cours de cette période, que de 5%.

C - Saturation de certaines villes ; on y a observé récemment des phénomènes d'émigration

Il est ramarquable que ce mouvement s'est considérablement ralenti ces toutes dernières années : l'insuffisance des habitations existantes, la médiocrité des conditions de travail en sont causes.

La Commission d'études signale que les mouvements d'émigration se sont ralentis dans les villes du sud où ces déplacements avaient toujours été observés. Dans certaines d'entre elles, il a même été observé un début de mouvement d'émigration.

2. - Une production croissante mais insuffisante à résorber un déficit continu depuis 1959.

A - La pêche : 41.500 t. pêchées en 1961 par les Groenlandais ; 300.000 t. pêchées au large de la zone territoriale par les chalutiers étrangers.

L'activité minière mise à part, la pêche tend, depuis 1957, a être dans une moindre mesure l'activité prédominante. Un certain développement de la vie agricole (élevage du mouton) en est responsable.

La pêche (morue, crevette...) représente 79,6% de l'activité groenlandaise.

TABLEAU I - Pourcentage de la pêche dans la production groenlandaise (mines exclues)

Années	Pourcentage
1960	79,6
1959	80,1
1958	81,02
1957	82,13
1956	78,7
1955	81,8
1954	76,8
1953	75,1

La production , qui est en augmentation constante - 21.000 t. : moyenne annuelle 1950-53 ; 42.000 t., 1961 - devrait pouvoir être augmentée davantage encore. En effet, les eaux du Détroit de Davis, depuis le réchauffement que l'on sait s'y exercer depuis 1920 - sont extrêmement poissonneuses. On ne peut s'étonner que les Groenlandais qui sont à proximité des bancs, qui disposent de toutes facilités à terre et dont les cours sont pratiquement garantis ne pêchent que 9,4% de la pêche totale assurée, dans les mêmes eaux, par tous les pays. Il y a quelques années (1954), ce pourcentage était encore plus médiocre. Un effort de production a été assuré jusqu'en 1959 et a permis au Groenland d'atteindre un taux de 12,1%. On doit malheureusement constater, depuis cette date, un abaissement lent mais continu du dit pourcentage.

Selon les statistiques de la NORTH WEST ATLANTIC FISHERIES COMMISSION, 300.000 t. de poisson ont été pêchées au large de la côte sud-ouest groenlandaise. Le détail des prix est indiqué ci-dessous.

TABLEAU II - Pêche à la morue dans les eaux du Groenland côte sud-ouest (en tonnes)

Année	Rép.féd. all.	Portugal	Feroë	Norvège	France	Groenland
1961	70.000	68.000	50.000	43.000	40.000	41.500
1960	24.000	66.000		32.000	21.000	27.000

On notera l'effort allemand qui est considérable. des prises des chalutiers allemands proviennent des e groenlandaises (0,8% seulement en 1950). Ce point n'e à oublier lorsque l'on considèrera le débat ouvert pa l'élargissement des eaux territoriales.

Hors la morue, la sébaste est le seul poisson qui fait l'objet d'une pêche industrielle. Allemagne (Rép. 50.000 t., Islande : 5.000 t.

Sur la côte est du Groenland, la pêche à la morue commencé depuis quelques années. Les prises y sont en faibles. On compte principalement des chalutiers ouest allemands, islandais et féroens.

En 1961 et 1962, la production groenlandaise se d pose de la sorte :

TABLEAU III - Production groenlandaise (en to

	1961	1962
Morue	35.164	36.200
Crevettes	2.506	3.360
Requins	2.300	
Flétans	1.399	
Saumon	115	250
TOTAL	41.484	39.810

En valeur, cette production peut être exprimée par autre tableau. On notera qu'en valeur, la production crevettes, qui intéresse essentiellement la baie de D sur la côte ouest, est devenue en quelques années la production de pêche du Groenland.

TABLEAU IV - Valeur à l'achat de la pêche groenla

(Kr.)

	1960	1959	19
Morue	6.860.900	6.532.500	2.8
Flétan	566.200	447.100	
Autres poissons	1.230.900	1.046.600	
Requins et foie de morue	428.100	299.700	
Crevettes	1.459.200	760.200	
Gros mulet	58.100	26.300	
TOTAL	10.603.400	9.112.400	4.0
% de la production totale			
Morue	64%	71,6%	
Flétan	53%	4,9%	
Autres poissons	11,6%	11,4%	
Requins et foie de morue	4,03%	3,2%	
Crevettes	13,7%	8,3%	
Gros mulet	0,5%	0,28%	

(D'après Hunting statistics... Copenhague, 1963).

Si l'on compare secteur par secteur l'augmentation de production (en valeur), sur les côtes sud-ouest, nord-ouest (au sud d'Upernavik) nord et est, on note que de 1953 à 1960, elle est sur la côte sud-ouest de + 134%, sur la côte nord-ouest (au sud d'Upernavik) de + 215%, sur la côte est de + 1653%, la production à Thulé ayant diminué de 1200%.

Rapportée à l'ensemble du Groenland, l'augmentation de production, en valeur, est de 162,7%.

Indication chiffrée intéressante pour l'étude de la balance commerciale du Groenland. En 1962, la valeur à la vente du poisson pêché dans le cadre du Kgl GRONLANDSKE HANDEL aurait été, selon B.T., de 60 millions de Kr. Nous ne connaissons pas les données relatives à la pêche (production et valeur d'achat en 1962). On rappellera qu'en 1960, la valeur totale de la pêche, à l'achat, était de 10.603.400 Kr.

Le poisson salé est principalement vendu à l'Italie, la Grêce, l'Espagne et le Brésil ; le poisson sec à divers pays africains, le poisson gelé aux Etats-Unis, les crevettes à un marché très large et dispersé.

On rappellera que le Danemark est le 4ème pays exportateur du poisson au monde : 302.400 t. d'une valeur de 80 millions $.

Août 1962 - Productivité : un nouveau calcul des primes qui intéresse les producteurs directement à la production.

Selon Hans CHRISTIANSEN, le système de prime à la productivité jusqu'alors adopté et qui était tel que le montant de la prime variait selon la qualité du produit livré, n'est pas des plus satisfaisant.

Aussi a-t-il décidé qu'à partir de juillet 1962, le système de prime serait indexé sur le montant du bénéfice de l'usine ou de la société acheteuse. Une partie seulement des bénéfices disponibles sera distribuée aux producteurs. Une moitié de ceux-ci étant versés à la Fondation régulatrice K. qui équilibre les prix au Groenland.

Selon des estimations, le montant de la prime ne pourrait dépasser 10% de la valeur d'achat du produit.

Septembre 1962 - Un marché local : les bases américa

Les Etats-Unis ont des bases au Groenland depuis années. Pour la première fois, cette année, en grand quantité, les bases de Sondre Stromfjord et Thulé ont acheté directement au Groenland une partie du poisson nécessaire à leur approvisionnement : 11 t.1/2 de morue congelée et 1 t. 300 de boites de crevettes.

Par rapport à des achats similaires qui seraient effectués aux Etats-Unis, l'économie serait de 5 cent par livre.

25 septembre 1962 - Dans les eaux groenlandaises, chalutiers japonais et est-allemands.

Les armateurs japonais souhaiteraient étendre leur activité de pêche aux eaux du Groenland. Trois compagnies maritimes, TAIYO, AOI et HIGASHI, sont intéress

La République Démocratique Allemande, par ailleurs va accroître son activité en ce secteur. Elle ferait construire, d'ici à 1966, 20 chalutiers-usine de 3.000 t. pouvant charger 500 t. Ils seraient basés à Rostock.

25 février 1962 - Limite des eaux de pêche à 12 milles sauf dérogations.

Le Danemark a fait savoir qu'à partir du 1er avril prochain, il avait résolu de fixer les limites de pêche à 12 milles des côtes du Groenland.

Toutefois, les six pays dont les chalutiers ont coutume de pêcher dans les eaux - France, Grande Bretagne, Norvège, Islande, République Fédérale Allemande, Portugal - bénéficieront, jusqu'au 1er avril 1970 d'un régime transitoire. Il leur sera possible de pêcher jusqu'à 6 milles des côtes.

Le Portugal et l'Allemagne ont réservé leur point de vue à la suite de cette décision. La République Fédérale Allemande a élevé une protestation particulièrement vive

On estime qu'au cours de la dernière année, 42% du poisson consommé en Allemagne Fédérale, est venu des eaux groenlandaises (0,8% il y a dix ans).

L'autorité danoise dispose, pour la surveillance côtière, de trois petit cotres. En juin prochain sera mis en service un nouveau navire d'inspection de 2.000 t. pourvu d'un hélicoptère.

Le Tableau ci-dessous indique les nouvelles zones de pêche des régions nordiques intéressées.

Eaux Territoriales (pêche)

	Limite traditionnelle	Limite actuelle	Limite future
Groenland	3 milles	6 à 12 milles selon les cas	12 milles le 1/IV/1970
Féroë	6 milles	12 milles, après le 28/VIII/1963	
Islande	3 à 12 milles selon les secteurs		12 milles en 1964

B) Chasse et agriculture

La production groenlandaise - pêche, chasse, agriculture - a crû de 1959-60 à 1960-61 de 11.366.400 Kr. à 13.307.000 Kr. Le taux d'augmentation, qui pourrait être plus élevé, est satisfaisant. Si l'on considère en effet l'augmentation de production de 1953 à 1960, on note qu'elle est, par an, de 23,4%, cependant que dans la même période, la population a crû de 24%. Le taux d'augmentation de la production serait plus élevé si l'on faisait entrer en compte l'industrie minière.

Le TABLEAU V permet de noter que l'activité de chasse qui avait plafonné en 1959 à 16,12% des activités traditionnelles (en valeur) tend clairement à être de moindre importance (14,5%).

1°) La valeur de production agricole, qui représent
maintenant près du tiers de la production de ch
a crû exceptionnellement de 1959 à 1960 de 84%.

Dans le même temps, la vie agricole - élevage du mo
connait, malgré des aléas de climat, un développement
de 3,70% à 5,8% de la production (à l'exception des mi
sans retrouver les totaux exceptionnels de 1956 (6,23%
ou de 1951 (6,5%). L'élevage du mouton devient une act
caractéristique de la côte sud-ouest et en développemen
constant. De 1953 à 1959, la valeur de production a au
irrégulièrement, de 3,3% par an. De 1959 à 1960, cette
valeur de production a crû exceptionnellement de 84,5%
La production agricole représente désormais un peu plu
tiers de la production de chasse : 1960 : 776.200 Kr p
1.927.400 Kr.

TABLEAU V - Pourcentages des activités de cha
et d'agriculture dans la production groenlandai
(à l'exception des mines)
en Kr.

Années	Chasse %	Agriculture %	Total de la produ tion groenlandais (à l'exception de mines) Kr.
1960	14,48	5,83	11.307.000
1959	16,12	3,70	11.366.400
1958	15,48	3,54	10.606.600
1957	14,09	3,76	9.066.800
1956	15,05	6,23	8.058.200
1955	14,31	3,87	7.428.800
1954	17,55	5,51	5.527.800
1953	18,31	6,51	5.368.000

(Source : Hunting Statistics... Copenhague, 1963).

2°) Une diminution relative des effectifs de chasseu

L'observation faite au niveau de la production de ch
se retrouve au niveau des effectifs de chasseur. Ils so
proportionnellement moins nombreux en 1960 qu'en 1959.
diminution relative est lente, mais constante : 1954-55
13,67% ; 1959-60 : 13,21%, 1960-61 : 12,72%.

3°) Une production élevée de la chasse au phoque, particulièrement sur la côte nord-ouest et est.

La productivité, particulièrement sur le plan de la chasse au phoque, a encore crû (I.N. 3, p.84). De 1959-60 à 1960-61, la quantité de viande (et entrailles consommables) de mammifères chassés rapportée à la population totale a crû de 2,43% : 420 Kg par famille (5 personnes) en 1960-61 contre 410 Kg en 1959-60. La chasse au renard et au renne est stationnaire au total. Rapportées aux chiffres de population, ces deux chasses ont donné en 1960-61 des résultats inférieurs à ceux de l'année passée.

TABLEAU VI - Prises totales de chasse

	1960/61	1959/60	1954/55
Baleines et Marsouins	1.820	1.345	2.915
Phoque (tous phoques)	69.235, soit 18,41 ph./chas/an, soit 1,53 ph./mois.	63.205, soit 16,48 ph./chas/an, soit 1,40 ph./mois.	52.763, soit 16,19 ph/chas/an, soit 1,34 ph./mois.
Renards (blancs et bleus)	4.022, soit 1,07 ren/chas/an	4.519, soit 1,20 ren./chas/an	3.024, soit 0,92 ren./chas/an
Renne	3.873, soit 1,03 renne/chas/an	4.015, soit 1,07 renne/chas/an	1.444, soit 0,44 renne/chas/an

(Source : Hunting Statistics. Copenhague 1963).

Le TABLEAU VII est plus instructif. Il permet, par régions, d'examiner l'activité de chasse. Cependant que la côte sud-ouest, principalement tournée vers la pêche, est le secteur le moins tourné vers la chasse (par famille de 5 personnes, la quantité de viande disponible annuelle n'est que de 41 Kg,26 en 1960/61), les côtes nord-ouest et est se distinguent par le maintien de l'activité traditionnelle de la chasse : respectivement 115,5 Kg et 174,3 Kg de viande disponible annuelle par famille de 5 personnes.

Sur la côte est, on remarquera les très bons résultats de chasse au phoque : 6,58 contre 3,90 sur la côte nord-ouest - mais aussi l'abandon graduel de la chasse au renard.

Ce qui ressort du tableau est le maintien, dans les secteurs de chasse, d'une productivité relativement élevée en phoque.

TABLEAU VII - Répartition comparée des prises de chasse par tête d'habitant et par district

Région	Année	Baleine et marsouin	Phoque	Renard	Renne	Viande (Kg) par famille	Re (K fa
S.W.	1960/61	0,07	0,55	0,19	0,24	41,26	0
	1959/60	0,06	0,45	0,24	0,26	42,82	0
	1954/55	0,06	0,63	0,14	0,10	35,5	0
N.W.	1960/61	0,05	3,90	0,07	0,007	122	21
	1959/60	0,03	3,63	0,07	0,007	115,5	21
	1954/55	0,20	3,36	0,09	0,001	155	22
Est	1960/61	0,03	6,58	0,01	-	175,33	7
	1959/60	0,004	5,73	0,01	-	165,06	9
	1954/55	0,01	7,60	0,16	-	199,7	15

(Source : Hunting Statistics... Copenhague, 1963).

4°) Le pouvoir d'achat et de consommation des district chasse groenlandais sont tous, en 1960, inférieurs moyennes du Groenland. La pêche est seule vraiment rémunératrice.

Rapportée aux chiffres exprimant par district le pouv de consommation, ces tableaux s'éclairent. Il apparait, en effet, que, comparée à l'indice moyen familial (5 personn du Groenland - 2.200 Kr en 1960, 1900 Kr. en 1959 -, la cô sud-ouest, grâce à la pêche, a un taux de 20% plus élevé q la moyenne groenlandaise en 1959. Il y a donc élévation du voir de consommation. Par contre, sur la côte nord-ouest, pouvoir de consommation est 16% fois moins élevé qu'en 196 que la moyenne groenlandaise, 15,2% en 1959. La situation médiocre, tend à se détériorer. Sur la côte est, il est de 24% inférieur à l'indice groenlandais, la situation s'étan considérablement dégradée par rapport à 1959.

Même observation au niveau du pouvoir d'achat des cha pêcheurs, celui-ci étant exprimé par les comptes ouverts a KGL. En 1960, sur la côte sud-ouest, ce pouvoir était de 1 plus élevé (1959 : 26%) que la moyenne groenlandaise qui é de 2.200 Kr. Dans tous les autres secteurs, l'indice moyen pouvoir d'achat est inférieur à la moyenne groenlandaise côte N.W. : - 22%, (en 1959 : - 26%), sur la côte est : - (1959 : - 31%), côte nord (Thulé) : - 4% en 1960.

Une conclusion s'en dégage : les secteurs de chasse, à l'exception du petit secteur de Thulé, ne sont pas assez rénumérateurs. Les niveaux de vie (exprimés en valeur de production) y sont, tous, inférieurs à ceux de la côte sud-ouest qui, grâce à la pêche - et à l'agriculture - apparaît être la seule région productrice du Groenland.

12 octobre 1962 - Développement de l'élevage du mouton

A l'usine du KGL GRONLANDSKE HANDEL, à Narssak, sont abattus cette année 16 à 17.000 agneaux, dont 6.000 exportés vers le Danemark. Les comptes de l'exercice 1961 se soldent par un bénéfice d'environ 500.000 KrD.

27 décembre 1962 - Elevage du renne. Le troupeau a 3.000 têtes.

Il y a dix ans, 260 rennes norvégiens étaient importés au Groenland. Ils sont aujourd'hui 3.000, qui ont donné naissance à 900 veaux l'an passé. L'abattage a été, en 1961, de 750 rennes vendus principalement sur le marché local.

7 mars 1963 - Hausse soutenue des peaux de phoque.

La hausse sur les peaux de phoque se poursuit : 15.000 peaux ont été vendues aux enchères par la KONGELIGE GRONLANDSKE HANDEL, pour 2.455.000 Kr, soit en hausse de 30%, par rapport aux prix obtenus l'année passée.

Les achats les plus importants ont été d'origine allemande.

3. - Industrie et balance des comptes.

On sait qu'à la suite de travaux de la Commission royale sur le Groenland installée en 1948, ce territoire a connu de grandes transformations. Jusqu'alors, les prix d'achat et de vente étaient fixés par le monopole du KGL GRONLANDSKE HANDEL, de façon telle à résorber, concurremment avec les profits de l'exploitation minière de la cryolithe d'Ivigtut, le coût de l'Administration Générale.

Après 1950, il a été décidé qu'afin d'accélérer la modernisation du territoire, les dépenses proprement administratives seraient hors compte et que, par ailleurs, des investissements extraordinaires seraient poursuivis annuellement par l'Administration danoise, afin de permettre par une modenisation et une industrialisation accélérées, un relèvement rapide du niveau de vie.

Une remarquable étude de M. Mogens BOSERUP, Økonomisk Politik i Gronland (Copenhague 1963, 508 p.) donne à cet égard des précisions fort utiles.

En 1962, le montant des investissements extraordinaires (prêts non compris) a été de 110 millions de Kr ($ 16 millions), soit en valeur, 90% du revenu annuel du Groenland. Ces investissements représentent un montant de $ 5.000 par famille. M. BOSERUP a calculé, dans son ouvrage, que, par tête d'habitant, ce montant en valeur absolue élevé, est du même ordre qu'au Danemark, si l'on tient compte des frais occasionnés par les distances et le frêt. Bien que moitié de ce total intéresse, selon M. BOSERUP, les spécialistes danois venus au Groenland sur contrat, il est estimé que cette politique d'investissement a porté ses fruits. Le revenu personnel groenlandais, par tête d'habitant, bien qu'inférieur de 40% à celui connu au Danemark, a crû, de 1947 à 1960, de 72%, la consommation ayant augmenté dans le même temps de 170%.

Les investissements (prêts compris) se répartissent comme suit :

TABLEAU VIII - Investissements d'Etat au Groenland (millions Kr)

	1950-61	1962	Total
Industrie de la pêche	40,8	10,8	51,6
Boutiques, hangars, stations d'huile et de pétrôle	40,1	8,1	48,2
Transports aériens et maritimes	43,0	9,7	52,7
Habitation pour cadres	15,2	3,0	18,2
Divers	9,7	2,2	10,9
	148,8	33,8	181,6
Ministère du Groenland			
Ports	27,8	7,6	35,4
Routes	15,3	4,0	19,3
Services d'Eaux	23,2	7,0	30,2
Bloc-moteurs	34,3	7,4	41,7
Télécommunications	51,1	10,0	61,1
Ateliers et machines	42,7	8,0	50,7
Habitation pour cadres	66,6	9,4	76,0
Hôpitaux	44,9	1,5	46,4
Ecoles et radio	38,7	6,2	44,9
Divers	31,9	18,5	50,4
	376,5	79,6	456,1
Prêts			
Habitations	78,9	17,0	95,9
Commerce et Industrie	22,8	7,0	29,8
	101,7	24,0	125,7
TOTAUX DES INVESTISSEMTS D'ETAT	626,0	137,4	763,4

a) Les sociétés privées danoises ne sont pas intéressées par la pêche au Groenland.

L'objet essentiel de cette politique d'investissement était de faciliter l'introduction de sociétés privées. Dans le domaine industriel, cet espoir n'a pas été récompensé. Le KGL GRONLANDSKE HANDEL - Société d'Etat - reste la seule grande Compagnie au Groenland. Dans le commerce de détail et l'artisanat, certaines sociétés privées se sont installées à la faveur de cette politique. 15% du commerce de détail, selon M. BOSERUP, est entre leurs mains. Il est, toutefois, fâcheux, et M. BOSERUP donne, à cet égard, des indications chiffrées précieuses, que cette politique libérale ait favorisé les seuls Danois immigrés et non les Groenlandais eux-mêmes qui sont sans capital et pouvoir de liaison.

b) Un déficit structurel des comptoirs de l'ordre de 15%.

Ce déficit structurel ne laisse pas, à long terme, d'être préoccupant. Afin de protéger les budgets groenlandais les plus modestes, certaines denrées de nécessité sont vendues par l'Etat à des prix artificiellement bas. Aussi, selon M. BOSERUP, toujours dans l'ouvrage cité, la Balance des Comptoirs est-elle déficitaire de 15% environ.

c) Depuis 1959, déficit de la Balance des Comptes.

Il y a plus. Le mouvement commercial - [illegible] les investissements étant hors compte - est déficitaire depuis 1959 et ce, malgré un effort remarquable de production (doublement du volume de pêche) qui avait été tel que le mouvement commercial avait été régulièrement favorable de 1952 à 1954.

Le niveau des cours mondiaux en est responsable. Les prix d'achat à l'étranger ne sont pas tels qu'ils permettent les taux payés aux producteurs groenlandais.

d) Une meilleure productivité et le développement de l'industrie permettront de résorber ce déficit.

Il n'est pas douteux qu'une industrialisation, une rationalisation croissantes permettront seules une production bénéficiaire et compétitive sur les marchés extérieurs.

C'est poser un problème qui n'est pas sans incidences socio-ethniques pour une société habituée, d'une part à une organisation familiale, d'autre part sans capital et insoucieuse d'amasser.

Au titre des informations, des données sont présentées ; elles énumèrent certaines difficultés rencontrées à cet égard.

La production, dans le même temps, devra continuer à augmenter considérablement, tant en raison de l'augmentati des besoins (de 1947 à 1950, la consommation, rappelons-la a crû de 170%...)-dans les mêmes délais, la production n'a pas crû, et de loin, dans la même proportion- que de l'augmentation très rapide de la population (4% par an).

Quels sont les moyens qui permettraient de faciliter une meilleure productivité ? Selon M. BOSERUP, l'allongeme de la saison de pêche pourrait permettre une augmentation immédiate de la production. Sur la côte sud-ouest, les Groenlandais, à l'instar des chalutiers étrangers, pourraient, devraient pêcher aussi en saison d'hiver. Par ailleurs, l'utilisation de bateaux plus importants - la dimension moyenne des bateaux groenlandais est de 22-30 pieds - serait souhaitable. M. BOSERUP juge que des navire de 35-60 tonnes seraient économiquement souhaitables.

e) Les perspectives offertes par le Marché Commun sont peu favorables.

La modernisation du pays est à souhaiter d'autant plus rapidement, malgré ses sérieuses incidences socio-ethnique que le Danemark est susceptible d'entrer dans le Marché Commun et que la concrétisation de cette éventualité aurait pour conséquence l'établissement d'un régime de taxes douanières permettant au Groenland de commercer directement avec l'Etranger, sans l'intermédiaire du Danemark.

Les conséquences de ces taxes seraient inévitablement une hausse des produits importés et l'augmentation du coût de la vie.

Autre point : on sait que le Groenland, en raison de son éloignement géographique des grands marchés et du coût du frêt, ne peut espérer vendre à des prix compétitifs que si ses produits, à la production, étaient très compétitifs. Le Groenland, peu industrialisé, ne peut espérer obtenir rapidement cet abaissement du prix de revient par une meilleure productivité. C'est donc poser en principe que, pour une période indéterminée, l'effort de contraction des prix doit porter au niveau des salaires et des taux d'achat, ceux-ci devant être inférieurs à ceux pratiqués en Europe. Or, une des clauses du Marché Commun relative aux salaires est précisément l'égalité de ceux-ci dans le cadre du Marc Au cas où il n'y aurait pas de dérogation à cette clause - à terme, compte tenu des périodes de transition à négocier, il ne peut y en avoir ; cette clause est à la base même du traité -, les salaires groenlandais qui sont inférieurs, pour des raisons diverses à ceux pratiqués, par exemple, au Danemark, devraient être relevés, et cette hausse menacerait l'équilibre économique précaire du pays.

Le Traité de Rome prévoie enfin la libre circulation des hommes et des capitaux. A ce titre, les pays membres du Marché Commun auraient liberté de pêcher dans les eaux côtières et pourraient s'installer au Groenland même avec liberté sur les marchés du poisson. Ils concurrenceraient, de la sorte, et avec des moyens puissants, toute l'industrie poissonière du Groenland, encore naissante.

Par ailleurs, le côtoiement au Groenland même de sociétés à niveaux, ethnies et vocations différentes pourrait menacer toute l'oeuvre de promotion ethno-sociale si patiemment poursuivie dans la grande île par le Danemark depuis près de deux siècles et demi.

f) Le Groenland ne peut être considéré par le Marché Commun comme un partenaire bien valable.

Les dérogations qu'appellerait la candidature du Groenland au Marché Commun sont donc nombreuses.

Le cas posé n'est pas nouveau. Il est celui des pays sous-développés ; il révèle une véritable hiérarchie géographique que ne favorisera pas la tendance économique vers une concentration industrielle encouragée par le Traité de Romme. Comme l'indique M. Hans C. CHRISTIANSEN, Directeur du KGL GRONLANDSKE HANDEL, le Groenland ne peut être considéré par les Six du Marché Commun comme un partenaire bien valable.

4. - Des perspectives minières peu encourageantes.

Nous l'avons vu (I.N. 4, p. 62), l'exploitation de la mine de Mestervig a cessé. Les espoirs soulevés par la découverte de molybdène à Malmbjerget (près de Mestervig, Cf. I.N. 4, p. 6) n'ont pas tous été satisfaits.

Aussi se demande-t-on actuellement si une production journalière de 6.000 t. de minerai serait rémunératrice.

L'uranium découvert près d'Illua (I.N.4, p. 62) ne paraît pas non plus rentable. 800 gr. d'uranium par tonne peuvent seulement être escomptés. L'enquête qui se poursuit depuis 1955 n'est toutefois pas close.

A terme, l'exploitation de la cryolithe d'Ivigtut, si rémunératrice pour le budget général, est condamnée.

Aussi paraît-il des plus important que de nouvelles ressources minières soient, dans un délai proche, découverte

Mai 1962 - M. Hans C. CHRISTIANSEN, dans un discours prononcé à une réunbn sur les pêches groenlandaises, a fait le point sur le développement de l'industrie pêche que l'on peut résumer de la façon suivante :

	Projet d'une usine à poisson. Capacit 300.000 t./an.
Jakobshavn	Nouvelle usine de conserverie de creve achevée en août 1962.
Egedesminde	Aggrandissement de l'usine pour utili tion des crevettes.
Holsteinsborg	Aggrandissement de l'usine existante.
Godthaab	Usine achevée en 1963.
Nanortalik	Projet d'une usine.
Frederikshaab	Centre de congélation en construction
Angmagssalik	Usine (morue) envisagée.

22 octobre 1962 - Budget d'investissement d'austérit

Par suite de mesures d'économie de l'Etat danois, Commission de l'Economie du Gouvernement a décidé qu le budget des travaux de construction au Groenland n doit pas dépasser, en 1963, le budget des travaux ac complis en 1962.

5 novembre 1962 - Autonomie municipale souhaitée.

M. N.O. CHRISTENSEN, qui remplit actuellement les fo tions de Landshøvding du Groenland, a souligné que le manque d'habitations est un des graves problèmes que l'Administration a à résoudre. M. CHRISTENSEN souhai que les Groenlandais prennent davantage conscience d leurs problèmes. Une plus grande autonomie municipal sans doute le leur permettra.

23 novembre 1962 - Prochain début de la première gra société groenlandaise de pêche, à capitaux privés.

Selon M. HANS C. CHRISTIANSEN, Directeur du KGL GRONLANDSKE HANDEL, la mise en service de l'AKTIESEL

GODTHÄB FISKE INDUSTRI de Godthaab (I.N. 4, p. 60) aura lieu le 1er août 1963.

Cette société, la première grande société de pêche groenlandaise, dispose d'un capital de 7,5 millions de KrD. Pour 1/2, les fonds ont été apportés par les Sociétés privées danoises, pour 1/3 par des compagnies de pêche des îles Feroë, pour 1/3 enfin, par "le Fonds Danois d'égalisation des variations des conditions économiques au Groenland".

70 appartements sont actuellement en cours de construction à Godthaab, afin d'accueillir les familles de travailleurs venues d'autres villes.

27 janvier 1963 - Le Groenland ne serait pas avantagé par les possibilités du Marché Commun. Selon le Directeur du KGL GRONLANDSKE HANDEL, M. Hans C. CHRISTIANSEN, les conditions requises par le Marché Commun ne seraient pas très favorables pour le Groenland. Des dérogations du type de celles qui ont été accordées à la Grèce devraient être apportées. Des facilités financières et techniques du type de celles prévues dans le cadre de ce que l'on convient, à Bruxelles, d'appeler la "politique régionale active" doivent être accordées.

"Je crois, dit M. CHRISTIANSEN, qu'un ajournement de l'adhésion du Danemark au Marché Commun ne serait pas regrettable en ce qui concerne la société groenlandaise. Il prorogerait pour elle la période difficile de transition et d'adaptation"

30 janvier 1963 - Abandon du projet de l'île de Rype.

La Compagnie canado-américaine UNGAVA IRON ORE Co a abandonné son projet de construire un port-relai de minerai de fer à l'île de Rype au sud du Groenland.

La baisse des cours mondiaux du fer ne favorise pas ce projet qui avait suscité au Groenland un grand intérêt géo-économique.

7 mars 1963 - Bilan déficitaire d'une grande compagnie minière groenlandaise. La société minière NORDISK MINESELSKAB A/S a publié son rapport pour l'exercice 1962.

Le bilan se solde par un déficit de 97.000 KrD, montant qui, cumulé avec les déficits des années antérieures, porte le déficit global à 2.580.000 KrD.

Les cours mondiaux de concentré matallique (plomb et zinc) sont particulièrement peu favorables. Si l'on se reporte aux prix de 1957, la baisse a été de 69% (de 880 KrD à 210 KrD la tonne8.

Il n'apparait pas encore clairement si le gisement de molybdène découvert près de Mestersvig (I.N.4, p.62) sera exploité. La teneur, en effet, est médiocre (0,28 à 0,29%).

5. - Problèmes d'intégration sociale: dangers de prolétarisation de la main-d'oeuvre et revendications pour une égalité des salaires.

Ces problèmes, dont l'importance ethno-politique n'échappera pas, est étroitement lié à la structure économique de l'île.

Appelé à une modernisation croissante de son industrie (pêche, mine), de son agriculture, de son mode de vie, le Groenland a concentré progressivement sa population croissante en quelques grandes villes de la côte sud-ouest et a fait appel à des cadres danois pour promouvoir cette politique. Un dualisme assez classique en pays sous-développés en voie d'industrialisation s'est créé, la main d'oeuvre groenlandaise ayant souvent le sentiment d'être condamnée, faute de qualification, à une situation prolétarienne.

Dans le but de remédier à cette situation regrettable, un Conseil d'Education (UDANNELSES RAAD), sous la présidence de M. MIKAEL GAM, Ministre du Groenland, a été créé en janvier 1962, dans le but de développer un enseignement accéléré et plus approprié aux conditions techniques du moment.

Une "Ecole de jour" technique - la première de ce type au Groenland - a été ouverte en novembre à Godthaab. L'enseignement est assuré par des Groenlandais. Après cinq mois de stage, 23 artisans, 15 mécaniciens, 15 navigateurs et 22 apprentis de bureau et de commerce subiront leur examen final. Dans quelques années, sera établie à Godthaab une Ecole Professionnelle centrale permanente. On rappellera que 17% de la population (5.373 écoliers) est scolarisée, l'enseignement étant bilingue : dano-groenlandais. Des réformes sont à attendre sur le plan de la structure de cet enseignement primaire.

Le second point, le plus sérieux par ses résonnances, concerne l'égalité des salaires.

On sait que le budget groenlandais - les investissements étant hors compte - est en déficit régulier depuis 1959. On sait aussi que le Groenlandais ne paie pas d'impôts. On notera que l'Administration s'efforce de maintenir naturellement aux activités productrices de pêche un effectif suffisant de salariés que ne retiendraient pas des salaires trop élevés dans les industries des villes. Or l'exportation du poisson et toute l'économie de l'île seraient sérieusement menacées si, par contre-coup d'un relèvement de 20 à 25% des salaires, le prix du poisson payé aux producteurs était également relevé.

L'ensemble de ces raisons fait que le salarié groenlandais reçoit, à travail égal, 20 à 30% de moins que son homologue danois qui lui-même ne se rendrait pas dans la grande île s'il ne recevait au moins l'équivalent de son salaire au Danemark.

Cette situation n'est pas sans provoquer de frictions importantes. Le Comité du Groenland s'est, selon le GRONLANDS POSTEN du 6 juillet, séparé sans apporter de solution à ce problème aux incidences socio-politiques et économiques évidentes. Les Groenlandais ont eu, à ce propos, des réactions assez violentes.

En mars dernier, la sous-commission établie par la GRONLAND-SUVALGET AF 1960, a élaboré le projet d'un ensemble de lois visant à un assainissement de l'économie groenlandaise. L'approbation des organisations groenlandaises paraît acquise.

On escompte de ce projet un accroissement de 10% du revenu des Groenlandais. Les dépenses de l'Etat du Groenland s'accroîtraient de 15 millions de KrD environ, 2 millions,5 de KrD seraient employés à une amélioration de la prévoyance sociale (allocations à DEN GRONLANDSKE LANDSKASSE).

Selon ce projet, les 66 fonctionnaires groenlandais au service de l'Etat au Groenland obtiendraient un salai égal à 92,5% d'un fonctionnaire danois de la même classe Compte tenu qu'ils ne paient pas d'impôts, on juge que leur salaire réel sera voisin de celui d'un fonctionnair danois.

Un supplément de salaire de 1% serait accordé à tout fonctionnaire bilingue (langues groenlandaise et danoise

Tous les salaires, par ailleurs, seraient fonction, Groenland, de la situation économique. Ils seraient fon tion de la balance commerciale de la grande île, ce qui traduirait une régionalisation économique croissante et un souci de l'Administration danoise de faire toujours d vantage saisir aux Groenlandais les réalités.

18 septembre 1962 - Taux des retraites non augme

Le Landsraad ne s'est pas vu en état d'augmen les taux de la retraite pour la vieillesse, de l prévoyance au profit des enfants et de l'assista aux infirmes et incurables, malgré le fait que l taux des allocations, actuellement en vigueur (environ 10 millions de KrD) est aux deux-tiers au dessous de celui du taux danois.

On rappellera que le régime des allocations familiales n'est pas en vigueur au Groenland.

7 octobre 1962 - Indices de fréquentation scola

18,29% de la population groenlandaise a fréquent en 1960 les Ecoles sur la côte ouest. 5.069, soi 18,5% de la population, 424 sur la côte est, soit 19,4% de la population, 80 sur la côte nord soit 16% de la population. On compte 303 instit teurs dont 123 instruits au Danemark, 85 aux Eco Normales du Groenland, 62 ayant reçu toute forma d'instruction. 33 seulement (11% du total) n'ava reçu aucune instruction spéciale.

Les Ecoles du Soir (14.011 leçons) ont été sui par 2.995 hommes et 2.700 femmes.

Janvier 1963 - 30% des jeunes adultes souhaitent être marins ; 40% souhaitent être infirmières.

La Commission danoise pour les Etudes Sociales vient de publier les premiers résultats de ses travaux. Elle a fait connaitre en particulier le résultat de son enquête de 1958 et 1959 sur les voeux et orientations professionnelles de 300 familles de la Baie de Disko. 90% des personnes intéressées ont des voeux précis.

30% des garçons souhaitent être pêcheurs, 10% navigants, 25% seulement des intéressés ont exprimé leur peu d'intérêt pour la mer. 30% ont souhaité avoir une instruction technique. Peu ont souhaité être instituteurs ou mieux formés littérairement.

40% des filles ont souhaité être infirmières.

Une enquête conduite en 1960 a indiqué que 1/3 des garçons et la moitié des filles ont adopté l'orientation qu'ils souhaitaient.

2 janvier 1963 - Taux élevé de blénorragie.

10% des 225 écoliers de la ville de Narssaq souffrent de blénorragie. Narssaq est la ville groenlandaise à plus forte activité industrielle.

En 1962, nouveau record au Groenland de cas de blénorragie : 3.902 cas (11% de la population) contre 2.792 cas en 1961, soit un accroissement de 40%.

14 février 1963 - Une prévoyance sociale aux ressources insuffisantes.

M. Viggo CLEMMESEN, mèdecin-chef, président et fondateur de la Société LANDS FORENINGEN GRONLAND (la Confédération Nationale du Groenland) a souligné, au cours d'une Conférence, que la prévoyance sociale au Groenland était insuffisante, étant alimentée par une caisse (DEN GRONLANSKE LANDSKASSE) dont les seules rentrées proviennent des impôts indirects.

Dans son exposé, M. CLEMMESEN a noté que sur 1.500 enfants nés par an, 1/3 sont nés hors mariage. Dans une école, de 114 élèves, 53 avaient des parents qui vivaient hors des liens du mariage.

6. - Nouvelles diverses

9 octobre 1962 - La population groenlandaise sera de plus en plus divisée entre plusieurs confessions.

Dans une déclaration, Svend Erik RASMUSSEN, pasteu en chef de l'Eglise luthérienne danoise, a souligné l'effort des Eglises adventistes, Pentecotistes et catholiques au Groenland.

Depuis la révision de la constitution danoise, lo de l'intégration du Groenland au Danemark, l'Eglise Nationale luthérienne ne dispose plus du "monopole". Elle dispose de 18 pastorats dont 4 occupés par des prêtres danois, 2 par des Groenlandais, les 12 autre par des catéchistes groenlandais.

Déjà, M. WESTERGAARD-MADSEN, Evèque de Copenhague avait noté, à l'occasion d'un voyage au Groenland, certaine désaffection religieuse dans les villes (I. 3, p.89).

Le Pentecotisme suédois a établi à Nanortalik une maison-mère à laquelle le Landsraad a refusé de donn son autorisation. Les Adventistes ont construit à Godthaab une Eglise et un Etablissement de bains. Le Témoins de Jehovah sont les plus actifs le long de l côte. Le programme de l'Eglise Catholique (Oblats O Province Américaine) est ample. Il prévoit un Couven une Eglise en cours de construction à Godthaab. Deux prêtres y sont attachés. Un de ces prêtres, d'origin groenlandaise et apostat de l'Eglise luthérienne - M. Finn LYNGE, recevra la prêtrise aux Etats-Unis, avril. M. LYNGE, de famille groenlandaise bien conn est âgé de 29 ans. Il parle couramment le danois, le groenlandais, l'anglais et le français.

19 octobre 1963 - Statistiques d'échanges groenlando danois.

Au KGL GRONLANDSKE HANDEL, on suppose qu'en 1970, envois de colis (au détail) du Danemark au Groenlan

s'élèveront à plus du double : 8 millions de pieds cube contre 3,7 millions en 1960.

On prévoit pour 1970 un triplement des mouvements "passagers": 12.000 à 13.000 voyageurs. 1950 : 2.900. 1960:9.900.

On prévoit 36.000 voyageurs locaux (de ville à ville, au Groenland), en 1970. En 1950, on n'en comptait que 1.000. (1961 : 7.800).

26 novembre 1962 - Un parc automobile à Godthaab.

On compte à Godthaab, capitale du Groenland, 112 voitures l'âge moyen d'une automobile est, au Groenland, de 6 ans.

15 février 1963 - Les travaux d'entretien militaires des bases américaines au Groenland seront confiés à des entreprises danoises.

Selon un récent accord dano-américain, les travaux d'entretien dans les bases américaines qui ne sont pas du ressort militaire, seront confiés à des sociétés danoises.

Denrées alimentaires, matériaux de construction, mobilier de bureau seront livrés par des fournisseurs danois.

DANISH CONSTRUCTOR CORPORATION exécutera pendant une anné de tels travaux, dont le total s'éleverait à 5 millions Kr.

Mars 1963 - Vient de paraitre, de M. MOGENS BOSERUP : Økonomisk Politik i Gronland. 507 p. Udgivet ved Foranstaltning af Gronlandsudvalget af 1960. København 1963. Etude fondamentale qui examine les grandes orientations de la politique socio-économique poursuivie par le Danemark au Groenland. L'analyse porte plus particulièrement sur la période 1950-1962.

2 mai 1963 - Echanges sur le plan de la radiodiffusion groenlandaise et canadienne.

M. Frederic NIELSEN, Directeur de la radiodiffusion groenlandaise a été invité à faire un voyage d'études au Canada pour étudier les problèmes afférant aux Esquimaux

canadiens.

M. NIELSEN sera conseil pour la C.B.C., en ce qui concerne les problèmes de radiodiffusion touchant les Esquimaux et les Indiens Canadiens.

C A N A D A

LE DYNAMISME DE SON ECONOMIE A PERMIS AU CANADA DE SURMONTER UNE CRISE FINANCIERE GRAVE, MAIS L'EMPRISE ACCENTUEE DU CAPITAL ETRANGER ET LE NIVEAU ELEVE DE LA CONSOMMATION INTERIEURE TENDENT DESORMAIS A Y ACCROITRE LE POIDS DE L'INFLUENCE AMERICAINE ET ETRANGERE PLUS RAPIDEMENT QUE LA PRODUCTION NE TROUVE DE NOUVEAUX DEBOUCHES INTERNATIONAUX.

Le précédent numéro d'INTER-NORD présumait, en ce qui concerne le Canada, que les périodes à venir risquaient moins d'être marqués par des difficultés économiques véritables que par des péripéties financières, - dont il convenait, toutefois, d'admettre qu'elles pouvaient se révéler périlleuses. Indéniablement, la politique d'expansion systématique mise en place au printemps 1961 par le Gouvernement et la résolution qu'elle exprimait de faire de la monnaie, du crédit et du change de simples moyens de développement étaient audacieuses et impliquaient, ainsi, à peu près autant de risques qu'elles laissaient présager de succès.

La rançon d'un succès.

En fait, les évènements semblent s'être également répartis sur les deux plans, et la crise sérieuse à laquelle la monnaie s'est, presque dramatiquement, trouvée soumise en mai 1962 pourrait, à tout prendre, représenter une manière de contrepartie à la fermeté qui a, parallèlement, caractérisé le comportement de la production. A quoi, sans doute, il convient d'ajouter des nuances, dont les unes sont favorables et les autres moins : si la récolte, par exemple, s'est révélée excellente,-et contribue largement à l'exhaussement du produit national brut-, le mouvement des exportations industrielles n'est demeuré ascendant qu'en s'orientant à nouveau vers le marché américain, faute d'avoir pleinement réalisé les avances escomptées sur les autres marchés mondiaux. Et l'animation même imprimée à la conjoncture intérieure s'est davantage soldée par un accroissement, préoccupant, des importations de biens de consommation que par un développement des investissements.

Mais, quelque sens que l'on prête, finalement, au tableau d'ensemble, l'on ne saurait négliger que les élections générales du 18 juin 1962 ont maintenu au pouvoir le Gouvernement DIEFENBAKER et confirmé, ainsi, que la majorité de l'opinion ne paraissait pas résolue, ou prête, à désavouer sa politique.

I - LA BALANCE DES ECHANGES ET LES PROBLEMES FINANCIERS

1. - La montée de la crise financière.

Le fait est d'autant plus significatif que c'est, précisément, dans les semaines qui précédèrent la consultation que cette politique allait se trouver soumise à une dure épreuve et quasi-contrainte à une espèce de déjugé. Le pronostic, certes, n'en était pas impossible, et dès le moment, d'ailleurs, où - en juin 1961 - M. FLEMING, Ministre des Finances avait décidé de réduire d'une "marge significative" (significant discount) le dollar canadien par rapport au dollar US. Tous les observateurs s'accordaient alors (1) - en admettant, au reste, que le risque faisait légitimement partie de l'opération - à prévoir que le maintien de ce "décroché" en taux flottant ne manquerait pas de mettre à forte contribution les réserves nationales de change et que les gains réalisés sur le plan de l'économie (exportations accrues, importations réduites, résorbption du chômage) pouvaient, ainsi, se révéler inférieurs aux pertes à subir sur le plan financier. Le dernier numéro d'INTER-NORD soulignait l'importance de ces gains : progression de 9% de la production industrielle, accroissement de 9,5% du volume général des exportations, dont 11% vers le Marché Commun et 6% vers les USA ; apparition (pour la première fois depuis 10 ans) d'un solde favorable (179 millions $) de la balance commerciale ; accroissement de 200.000 unités des effectifs de l'emploi (février 1962).

Dévaluation du dollar canadien

Mais s'en tenir, toutefois, à ce brillant bulletin de victoire, c'eût été oublier que la solidité, puis la consolidation même des résultats dépendraient, au total, de la docilité de la monnaie nationale à "flotter", de son côté, au niveau souhaité. Dans un premier temps, certes, de nombreux opérateurs, convaincus que le taux de fait tendrait à remonter, achetèrent du dollar canadien (pour plus de 180 millions US $). Mais le pronostic ne se vérifiant pas,

---

(1) INTER-NORD, n°3, p. 59.

la tendance s'inversa et d'acheteurs les opérateurs devinrent vendeurs, - créant par leurs ventes un climat "baissier" pernicieux, qui finit par gagner certaines sociétés d'investissement et devait les amener à décider le rapatriement des capitaux dont elles disposaient au Canada. Du coup, les exportateurs canadiens différèrent de convertir en dollars canadiens le produit de leurs ventes, tandis que les importateurs se constituaient, par précaution, des stocks plus volumineux de devises étrangères.

A un tel régime, aucune réserve de change et d'or n'aurait tenu longtemps. Du 31 décembre 1961 au 30 avril 1962, les disponibilités du Trésor subirent une véritable saignée, tombant de 2.055,8 millions US $ à 1594,4 - soit une perte sèche de 461 millions $, c'est-à-dire 23% de l'avoir. Des mesures drastiques s'imposaient donc, dont la première ne pouvait consister qu'à fixer légalement la monnaie à un niveau déterm et à manifester ainsi que toute entreprise spéculative était désormais sans objet. Le 2 mai 1962, le Gouvernement stabilis le dollar canadien à 0,925 US $, soit 1,08 dollar canadien po un dollar américain. C'était, en fait, un recul de près de 3% sur l'étiage libre du printemps 61, et la stabilisation avai de surcroît, coûté au Canada près d'un demi-milliard de dolla et d'or.

Mais l'ambiance était encore trop mauvaise pour qu'un redr sement puisse aussitôt s'opérer. Les ventes de dollars canadi non seulement continuèrent, mais s'accélèrent, - au point que du 30 avril au 4 juin, soit en 45 jours, les réserves nationa perdirent davantage (494,8 millions US$) que dans les 4 mois précédents. Le dollar canadien plongea donc rapidement vers l limite inférieure des marges d'opérations permises (0,9157 US Et le 13 juin, le Canada avait, au total, perdu plus d'un milliard de dollars américains.

2. - Le programme d'austérité du 2[illegible] juin 1962.

Le 24 juin - une semaine après les élections - le Gouverneur DIEFENBAKER se décidait donc à passer du plan purement finacier au plan économique et promulguait un ensemble cohérent de mesures-choc visant à refaire à tout prix de la monnaie une pi solide du développement général.

a) La reconstitution des réserves

Tout d'abord, un mécanisme d'emprunts multiples permettait de reconstituer les réserves. Le Fonds Monétaire International conformément au droit de tirage du Canada, dégageait 300 mill $ de devises. L'Export-Import Bank, des USA, un crédit de 400

millions US$. Soit un total de 1.050 millions US$, - dont 650 aussitôt incorporés aux réserves qui, le 30 juin, atteignaient 1808,7 millions US$.

b) La lutte contre le déficit budgétaire

L'essentiel, toutefois, était de rétablir la confiance, c'est-à-dire de revaloriser psychologiquement la monnaie, en montrant qu'elle ne serait plus utilisée qu'au meilleur escient possible. Et c'était poser, ainsi,le problème du déficit budgétaire, dont on annonçait, avant les mesures de juin, qu'il risquait de frôler, en 1963, un milliard de dollars. Par un premier coup d'arrêt, le Gouvernement commençait donc par annoncer des compressions atteignant 228 millions et ramenant le budget 1962-1963 de 6.276,2 à 6.048,2 millions $. D'autre part, et tout autant aux fins de contribuer à la résorption du déficit qu'à celles de modérer les formes excessives de consommation, la moitié environ de toutes les importations canadiennes était frappée d'une surtaxe variant de 5% à 15% pour les produits de luxe. Par ailleurs, la franchise d'importation accordée aux Canadiens rentrant de l'étranger était réduite de 300 à 75 $, et à 100 $ pour les touristes rentrant d'outre-mer. Au total, l'ensemble de ces mesures dégageait quelque 450 millions $ de recettes, dont 300 appelés à améliorer directement la situation du compte courant international. A quoi il convient d'ajouter l'exhaussement à 6% du taux d'escompte de la Banque du Canada, - soit un accroissement de 16% sur le niveau antérieur.

3. - Le redressement et sa signification.

Moins de cent jours plus tard, le dollar canadien, qui était descendu à 91,57 cents, se traitait à 92,90 cents. Entre temps, le remboursement anticipé par la France, d'un prêt améliorait encore la situation des réserves. Celles-ci, fin-août 1962 - atteignaient 2.330 millions US $,soit 275 millions de plus que le plafond du 31 déc. 1961 et 1.230 millions au-dessus du niveau plancher du 24 juin 1962. Le Gouvernement était en mesure d'annoncer, peu après, qu'il renonçait d'utiliser le crédit (400 millions US$) ouvert par l'Export-Import Bank. Le 7 septembre, le taux de réescompte de la Banque du Canada était ramené de 6 à 5,5%. En outre, les surtaxes (5%) sur l'acier, l'aluminium, le caoutchouc, le beurre de cacao, le thon gelé, étaient rapportées, - de même que certaines surtaxes de 15%. A la mi-octobre, le Canada recevait la moitié (125 millions US$)

d'une émission d'obligations canadiennes réalisée sur le marché américain. Le 1er novembre, le Gouvernement était en mesure de rembourser, d'une part 125 millions sur les 250 accordés par la Réserve fédérale américaine et d'autre part 50 sur les 100 millions consentis par la Banque d'Angleterre. Le 16 novembre, le Ministre canadien des Finances annonçait l'abrogation d'une nouvelle tranche des surtaxes établies en juin, - ne portant plus, désormais, que sur certains articles de luxe. Le même jour, le taux d'escompte de la Banque du Canada tombait de 5 à 4%. En fait, trois mois avaient suffi pour redresser la conjoncture et rétablir la politique économique dans les perspectives et conditions d'expansion assurées jusque là à son développement. Il semble douteux qu'un tel rétablissement - sanctionné tout autant par la confiance du corps électoral que par celle des prêteurs étrangers - eût été possible s'il n'avait pas pris appui sur des structures et une situation fondamentalement saines et dynamiques.

4. - La crise financière sans incidence sur l'expansion de la production

Parallèlement, en effet, au déroulement de la crise financière - et en limitant, par là même, sa signification à celle d'une turbulence spéculative - l'expansion de la production et de l'activité s'avère, pour 1962, indéniable. En janvier 1962, l'indice de la production industrielle était à 178,6 (base 100 en 1949 après ajustements saisonniers) ; en février à 182,4 ; en mars à 184 ; en mai à 185,8 ; en juin-juillet à 186,8. Un an plus tôt, il était à 173,4. L'accroissement ressortit, ainsi, à 7,72%, - et le 11 novembre 1962, M. HEES, Ministre du Commerce, confirmait la tendance en indiquant que, de novembre 1961 à novembre 1962, le produit national brut (en dépit d'une récolte 1961 fortement déficitaire) s'était exhaussé de 8,6% (termes réels : 7,7%). On notera, en outre, que le rythme de progression est parfaitement régulier : le produit national brut, pour le 1er trimestre 1961, s'élevait (aux prix du marché) à 8.890 Millions $; il atteignait 9.654 millions $ pour la période correspondante de 1962. Progression continue, aussi, - puisque pour l'ensemble de l'année 1961 (3i/5 - 31/XII), le produit national brut ne s'était accru que de 6,6%. Ce revenu national (au coût des facteurs) accuse le progrès, en dépit d'un fléchissement appréciable du revenu agricole : augmentation de 10% du 1er trimestre 1962 sur le 1er trimestre 1961, contre 8,1% du 31/I/1961 au 31/XII/1961.

Assurément, certains facteurs correctifs doivent être pris en considération : la faiblesse de la récolte 1962 par rapport à celle de 1962 en est un des principaux. La récolte 1962 produit, en effet, 300 millions $ de plus que l'an dernier, et elle joue ainsi un rôle important dans l'accroissement du produit national brut. Par ailleurs, l'effet stimulant des dépenses de consommation ne paraît pas niable. Du 4e trimestre 1961 au 1er trimestre 1962, la dépense personnelle en biens et services s'accroît de 2,9% (taux désaisonnalisés) alors que le revenu personnel n'augmente que de 2% et que les salaires n'ont progressé que de 1,1%. Dans le même temps, l'indice industriel n'a avancé que de 1,5% et le volume de la population active de 0,38%. On observera, en outre, - toujours pour le 1er trimestre 1962 - que la construction résidentielle a marqué un exhaussement de 4,9% tandis que les dépenses gouvernementales s'accroissaient de 1,5%. Et "Le Devoir" (juillet 1962) écrit donc : "Si l'on excepte le secteur agricole, le reste de l'économie a enregistré un gain d'un peu moins d'un pour cent au cours du 1er trimestre 1962". Mais borner là la conclusion serait méconnaitre - outre l'accentuation du progrès général à partir du second trimestre, et le caractère relativement artificiel d'une élimination des données agricoles - l'allure tendanciellement ascendante que revêt sans conteste toute l'évolution. Le TABLEAU I, qui permet d'élargir les perspectives, le montre aisément.

TABLEAU I - Evolution de la production par type d'activité (1949=100)

Type d'activité	Mai 1961	Mai 1962	Accroissemt %
Biens durables	143,2	162,4	13
Biens non durables	154,1	164,8	6,9
Fer et aciers	136,3	149,1	9,3
Mines	262,8	289,4	10
Electricité, Gaz	322,4	341,7	5,9

5. - L'optimisme des milieux d'affaires

Au reste, et parallèlement aux chiffres du Bureau Fédéral de la Statistique, un autre élément important induit tout autant à l'optimisme, - et c'est l'opinion même des milieux industriels et commerciaux, étendue, cette fois, à l'ensemble du 1er semestre 1962. Le FINANCIAL POST a procédé auprès

d'eux à un sondage, - dont nous reproduisons ci-dessous les principaux résultats. Comme on le verra, la tendance "pessimiste" (en y ajoutant même les "sans opinion") représente à peine 11% des réponses, alors que la tendance inverse, avec 49% est majoritaire, -l'emportant même sur la tendance "stabiliste" (39%).

TABLEAU II - L'opinion des milieux industriels et commerciaux sur l'état de la conjoncture durant le 1er semestre 1962 par rapport à la période correspondante de 1961

	Augment.	Stabil.	Dimin.
VENTES			
Vos ventes ont-elles augmenté ou diminué ?	78%	14%	6%
PRIX			
Vos prix de vente ont-ils augmenté ou diminué ?	21%	69%	9%
COÛTS			
Les matières premières utilisées par vous ont-elles augmenté ou diminué ?	47%	50%	2%
EMPLOI			
L'emploi dans vos entreprises a-t-il augmenté ou diminué ?	26%	59%	15%
SALAIRES			
Les salaires versés par vous ont-ils augmenté ou diminué ?	77%	23%	-
PROFITS			
Après impôts, vos bénéfices ont-ils augmenté ou diminué ?	53%	27%	14%
INVESTISSEMENTS			
Votre capital engagé a-t-il augmenté ou diminué ?	42%	31%	25%

(Selon l'enquête menée par THE FINANCIAL POST 14/VII/62)

(Le nombre des réponses "sans opinion" est égal à la différence entre les totaux horizontaux et le chiffre 100).

Le caractère foncier de l'optimisme qui se dégage du TABLEAU II apparait d'ailleurs mieux encore si on le compare aux réponses du TABLEAU III, ci-dessous. Cette fois, en termes de pronostic et non plus de diagnostic, les prévisions favorables, avec une moyenne de 51% représentent la majorité absolue des réponses, - la tendance "stabiliste" ayant reculé à 38% et la tendance "pessimiste" à 10,6%.

TABLEAU III - L'opinion des milieux industriels et commerciaux sur les tendances probables du second semestre 1962 par rapport à la période correspondante de 1961

	Augment.	Stabilité	Diminution
VENTES			
Vos ventes augmenteront-elles ou diminueront-elles ?	73%	22%	2%
PRIX			
Vos prix augmenteront-ils ou diminueront-ils ?	27%	64%	7%
COÛTS			
Les matières premières utilisées par vous augmenteront-elles ou diminueront-elles ?	58%	40%	-
EMPLOI			
L'emploi dans vos entreprises augmentera-t-il ou diminuera-t-il	28%	57%	13%
SALAIRES			
Les salaires augmenteront-ils ou diminueront-ils ?	73%	24%	2%
PROFITS			
Après impôts, vos bénéfices augmenteront-ils ou diminueront-ils ?	52%	28%	12%
INVESTISSEMENTS			
Votre capital engagé augmentera-t-il ou diminuera-t-il ?	47%	33%	17%

Selon l'enquête menée par THE FINANCIAL POST du 14/VII/62
(Le nombre des réponses "sans opinion" est égal à la différence entre les totaux horizontaux et le chiffre 100).

Le TABLEAU IV, ci-après, confirme et, surtout, précise la signification des TABLEAUX II et III. Il s'agit, cette fois, de pronostics formulés dans les mêmes conditions que les Tableaux précédents, cest-à-dire par un échantillonnage représentatif d'industriels et de commerçants, mais portant sur la conjoncture canadienne dans son ensemble et non point sur la situation propre d'une entreprise déterminée. En outre, l'enquête a été régionalisée et permet, ainsi, de comparer entre elles, différentes "mentalités économiques". D'emblée, on note que l'optimisme est fortement plus marqué que dans les Tableaux précédents, puisque 73% des régions prévoient que l'activité du marché intérieur pour 1962 croîtra de 3 à 10% par rapport à 1961. On observe, également, que le Québec est le plus optimiste, alors que les autres provinces orientales le sont moins, - l'Ontario et les Provinces occupant des positions médianes. Mais le sondage établit également que les pronostics concluent à une hausse des bénéfices (52%) nettement plus forte que la hausse des prix (27%), - et envisagent une hausse importante probable des salaires (72% des réponses). Au total, et plus

TABLEAU IV

	PROGRESSION		STABILITE	REGRESSION		SANS RÉPONSE
	+ de 10%	de 3 à 10%		+ de 10%	de 3 à 10%	
I. ACTIVITE DU MARCHE INTERIEUR						
- Colombie Britan.	6	50	38	-	-	6
- Prairies	21	72	7	-	-	-
- Ontario	17	56	25	-	-	2
- Québec	33	44	19	4	-	-
- Prov. Atlan.	20	47	13	7	-	13
CANADA	20	53	22	2	-	3
II. PRIX						
- Colombie Britan.	-	19	56	19	-	-
- Prairies	7	36	43	14	-	-
- Ontario	-	24	70	3	-	3
- Québec	-	26	67	7	-	-
- Prov. Atlan.	-	27	67	-	-	6
CANADA	2	25	64	7	-	2
III. EMPLOI						
- Colombie Britan.	-	13	75	12	-	-
- Prairies	-	29	57	14	-	-
- Ontario	5	34	47	10	2	2
- Québec	-	22	52	18	4	4
- Prov. Atlan.	-	7	87	-	-	6
CANADA	2	25	57	12	2	2
IV. SALAIRES						
- Colombie Britan.	-	69	31	-	-	-
- Prairies	-	57	36	7	-	-
- Ontario	1	75	24	-	-	-
- Québec	7	74	11	4	-	4
- Prov. Atlan.	-	60	33	-	-	7
CANADA	2	70	24	2	-	2
V. BENEFICES						
- Colombie Britan.	31	25	31	-	-	13
- Prairies	21	21	36	-	7	15
- Ontario	31	22	24	15	3	5
- Québec	15	45	22	7	-	11
- Prov. Atlan.	13	27	47	-	7	16
CANADA	24	28	28	9	3	8
VI. INVESTISSEMENT						
- Colombie Britan.	31	13	31	13	6	6
- Prairies	14	7	50	-	29	-
- Ontario	34	17	37	5	3	4
- Québec	41	15	11	7	22	4
- Prov. Atlan.	20	20	40	7	7	6
CANADA	31	15	33	6	11	4

clairement que dans les Tableaux précédents -, la tendance paraît, ainsi, impliquer essentiellement un fort développement du rythme et du volume de la consommation. Assurément, y a-t-il là une condition du progrès général de l'économie, mais dans la mesure où le dynamisme de la production ne se révèle pas moindre. Et, sans doute, est-ce à ce titre que la Banque Canadienne Impériale de Commerce croit-elle devoir souligner, dans sa "Lettre Commerciale" de juillet 1962 que "le monde ne fournira pas de capitaux à une nation qui les dissipe dans des excès de consommation au lieu de les utiliser pour une production suffisante".

6. - Commerce extérieur en expansion, mais le déficit s'accroît.

Cette forte tendance à l'expansion, qui marque conjointement la production et la consommation, trouve son expression la plus visible dans le mouvement du commerce extérieur. Des cinq premiers mois de 1961 aux cinq premiers de 1962, les exportations - passant de 2.173 millions $ (réexportations comprises) à 2.470 millions - augmentent de 13,6%. Mais les importations,de leur côté, passent de 2.240,6 à 2.611,5 millions $, et progressent, ainsi, de 16,5%. Le déficit pour les périodes considérées, qui était de 73,5 millions $ pour la séquence 1961 ressortit, pour la séquence 1962, à 140,8 millions $ et s'est donc accru de près de 100%. Ces chiffres se confirment pour juillet, et de manière doublement significative. En juillet 1961, d'une part, les importations (459,3 millions $) ne représentaient, en valeur, que 86,6% des exportations (530,1 millions $) ; en juillet 1962, les importations ont progressé de 22% (562 millions), tandis que les exportations ne se sont accrues que de 6,6%, - et,cette fois, la balance est débitrice de 600.000 $. D'autre part, en juillet 1962, les surtaxes instaurées par le programme d'austérité sont en vigueur, et il faut donc en déduire que leur effet modérateur n'a pas été tel qu'il parvienne à contenir la consommation.

7. - Progression globale des importations.

L'examen détaillé, auquel on procède ci-dessous, des importations à trois périodes déterminées (janvier-février puis novembre-décembre 1961, et enfin, janvier-février 1962) ne permet, toutefois, pas de soutenir que la part des articles somptuaires et des produits non durables

croisse unilatéralement. Dans l'ensemble, la structure des importations - compte tenu du caractère saisonnier de certains besoins - semble rester relativement stable. Comme le montrent les TABLEAUX V et VI, ci-après, l'ensemble formé des "produits alimentaires","textiles", "fourrures", "réfrigérateurs", "divers produits végétaux et animaux", "automobiles" et "pétrole", couvre en janvier-février 1961 41,36% des importations, en novembre-décembre 1961, 39,66% et en janvier-février 1962 39,08. Exprimé en valeur, il représente 337,4 millions $ en janvier-février 1961, 411,6 millions en novembre-décembre, et 363,2 millions $ en janvier-février 1962. En fait, c'est la masse générale des importations qui, régulièrement, s'accroît (876,6 millions $ en janvier-février 1961 ; 931,9 millions en novembre-décembre ; 968,9 millions en janvier-février 1962) sans modification très appréciable des rapports internes entre les composantes, - et de telle manière que des compressions exercées sur quelques postes s'avèreraient, probablement, sans effet majeur sur la tendance générale. Les TABLEAUX V et VI permettent d'ailleurs d'en juger.

TABLEAU V

TYPE DE PRODUIT	Janvier-février 61		Janvier-Février 62	
	Valeur en millions $	% des import. totales	Valeur en mill. $	% des import. to
Produits aliment.	63,4	7,70	70,3	7,47
Fourrures et artides	4,2	0,51	4,9	0,52
Textiles	103,9	12,50	100,2	10,64
Caoutchouc et prod.	9,4	1,14	12,2	1,29
Livres et imprimés	16,4	1,99	18,1	1,92
Papiers et produits	10,5	1,27	12,8	1,36
Bois et produits	16,9	2,05	18,5	1,96
Autres subs.végéta-les et prod.animaux	32,0	3,88	31,0	3,29
Minerai de fer	0,2	0,02	-	
Fer et acier primaire	15,8	1,91	17,7	1,88
Tuyaux,tubes et raccords	6,6	0,80	7,2	0,76
Machines et chaudières	27,7	3,36	32,1	3,41
Machines agricoles	38,5	4,67	33,1	3,51
Autres machines	85,5	10,38	106,2	11,58
Automobiles et pièces	76,3	9,26	96,1	10,21
Autres fer et acier	41,4	5,02	50,8	5,39
Aluminium et produits	13,1	1,59	13,6	1,44
Métaux précieux (sans or)	8,9	1,08	16,4	0,64
Appareils électriques	38,5	4,67	51,6	5,48
Prod.de mét.n.ferr.	14,4	1,74	16,4	1,74
Argile et dérivés	5,9	0,71	6,5	0,69
Houille et produits	10,5	1,27	10,2	1,08
Verre et verrerie	9,1	1,11	11,4	1,21
Textile et produits	58,6	7,11	60,7	6,45
Prod.non métalliques	10,0	1,21	10,5	1,11
Plastiques	15,0	1,82	17,3	1,83
Produits chimiques	36,2	4,39	39,3	4,17
Réfrigérateurs	3,3	0,40	5,1	0,54
Avions et pièces	51,4	6,24	47,7	5,06
Divers	56,0	6,80	51,0	5,41

TABLEAU VI

TYPE DE PRODUIT	novembre-déc. 1961		Novembre-déc. 1962	
	Valeur en millions $	% des importations totales	Valeur en mill. $	% des importations totales
Produits aliment.	111,2	10,60	70,3	7,47
Fourrures et art.	3,1	0,29	4,9	0,82
Textiles	79,4	7,56	100,2	10,64
Caoutchouc et prod.	13,1	1,25	12,2	1,29
Livres et imprimés	18,4	1,76	18,1	1,92
Papiers et produits	13,3	1,27	12,8	1,36
Bois et produits	17,0	1,63	18,5	1,96
Autres subst.végétales et produits animaux	42,4	4,06	31,0	3,29
Minerai de fer	5,2	0,49	-	
Fer et acier primaire	25,3	2,42	17,7	1,88
Tuyaux, tubes et raccords	8,2	0,78	7,2	0,76
Machines et chaudières	30,0	2,87	32,1	3,41
Machines agricoles	24,8	2,38	33,1	3,51
Autres machines	98,5	9,45	106,2	11,28
Autos et pièces	101,4	9,73	96,1	10,21
Autres fer et acier	51,5	4,94	50,8	5,39
Aluminium et produits	16,3	1,56	13,6	1,44
Métaux précieux (sauf or)	6,7	0,64	6,1	0,64
Appareils électr.	50,7	4,86	51,6	5,48
Produits de métaux non ferreux	22,8	2,18	16,4	1,74
Argile et dérivés	7,6	0,72	6,5	0,69
Houille et produits	15,9	1,52	10,2	1,08
Verre et verreries	12,6	1,20	11,4	1,21
Pétrole et produits	74,9	7,11	60,7	6,45
Produits métalli.	15,4	1,47	10,5	1,11
Plastiques	18,6	1,78	17,3	1,83
Produits chimiques	35,7	3,42	39,3	4,17
Réfrigérateurs	3,3	0,31	5,1	0,54
Avions et pièces	51,4	4,93	47,7	5,06
Divers	58,0	5,56	51,0	5,41

On notera, par ailleurs, - TABLEAU VII ci-dessous - que la structure des importations alimentaires est, elle-même, apparemment stable. Fruits et légumes en constituent approximativement le tiers (soit près de 5% des importations totales). La faible proportion des corps gras végétaux attire l'attention, - de même que la part assez importante occupée par les importations de produits céréaliers.

TABLEAU VII- Structure des Importations alimentaire

TYPE DE PRODUITS	Novembre-déc.61 Valeur en mill. $	% du total	Janvier-fév. 62 valeur en mil. $	% du total
Fruits, Légumes	46,7	30,40	36,1	35,64
Grains et produits	25,9	16,86	8,5	8,39
Sucre et produits	14,6	9,50	7,4	7,30
Huiles végétales	6,5	4,24	4,2	4,15
Thé, café, chocolat,	17,5	11,39	14,1	13,92
Autres substances végétales et produits animaux	42,4	27,61	31,0	30,60

(Source : Bureau Fédéral de la Statistique, Ottawa, XXVII,7

8. - Structure des exportations : prédominance des produits bruts ou semi-finis

En 1960, les exportations agricoles (1) représentaient 20,94% des exportations totales canadiennes (réexportation comprise). En 1961, ce chiffre s'élevait à 24,01%. Cette oscillation entre le cinquième et le quart parait assez stable : au 1er trimestre 1961, elle passe par 21,91% ; au 4e trimestre 1961, par 26,43% et au 1er trimestre 1962, par 21,71%. L'examen détaillé des exportations non-agricoles fait apparaitre que plus de la moitié de celles-ci est elle-même constituée par des produits forestiers et miniers, - le nickel venant immédiatement après le papier journal ou

(1)Comprenant fruits et légumes, blé, farine de blé, autres produits céréaliers, bétail, boeuf et veau frais, autres viandes, poisson et produits, graines oléagineuses, boissons alcooliques, peaux et fourrures, autres produits animaux et végétaux, fibres et textiles.

les bois d'oeuvre. Sur 100 dollars de marchandises exportées durant le 4e trimestre 1961, l'on décompte ainsi approximativement, 26 dollars de produits agricoles, 12 dollars de papier journal, 7 dollars de nickel, 6 dollars de bois d'oeuvre, 5 dollars de pulpe, 4 dollars d'aluminium et 3 dollars de pétrole, - et, sur les 37 dollars restants, cuivre, uranium, amiante, autres bois, fer et acier primaires s'inscrivaient pour près de 13 dollars. Au total, plus de 75% des exportations canadiennes ne relèvent pas, ou ne relèvent qu'indirectement ou que secondairement, de transformations à haute définition technique. Le TABLEAU VIII, ci-après, fixe - en valeur et en pourcentage des exportations totales (agricoles comprises) - la répartition des divers produits ressortissant aux exportations non-agricoles. La période semestrielle considérée et l'incidence des facteurs saisonniers interdisent, évidemment, toute conclusion trop générale.

TABLEAU VIII

TYPE DE PRODUIT	4e trimestre 61 Valeur en mill. $	% des exportations totales	1er trimestre 62 Valeur en millions $	% des exportations totales
Minerai de fer	36,9	2,26	10,2	0,73
Ferro-alliages	1,7	0,10	0,6	0,04
Fer et acier primaires	33,6	2,05	21,3	1,56
Machines agricoles	13,0	0,8	22,3	1,59
Autres machines	27,3	1,67	26,8	1,92
Autos et pièces	6,7	0,41	9,8	0,70
Autres fer et acier	37,5	2,30	30,1	2,15
Alumin. et ouvrages	69,7	4,27	55,5	3,97
Cuivre et ouvrages	51,4	3,15	45,4	3,25
Plomb et ouvrages	9,4	0,57	7,3	0,52
Nickel	103,9	6,36	83,8	6,00
Métaux précieux (sauf or)	9,9	0,60	12,2	0,87
Zinc et ouvrages	15,2	0,9	13,7	0,98
Concent.uranium	42,5	2,6	43,1	3,09
Amiante et ouvrages	40,1	2,45	23,8	1,70
Pétrole et dérivés	48,2	2,95	62,0	4,44
Autres produits non métalliques	38,9	2,38	33,7	2,41
Engrais chimiques	13,6	0,83	15,8	1,13
Autres prod.chim.	49,7	3,04	44,3	3,17
Bois d'oeuvre et bardeaux	94,0	5,75	88,8	6,36
Bois à pâte	9,7	0,59	8,2	0,58
Pâte de bois	91,2	5,58	88,5	6,34
Papier journal	199,6	12,22	168,6	12,08
Autres bois et papiers	35,4	2,16	27,6	1,97
Divers	38,7	2,37	58,0	4,15

9. - Léger progrès des exportations de produits finis.

Il importe, cependant, de noter qu'une évolution - si modeste que soit son incidence sur la balance canadienne des paiements internationaux - tend à s'amorcer en ce qui concerne les exportations de produits à plus haut degré de finition. Les TABLEAUX IX et X ci-dessous, qui examine en valeur et en pourcentage des exportations totales, les exportations de machines diverses, automobiles et machine agricoles, font apparaitre, en effet, que sur une période de plus de deux ans, la tendance en est légèrement expans puisque le volume global des ventes passe de 3,77% (des exportations totales) en 1960 à 4,20% (moyenne) pour les 4 premiers mois de 1962.

TABLEAUX IX et X

	1960	1961	1962 (en millions $)			
	en mil. $	en mil. $	janv.	févr.	mars	avril
Machines agric.	7,1	6,7	8,1	6,4	7,8	7,7
Autres machines	5,6	8,0	10,0	7,4	9,4	9,4
Automobiles et pièces	4,3	3,0	3,3	2,9	3,6	4,4

% des exportations totales

	1960	1961	1962			
			Janv.	févr.	Mars	avril
Machines agric.	1,58	1,36	1,62	1,51	1,65	1,29
Autres machines	1,24	1,62	1,98	1,75	1,99	2,03
Automobiles et pièces	0,95	0,62	0,65	0,68	0,76	0,95

10. - Ré-orientation du commerce extér canadien vers les Etats-Unis.

Des caractéristiques nettes affectent la répartition géographique des exportations et des importations, - tout au moins pour la plus grande partie de 1962. L'année 1961 se soldait, en effet, par un léger amenuisement du rôle dominant joué par les Etats-Unis, tant en vente qu'en achat, sur le commerce extérieur canadien. En 1960, le marché américain absorbait 56% des marchandises venues du Canada et fournissait 67% des exportations canadiennes.

En 1961, ces deux chiffres tombaient respectivement à 54% et 66%. Les cinq premiers mois de 1962 semblent se solder par un renversement de cette tendance. Tant en exportation qu'en importation, la position des Etats-Unis à l'égard du Canada est en voie sensible de renforcement, - tandis que la position acheteur et vendeur du Royaume Uni par rapport au commerce extérieur canadien tend à s'affaiblir. Les TABLEAUX XI et XII le manifestent nettement.

TABLEAU XI - Ventilation comparée des exportations canadiennes vers les USA et le Royaume Uni fin 1961, début 1962

Période	Export. total mill. $	vers USA mill. $	part du total %	vers Roy.U. mill.$	part du total $	Autres pays (millions $)	part du total
1961							
-oct.	559,1	321,5	57,5	85,9	15,3	151,7	27,1
-nov.	541,5	308,0	56,8	76,5	14,1	157,1	29,0
-déc.	531,5	273,0	51,3	86,9	16,3	171,6	32,2
1962							
-janv.	503,1	307,8	61,18	67,6	13,4	127,7	25,3
-fév.	421,5	259,8	61,6	59,9	14,2	101,8	24,1
-mars	470,8	286,4	60,8	65,9	13,9	118,4	25,1
-avril	461	288,2	62,5	60,2	13,0	112,9	24,5
-mai	614	346,3	56,4	99,0	16,1	168,4	27,4

(Source : BFS, Ottawa).

TABLEAU XII - Ventilation comparée des importations canadiennes en provenance des USA et du Royaume Uni

Période	Import. total en mill. $	Proven. des USA	Part du total %	Proven. Roy.Uni	Part du total %	Proven. autres pays	Part du total %
1961							
-oct.	553,9	370,9	67	53,5	9,65	929,5	23,3
-nov.	568,3	364,0	64	62,2	10,9	142,0	24,9
-déc.	473,6	318,1	67,3	45,9	9,6	109,5	23,1
1962							
-janv.	492,3	352,9	71,6	43,1	8,7	96,3	19,5
-fév.	447,8	320,5	71,5	43,9	9,8	83,4	18,6
-mars	533,8	386,8	72,4	50,4	9,4	96,5	18
-avril	492,7	352,3	71,5	41,8	8,4	98,6	20
-mai	644,9	450,4	69,8	57,9	8,9	136,7	21,1

11. - Situation des marchés européens et asiatiques

Le Royaume Uni, au reste, n'est pas le seul marché qu'affecte l'accroissement actuel des échanges américano-canadiens. INTER-NORD, dans ses numéros précédents, avait attiré l'attention sur le développement favorable du commerce canadien en direction du Japon et de certaines puissances du Marché Commun (Allemagne notamment). Ces orientations ne semblent pas se confirmer en 1962, - et c'est ce que montrent les TABLEAUX XIII et XIV. On notera qu'en ce qui concerne tout autant le Marché Commun que le Japon et que l'Australie, le Canada disposait d'un solde créditeur relativement important et que la décroissance des achats canadiens y est plus marquée encore que la diminution des ventes.

TABLEAU XIII - Evolution comparée des exportations canadiennes vers les pays du Marché Commun, le Japon et l'Australie

Périodes	BENELUX		FRANCE		ALLEMAGNE		ITALIE		JAPON		AUSTRALIE	
	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
1959 (1)	11,37	2,29	5,20	1,09	11,70	2,46	3,37	0,70	12,17	2,53	4,97	1,04
1960 (2)	11,0	2,45	6,10	1,35	13,8	3,07	5,7	1,27	14,9	3,31	8,26	1,83
1961 (2)	11,4	2,32	6,0	1,22	17,7	3,60	5,6	1,14	19,3	3,92	6,60	1,34
1962 (3)	7,67	1,65	3,37	0,72	10,85	2,33	5,17	1,71	15,70	3,38	7,12	1,53

Les colonnes indiquent :
A : Valeur des exportations (millions $)
B : Part des exportations totales %.
(1) Moyenne septembre, octobre, novembre, décembre.
(2) Moyenne mensuelle.
(3) Moyenne janvier, février, mars, avril.

TABLEAU XIV - Evolution comparée des importations canadiennes en provenance du Marché Commun, du Japon et d'Australie

Périodes	BENELUX		FRANCE		ALLEMAGNE		ITALIE		JAPON		AUSTRALIE	
	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B	A	B
1959 (1)	7,32	1,58	4,90	1,05	12,50	2,70	3,72	0,80	9,20	1,99	3,77	0,81
1960 (2)	6,10	1,33	4,20	0,91	10,60	2,31	3,60	0,78	9,20	2,01	3,00	0,65
1961 (2)	6,50	1,35	4,50	0,93	11,40	2,37	4,10	0,85	9,70	2,01	3,10	0,64
1962 (3)	4,50	0,95	3,25	0,69	8,90	1,89	3,15	0,67	8,10	1,72	2,30	0,49

Les colonnes représentent :
A : Valeurs des importations (millions $).
B : Part des importations totales (%).

(1) Moyenne septembre, octobre, novembre, décembre.
(2) Moyenne mensuelle.
(3) Moyenne janvier février.

12. - Le problème des relations économiques Canada-U.S.A.

Cette prépondérance confirmée du facteur américain dans la vie économique canadienne ne saurait étonner. La géographie, la structure comparée des deux économies, l'étroitesse des liens entre les Etats-Unis et le Royaume Uni, liens dont de nombreux réseaux transitent par le Canada -, sont autant de considérants de fait dont la force est, proprement, absolue, et plus manifeste encore lorsqu'on sait la part décisive prise par les capitaux américains et britanniques dans le développement économique canadien.

Indéniablement, toutefois, et à partir de cette symbiose même, un problème tend à se poser, - qui découle de l'inégalité du rythme qui s'est progressivement établie entre le renforcement des positions américaines au Canada et le renforcement proprement dit des échanges américano-canadiens.

De 1959 à fin 1961, par exemple, les exportations cana diennes vers les Etats-Unis se sont accrues de 5% tand que les dividendes et intérêts payés par le Canada aux prêteurs étrangers, principalement américains, ont augmenté de 16%. Il y a là une manière de cercle vicie puisque c'est le développement même des échanges qui fournit aux intérêts américains les moyens de leur implantation financière au Canada, - et les conséquenc s'en amplifient d'autant plus que cette implantation prend la forme d'absorption d'entreprises ou de participations majoritaires. Au total, le Canada est ainsi amené, cumulativement, à consentir, sur le plan financier, un véritable loyer, qui oscille entre 10 et 20% du capital et, sur le plan économique, à abandonner le contrôle d'une partie croissante de sa production. A coup sûr, et en lui-même, un tel processus - qui n'a pour limite théorique que la totalité même de l'économ canadienne - justifie les préoccupations dont font pre de nombreux milieux canadiens.

Etat présent des investissements étrangers au Canada.

Précisément, une étude spéciale du Bureau Fédéral Statistiques vient d'attirer l'attention sur l'ampleur des investissements étrangers au Canada, - conférant p là même aux effets de ceux-ci sur le développement national le caractère d'un problème désormais officiel.

L'étude examine, de 1913 à 1960, la situation des entreprises dont le capital est égal ou supérieur à 25 millions $ et dont l'activité intéresse l'industrie le pétrole, le gaz naturel et les mines. Les chiffres présentés sont assurément spectaculaires, puisque en sept années le contrôle étranger s'est étendu de 53,5% à 64,3% de l'ensemble des entreprises. La part des Etat Unis est passée, quant à elle, de 48,8 à 51,7%, - croissant d'ailleurs aussi vite que la part britannique qui, de 4,6% en 1913, s'exhausse à 9,8%.

L'examen par entreprise établit, d'autre part, que le contrôle étranger qui portait sur 46 sociétés en 1953, s'étendait, en 1960, à 92. Dans le même temps, le nombre d'entreprises de même importance sous contrô canadien est passé de 40 à 51. La proportion d'entrepr proprement canadiennes a donc baissé de 46,5 à 35,7%.

En ce qui concerne le montant des capitaux investi le pourcentage afférent à la propriété canadienne a également diminué ou, au mieux, est resté stationnaire de 1913 à 1960 :

- Dans les industries de transformation, le pourcentage canadien descend de 45,6% à 39,3%. Les propriétés canadiennes passent de 1.572 millions $ à 2.630 millions, tandis que la part afférente à la propriété étrangère passe de 1.877 millions $ à 4.605 millions.

- Dans les exploitations de pétrole et de gaz, le pourcentage canadien reste stationnaire à 19,2%. Les propriétés canadiennes passent de 245 millions $ à 892 millions, les propriétés étrangères de 1.029 millions $ à 3.758 millions.

Dans les exploitations minières, le pourcentage canadien descend de 32,1 à 27,5. Les propriétés canadiennes passent de 319 millions $ à 565 millions, les propriétés étrangères de 676 millions $ à 1.493 millions.

13. - Les investissements proprement américains.

Un document du Département du Commerce des Etats-Unis fournit, au reste, des indications encore plus précises et montre que, de 1960 à fin 1961, les capitaux américains ont réalisé une nouvelle et forte avancée dans l'économie canadienne. Début 1962, ces capitaux atteignaient, en effet, 11.800 millions US$, - contre 9.406 en 1961 : soit une poussée de 25%. On notera que les capitaux américains investis en Europe ressortissaient, en 1961, à un total de 7.655 millions US$. Au Canada, en 1950, il s'élevaient à 3.580 millions US$: les investissements américains représent donc un apport annuel moyen de 750 millions US$. Ce chiffre donne une portée toute particulière à l'indication fournie par le Département du Commerce et selon laquelle les dividendes et bénéfices perçus par les ressortissants américains s'élevaient, en 1960, à 718 millions US$ et en 1961 à 684 millions. Le volume des intérêts versés est, ainsi, relativement proche du volume du capital nouveau investi annuellement. On notera, en outre, que ce sont les investissements réalisés dans la production manufacturière qui, avec 360 millions US$, se révèlent les plus productifs, suivis par les investissements pétroliers (121 millions) et miniers (90 millions).

Ce n'est pas tout. Le FINANCIAL TIMES du 1/IX/62 souligne en effet, que pour spectaculaire qu'elle soit, la pénétration des intérêts américains et étrangers dans l'économie canadienne le serait encore plus si les prix de rachat proposés aux firmes et sociétés canadiennes n'étaient pas si bas, - et le journal britannique présume ainsi qu'une

simple révision des offres faites suffirait à convaincre les vendeurs éventuels. La CANADA OIL COMPANY, par exemple n'a refusé une proposition de la SHELL qu'en raison de l'insuffisance de l'offre (914 millions $). La SUPERIOR PROPANE, de son côté, a fait savoir qu'elle était disposée à une cession - quel que soit l'acheteur - à condition que les propositions soient au moins égales à 20$ par action. Par contre, la filiale du Canada de la RIO TINTO est parvenue à acquérir l'ATLAS STEEL, et, début 1962, la SOCIETE ANGLO-AMERICAINE D'AFRIQUE DU SUD a réussi à acquérir la SOCIETE MINIERE DE LA BAIE D'HUDSON pour 77 millions $.

Sous le titre "Pourquoi supporter tellement d'aide ?", le FINANCIAL POST a consacré le 1/IX/1962 un éditorial au problème. Nous en détacherons le passage suivant : "le Canada continuera-t-il à rester passif devant l'énor mouvement de cessions de firmes canadiennes à des étrangers ? (...) En dehors des banques, des assurances, de l'agriculture, de l'acier primaire, de la publicité, des mines d'or et des forêts, les plus grandes firmes canadienn sont désormais, pour l'essentiel, devenues pr étés étrangères (...). La Suède, dont chacun admire la sagesse avec laquelle elle conduit ses affaires, impose des restrictions spécial et des contrôles sur les firmes dont 80% au moins du capital n'est pas détenu par des nati naux. Elle interdit à des représentants d'int rêts étrangers d'assumer, sans permission spé- ciale, des fonctions dirigeantes dans toute société suédoise. Même pour acquérir une habi tion, un étranger doit solliciter une autorisa tion (...). Il convient donc, en ce qui nous concerne, de poser la question : sommes-nous disposés à vendre tout ce que n'importe qui pa raît disposé à acheter ? Où doit-on commencer et où doit-on s'arrêter en ces matières ? (... Une comparaison souvent faite soutient que, v un siècle et plus, c'est l'afflux torrentiel de capitaux européens qui a permis la forte crois sance des Etats-Unis. L'analogie avec la situa tion du Canada est fausse. La plupart des capi taux européens parvinrent aux Etats-Unis sous forme de prêts. Quand l'intérêt est le princi- pal furent payés, les Américains devinrent les propriétaires réels de leurs biens et les mait dans leur propre maison. Au Canada, le Capital étranger s'efforce d'acquérir la propriété, et en fait la propriété véritable, s'assurant ain la jouissance de tous les bénéfices à venir et le pouvoir de direction qu'assure la propriété de fait (...). Dans ces conditions, pour chaq

dollar qu'il place au Canada, le bailleur étranger obtient, en réalité, un avoir supérieur à 2 dollars, sans compter la participation aux bénéfices du développement ultérieur (...). Le Canada doit-il continuer et laisser poursuivre cette liquidation ? Devons-nous vendre la totalité de notre économie ?"

Un tableau publié dans le dernier numéro d'INTER-NORD (n°4 p.75) montrait, en tout cas, l'incidence majeure exercée par la rémunération du capital étranger sur la balance canadienne des paiements. Le TABLEAU XV, ci-dessous, complète les indications, et amène à présumer, en raison même de la structure et de l'évolution du solde courant que c'est plus encore, sans doute, de la réduction du niveau de consommation que de l'accroissement du volume des exportations que paraît dépendre ce redressement durable de la balance.

TABLEAU XV

Compte courant ($ millions)

Tous les pays

Année et trimestre		marchandises exportations ajustées	marchandises importations ajustées	balance commerciale	intérêts et dividendes (net)	tourisme et voyages (net)	solde courant
1960		5,392	-5,540	-148	-480	-207	-1,243
1961		5,889	-5,716	+173	-561	-160	- 982
1956	4	1,277	-1,427	-150	-129	-48	- 344
1957	1	1,099	-1,328	-229	-100	- 69	- 437
	2	1,213	-1,518	-305	-108	- 66	- 545
	3	1,303	-1,350	- 47	-106	+ 19	- 212
	4	1,279	-1,292	- 13	-121	- 46	- 261
1958	1	1,084	-1,154	- 70	- 95	- 68	- 292
	2	1,277	-1,361	- 84	- 98	- 64	- 331
	3	1,219	-1,202	+ 17	-122	- 5	- 207
	4	1,307	-1,349	- 42	-129	- 56	- 301
1959	1	1,060	-1,218	-158	-115	- 85	- 428
	2	1,355	-1,551	-196	-110	- 59	- 451
	3	1,286	-1,380	- 94	-111	- 3	- 322
	4	1,449	-1,423	+ 26	-153	- 60	- 303
1960	1	1,281	-1,324	- 43	-111	- 83	- 326
	2	1,321	-1,508	-187	-122	- 77	- 477
	3	1,398	-1,316	+ 82	-122	+ 8	- 127
	4	1,392	-1,392	-	-125	- 55	- 313
1961	1	1,266	-1,260	+ 6	-168	- 91	- 338
	2	1,447	-1,478	- 31	-115	-69	- 315
	3	1,557	-1,419	+138	-130	+ 40	- 57
	4	1,619	-1,559	+ 60	-148	- 40	- 272
1962	1	1,404	-1,418	- 14	-147	- 98	- 363

(D'après Revue Statistique du Canada vol. XXXVII, n°7, Ottawa, juillet 1962, p.63).

II - CERTAINS CARACTERES DE LA VIE AGRICOLE

1. - La spécialisation céréalière de l'agriculture canadienne se révèle de moins en moins compatible avec la progression régulière de la production mondiale de grains.

En 1958, l'agriculture canadienne s'inscrivait, avec 897 millions $, pour 4,7% dans le volume du revenu national net (au coût des facteurs). D'apres l'enquête sur la population active de 1956, 804.000 personnes dépendaient des revenus agricoles, - dont 513.000 exploitants, 167 aides familiaux et 106.000 salariés - soit 4,7% de la population totale. Quelque réserve qu'importe le premier de ces chiffres - puisque les revenus en nature ressortissent à une détermination surtout estimative et que les calculs doivent, par ailleurs, prendre en considération le revenu purement potentiel des stocks -, il permet d'observer que durant le dernier quinquennat, la part des agriculteurs dans le revenu national n'a marqué qu'une contraction modérée. Le TABLEAU ci-dessous, en effet, qui fixe la part de l'agriculture par rapport à celle des salariés et à celle des revenus de placements et d'intérêts, en témoigne, - tout en montrant, cependant, qu'au recul lent du revenu agricole correspond une avance des autres postes. Le TABLEAU XVII, qui suit, confirme, au reste, la place relativement stable occupée par le secteur agricole, en faisant paraître que la part des produits agricoles dans le bilan total des exportations varie elle-même assez peu. Plus haut, nous avons déjà noté que l'agriculture - au sens large, c'est-à-dire en y incluant certaines productions annexes, telles les pelleteries, les poissons et fabrications dérivées - fournissait entre le quart et le cinquième des produits de base du commerce extérieur canadien. En défalquant de ces chiffres les pelleteries, les poissons et annexes, la stabilité de la contribution agricole aux exportations totales ne se modifie pratiquement pas.

TABLEAU XVI - La place du revenu agricole dans le revenu national

Année	Revenu national (1) (millions $)	+ ou - %	Rémunér. des salariés (mil.$)	+ ou - %	Revenu des placemts et intérêts (mil.$)	+ ou - %	Revenu net agricole (mil.$)	+ ou - %
1958	25.011	-	16.521	66,05	2.104	8,4	1.200	4,7
1959	26.417	+5,6	17.463	66,10	2.281	8,6	1.118	4,2
1960	27.154	+2,78	18.119	66,72	2.390	8,8	1.194	4,3
1961	27.913	+2,79	18.884	67,65	2.529	9,06	937	3,3

(1) Au coût des facteurs.

TABLEAU XVII - L'agriculture et le commerce extérieur

Année ou mois	Exportations totales (millions $)	Exportations agricoles (millions $)	Part des exp. agric. dans les exp.tot.
1960	5.264,4	778,8	14,8%
1961	5.755	1.064,4	18,5%
mars 1962	455,6	79,4	17,5%

2. - Un processus de concentration rapide.

En revanche, une variabilité plus grande affecte l'évolution des structures internes du secteur agricole, tant à l'égard du nombre et de la surface des exploitations qu'à celui de l'effectif rural.

En 1941, l'on dénombrait, par exemple, 732.832 exploitations ; en 1956, le recensement les limitait à 575.000, - et, au dernier recensement de 1961, ce chiffre tombait à 480.903, soit une réduction de 34%. Par ailleurs, la surface moyenne exploitée, qui était de 80,11 hectares en 1921, ressortissait, en 1962, à 145,25 hectares, - soit un accroissement de 39%. Compte tenu du fait qu'en 1956 près de 52.000 exploitations (soit 14% du total) n'exploitaient pas 20 hectares, on peut néanmoins conclure que l'évolution touche le mode de faire-valoir et non la surface totale exploitée : il y a bien concentration, et on le vérifie, au reste, en observant que les effectifs agricoles, quant à eux, et au moins depuis sept ans, ne témoignent que d'un tassement insignifiant. Le TABLEAU XVIII le montre.

TABLEAU XVIII - Evolution de la population agricole active

Année ou mois	Population totale	Population agricole active			Part de la population totale %
		Non salariés	Salariés	Total	
1956	16.080	649	106	755	4,7
1960	18.020	689	110	799	4,43
1961	18.357	691	111	802	4,36
juin 62	18.508	694	127	821	4,43

On rapprochera avec intérêt ces chiffres des données correspondantes pour la France. Celle-ci, en 1956, comptait 2.267.704 exploitations pour 45.887.000 ha (bois et forêts compris), soit 20,23 ha par unité

d'exploitation, - et 15,19 ha si l'on en défalque bois et forêts. Toujours en défalquant bois et forêts, 62,5% du territoire étaient exploités - soit 34.450.000 ha - c'est-à-dire 76 ares par habitant, contre 394 pour le Canada et 7,10% du territoire. En totalisant chef d'exploitation, aides familiaux et salariés, 5.135.360 Français actifs vivaient, en 1959, de l'agriculture - soit 26,8% de la population active et 11% de la population totale contre, respectivement, 12,6% et 4,7% pour le Canada.

L'importance sociologique et écologique du fait agricole est ainsi sensiblement plus marquée pour la France que pour le Canada.

3. - La décalage entre les productions végétale et animale.

En 1960, l'agriculture canadienne produisait 298.198.000 quintaux de céréales (blé, avoine, orge, seigle et maïs - grains) pour 9.221.600 t. de lait, soit 3,2 kgs de céréales par kilo de lait. Pour la France et pour la même année, 225.970.000 quintaux de céréales étaient produits contre 22.156.000 t. de lait, soit, pratiquement, un kilo de grains par kg de lait. En ce qui concerne la production de viande proprement dite (1), le Canada se situait, en 1959, à 1.214.341 t. (bovins : 564.944,5 ; porcins : 632.935,5 ; ovins : 16.412), contre 3.001.000 t. pour la France. Par contre, si l'on rapporte la production de viande à la surface occupée par les cultures fourragères - soit, 4.992.160 ha pour le Canada et 17.807.000 ha pour la France, l'hectare canadien fournissait 243 kg de viande contre 175 à la France. Une telle différence de productivité s'explique toutefois mieux si l'on note, par ailleurs, que le kilo de viande correspond, en France, à la production de 7,5 kg de céréales, alors qu'au Canada le même rapport est de 24,5 kg de grains par kilo de viande.

4.-Spécialisation céréalière plus que culture extensive.

La notion de culture extensive doit, à propos du Canada, être utilisée avec modération. Le total des surfaces dévolues aux principales grandes cultures (1960) y ressortit, en effet, à 27.090.836 ha pour 70.930.000 ha exploités, - soit 38%, alors que pour la France (même année) les chiffres correspondants sont de 21.273.000 ha de grandes cultures pour 45.867.000 ha exploités, soit 46%, c'est-à-dire une proportion supérieure de 8% à celle du Canada. En fait, l'extensivité du faire-valoir canadien apparait surtout dans la part continûment considérable consacrée aux cultures céréalières : 71,9% des terres labourables

(1) Non compris le bétail exporté vif et la consommation à la ferme.

pour la période 1945-1949, contre 48% pour la France en 1960. Dans une très grande mesure la disponibilité des surfaces étendues et le recours systématique à la jachère limitent la nécessité des assolements.

La répartition proprement dite des cultures céréalières fait apparaitre, pour le Canada, que la part accordée au blé n'est que légèrement supérieure aux chiffres propres à la France. Mais on rappellera que les surfaces consacrées par le Canada au blé de printemps sont 43 fois plus grandes que celles consacrées au blé d'hiver et que le Canada produit, en outre, une proportion notable de blés durs. Le TABLEAU XIX ci-dessous compare la structure des cultures céréalières en France (par rapport à la production) et au Canada (par rapport aux surfaces emblavées) : on observera la faible part occupée par le maïs dans le bilan céréalier canadien et on notera, par ailleurs, l'inversion d'option entre agriculteurs français et canadiens en ce qui concerne l'orge et l'avoine.

TABLEAU XIX.- Structure comparée des cultures céréalières

Type de céréale	France 1960		Canada, moyenne 45-61	
	Production en milliers de t.	% du total	Surface emblavée en milliers d'acres	% du total
Blé	11.014	48,7	23.072	53,46
Avoine	2.735	12,10	11.393	26,40
Orge	5.716	25,29	7.562	17,52
Seigle	417	1,84	670	1,55
Maïs	2.612	11,55	458	1,06
Riz	104	0,45	-	-

5. - Une agriculture sans assolement.

Le TABLEAU XX, page suivante, quant à lui, accuse mieux la netteté de l'option céréalière du Canada : les plantes sarclées - qui couvraient, en France, pour 1958, 17,48% des terres labourables - n'y occupaient, en 1956, que 1,24% de celles-ci. Et comme on le voit, de 1945 à 1961, cette faible proportion se révèle quasi-permanente.

TABLEAU XX - Répartition des principales grandes cultures de 1945 à 1961. (en milliers d'acres)

Cultures	1945 1949	% du total	1956	% du total	1957	% du total	1960	% du total	1961	% to
Blé	24.558	44,08	22.781	40,45	21.031	37,77	23.198	40,87	23.792	41
Avoine	11.513	20,66	11.707	20,78	11.017	19,78	11.146	19,63	15.583	20
Orge	6.569	11,79	8.390	14,89	9.403	16,89	7.357	12,16	6.089	10
Seigle	1.192	2,13	547	0,97	551	0,98	543	0,95	519	0
Maïs grain	244	0,43	509	0,90	514	0,92	514	0,90	509	0
Pois	83	0,14	88	0,15	85	0,15	54	0,09	65	0
Haricots	82	0,14	66	0,11	62	0,11	67	0,11	66	0
Soja	73	0,13	243	0,43	256	0,45	256	0,45	272	0
P;de T!	417	0,74	312	0,55	312	0,56	314	0,55	331	0
colza	40	0,07	352	0,62	618	1,11	763	1,34	744	1
Foin cultivé	10.535	18,91	10.922	19,39	11.452	20,57	12.176	21,45	12.316	21
Maïs fourrage	404	0,72	394	0,69	371	0,67	370	0,65	391	0
Surface cultivée	55.710	100	56.311	100	55.672	100	56.760	100	56.577	10

6. - Le problème d'écoulement.

La spécialisation céréalière de l'agriculture canadienn pose, évidemment, des problèmes de stockage et, surtout, de commercialisation, - que la situation, en général lourde, du marché international ne comtribue pas à simplifier.

Le TABLEAU XXI ci-après rappelle les niveaux successifs de production atteints par la céréaliculture canadienne de 1945 à 1962.

TABLEAU XXI - Evolution des principales cultures céréalières, de 1945 à 1961

CULTURE ET ANNEE	Superficie (millions d'acres)	Production (milliers de boisseaux)	Valeur estimée (milliers, $)
BLE			
Moy. 1945-1949	24.558	362.774	587.412
1953	26.384	634.040	844.503
1954	25.539	331.981	411.781
1955	22.660	519.178	709.461
1956	22.781	573.040	714.019
1957	21.031	370.508	402.899
1960	23.198	489.624	-
1961	23.792	261.679	-
1962	-	538.000	-
AVOINE			
Moy. 1945-1949	11.513	326.437	219.370
1953	9.873	413.971	259.616
1954	10.052	306.401	206.537
1955	10.958	399.451	265.749
1956	11.707	524.517	300.234
1957	11.017	380.599	214.145
1960	11.146	456.134	-
1961	11.583	333.907	-
1962	-	493.600	-
ORGE			
Moy. 1945-1949	6.569	141.171	133.431
1953	8.908	262.121	224.681
1954	7.842	175.198	155.280
1955	9.887	251.102	219.143
1956	8.390	269.067	211.273
1957	9.403	215.993	153.474
1960	7.359	207.136	-
1961	6.089	123.167	-
1962	-	165.800	-

Les besoins nationaux de blé se situant entre 150 et 160 millions de boisseaux, le surplus exportable est donc considérable et les disponibilités en stock restent constamment élevées. Le TABLEAU XXII montre - par comparaison avec le TABLEAU précédent - que les reports de fin de campagne excèdent, en général, les deux tiers de la récolte.

TABLEAU XXII - Evolution des reports céréaliers et stocks à la ferme en fin de campagne de 1940 à 1962.

Au 31 juillet	Total au Canada et aux USA (boisseaux)	Total au Canada (boisseaux)	Dans les entrepôts (boisseaux)	Dans les fermes (boisseaux)
BLE				
Moy. 1940-44	431.102.442	408.734.141	351.581.341	57.152.800
Moy. 1945-49	119.587.196	115.603.876	82.718.676	32.885.200
1952	217.177.826	214.934.143	195.672.143	91.262.000
1953	383.185.486	382.545.625	288.829.625	93.716.000
1954	618.675.202	618.567.923	386.707.923	231.860.000
1955	536.548.472	536.302.394	375.368.811	157.855.000
1956	579.573.811	578.802.924	374.597.924	204.205.000
1957	729.545.846	729.334.757	410.174.787	319.160.000
1961	-	523.200.000	-	-
1962	-	310.000.000	-	-
AVOINE				
Moy. 1940-44	74.984.299	74.212.213	16.435.613	57.776.600
Moy. 1945-49	70.725.656	69.841.382	18.954.582	50.886.800
1952	103.358.284	104.861.518	47.025.518	57.836.000
1953	144.409.075	143.525.521	52.865.521	90.660.000
1954	125.768.957	125.768.957	28.518.957	97.250.000
1955	83.967.243	83.967.243	30.567.243	53.400.000
1956	119.105.841	118.285.166	47.085.166	71.200.000
1957	226.215.327	226.110.796	54.010.796	172.100.000
ORGE				
Moy. 1940-44	20.922.222	28.868.755	12.191.755	16.677.000
Moy. 1945-49	29.747.854	29.512.098	12.702.098	16.890.000
1952	79.503.741	79.286.664	57.810.664	21.746.000
1953	191.666.834	111.260.514	73.025.514	38.235.000
1954	145.910.370	145.910.370	49.100.370	96.510.000
1955	91.488.186	91.488.186	49.178.186	42.310.000
1956	110.947.935	110.947.935	60.482.935	50.465.000
1957	142.778.542	142.692.307	61.712.307	80.980.000

7. - Des perspectives difficiles

Si l'on considère les reports de blé en 1956 et 1957 - qui dépassèrent 700 millions de boisseaux - il faut admettre que l'agriculture canadienne a réussi un remarquable dégagement. A vrai dire, la récolte 1961, que la sécheresse réduisit à 261 millions de boisseaux a,largement, contribué à

l'assainissement. Mais la production 1962, avec 538 millions de boisseaux, représente la plus grosse moisson depuis 1956, et, en novembre 1962, les disponibilités en stock, jointes aux reports de campagne, faisaient apparaitre un excédent de 706 millions de boisseaux, consommation nationale et exportations déjà effectuées déduites. Pour la campagne 1961-62, les exportations canadiennes ont atteint 357 millions de boisseaux contre 353 millions pour la campagne précédente. Dans la meilleure des hypothèses - et à supposer que les chiffres ci-dessus soient plus ou moins maintenus en 1962-1963 - la moisson 1963 viendra grossir un stock qui avoisinnera 300 à 350 millions de boisseaux. Or les perspectives à venir ne justifient pas nécessairement l'optimisme. Avec près de 230 milliards de quintaux, la récolte mondiale 1962 excède de près de 10% la récolte 1961, - et il se peut que certains pays, comme l'Italie et l'Espagne, jusqu'ici déficitaires, viennent grossir l'offre européenne et, particulièrement, française. Assurément, les céréaliculteurs canadiens se sont récemment assuré un important marché en Chine : mais l'on ne saurait oublier que les commandes chinoises en 1961, pour importantes qu'elles soient, ne ressortissaient qu'à 72 millions de boisseaux. Le Royaume Uni s'inscrit, pour sa part, entre 80 et 90 millions de boisseaux. Le Japon achetait, en 1961, au Canada, 50 millions. Et les ventes de blé canadien à l'Europe occidentale oscillent, depuis 10 ans, entre 50 et 70 millions. Au total, quelques 270 à 280 millions de boisseaux qui- joints aux 150 millions consommés à l'échelle nationale - rendent manifeste que toute récolte excédant 480 à 500 millions de boisseaux est appelée à poser au gouvernement canadien, quel qu'il soit, des problèmes difficiles.

III - CERTAINS ASPECTS DU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

INDUSTRIE MINIERE

1. - Le produit national brut a crû, en 1962, de 7%.

1962 a été une année de grande activité. Le produit national brut a crû de 7% dans l'année (1), cependant qu'aux Etats-Unis et en France, cet accroissement n'était respectivement que de 5%, en Allemagne fédérale de 4%, en Gde Bretagne de 1%.

2. - La production minière poursuit son expansion. Celle-ci, menacée par une concurrence croissante des mines africaines et sud-américaines, a été stimulée par la dévaluation du dollar.

Encouragée particulièrement par la dévaluation du dollar canadien de près de 9%, la production minière qui compte (en brut et semi-ouvré) pour près de 32% de la valeur de toutes expertations canadiennes (26% en 1950) et est une des bases de la prospérité actuelle du pays, a connu de nouveaux records. Elle est, en 1961, en augmentation de 3,2% sur le chiffre de 1960.

Cette expansion résulte de la reprise de l'activité économique aux Etats-Unis, et de la croissance exceptionnelle, encore en 1962, de l'Europe de l'Ouest, nouveau marché.

La production minière canadienne était estimée en 1950 à $ 1.000 millions ; en moins de 10 ans, elle a augmenté de près de 2 fois 1/2, le mouvement d'expansion se stabilisant en 1959. Elle a atteint le niveau de $ 2.600 millions en 1961, $ 2.700 millions en 1962. Le Canada reste ainsi un des premiers pays miniers au monde et l'année 61 l

---

(1) On tiendra néanmoins compte de l'ample déficit céréalie de 1961 qui a fortement déprimé le produit national brut.

permis de développer sa production de nickel, de fer et de plomb.

L'industrie de l'amiante, du cuivre, du zinc, a vu son expansion ralentir considérablement.

TABLEAU XXIH-Production minière canadienne 1961

en 1.000

Rang mondial du Canada	1	2	3	4
Amiante (T)	1.171 (+4,7%)			
Néphéline-Syénite (T)	247 (-0,8%)			
Nickel (T)	237 (+17,4%)			
Platine (o)	405 (-11,9%)			
Aluminium (T)		666 (-12,8%)		
Cadmium (L)		2.399 (+6,8%)		
Or (o)		4.425 (-3,8%)		
Uranium (T)		9 (-25%)		
Zinc (T)		412 (+1,4%)		
Cobalt (L)			3.236	
Plomb (T)			231 (+12,6%)	
Cuivre (T)				444 (+1,3%)
Molybdène (L)				766(+1,05%)

(Source : Northern Miner, novembre 1962).

Bien que le marché mondial - dont dépend étroitement cette industrie, et dans ses moindres fluctuations de cours - devienne plus étroit et compétitif qu'il y a 10 ans, et soit quelque peu menacé par les industries minières nouvelles très actives d'Afrique et d'Amérique du sud (en 1961, le pourcentage des industries extractives dans les exportations canadiennes a diminué de 2,4% (41,2% à 38,8%),on peut juger d'après le tableau ci-dessous la vigueur de cette industrie minière, ce, alors même que le poste d'exportation des produits manufacturés est en fléchissement.

TABLEAU XXIV

	1961 millions $	% des exportations canadiennes	1960 millions $	% des exportations canadiennes
Matériel brut	819,7	14,3	773,9	14,8
Semi-indus.	935,5	16,2	906,1	17,2
Manufacturé	480	8,3	487,2	9,2
TOTAL	2.235,2	38,8	2.167,2	41,2
Total de l'exportation de tous produits	-	-	5.264,4	100,0

(Source : W. KEITH BUCK, Financial Times 22 oct. 1962).

3. - Les industries en développement.

L'industrie du Nickel (79% de la production mondiale) reste l'industrie directrice au Canada. La production, qui était de 351,30 millions $ n'a augmenté en valeur que de 9,6%. L'expansion très rapide connue de 1950 à 1960 puis en 1962 paraît décidément se ralentir, du fait surtout d'une demande insuffisante.

Nickel, cuivre, plomb, aluminium, zinc ont augmenté considérablement en 1962 et ont atteint un total estimé à $ 817 millions.

L'industrie du fer (18 millions de tonnes longues en 1961 ; 22 millions de tonnes en 1962, ce qui représente en valeur une augmentation annuelle considérable de 41% ($ 264,67 millions)), la cinquième industrie extractive du Canada, est en très rapide expansion. On rappellera qu'en 1939, le Canada ne produisait que des quantités infimes de minerai et au cours des dix dernières années, le volume de la production de minerai de fer a augmenté de plus de 500%.

Sixième producteur mondial (4% de la production mondiale), le Canada serait en mesure vers 1965 d'atteindre, si le développement devait se poursuivre à cette rapidité, un total de 40 millions de tonnes qui le situerait, dans la situation présente, au 4ème rang.

TABLEAU XXV - Production mondiale (1961)

milliers de tonnes longues

U.R.S.S.	116.073
U.S.A.	71.530
France	65.511
Chine	?
Suède	22.766
Canada	17.817

Signe de vigueur : son expansion n'a pas été ralentie en 1961 par la réduction (la première depuis 20 ans) de 7% de son prix.

51% du minerai est exporté aux Etats-Unis qui constituent, pour le présent et le proche avenir, en raison de considérations géographiques et financières, son meilleur marché. Un grand pourcentage du reste est exporté au Japon (minerai de Colombie Britannique), en Grande-Bretagne et en Europe de l'Ouest. Mais ce dernier marché s'approvisionne de plus en plus en Suède et en Afrique.

Dans le même temps, la consommation intérieure de minerai de fer s'est développée ; mais, et c'est significatif de l'emprise américaine sur cette industrie, on note que moitié de la consommation canadienne de minerai (8,2 millions de tonnes en 1961) est importée des Etats-Unis. Cette situation, qui est appelée à durer, est un effet des étroites relations d'intérêt qui lient la jeune industrie sidérurgique canadienne aux complexe des Etats-Unis.

Principalement située à Terre Neuve, l'industrie minière s'est étendue à l'Ontario (2ème province productrice), au Québec et enfin, sous la pression de la demande japonaise, à la Colombie Britannique.

TABLEAU XXVI - PROvinces productrices de fer (1961)

Terre Neuve	7.012.476
Ontario	5.117.810
Québec	4.763.767
Colombie Britan.	1.305.351
	18.199.404

En 1961 et 1962, du fait d'une rentabilité exceptionnelle des capitaux engagés, le Québec, dans son territoire septentrional dit le Nouveau Québec, a connu un développement très rapide. La région ferrifère du Labrador-Nouveau Québec (Schefferville) est si bien située géographiquement, si bien desservie par une voie ferrée et la voie du Saint Laurent qui la met en liaison avec les puissants centres industriels américains des Grands Lacs, si riche de gisements enfin, qu'elle pourrait devenir le bassin minier principal du Canada. La puissante IRON ORE Co a mis en oeuvre, en juillet 1962, le puissant projet de Wabush Lake (puissance estimée de 7 millions de tonnes). QUEBEC CARTIER, autre géant, près du lac Jeannine, installe un centre industriel de 8 millions de tonnes de capacité. WABUSH MINES, dans le même secteur, commence à développer la production qui sera de 5,5 millions de tonnes de concentré de fer en 1964-1965.

5ème industrie exportatrice du Canada, l'industrie de l'Aluminium (611.000 tonnes) exporte pour $ 235,4 millions. 80% de la production est exporté, la Grande-Bretagne achetant au Canada (Alcan) - jusqu'en 1954 - 95% de ses besoins.

L'industrie de la potasse, la plus récente des industries canadiennes (et seule industrie extractive du Saskatchewan) se développe à un rythme exceptionnellement rapide. Les plans sont de doubler très rapidement la production de 60.000 t. annuelle

4. - Les industries au développement ralenti.

La production de cuivre (métal occupant le 2ème rang par la valeur à la production), exportée pour les 2/3, a eu un développement ralenti par l'étroitesse d'un marché saturé : 449.635 tonnes, en légère augmentation sur l'année précédente (439.262 t.) ; en valeur, l'augmentation est plus sensible : + 9,8% (1962 : $ 283, 1 millions).

L'industrie du zinc, en augmentation de 4% sur 1961, ne travaille pas à sa pleine capacité, en raison des contingentements maintenus à l'importation par les Etats-Unis qui absorbent les 2/3 de la production. La consommation canadienne en accroissement sensible (+ 12%) a suppléé cette année, à ces difficultés commerciales. De nouvelles mines ont été ouvertes à Pine Point dans les territoires du Nord-OUest, à Mattagami dans le Nouveau Québec. Les ressources disponibles et la capacité productive du Canada lui permettraient d'être, en un avenir prochain, le premier producteur mondial.

Le Canada, de deuxième producteur mondial de l'Or, devient le troisième (10,2%) après la République Sud-Africaine (47,5%), l'U.R.S.S. (24,5%). La situation de cette industrie s'est améliorée en 1961 parce qu'elle a indirectement bénéficié de la dévaluation du dollar et de la loi d'urgence pour l'aide à l'exploitation des mines d'or qui a été prorogée jusqu'à la fin de 1963. En 1962, la production a encore diminué. En valeur, par rapport à 1961, le recul est de 1,9%. 1962 : $ 155,5 millions.

5. - Les industries minières en recul.

La production de plomb est également en baisse : celle-ci est, de 1961 à 1962, de 13% à la quantité de production, de 15,5% à la valeur de production ($ 37,8 millions, 1962).

L'industrie de l'uranium, malgré l'heureuse conclusion de l'accord avec U.K. Atomic Energy Authority, à $ 5,03 la livre (I.N. 4, p. 88), connait les mêmes difficultés et la production en 1962 est, en valeur, de 17% en recul sur celle de l'année passée. 7 mines seulement restent ouvertes (11 mines en 1961).

L'industrie si prospère de l'amiante reste stagnante. Concentrée dans l'Ontario et le Nouveau Québec (de nouveaux gisements viennent d'être découverts dans l'Ungava), elle ne connait plus le développement considérable auquel on avait assiste depuis 1939 et qui s'est maintenu (à la valeur de production) au seul taux de 8% de 1960 à 1961. En 1962, les ventes sont en outre en régression de 7% sur celles de l'année passée. Cette industrie est, en effet, sérieusement concurrencée par les Etats-Unis (son meilleur marché) qui met rapidement en valeur ses propres ressources à cet égard. En outre, la concurrence en Europe de l'amiante russe devient croissante. De prix inférieur, la production de l'amiante russe est parvenue au total de 1.100.000 tonnes en 1962.

La production canadienne de charbon enfin a diminué, en moyenne, d'environ 9% par année de 1950 à 1960. La production en 1961 a été de 7.428.000 tonnes.

Nouvelles diverses

Mai 1962 - Il vient d'être précisé que l'année passée, la voie maritime (à l'exclusion du Canal Welland) a assuré le transport de 25 millions de tonnes de cargo. Ce trafic important est principalement dû au fer du Nouveau Québec exporté par

voie d'eau aux usines américaines des Grands Lacs.

Une mission d'études de 11 spécialistes de l'industrie du fer va se rendre en Europe pour étudier les possibilités commerciales pour le fer du Canada. Elle comprend entre autres, M. Marc BOYER, député-Ministre du Département des Mines.

Juin 1962 - Les mines de nickel de NORTH RANKIN ont connu une perte de $ 379.821 dans les premiers six mois de 1962. La mine de nickel de Rankin était la seule mine de l'Arctique canadien oriental. Le gisement, épuisé, sera abandonné et la mine, qui employait une main d'oeuvre en partie esquimaude, fermée. Le ré-emploi de celle-ci n'est pas assuré.

4 août 1962 - Le gouvernement canadien a accepté la proposition britannique de U.K. Atomic Energy Authority de payer $ 5,03 par livre d'uranium, et ce, pour un total de 24 millions de livres. Ce contrat rétroactif au 1er juillet 1961 prendra fin en 1970.

9 septembre 1962 - Il est question que le gouvernement provincial nationalise les compagnies hydro-électriques de la Province de Québec, y compris SHAWINIGAN WATER AND POWER COMPANY. Une fraction très active de l'opinion publique canadienne française pousse à ce projet aux incidences financières mal connues, mais qui serait symbole d'une indépendance accrue de la Province

2 novembre 1962 - M. N.J. McKINNON, Président de la CANADIAN IMPERIAL BANK OF COMMERCE, en soulignant dans le "Northern Miner" que les industries extractives canadiennes ont artificiellement bénéficié de la récente dévaluation du dollar a rappelé que "la dévaluation d'une valeur était (au total), un dangereux remède".

24 novembre 1962 - La Commission hydro-électrique du Québec met en oeuvre ses deux grands projets du MANICOUAGAN.

19 mars 1963 - M. Nathanaël DAVIS, président d'ALCAN, souligne les problèmes croissants que pose à l'industrie extractive la surproduction mondiale, plus particulièrement sur le plan de l'aluminium. Cependant que la production et la productivité de celui-ci ont crû, les prix ont, en effet, continué à baisser.

6. - Principal produit de la production minérale canadienne depuis 1953, le pétrole brut a vu sa production augmentée de 14% en 1962 ; la vente de gaz naturel de 40%.

En 1962, la production pétrolière (huile) a augmenté de 14%, ce qui représente une production journalière voisine de 739.000 barils. On se souviendra que "la politique nationale du pétrole" avait fixé pour 1963 le but - qui semblait peu réalisable à l'époque - de 800.000 barils/jour (I.N. 4, p. 90). La vente de gaz naturel a crû beaucoup plus rapidement encore : 40%. En valeur, la production de pétrole et de gaz naturel a augmenté de 25% ($ 728,3 millions).

Cette expansion extraordinairement rapide s'explique :

1°) par les possibilités productives de la province de l'ouest canadien. En 1961, du fait de la surabondance générale de pétrole brut sur le marché nord-américain et mondial, cette industrie a travaillé à 50% de sa capacité.

2°) par les besoins croissants des Etats-Unis (M West) qui n'ont, malgré des menaces exprimées à diverses reprises, pas encore pratiqué de politi restrictive de quotas à l'égard des exportations pétrolières canadiennes pour protéger leur propr industrie;

3°) par la dévaluation canadienne et la "politiq nationale du pétrole" inaugurée le 1er novembre 1960 (I.N. 4, p. 90).

Pour l'essentiel, ce pétrole vient des pétroles de l'ouest.

On notera, sur le tableau ci-dessous, l'expansion croissante dans les Provinces de l'ouest, particulière dans l'Alberta, principal producteur, et la Colombie Br tannique. En regard, on opposera la baisse de productio au Manitoba, dans les Provinces de l'est, et aussi, et c'est nouveau, dans les Territoires du Nord-Ouest.

TABLEAU XXVI- Production pétrolière canadienne - Barils/jour

REGIONS	1961	1962	% en + ou -
Alberta	464.302	514.000	+ 10,7%
Saskatchewan	155.509	181.500	+ 16,7%
Colombie Britan.	6.346	28.000	+341,2%
Manitoba	12.575	11.000	- 12,5%
Canada oriental	3.177	3.000	- 5,5%
Terr. du Nord-Ouest	1.525	1.500	- 1,6%

a) 1962, première année où l'industrie pétrol canadienne n'est pas déficitaire.

"Financial Times" (15/2/63) fait remarquer que 1962, première année de politique pétrolière canadienne natio- nale, a été la première année, depuis 15 ans, au cours de laquelle l'industrie pétrolière canadienne a commenc à être bénéficiaire. De 1947 à 1961, un déficit cumulat de $ 1.700 millions a été accumulé, les dépenses d'inve tissement devenant de plus en plus lourdes (de $ 700 à 1.000 millions par an). L'exploitation du gaz naturel d l'Alberta et sa vente en Californie, la mise en valeur sables de l'Athabasca y concourent aisément.

b) Une politique d'indépendance industrielle difficile : 55% du pétrole consommé est certes canadien (1962) mais 65% du capital investi dans cette industrie est américain (1959).

La politique nationale du pétrole commence par ailleurs à porter ses fruits : 55% environ de l'huile brute utilisée dans les raffineries canadiennes est d'origine canadienne : 464.000 B/j. 45% de pays étrangers : Vénézuéla, Proche Orient, Trinité. En 1945, ce rapport s'établissait de 9 à 91 ; en 1950 de 24 à 76.

La politique pétrolière d'expansion implique toutefois des investissements considérables - $ 710 millions en 1961 - principalement de provenance des Etats-Unis et qui sont tels que, malgré des efforts de canadianisation particulièrement sensibles dans cette industrie à capital étranger, l'emprise du capital américain ne se dément pas.

TABLEAU XXVII Pourcentage du Capital de l'industrie canadienne contrôlé par les Etats-Unis

	1953	1955	1957	1959
Pétrole et gaz naturel	68	73	71	69
Mines	47	51	52	52
Ind. manufacturée	41	42	44	44

(Source : Financial Post 3/11/62).

Le Tableau XXVIII, page suivante, qui intéresse l'ensemble des entreprises aux investissements de $ 25 millions et plus, est plus éclairant encore. Il permet de se rendre compte qu'une politique de "Canadianisation" commence à se dessiner et ce particulièrement aux dépens des Etats-Unis.

Mais, dans le même temps, on relève une augmentation très importante des participations britanniques (et, dans une moindre mesure, étrangères) au détriment du Capital canadien. Le pourcentage des industries contrôlées par le capital canadien est passé de 1953 à 1960 de 37,4 à 30,5.

TABLEAU XXVIII

Industries manufacturées, industries de pétrole et de gaz naturel, industries de mines, d'investissements de $ 25 millions et plus.

	1953		1960	
	Millions dollars	%	Millions dollars	%
Etats-Unis	3.339	58,4	7.474	55,8
Grande Bretagne	243	4,2	1.395	10,4
TOTAL DU CAPITAL ETRANGER	3.582	62,6	9.316	69,5
Canada	2.136	37,4	4.087	30,5

(Source : Financial Post 3/11/62).

c) Expansion exceptionnellement rapide de l'industrie du gaz naturel

De gros investissements, une importante demande des Etats-Unis facilitée par le nouveau pipe-line reliant l'Alberta au nord de la Californie, une forte augmentation de la production caractérisent l'industrie du gaz naturel en 1961 et 1962. Des 57 millions de p.c.j. (1957) la production est passée à 940 p.c.j. en 1962. Le gaz naturel, produit pour les 2/3 par l'Alberta et le reste par la Colombie Britannique, le Saskatchewan et l'Ontario fournit, grâce à ses sous-produits, le propane et le butane, près de 15% de l'énergie utilisée au Canada, contre 5% seulement il n'y a pas douze années. L'Ontario et l'Alberta consomment les 2/3 du gaz naturel canadien.

Une ombre à cette industrie qui est en pleine extension - ces chiffres en témoignent : en 1960, il a été affecté $ 211 millions aux investissements pour usines à gaz et aux gazoducs contre $ 41 millions aux raffineries et aux oléoducs -. L'exportation sur le principal marché, le nord de la Californie, est menacée par la découverte de gaz naturel en Californie même.

d) Les grandes possibilités pétrolifères de l'Athabasca.

Les dernières estimations de ALBERTA OIL AND GAS CONSERVATION BOARD sur les 21.000 miles carrés de sables de l'Athabasca, à 280 miles du Nord-Est d'Edmonton porteraient à 500 millions de barils. Cette découverte a

une portée considérable dans le monde de l'industrie. L'Athabasca recèlerait, à lui seul, l'équivalent de toutes les réserves mondiales connues de pétrole.

De la vapeur et une solution aqueuse d'hydroxyde de sodium seraient injectées dans les sables bitumineux afin de déterminer une émulsion.

La Cie SHELL du Canada a proposé au gouvernement de l'Alberta de commencer les opérations en 1966, la production débutant en 1969; et en 1971, une production de 100.000 barils/jour étant espérée. Il est considéré que le pétrole obtenu le serait assez rapidement, à un coût compétitif avec celui de l'Alberta. (On sait que ce dernier ne l'est pas - c'est une des données de la politique pétrolière au Canada - avec le pétrole importé, dans les Provinces orientales).

Bien que les dividendes réservés par le gouvernement de l'Alberta soient intéressants, les compagnies susceptibles d'assurer l'exploitation sont encore sur la réserve. On ne sait encore quel taux de production, le gouvernement autorisera. Celui-ci veut en effet éviter qu'un développement trop rapide de l'industrie athabascienne n'aboutisse à la ruine des autres secteurs, notamment du sud de l'Alberta.

Le Premier Ministre de l'Alberta, M. MANNING, a été explicite : "L'extraction de pétrole Athabascien, a-t-il déclaré en novembre dernier, ne doit pas être en mesure de remplacer la production conventionnelle de pétrole brut. Elle doit la compléter."

Il a été question de limiter, au début, à 5% de la consommation de l'Alberta la production de ce nouveau champ bitumineux de l'Athabasca. Malgré des restrictions, GREAT CANADIAN OIL SANDS a décidé d'entreprendre, pour sa part, l'exploitation de ce champ. Elle a reçu l'autorisation de produire 31.500 barils/jour.

27 août 1962, - CANADIAN OIL COMPANIES, la dernière des Cies canadiennes entièrement intégrées, peut tomber sous le contrôle de la ROYAL DUTCH SHELL (Londres, Amsterdam) qui a proposé l'achat des parts à $ 52,50 la part, ce qui représenterait pour la SHELL un total de $ 136,5 millions. L'avoir de la Cie, fin 1961, était de $ 127 millions. En dehors de CANADIAN OIL COMPANIES, toutes les autres compagnies intégr[illegible] (IMPERIAL OIL,

BRITISH-AMERICAN, TEXACO CANADA, CANADIAN PETROFINA) sont contrôlées par des intérêts étrangers.

Avril 1963 - En 10 ans, la demande de pétrole au Canada doit augmenter de 50%, selon M. MILLER, président de la STANDARD OIL Co OF CALIFORNIA. Les Etats-Unis n'ont que 12% des réserves de pétrole du Monde Libre. Le Canada, aux ressources très importantes, sera une puissance pétrolière de premier rang, à ce titre étroitement associé aux Etats-Unis.

IV-NORD DES PROVINCES, YUKON ET TERRITOIRES DU NORD-OUEST

1. - La politique fédérale d'expansion a été poursuivie. Aucune découverte minière d'importance n'a encore été faite.

Couvrant 40% de la superficie du Canada, d'une surface trois fois égale à celle du Marché commun, d'une population très réduite de 40.000 personnes, les régions septentrionales offrent des possibilités économiques peu connues, selon M. G.R. ROBERTSON, jusqu'à ces dernières années.

M. G.R. ROBERTSON, député-ministre du Ministère des Affaires du Nord a, dans une communication au "Financial Times" (22/10/62) attiré l'attention sur les deux faits saillants qui, selon lui, ont caractérisé l'année 1962 dans le nord canadien. D'une part, la résolution prise en janvier 1962 par le Conseil du Territoire, de diviser les Territoires du Nord-Ouest en deux territoires distincts, l'un, le Mackenzie à l'ouest - le plus développé, le plus riche aussi, celui dont les Aborigènes sont le plus métissés l'autre, Nunasiaq à l'est, de culture spécifiquement esquimaude et d'économie traditionnelle. Une possibilité serait

ainsi offerte au Nord-Est, dans un territoire au peuplement d'évolution relativement homogène, d'assurer l'épanouissement d'une société moderne esquimaude. En contre-partie, on ne peut que déplorer une césure qui s'établit de l'ouest à l'est dans l'Arctique canadien, au mépris de toute une histoire boréale vieille de 4.000 ans, faite d'unité et d'inter communications est-ouest, et non nord-sud. Le second évènement, d'autre part, est la pénétration dans le Mackenzie des 438 miles de la voie ferrée minière Grimshaw (Alberta) à Pine Point, sur les bords du Grand Lac des Esclaves. A la faveur de cette voie ferrée, qui a pour but l'exploitation des mines de zinc et de plomb, un développement accéléré du bas et haut Mackenzie est escompté.

Cet effort est d'autant plus souhaitable que l'on a décelé un très net ralentissement de la production minière - principale ressource de ces territoires septentrionaux, après celles offertes par la chasse et la trappe -. De 1960 à 1961, il a été observé une réduction de24,50%. Le tableau ci-dessous le précise. Ce ralentissement est essentiellement imputable aux méventes du cuivre et surtout de l'uranium.

TABLEAU XXIX - Industries extractives (T.N.O.) - En dollars.

	1960	1961	% en + ou en -
Or	14.194.631	14.267.435	+ 0,51%
Uranium	9.231.698	2.782.000	- 69,8%
Nickel	2.869.645	2.600.000	- 2,60%
Cuivre	315.016	272.000	- 14,5%
Argent	70.659	71.049	+ 0,55%
TOTAL	26.481.649	19.992.484	- 24,50%

(Source : Northern Miner, 27/12/62).

Cette situation est momentanée ; elle tient à l'état du marché. Elle s'est redressée en 1962. Ces variations - faibles certes - rappellent la fragilité de l'économie minière de ces Territoires extrêmement sensibles à la vie d'échange internationale. L'exploitation prochaine des gisements de zinc et de plomb de Pine Point augmentera considérablement les ressources minières du moment et les

disponibilités du Territoire. On attend en outre de la nouvelle législation de prospection promulguée le 3 mars 1961 (I.N. 4, p. 91) une "relance". Aucun gisement très considérable n'a été signalé au cours de la période considérée. Dans le Nouveau Québec, mais aussi en Colombie Britannique, au Yukon, la prospection minière (cuivre, or, argent, nickel) a été très active.

On sait que, malgré des investissements importants l'industrie du pétrole dans les T.N.O. reste d'importanc médiocre (0,2% de la production nationale ; en 1961 : 0, La production de 1961 à 1962 a baissé en valeur absolue et également en valeur relative.

Au cours de la période analysée, un gisement de pétrole a été décelé dans le Yukon : à 225 miles au nord de Devon City, dans la région de Eagle Plain. Une prospection plus étendue est nécessaire pour confirmer l'importance de cette découverte. Il y a plus. Dans les îles arctiques, le programme de prospection se développe malg les déconvenues de Winter Harbour et l'abandon du projet de l'île de Bathurst, dans l'île de Melville, secteur NW secteur de Marie Bay. Des sables bitumineux y ont été découverts. Le gisement serait important. L'île de Cornwallis (près de Résolute Bay, d'une part, dans le centre de l'île,d'autre part) est activement explorée.

Selon S.C. NICKLE, vice-président du NORCAN OILS, d'ici six à dix ans, le pétrole arctique sera extrait et en mesure d'être exporté. Selon S.C. NICKLE, ce pétro serait compétitif, en raison de la position géographique favorable de l'Arctique canadien oriental, à proximité des marchés (I.N. 4, p. 92). Les aspects techniques des opérations de transport n'ont pas été précisés. Le prix au puits pourrait être, dans cette région, de 25 à 75 cents le baril , selon S.C. NICKLE;on se souviendra du taux de $ 2 BBL (livré à Montréal) qui avait été par ailleurs avancé pour du pétrole arctique (I.N.4, p.

Mai 1962 - 8e Conférence Internationale sur le Muskeg. La 8e Conférence Internationale sur le Muskeg s'est tenue à Saskatoon. On sait que le Canada est le pays au monde qui a les plus étendues surfaces de Muskeg. Selo le Dr RADWORTH, le Muskeg, épais de 3 à 90 pieds, et dont le principal agent est l'eau est appelé à se maintenir par auto-formatio Les seules techniques efficaces restent 1°) Drainage ; 2°) Décapage ; 3°) Empierrement (en cas de travaux publics : routes, voies ferrées).

Juillet 1962 - Le Nord de la Province du Manitoba. Le Manitoba fête le 50e anniversaire de l'adjonction à son territoire de la partie septentionale au nord du 53° qui lui a permis d'avoir une façade sur la mer de la Baie d'Hudson. Le développement du port de Churchill, le débouché septentrional du blé du Manitoba en sont les conséquences.

Août 1962 - Aménagement du barrage du Mont Portage sur la rivière de la Paix. Le barrage du Mont Portage - un des plus grands barrages du monde - a vu commencer les travaux préliminaires (I.N.4, p. 109). Les premiers grands travaux commenceront début 1964 et seront terminés, croit-on, en 1970. Ce barrage est situé sur la Paix, au confluent des rivières Finlay et Parsnip. Il permettra l'édification d'une double usine hydro-électrique d'une puissance totale de 3.150.000 kw. Il constituera une des sources principales d'énergie de la Colombie Britannique.

Août 1962 - L'Administration cherche à développer le tourisme dans l'Arctique par l'attrait de la grande chasse. On estime que la chasse au buffalo que le Ministère du Nord cherche à développer pour attirer les touristes dans le Mackenzie et élever les ressources locales par l'octroi des métiers de guide aux indigènes, représente par chasseur et par campagne, environ $ 30.000. Les effectifs de chasseur de Buffalo restent stationnaires dans le Territoire.

	1961	1960	1959
chasseurs à licences	34	49	29
dont, des Etats-Unis	22	28	12

(Source : Northwest Territories : seasonal papers).

Dans le Keewatin, il en est de même. La chasse reste un sport coûteux, réservé à un très petit nombre

Septembre 1962 - Le Nord est sans valeur économique, selon un expert canadien. Le Nord est de peu de valeur économique au total, et les efforts d'investissement sont encore illusoires, à déclaré M. J.L. ROBINSON, chef du Département de Géographie de l'Université de Colombie Britannique, en visite à Fredericton, Université du Nouveau Brunswick. Aucune ressource minière importante n'a été mise à jour et les distances sont prohibitives.

30 octobre 1962 - Churchill (Man) ne sera pas -provisoirement - déplacé. Les habitants du port de Churchil (Man) ont demandé à 2 contre 1 à ne pas donner suite aux projets fédéraux et provinciaux de déplacer (tel Aklavik) la ville, au site impropre, 3 miles 1/2 au sud-est.

Un referendum a été décidé par la Province, le gouvernement fédéral ayant décidé de se refuser, dans le cadre du plan d'austérité, de partager les frais de construction de la nouvelle ville.

2. - La politique d'intégration de la population indigène se poursuit Faute de ressources minières et de possibilités - comme au Groenland, de pêche industrielle, le problème

économique reste entier et préoccupant, particulièrement pour la population esquimaude qui risque de devenir, avec les certitudes de dégradation que cette situation comporte, une population assistée.

La population esquimaude - et indienne - augmente très rapidement. Le taux de croissance de la population esquimaude - 11.000 - est de 3,5% annuel. Chaque année, le Canada compte 400 Esquimaux supplémentaires.

Cependant que, selon des sources officielles, le revenu annuel d'une famille indienne doit être, en espèces et nature, de $ 1.500 à 2.000, celui d'une famille esquimaude de $ 1.500, on estime que le revenu d'une famille esquimaude n'excède pas, en fait $ 500, des crédits tertiaires d'assistance (Allocations familiales...) y contribuent pour moitié.

La médiocrité de la production des Indigènes, la croissance des crédits d'assistance, inquiètent (I.N.4, p. 100 et 102).

Dans l'Arctique oriental, (Nunasiaq,) l'activité reste principalement traditionnelle, axée sur la trappe et les activités diverses. Faute de caribou et de modernisation de l'industrie de la trappe, la situation dans le Keewatin ne laisse pas, à long terme, d'être préoccupante. La fermeture de la mine de nickel à Rankin, la seule mine à employer des Esquimaux, a aggravé le problème.

Dans l'ouest, (Mackenzie), les ressources sont plus nombreuses et l'activité est principalement tournée vers la pêche, la trappe, parfois les mines, et de plus en plus les secteurs tertiaires. L'Administration fonde de grands espoirs sur les 10 coopératives (poisson, artisanat de sculptures et de "souvenirs") qui ont été fondées dans les Territoires du Nord-Ouest et qui ont rapporté en 1962 approximativement $ 800.000 dont $ 125.000 environ ont été payés directement aux intéressés. Dans le Nord du Manitoba, 6 coopératives ont été fondées en 1962 chez les Indiens et les Métis, tant pour la pêche que pour l'industrie du bois.

Dans la région du Grand Lac des Esclaves, dont le développement sera accéléré par la création du complexe minier de Pine Point et l'établissement d'un réseau ferré,

5 compagnies de pêche ont été créées parmi les Indiens : elles ont assuré 1.706.062 livres de poisson en 1962 (jusqu'en mars), ce qui représente à 15/22 cents la livre $ 340.000. En 1961, la production n'a été que de 1.658.525 livres pour $ 265.000.

18 juin 1962 - Premiers votes des Aborigènes du Nord aux élections fédérales. Le 18 juin, pour la première fois, de nombreux résidents du Grand Nord (T.N.W.,YUkon et Nouveau Québec) ont voté aux élections fédérales. On comptait, d'après le recensement 1961,10.622 votants. Un député libéral a été élu dans les T.N.W. et un député conservateur dans le Yukon.

30 août 1962 - Défense des droits indiens. Les 30-31 août, le 1er septembre a eu lieu à Toront la deuxième Conférence annuelle du Conseil National Indien du Canada. Entre autres résolutions, il a été décidé de fonder un journal National Indien, une Commission Indienne de réclamations et d'adopter un emblême indien national : deux calumets croisés appliqués sur un tipi. La prochaine rencontre aura lieu à Winnipeg en août 1963.

Juillet 1962 - Compagnie de la Baie d'Hudson Pour la première fois dans son histoire, la Cie a atteint en 1962 un chiffre de vente de plus de $ 300 millions (I.N. 4, p. 97).

La vente au détail, qui représente 71% des profits a augmenté considérablement, ainsi que la vente des fourrures (11% des profits). On note que les dividendes de la Cie sur la HUDSON BAY OIL AND GAS représentent des profits plus grands (14%) que ceux obtenus par la fourrure, ressource traditionnelle.

La Compagnie a vendu en 1961 le dernier vaste espace territorial dont elle était propriétaire : 50 acres dans la banlieue de Victoria (C.B.).

Le Gouverneur, M. W.J. KESWICK, au 293e Conseil Général Annuel tenu le 11 mai, a attiré l'attention de l'auditoire sur le problème des participations de la Cie à l'industrie du pétrole. "L'industrie du pétrole continue à être vulnérable, sujette à des modifications dans l'économie mondiale et les conditions politiques. Nous avons toujours souligné que notre aventure dans l'industrie pétrolière n'a de sens qu'à long terme"

Août 1962 - Problèmes religieux.

Les Esquimaux et les Indiens, qui étaient principalement anglicans et catholiques, sont approchés par des Missions d'obédience différente de plus en plus nombreuses et actives : Pentecotistes, Adventistes, Baptistes, Témoins de Jéhovah. Dans certaines communautés isolées, où l'unité socio-familiale est traditionnelle, la confusion des esprits risque d'être extrême.

Le Rév. D.B. MARSH, Evêque anglican de l'Arctique a déploré, dans un rapport, le peu d'intérêt des Canadiens pour le Nord. "L'Eglise Anglicane a le plus grand mal à susciter des vocations canadiennes dans le Nord. Sur 27 personnes ordonnées dans son diocèse arctique, 4 seulement sont canadiennes. La majorité vient de Grande Bretagne. C'est un problème canadien et non un problème d'Eglise", a souligné le Rév. D.B. MARSH. Les jeunes Canadiens ne paraissent pas être intéressés par le Nord.

13 octobre 1962 - Une meilleure implantation provinciale dans le Nouveau Québec.

Une Division du Nord au Ministère des Richesses Naturelles de la Province de Québec va être créée. Le Premier Ministre, M. Jean LESAGE, a déclaré, au Centre Civique des Sept Îles que le gouvernement songeait à créer "une Division du Grand Nord au Ministère des Richesses Naturelles".

Dans cet esprit, et sous la pression d'un secteur de l'opinion québecoise, l'Administration des Esquimaux et des Indiens du Québec dévolue à l'Administration Fédérale, reviendrait progressivement à la Province.

Décembre 1962 - Léger recul de l'élevage des bêtes à fourrure, (du renard) en 1961.

L'élevage des bêtes à fourrure (renard) en 1961, selon les dernières statistiques est, malgré l'augmentation de la valeur des pelleteries, en recul. 2,713 fermes à fourrure au Canada en 1961, contre 2,331 certes, (soit en 1960 16,38% d'augmentation), mais 61 fermes d'élevage du renard contre 76 (19,60% de diminution

En 1961, l'élevage de renards a donné 1.81[illegible] renards (contre 2,034 en 1960, soit 10,76% de diminution).

Décembre 1962 - Développement de l'alcoolisme. Un des problèmes d'intégration ethno-sociale est, dans le nord du Canada comme au Groenland le développement de l'alcoolisme dont on connait les effets désastreux déjà chez les Indiens et les Métis.

Pacifique Nord

Alaska ..... pp. 191 - 216
Mers de Behring et d'Okhotsk... » 217 - 223

A L A S K A

L'ALASKA, DONT LA POPULATION S'ACCROIT ENCORE TRES RAPIDEMENT AU TAUX ANNUEL DE 4,2% A CONNU EN 1962 UNE REPRISE DE SON ECONOMIE PRINCIPALEMENT DUE A LA FIN DE LA CRISE DE LA PECHE, A L'AFFIRMATION DE L'INDUSTRIE PETROLIERE. CETTE REPRISE EST D'AUTANT PLUS INTERESSANTE QU'ELLE COINCIDE AVEC UNE NOUVELLE DIMINUTION DU PROGRAMME MILITAIRE.
LES INDICES D'EXPANSION, SELON UN EXPERT, NE DEVRAIENT FAIRE ILLUSION : L'ALASKA SOUFFRE DE SERIEUSES DISPARITES GEOGRAPHIQUES ET SOCIALES.

I - L'ALASKA CONNAIT DEPUIS VINGT ANS UN ACCROISSEMENT DE POPULATION TRES RAPIDE. LA REPARTITION GEOGRAPHIQUE EST FORT INEGALE.

1. - Le taux d'accroissement de population, un des plus élevés aux Etats-Unis - 4,2% en 61/62 - après avoir plafonné, commence à lentement s'abaisser.

La population continue à s'accroître rapidement. De 1940 à 1950 : 76,7% d'augmentation. De 1950 à 1960 : 75,2% (Etats-Unis : 18,5%). De 1961 à 1962, le taux d'accroissement a été de 4,2%. On compte 246.000 hab. (estimation : 1er juillet 1962), soit 0,4 par mille carré (0,2 : 1950).

Cette population est jeune. L'âge moyen en 1960 est de 23,3 (Etats-Unis : 29,5).

TABLEAU I - Accroissement décennal de la population

1940	1950	1960
73.000	129.000	226.100

Cependant que les effectifs militaires diminuent régulièrement (43,4% de la population en 1945 ; 14,3% en 1960, on consultera le Tableau II), la population s'accroît, et par de forts excédents de naissance (1960, natalité de 32,9/1000, Etats-Unis : 23,6/1000) et par immigration.

On constate que la natalité - qui est à un indice très élevé - diminue : 1950 : 39/1000 ; 1959 : 34,6/1000 1960 : 32,9/1000 Cette diminution n'est pas compensée par l'abaissement remarquable du taux de mortalité, déjà très bas : 1950 : 9,7/1000 ; 1960 : 5,4/1000 (Etats-Unis : 9,5/1000).

TABLEAU II - Répartition de la population (estimée)

	1940	1945	1950	1955	1960
Civils	73.000	78.000	111.000	159.500	193.500
Armée	1.000	60.000	26.000	50.000	32.500
TOTAL	74.000	138.000	137.000	209.000	225.000

2. Une concentration urbaine croissante : 38% de la population vit dans les villes.

On note par ailleurs - et ce mouvement est corollaire de l'effort d'industrialisation en cours - que la population se concentre progressivement dans les villes. En 1950, la population citadine représentait 26% du total celle des villages 74%. En 1960, le pourcentage de la population urbaine avait considérablement crû : 38% ; celui des villages se réduisant à 62%.

3. - La région centrale - la plus peuplée - connait le plus fort accroissement.

La région centrale connait le plus fort accroissement de population (1950-1960 : 115,4%). Les régions septentrionales et sud-occidentales où la population aborigène est le plus concentrée (79,5% et 68,1% respectivement) ne connaissent, en 10 ans, que des augmentations beaucoup plus faibles, bien que notables : 22,4% et 16,5%.

TABLEAU III - Répartition de la population (1960)

	Nord-Ouest	Sud-Ouest	Intérieur	Sud central	Sud
Total population	11.784	21.001	49.129	108.851	35.403
Accroissement 1950/1960	22,4%	18,5%	113,5%	117,3%	25,5%
% de la population dans l'Etat	5,2%	9,3%	21,7%	48,1%	15,7%
Blancs	2.289	6.381	41.789	98.733	25.354
Indigènes	9.373	14.314	4.638	5.514	9.242
Autres	122	306	2.701	4.604	807
Civils	11.036	17.697	38.282	91.666	34.794
Militaires	748	3.304	10.846	17.185	609
%Aborigènes	79,5%	68,1%	9,4%	5,1%	26,1%
% armée	6,3%	15,7%	22,1%	15,8%	1,7%
Villes	0	0	13.311	55.939	16.517
Rural	11.784	21.001	35.817	52.912	18.886

4. - L'importance relative de la population indigène diminue rapidement.

Ceci est conséquence de cela. Au cours de l'accroissement de population, particulièrement dû à une migration "blanche" massive et continue, le pourcentage de la fraction aborigène diminue régulièrement.

1940 : 45,5% total (civils)
1950 : 32,2% total (civils)
1960 : 23,1% total (civils).

L'américanisation du territoire s'affirme. Dans le même temps, il est à remarquer et à suivre, un accroissement considérable du groupe noir : en 1940, les Noirs étaient une poignée (141) ; en 1960 : 6.670.

II. LA REPRISE ECONOMIQUE SE CONFIRME EN 1962. ELLE EST PRINCIPALEMENT LE FAIT DE BONNES ANNEES DE PÊCHE, D'UNE REVALORISATION DE SES PRODUITS, D'UN DEVELOPPEMENT TRES RAPIDE DE L'INDUSTRIE PETROLIERE, D'UNE CONJONCTURE LOCALE FAVORABLE A LA COMMERCIALISATION DU BOIS.

La reprise économique se confirme en 1962. Tous les indices l'établissent. Elle est d'autant plus méritoire que l'Armée a diminué très sensiblement (de 40%) ses commandes pour construction : en $ 1000 : 1955 : 109.400 - 1962 : 37.452.

1. - La reprise économique en 1962

La reprise économique est attestée par un certain nombre de faits :

a) Augmentation du chiffre d'affaires (gross business).

Le chiffre d'affaires, ainsi que l'établit le Tableau IV, a augmenté très rapidement, moins rapidement, toutefois, que dans les quatre premières années de la décade passée.

TABLEAU IV - Evolution du chiffres d'affaires ($100

1951	1952	1953	1954	1955	56	1957	1958	196
'263.410	'322.681	'382095	'491579	'493974'	-	'566486'	577000'	9600

(Source : Pacific Northwest Industries)

Le taux d'augmentation annuel de 1958-1962 (66,3%) est nettement moins élevé qu'en 1951-1955 (87,5%).

b) augmentation du revenu individuel.

Dans le même temps, on relève que le revenu individuel, qui était en 1960 de $ 2.781, a crû de 1961 à 1962 de 7%.

La comparaison, sur le Tableau V, de la période 1950-55 par exemple avec celle de 1955-59 est significative de l'enrichissement récent.

TABLEAU V - Revenu par tête ($)

	1929	1940	1950	1955	1958	1959
Etats-Unis	703	595	1.491	1.869	2.069	2.166
Alaska	-	-	2.246	2.294	2.486	2.550

Census 1962.

c) Balance économique excédentaire dans ses échanges.

La balance économique reste excédentaire dans ses échanges. Les industries de la pêche, du bois et du pétrole permettent aux exportations - vers les Etats-Unis, le Canada et le Japon - d'être largement excédentaires. Le Tableau VI, partiel, (il ne comprend pas le commerce avec les Etats-Unis moins l'Alaska) en rend déjà compte.

TABLEAU VI

Années	Importations ($)	Exportations ($)
1948	2.779.449	2.408.928
1950	993.561	2.524.020
1952	993.574	3.041.956
1954	2.765.666	6.779.603
1956	3.121.510	8.121.049
1957	3.837.635	8.468.182

(Source : Alaska, its Economy and market potential) 1959.

Le développement de la vie économique est d'autant plus remarquable que les ressources militaires ont diminué considérablement en 1962 (Tableau VII). On sait l'importance relative de celles-ci dans la vie économique. En 1950-57, elles ont avoisiné $ 800 millions, soit un peu moins que la principale industrie du pays : la pêche (1950-57 : $ 876 millions).

L'essor économique s'explique essentiellement par une forte reprise de la pêche, en particulier de la pêche au saumon : 1955-62 : + 84,3%, de l'exploitation du bois : 1955-62 : + 59,3%, de l'industrie minière principalement et très spécialement de l'industrie du pétrole : 1961-62 : + 60%.

TABLEAU VII - Evolution comparée des principales industrie

(en $ 1000)

	1950	1955	1962
Industries de la pêche (produits de la)	100.156	69.723	128.500
Forêts	4.400	29.500	47.000
Mines	17.852	25.412	47.262
Agriculture	1.750	3.487	
Constructions militaires	43.000	109.400	37.452
Fourrures	5.826	6.211	
Tourisme			50.000

2. - Reprise très nette de l'industrie de la pêche.

On sait la crise que la pêche a connue de 1957 à 1959. Elle est en reprise très nette en 1962 : 1959-1962 : +78% d'augmentation.

L'industrie de la pêche représente, en 1962, 40% environ de l'activité économique. Si l'on compare ce taux à celui des années précédentes, il apparait que l'économie se diversifie sous la poussée de l'industrie pétrolière. En 1950, l'industrie de la pêche, en effet, représentait 57,5% de l'activité générale (tourisme exclu). Une bonne ou une mauvaise pêche décidaient - et décident donc encore - de la balance économique.

L'industrie de la pêche est essentiellement tournée vers la pêche au saumon, dans un des secteurs du globe les plus riches en salmonidés.

TABLEAU VIII - Industrie de la pêche ($ 1000)

	1957 (1)	1959 (2)	% + ou - de 57 à 59	1962
Saumon (en caisse)	62.909	56.234		
Saumon frais	5.248			
Crabe	3.646	3.850	+ 5,6%	
Flétan	3.631	6.057	+ 67%	
Hareng	2.356	2.263	- 3,9%	
Coquillages	651	445	- 31,6%	
Crevettes	549	2.041	+ 271,8%	
Sablefish	416	345	- 17%	
Divers	64	-		
T O T A L	79.472	72.203	- 9,4%	128.500

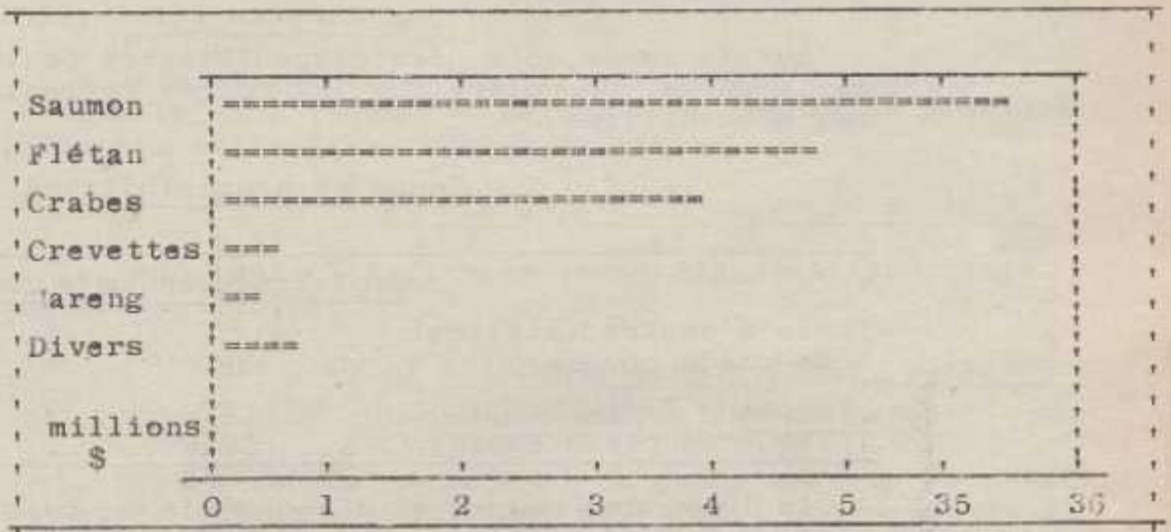
(Sources : 1) Bureau of Commercial Fisheries
2) Department of Fish and Game. Alaska Annual Report for 1959.)

Le Sud-Est de l'Alaska représente 910.000 caisses, l'ouest 521.300. La pêche totale a été évaluée en 1962 à 3.420.000 caisses.

On relèvera un développement rapide des pêches du flétan, du crabe et de la crevette. Le Tableau VIII indique clairement que ces pêches ne peuvent toutefois tendre, en raison de leur faible importance, à pallier aux mauvaises années de pêche au saumon, aux manques à gagner.

Le Tableau IX l'établit encore plus clairement pour l'année 1961.

TABLEAU IX - Valeur comparée des produits de la pêche (sur place).



(Source : Commercial Fisheries Review, Janv. 1963).

En 1962, l'industrie de la pêche est en nette reprise. La production totale a été évaluée (à la vente) à $ 128,5 millions, soit environ $ 31,8 millions de plus que l'année passée (+ 32,8%). L'augmentation est principalement le fait d'une reprise de la pêche au saumon et au crabe, et d'une élévation des cours.

La pêche du flétan et des crevettes est en légère augmentation. Il y a net recul sur le plan du hareng. L'augmentation de la pêche est également due à une meilleure et plus grande industrialisation des produits gelés. Crabes et flétans gelés, saumon en boite.

On compte en 1962 157 usines employant, saisonnièrement 8702 ouvriers, moitié de la main d'oeuvre des conserveries étant d'origine aborigène. A ajouter les 15.776 pêcheurs. L'effectif du personnel intéressé à l'industrie de la pêc reste donc en valeur absolue, stationnaire depuis 1957 (23.000 personnes). En valeur relative, il a sensiblement diminué : on compte 2.096 chalutiers et 6.778 bateaux à moteur.

III - L'INDUSTRIE FLUCTUANTE DU BOIS

En 1962, l'exploitation de la forêt a pris une importa accrue. On sait les immenses disponibilités de cet Etat : 84.760 millions Bdft, non comprises les coupes des deux forêts nationales : Tongass et Chugach, dont 351 Bdft ont été coupés en 1960.

Sur la seule côte, les disponibilités peuvent s'exprim de la sorte. On notera que les coupes restent très en-deç des possibilités.

TABLEAU X - Coupe et disponibilités, 1959.

	Croissance annuelle	Coupe annuelle
Bois d'oeuvre (millions de pieds coupés)	128	86
"Growing Stock" (millions de pieds cubes)	32	12

En 1962, les coupes et l'industrie du bois ont été plus actives : $ 47 millions, soit 30% de plus qu'en 1959. On comparera le taux annuel d'augmentation de 1950-1955 (+ 11 à celui de 1955-1958 (- 2,5%).

TABLEAU XI - Valeur comparée de l'industrie du bois ($ 1000)

	1950	1955	1958
FORÊT	4.400	29.500	27.300

Les vastes besoins des constructions militaires -et ci en bois de construction ayant été satisfaits, l'industrie forestière hypothéquée par le coût des transports et des salaires, reste fluctuante. Elle est entièrement dépendant des possibilités d'exportation et, partant, du marché mon du bois, marché très saturé. Le nord et le nord-ouest du Canada, plus particulièrement, aux voies d'eau favorables à l'enlèvement du bois, sont pour l'Alaska, de redoutables concurrents.

IV - MUTATIONS DANS L'INDUSTRIE MINIERE : CHUTE DE L'OR, "BOOM" PETROLIER.

a) Une industrie minière en expansion : valeur de la production accrue de 29,2% en une année.

L'industrie minière, depuis des années à un bas niveau, - 1958, 4e rang aux Etats-Unis, 160 mines - a augmenté cette dernière année de 29,2%, atteignant un total-record de $ 47.262.000.

Durant la période 1950-61, le taux annuel d'augmentation n'était que de 8,7%. Rapportée par tête d'habitant, l'industrie minière représentait un revenu annuel de $ 97 en 1960; $ 191 en 1962.

Ce développement rapide s'explique par l'importance croissante de l'industrie pétrolière, désormais première industrie extractive : 59,4% en valeur.

b) Une expansion ralentie en 1962.

En 1960-1961, l'expansion avait été plus importante, toutefois : 66,5%.

c) L'industrie pétrolière, première industrie extractive du pays.

La production de pétrole et de gaz s'affirme la première industrie extractive du pays. Elle était équivalente, en 1961, à la production totale... d'or, de charbon, sable et graviers de construction et de mercure.

La production pétrolière, en effet, est croissante. En 1961, elle a été de 6.325.000 barils ; elle était de 10.211.000 barils en 1962, soit une augmentation de 61,4%.

La production n'est que de 0,09% des Etats-Unis (1er janvier 1962) ; la consommation d'énergie en 1960 (millions de gallons en équivalent d'énergie : pétrole, gaz, charbon) étant de 0,11% du total de la Fédération. Rapportée à la population, le pouvoir d'énergie de 1,644, inférieur de 0,108 à la moyenne des Etats-Unis, indique le besoin d'énergie de cet Etat s'il veut s'industrialiser. Il nous renvoie au vaste projet hydro-électrique de Rampart Dam déjà exposé (I.N.4, p. 110) dont le développement est naturellement lié à la politique pétrolière. Son succès peut modifier les perspectives.

L'industrie du gaz naturel est en pleine expansion. 1.600.000.000 pieds cubes, en augmentation de 153,5% sur 1961.

Le développement de cette industrie extractive n'a pas des effets directs sur l'économie du pays. De caractère "colonial", cette économie vise à l'exportation en brut de l'huile extraite. Dépourvue de ses prolongements rémunérateurs que sont les raffineries, l'industrie pétrolière n'occupe en 1962 que 618 personnes, soit 0,79% de la main d'oeuvre employée dans l'Alaska.

Par les dividendes considérables qu'elle met à la disposition de l'Etat (90% des Royalties lui sont dues), elle apporte à la vie générale un moteur essentiel. Quel est son avenir ? Ses marchés peuvent être les Etats-Unis (60% de la consommation mondiale : 12% des réserves), dans la mesure où cet Etat pourra lui vendre l'huile à un prix plus compétitif que le Canada plus proche ; on sait combien l'industrie pétrolière canadienne dépend du Capital américain (I.N.S, Canada). Dans le cadre d'un développement de l'économie du Pacifique Nord, son second débouché devrait être le Japon. Mais ici encore, le Canada, en particulier la Colombie Britannique, constituent un concurrent sérieux.

TABLEAU XII - Industrie du Pétrole en Alaska (19

	Etats-Unis	Alaska
Superficie (acres)	2.271.343.360	365.481.600
% du Territoire (sans permis) (2)	18%	7%
Valeur estimée, production pétrole	10.290.609.000	17.769.000
PRODUCTION		
- Pétrole (1000 BBLS)	73.155.780	7.258
- Gaz (mcuFL) (1)	196.430.165	2.580
Forages, totalité (1)	1.869.299	193
Consommation énergie et huile ou équivalent (millions de gallons) (2)	315.383	370
Pouvoir d'énergie/tête (2) (3)	1,752	1,644
Consommation produits pétrole	3.525.810	5.632

(1) 1er janvier 1962
(2) 1960
(3) Pétrole, gaz : gallons d'équivalent en huile.

(D'après : The oil Producing in industry in Your State. I.P.A.A.).

d) La revalorisation du prix de l'or permet une certaine reprise de la production (+ 41,3% en valeur) ; mais les petites mines paraissent condamnées.

On avait assisté, en 1961, à une chute de près des 2/3 de la production de l'or. Une certaine revalorisation du prix de l'or a permis, pour la première fois depuis la découverte, en 1880, d'or par Joe JUNEAU, une reprise de la production. En valeur, celle-ci qui était évaluée (en $ 1000) à $ 10.125 en 1950 et avait atteint un total de $ 3.998 en 1961 (taux annuel de diminution de 5,4%) a été estimée en 1962 à $ 5.000.

En valeur relative, l'industrie de l'or perd de son importance. La production estimée en 1961 - 114.000 onces ne représente plus en valeur que 7,8% de la production totale. En 1952-56, elle en représentait 12,7%.

Autre terme de comparaison que nous rappelle "PACIFIC NORT WEST INDUSTRIES" (fév. 1959). De 1880 à 1957, l'industrie extractive a représenté une production de $ 1.162 millions. Pour 62%, elle était aurifère, 19% cuprifère.

Le taux de l'or n'incite pas le prospecteur isolé à poursuivre sa prospection. En outre, les salaires élevés des Services et Chantiers de construction en ville le découragent dans la poursuite de son effort. Les grandes sociétés rendent compte maintenant, pour l'essentiel, de la production.

e) Une baisse considérable de la production des sables et graviers significative de la chute des commandes de constructions militaires.

La production de sables et graviers, qui avait connu, de 1950 à 1957, un développement considérable, du fait de l'activité militaire (Dew Line, White Alice, B.M.E.W.S.) a diminué régulièrement (Tableau XII). Cette diminution est significative d'une réduction continue déjà analysée (I.N.2, p. 101) et corrélative d'une évolution des conceptions stratégiques.

Le maintien du volume de l'industrie houillère (Tableau XII) s'explique seulement par les commandes de son meilleur client, l'Armée.

V - L'INDUSTRIE DE LA FOURRURE : LA TRAPPE EST DEVENUE UNE ACTIVITE MARGINALE.

Ressource traditionnelle de l'Alaska, colonie russe, la fourrure ne compte plus que pour 1% de la production totale.

Cette évolution est à bien connaitre si l'on veut analyser la situation en cours dans le Nord canadien. Pour une population aborigène de 40.000 personnes, cette production assure un revenu approximatif par famille (5 personnes) de $ 600. Or, dans le Nord-Ouest de l'Alaska, où la population indigène compte les plus gros effectifs, le revenu individuel en 1960 est $ 1604, le revenu individuel moyen en Alaska dans son ensemble étant de $ 2781. C'est dire combien l'économie de la fourrure est devenue marginale.

Pour l'essentiel, cette économie est centrée sur la commercialisation de 1 million 1/2 de phoques des îles Pribiloff dont 90.000 têtes mâles sont chassées par les Aléoutes. Selon une convention passée en 1957 entre le Canada et le Japon, chacune de ces puissances dispose de 15% de la chasse : la part de l'Alaska étant négociée avant l'accession de l'Alaska au rang d'Etat par le Gouvernement Fédéral, 70% revenant à l'Alaska. Un tableau de la production permettrait de juger des fluctuations du pourcentage, dans la production générale, des fourrures de phoque de Pribiloff. Faible en 1870, important en 1890 1900, faible de nouveau en 1910, 1920, 1930, 1940, il tend à s'élever rapidement en 1950, 1956.

Du fait d'un relèvement, en 1956, du queta de chasse aux îles Pribiloff et aussi d'une plus forte demande en fourrures, on note une certaine augmentation des ressources en fourrures.

L'élevage - 400 fermes en 1920 - a abouti à des mécomptes. On ne comptait plus que quelques fermes, en effet, en 1957.

VI - UNE AGRICULTURE STATIONNAIRE, N'ASSURANT QUE 10% DE LA CONSOMMATION (1)

La situation agricole en 1962 ne s'est guère modifiée. (I.N.4, p. 111). Une agriculture peu diversifiée dont la production laitière se confirme être le principal revenu 53% en 1962 contre 51% en 1960. Sur le plan des céréales,

(1) Section établie en collaboration avec Mme Jillian NIZ

de la pomme de terre et des légumes, une production accrue des 367 fermes (Tableau XIII, + 8,6%, de 1961 à 1962) dont la surface totale reste équivalente à celle de 1961 ; un pourcentage toujours très faible (0,2%) des surfaces arables, le défrichement restant stationnaire.

1. - Une production accrue.

a) De 1954 à 1960, une production annuelle moyenne accrue de 11,3%.

De 1954 à 1960, la production a été accrue en valeur de 11,3%. On remarque que le taux annuel d'augmentation a sensiblement varié de 1956 à 1960 : 1954-56 : taux annuel moyen = 15,6% ; 1956-60 : taux annuel moyen d'augmentation = 5,5%.

Les produits d'élevage et de volaille, qui avaient connu une augmentation annuelle moyenne de 18,7% de 1939 à 1950, ont connu une diminution de vente sensible de 1950 à 1960 (12,2% d'augmentation annuelle moyenne).

Ce sont les produits laitiers, à l'inverse, dont les ventes n'avaient que doublé de 1939 à 1950, qui ont connu le taux d'augmentation le plus élevé : de 1939 à 1950, un taux annuel moyen d'augmentation de 10,5% ; de 1950 à 1960, un taux moyen d'augmentation de 14,6%.

Les légumes (à l'exclusion des pommes de terre), dont les ventes avaient augmenté, du fait de l'importance des effectifs militaires, de 332,5% de 1939 à 1950 (30,2% d'augmentation annuelle), n'ont augmenté que de 89,5% de 1950 à 1960 (8,9% d'augmentation annuelle).

Par tête d'habitant, la production agricole générale (1953 : 13,7 dollars ; 1957 : 21,5 dollars ; 1960 : 23,9 dollars) n'a crû que de 10,2%.

La surface cultivée (acres) a doublé : 421.799 en 1950 ; 888.331 en 1960.

b) De 1961 à 1962, la production céréalière a augmenté. Diminution de la production de pommes de terre, en raison de fortes importations.

On observe que la production céréalière de 1961 à 1962 a crû de 13,6%, dont avoine + 85% et orge + 26%.

La concurrence qu'exercent les pommes de terre importées des Etats-Unis a déterminé un notable recul (-5%) de cette production pourtant parfaitement adaptée au pays. On relève une légère avance (+ 9%) de la production des légumineuses.

TABLEAU XIII - Produits agricoles vendus ou récoltés en Alaska ($)

	1939	1950	%d'aug mentation	taux moy. ann.	1960	%d'aug mentation	tau moy ann
Valeur des produits d'élevage et de volaille	347.510	1.064.157	206,2	18,7	2.367.221	122,4	12
Valeur des produits laitiers	306.987	663.725	116,2	10,5	1.634.700	146,2	1
Valeur des ventes de céréales	-	507.774	-	-	847.078	66,8	
Valeur des ventes de pommes de terre	22.930	99.179	332,5	30,2	187.975	89,5	

(Source : U.S. Census of Agriculture, 1960).

TABLEAU XIV - La production agricole alaskienne en 1962 (en tonnes)

PRODUIT	Valeur en 1962	% en + ou en -	Valeur en 1961
Céréales	5.311	+ 13,6%	4.674
Avoine	1.047	+ 85%	564
Orge	2.112	+ 26%	1.669
Pommes de terre	6.935	- 5%	7.282
Légumes	850	+ 9%	774

(Source : Alaska Division of Agriculture).

TABLEAU XV - Tableau comparatif de la valeur (en milliers $) par source de revenu, des ventes agricoles, par produit, aux Etats-Unis, dans l'Etat de Washington et dans l'Etat d'Alaska. (1960) (1)

	Etats-Unis		Washington		Alaska	
Population en 1960		183.285.009		2.853.000		226.000
Tous prod. agric.		30.656.524		570.754		3.214
Valeur des ventes agric./tête d'habitant		167,3		200		14
Céréales	(34,7%)	10.642.968	(38,8%)	221.855	(18,8%)	581
Légumes	(0,002%)	739,64	(3,4%)	19,571	(5,8%)	188
Fruits et noix	(4,5%)	1.405.350	(14,9%)	85.039	(0,06%)	2
Produits de jardinage	(2,6%)	814.092	(3,5%)	20.470	(2,3%)	76
Produits laitiers	(13,1%)	4.020.482	(12,3%)	70.579	(50,8%)	1.635
Volaille et produits de volaille	(7,4%)	2.269.191	(6,1%)	35.207	(9,8%)	317
Elevage et produits d'élevage	(35,1%)	10.764.819	(19,6%)	112.032	(12,9%)	415

(1) Les résultats, établis à partir des "Statistical Abstracts of the United States", 1961, et dont la base d'information est le revenu, diffèrent sensiblement, et en moins, des résultats globaux de la production générale (I.N.4, p.112)

c) Structure de la production : lait, pommes de terre et oeufs constituent 80% des ventes.

Le lait représente 43% de la production agricole alaskienne en 1961, 52% des ventes.

TABLEAU XVI - Valeur de la production par produit et revenus provenant des ventes (en %) 1961.

PRODUIT	Valeur de la production	Valeur des ventes
Lait et produits laitiers	43%	53%
Céréales et fourrages	24%	7%
Pommes de terre	14%	17%
Oeufs	8%	10%
Produits d'élevage	8%	8%
Légumes	3%	5%

(Source : Alaska Report of Division of Agriculture, 19

On notera, par rapport aux pourcentages de production établis dans I.N.4, p. 112, une augmentation des pourcentages, à la vente, de 2% des produits laitiers, des céréales, une diminution de 1% des pommes de terre, des oeufs, du cheptel.

d) Répartition des ventes agricoles par région

TABLEAU XVII

REGION	Valeur totale des ventes pour tous produits,	Valeur de la production laitière
Matanuska Area	70%	81%
Tanana Valley	15%	12%
Kenai Region	6%	-
Southeastern	4%	5%
Kodiak + Autres	5%	2%(+Kenai)

(Source : Alaska Division of Agriculture. Annual Repor 1962).

La concentration de la production laitière -principale production agricole en Alaska- dans les vallées de Matanus et de Tanana se confirme : 93% de la production (90% en 19 I.N.4, p.112).

2. - Structure agraire : les fermes trop petites - inférieures à 50 acres - ne sont pas rentables. Les fermes de la principale région productrice -Matanuska- ont une superficie assez constante de 117 acres en 1960.

a) Diminution du nombre de fermes et de leurs surfaces, en vallées de Matanuska et de Tanana. Augmentation de la productivité.

De 1939 à 1960, le nombre des fermes a constamment diminué.

1939 : 623
1950 : 525 (- 15,7%)
1960 : 367 (- 30,1%)

La surface des Terres cultivées a certes doublé de 1950 à 1960, mais ce total ne doit pas faire illusion.

Si l'on s'attache à l'examen des seules régions productrices : Matanuska (Anchorage district) et Tanana (Fairbanks district), on y relève une diminution très nette en 10 ans et du nombre de fermes et de l'étendue des surfaces agricoles Anchorage district : le nombre de fermes s'est réduit de 1950 à 1960 de 386,3%, les surfaces cultivées de 392,8% ; à Fairbanks district, le nombre des fermes s'est réduit de 4%, les surfaces cultivées de 9,6%. On se reportera au Tableau XIX.

C'est dire combien la productivité en cette région qui assure, en valeur de production, 93% de la production agricole alaskienne, s'est accrue. Elle a quadruplé. La productivité de cette région s'établit plus clairement si l'on note que l'écart de valeur à l'acre des Fermes et Biens de la Vallée de Matanuska et de la région la plus pauvre de l'Alaska (Kodiak) qui était en 1950 de 77,35, s'établit en 1960 à 591,99.

Dans les secteurs de surface accrue et d'exploitation largement extensive (Kodiak, Kenaï, districts divers), on constate une diminution très nette de la valeur et de la Terre et des Biens de ferme. La moyenne par acre de cette valeur est en effet passée, de 1950 à 1960, de 16,04 à 2,05 à Kodiak. Comme dans un mouvement contraire, le nombre des exploitations de ce type s'est accru de plus du double de 1950 à 1960.

Ce mouvement d'accroissement de Terres à élevage correspond à un développement considérable de l'élevage :

TABLEAU XVIII - Evolution de l'élevage

	1950	1960	Augmentation
Ovins	6.046	15.170	150,9%
Bovins	2.236	6.010	159,9%

TABLEAU XIX

Fermes, surfaces cultivées et valeur des Biens (1950-1960)

	ALASKA	Juneau district	Palmer	Ancho-rage	Kenaï	Kodiak	Fairbanks district	Autres districts
Fermes. Nombre 1960	367	13	154	22	51	19	77	31
" 1950	525	24	184	107	24	7	80	99
Surface approx. de la région en acres 1960	375.481.600	3.440.640	14.631.700	1.498.880	7.594.880	5.258.240	14.981.120	328.046.080
Surface dans les fermes en acres								
1960	888.331	1.099	37.139	2.576	6.590	364.383	13.606	462.938
1950	421.799	2.026	28.950	12.693	2.807	53.643	14.924	306.756
Dimension moyenne de la ferme...1960	2.420,5	84,5	241,2	117,1	129,2	19.178,1	176,7	14.933,5
1950	803,4	84,4	157,3	118,6	117,0	7.663,3	186,6	3.098,5
Valeur des terres et des bâtiments. Moyenne par ferme								
- en dollars, 1960	46.663	77.009	52.751	67.008	18.718	34.440	46.925	38.289
" " 1950	12.465	15.331	9.897	11.553	3.656	122.941	13.491	11.021
Moyenne par acre								
- en dollars, 1960	24,82	878,73	215,11	594,04	155,02	2,05	255,43	2,78
" " 1950	15,51	181,61	62,91	93,39	31,26	16,04	72,32	3,56
" " 1939	2,16							
Proportion des réponses - 1960	83	85	83	91	84	47	88	87
- 1950	100	100	100	100	100	100	100	100

(Source : U.S Census of Agriculture, 1960).

Le TABLEAU XX permet de vérifier que la dimension optimum de terre cultivée par ferme se situe entre 140 et 500 acres. C'est une situation qui n'a pas varié : on se reportera, en effet, aux données de 1939, 1950 et 1960.

TABLEAU XX - Fermes, surface et valeur. Recensements de 1939-60

FERMES	1960	1950	1939
Nombre	367	525	623
Superficie approx. des terres	375.481.600	365.481.600	365.481.600
Proportion de terres cultivées sur terre arable	0,2%	0,1%	0,1%
Surface en fermes (acres)	888.331	421.799	1.775.752
Dimension moyenne des fermes (acres)	2.420,5	803,4	2.850,3
Valeur immobilière des bâtiments. Moyenne par ferme ($)	46.663	12.465	6.165
Dimension des fermes			
- de 0 à 50 acres	52	135	185
- de 50 à 140 acres	80	144	117
- de 140 à 500 acres	205	292	216 (+45 de 260 à 499)
- de 500 à 999 "	13	10	17
- 1000 acres et +	17	4	43

(Source : U.S. Census of Agriculture).

Mais alors que ces fermes représentaient 41,9% du total en 1939, elles en représentaient 55,1% en 1950 et 55,9% en 1960.

b) Diminution comparée (en pourcentage du nombre total des fermes) du nombre d'une part de grandes fermes de plus de 1.000 acres, d'autre part des fermes de 0 à 140 acres.

TABLEAU XXI

	Fermes de + de 1000 acres	Fermes de 0 à 140 acres
1939	7%	48,4%
1950	0,8%	53,1%
1960	4,5%	35,9%

3. - Un effort d'investissement. La vallée de la Matanuska, qui fournit 70% de la production agricole en 1962, ne reçoit plus que 43% des prêts.

AGRICULTURAL REVOLVING LOAN FUND a accordé 120 prêts à 104 fermes en 1962, pour un montant de $ 379.047. Il y a un certain effort d'investissements.

Depuis 10 années, en effet, la moyenne annuelle était de 79 prêts d'un montant annuel de $ 231.434.

Les prêts concernent principalement les deux régions productrices des vallées de la Matanuska et de Tanana.

Mais - et c'est intéressant - on relève un effort d'investissement pour la région d'élevage du Kenaï qui, bien que représentant 6% de la production agricole, reçoit 20% des prêts.

On rappellera qu'en 1962, sur les 367 fermes, 350 sont électrifiées.

TABLEAU XXII - Répartition des prêts région par région (1962).

Région	Répartition des prêts (en %)	Valeur (production) de la région par rapport à l'Etat (en %)
Matanuska	43	70
Tanana Valley	25	15
Kenaï Peninsula	20	6
Autres régions	12	9

4. - Situation de l'emploi

1,4% seulement de la population active relève de l'agriculture (5,7% en 1950, 17,8% en 1939).

Cependant que, rapporté aux effectifs agricoles, le pourcentage des fonctionnaires a crû de 1950 à 1960 (de 3,5 à 8%), on note, en pourcentage de la main d'oeuvre agricole totale, une diminution des fermiers et un accroissement du nombre de la main d'oeuvre saisonnière, salariée ou non.

TABLEAU XXIII - Importance de la main d'oeuvre agricole

	Main d'oeuvre active	Main d'oeuvre agricole	Sylviculture et pêche
Nombre			
- 1960	58.243	296	1.121
- 1950	42.362	2.411	3.715
- 1939	28.436	5.061	3.297
Pourcentages de répartition			
- 1960	100	1,4	1,9
- 1950	100	5,7	7,6
- 1939	100	17,8	11,6
Pourcentages de diminution et d'augmentation			
- 1950-60	+ 37,5	- 87,7	- 69,8
- 1939-60	+104,8	- 94,1	- 66,0

(Source : U.S. Census of the Population, 1960).

VII - CHOMAGE, COUT DE LA VIE ET DISPARITES SOCIALES

1. - "Le chomage est notre problème économique et social n°1" a déclaré au Congrès, le 1er avril 1963, M. GRUENING, Sénateur de l'Alaska.

Malgré la reprise économique, le taux de chomage reste aussi élevé que les années passées (I.N.4, p. 108). En effet, l'Alaska a été en 1961, après le West Virginia, l'Etat où le taux de chomage a été le plus élevé : 8,6%.

En West Virginia, le taux était de 10,9%.

Dans le South Dakota, où le chomage est le moins élevé de l'Union, le taux est de 2,8%.

Le taux de chomage déclaré et payé en 1962 a totalisé 3.400 au taux moyen de 10,8%. Or la moyenne nationale est de 4,4%.

2. - Les indices statistiques masquent une réalité beaucoup plus sombre, a déclaré en substance l'expert économique G.W. ROGERS. Des disparités sociales et géographiques importantes existent dans l'Alaska.

Les indices de développement économique et de haut revenu moyen ne doivent induire en erreur. "Lorsque l'on creuse les problèmes", a déclaré au "TUNDRA TIMES" (4/V/63) le Dr G.W. ROGERS, Professeur associé d'Economie à l'Université de l'Alaska, "ceux-ci apparaissent sous une toute autre face. Nous découvrons que cette croissance économique intéresse essentiellement les deux centres, Fairbanks et Anchorage..." Le Dr ROGERS considère que les disparités sociales et géographiques sont sérieuses en Alaska.

L'Alaska a besoin d'un développement économique et non d'un surcroît de population, conclut-il. "Lorsque l'on considère le reste de l'Alaska, hors de Fairbanks et Anchorage on découvre que la population se maintient tout juste à niveau, les uns un peu mieux, les autres très au-dessous". Les indices moyens de haut revenu ne doivent pas faire illusion. Toute une fraction de la population, notamment indigène, a des ressources très médiocres. La disparité des conditions d'hygiène serait également à noter. Certes, le pourcentage de médecins dans l'Alaska en 1960 est de 34/100.000 (Etats-Unis 57/100.000), mais le taux de mortalité infantile reste très élevé chez les Aborigènes : en 1959 : 72,9°/°° contre 26,9°/°° dans le groupe Blanc.

3. - Le coût de la vie est plus élevé dans le Nord de l'Alaska de 69% qu'à Seattle. Par contre, le coût de la vie a légèrement baissé en Alaska d'une année sur l'autre.

L'indice du prix moyen de cherté de l'alimentation déterminé à partir de 40 articles par l'Université de l'Alaska, (Agriculture Extension Service in Food Prices, sept. 1962, Quarterly Report on Alaska) et prenant pour référence les prix de Seattle (= 100) est tel dans l'Alaska que dans la ville alaskienne la plus méridionale (Ketchikan), l'indice est à 113 ; il est, dans la ville la plus septentrionale (Nome) à 163. Or la moyenne des Etats-Unis s'établit à 94.

On lit clairement sur le TABLEAU XXIV le coût du frêt et de l'isolement.

TABLEAU XXIV - Mouvements comparés des prix de détail de 40 articles à Seattle, aux Etats-Unis et dans dix villes de l'Alaska (sept. 1962)

Etats-Unis	94
Seattle	100
Ketchikan	113
Petersburg	120
Sitka	120
Juneau	120
Kodiak	131
Seward	131
Anchorage	129
Palmer	126
Fairbanks	139
Nome	163

(Source : Quarterly Report on Alaska Food Prices, sept.1962).

On lit, par contre, que les prix des denrées essentielles a baissé de 1% de 1961 à 1962.

4. - Les migrations à l'intérieur de l'Alaska : les districts sud-ouest et nord-ouest, districts à fort pourcentage aborigène, sont ceux où l'on compte le moins d'immigrants récents.

Le Census de 1960 fait apparaitre, entre autres, au titre de la mobilité, que les districts dont la population est la moins mobile sont ceux où la proportion de la population aborigène est maximale : le Nord (79,5% d'aborigènes, 82% de la population y résidait en 1955), le Sud-Ouest (26,1% d'aborigènes, 63,8% de la population y résidait en 1955).

On opposera les secteurs urbains (interior region et South Central) dont respectivement 25,1% et 38,6% seulement de la population y résidaient en 1955 et où l'on compte le plus grand nombre d'immigrants venus d'un autre Etat - respectivement 52% et 49,9% contre 12,5% dans le Nord de l'Etat.

Les effectifs de migrants d'un district à l'autre à l'intérieur de l'Alaska sont assez peu élevés, 6%, sauf dans le sud-ouest où ils atteignent 9,8%.

TABLEAU XXV - Mobilité de la population 1955-1960

	Résidants depuis 1955	Origine des immigrants (1) d'un autre Etat (2) d'une autre région d'Alaska	
North-West	82%	12,5% 5,5%	(1) (2)
South-West	66,6%	24,1% 6,2%	(1) (2)
Interior region	35,1%	52% 6,3%	(1) (2)
South Central	38,6%	49,9% 6,3%	(1) (2)
South West	63,8%	25,1% 9,8%	(1) (2)

(Source : Census 1960 : U.S. Depart. of commerce).

5. - Confusion à propos des droits territoriaux indigènes indiens et esquimaux (Cf. I.N. 4, p. 113). Des résolutions indiennes et esquimaudes.

Le Gouverneur EGAN a écrit au début de l'année aux chefs de 22 villages pour leur faire part que l'Etat examinait de nouveau son programme d'appropriation dans un sens favorable aux aborigènes.

54 villages ont adressé une protestation à l'Administration du Fairbanks land Office. Selon le "TUNDRA TIMES" (1/IV/63), les réclamations des villages sont :

1°) Le 17 mai 1884, le Congrès a enregistré une loi déclarant que les droits territoriaux aborigènes devaient être réservés jusqu'à ce que ces Terres soient cartographiées. Le Congrès, dans l'avenir, devait remettre un titre de propriétaire aux intéressés.

2°) Les Aborigènes n'ont jamais abandonné leurs droits sur les Terres.

3°) La cartographie indiquée n'a pas été faite non plus qu'aucune démarche en faveur des titres de propriété indiqués, sinon l'Acte du 1er mars 1936.

M. BRANDON, auteur de "The American Heritage Book of Indian" a écrit au Président : "L'Acte institutionnel de 1958 a réaffirmé des droits toujours indéterminés. Mais le même Acte a assuré au nouvel Etat de l'Alaska la possibilité de choisir, dans les 25 années à venir, de vastes secteurs de l'Alaska au titre de "Terres Publiques"... De tels actes sont techniquement légaux mais moralement discutables. La dépossession semble peu croyable de nos jours". (TUNDRA TIMES, 4/I/63).

Dans le même esprit, un chef indien du village de Minto, M. Richard FRANK, a fait récemment une déclaration réfletant un étant d'esprit peu connu. A Fairbanks, devant un groupe de biologistes et de chasseurs, il protestait contre le projet d'une route destinée à faciliter la transformation de la région de Minto en un "Centre d'Eté et de Détente" ("Summertime Outdoor Recreation Area") et dont il n'avait été que tardivement avisé. Cette route nous ruinera a déclaré en substance le jeune Chef. Elle nous conduira droit au régime d'assistance (Welfare) et de misère. La Terre dont nous disposons (800 milles carrés) et sur laquelle nous avons des droits nous fait entièrement vivre de la chasse et ne peut supporter un surcroît si considérable de chasseurs. Au reste, a-t-il ajouté, nous n'avons jamais été consultés... Nous souhaiterions que le Centre de Détente pour sportifs fût placé en un autre secteur de l'Alaska". (TUNDRA TIMES 18/II/63).

Rappelons qu'en 1961 (année fiscale), il a été enregistré le total très élevé de 31.618 chasseurs. Permis et vignettes ont intéressé 41.236 résidents et 3.020 non-résidents. Le pourcentage de chasseurs est un des plus élevés des Etats-Unis.

Nouvelles diverses.

Les radiations atomiques, Les dangers pour les chasseurs de caribous. Le projet CHARIOT ne serait pas abandonné.

Selon une récente communication du Dr. HEIDERSDORF, du Dr VIERICK, du Dr. IRVING, et du Dr. PRINT, les dangers de radiations, par l'intermédiaire de la viande de caribou (I.N.4, p. 115), bien que non menaçants à terme proche, doivent faire l'objet d'investigations attentives.

Si l'on en croit des informations diverses, il ne semble pas que le projet de A.E.C. (ATOMIC ENERGY COMMISSION) de faire éclater une bombe atomique au Cap Thomson afin d'y établir un port et d'étudier de la sorte les

applications industrielles de la recherche atomique, et qui avait soulevé les protestations que l'on sait - le Cap Thomson est un de leurs meilleurs terrains de chasse et les conséquences à long terme de "l' Atomisation" d'une région ne peuvent être déterminées encore -, n'est pas abandonné.

A.E.C. envisagerait des études biologiques dans un secteur réservé près du Cap et s'étendant sur 96.000 acres.

L'analphébétisme est en forte régression : 3% seulement d'adultes en 1960 contre 20,5% en 1930.

A la suite d'un effort soutenu et coûteux, - l'Administration dépense sur le plan scolaire, par tête d'habitant, plus que tout autre Etat : $ 135,02 - on a réussi, en Alaska à conduire à bien le vigoureux programme d'Educatio

Dans la tranche d'âge au-dessus de 14 ans, 3% en 1960, - 5.000 environ - est illettrée, contre 5% à Hawaï, 5,5% en South Carolina, 6,3% dans la Louisiane. La moyenne des Etats Unis est de 2,4%.

TABLEAU XXVI- Pourcentage comparé d'illétrés dans l'Alaska

1950	:	6,3%
1930	:	20,5%
1900	:	40,6%

Programme militaire réduit : Protestation du Sénateur GRUENING : L'Alaska doit être défendu sur place.

Le programme de constructions militaires pour l'année 1963 a été accepté par le Congrès. Considérablement réduit, il ne représente plus que $ 23.397.000 qui se décomposent de la sorte :

TABLEAU XXVII- Ventilation des dépenses militaires (constructions)

	$
Aviation	15.125.000
Marine	4.765.000
Armée	3.507.000

Le Sénateur GRUENING a protesté vigoureusement au Séna des Etats-Unis contre certaines vues qui prévalent parmi l Autorités Militaires et qu'il juge erronées. "L'Alaska est la seule place logique pour des missiles... Penser que l'Alaska sera défendue à partir des 48 autres Etats plus méridionaux est une vue contraire à la réalité".

P A C I F I Q U E N O R D

Mer de Behring et Mer d'Okhotsk

CE VASTE SECTEUR EST CARACTERISE D'UNE PART, PAR L'IMPORTANCE CROISSANTE DE LA SIBERIE ORIENTALE, AU DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL ET PORTUAIRE DE LAQUELLE POURRAIENT S'INTERESSER PLUS CONCRETEMENT, EN COOPERATION AVEC MOSCOU, CHINE ET JAPON, D'AUTRE PART, PAR DES PARTAGES DES ZONES DE PÊCHERIE TOUJOURS PLUS DELICATS ENTRE LES TROIS GRANDES PUISSANCES RIVERAINES : U.R.S.S., ETATS UNIS, JAPON.

1. - Pacifique Nord-Ouest

Coopération industrielle projetée en Sibérie orientale

En juillet doit se rendre à Moscou une mission japonaise composée de 10 membres. Elle se rendra compte de la mesure dans laquelle il lui est possible d'élargir le mouvement des affaires entre les deux pays ($ 120 millions : exportations japonaises, $ 105 millions aux importations pour le Japon), et de participer au développement en cours de la Sibérie : les secteurs représentés sont la Banque, le matériel électrique lourd, les constructions navales, les fibres chimiques et le matériel d'équipement.

Pour le Japon, il s'agirait, en fait, de participer à un grand projet de développement en 7 ans de la Sibérie. Cette offre, qui repose sur le principe du besoin de l'URSS, en Sibérie notamment, d'équipements industriels et de produits finis, et, en conséquence, de matières premières japonaises, telles que le charbon, le pétrôle et les bois de charpente, s'assortirait des conditions suivantes :

1) L'Union soviétique achètera de l'équipement au Japon, dans la mesure où celui-ci lui achètera, à partir de 1964, 3 à 4 millions de t. de minerai de fer des mines sibériennes de Karymskaya et Kimkamaskaya.

2) Elle acquèrera un matériel de biens d'équipement et des installations portuaires si le Japon lui achète annuellement 1 million de t. du charbon du Donetz.

3) Elle serait preneur de 600.000 t. de tuyaux pour l'oléoduc Irkoutsk-Ivakhoska, branche du grand oléoduc en cours d'achèvement qui va de Twimazy à Irkoutsk, au cas où le Japon s'engagerait à importer annuellement, à partir de 1965, 10 à 20 millions de t. de pétrôle et sans doute également de l'huile brute.

L'ensemble de ces questions pose des problèmes de paiement différé.

8 août 1962 - La plus importante mission économique envoyée à l'étranger par le Japon depuis la fin de la seconde guerre mondiale a quitté le Japon pour Moscou. Elle est composée de 18 hommes : Banque d'Affaires, Industrie lourde, Chantier Naval, Textiles artificiels. Elle est dirigée par M. YOSKINA KAWAI, Président de la Compagnie KOMATSU.

27 août 1962 - M. KAWAI, de retour à Tokyo, s'est déclaré "convaincu que l'URSS représenterait, à l'avenir, un excellent débouché", pour les biens d'équipement et de consommation japonais.

La délégation japonaise, en renouvelant sa proposition de contribuer au développement de la Sibérie, aurait proposé la construction d'un combinat à Nakhodka.

Le Président de la Cie HITACHI aurait déclaré avoir obtenu un accord sur sa proposition de mettre les chantiers navals japonais de la mer du Japon à la disposition des navires soviétiques.

2.-Pacifique Nord-Ouest : Accords sur les pêcheries.

On sait que le volume des pêches est fixé dans ce secteur par un accord nippo-soviétique conclu en 1956.

En mai dernier, le Ministre de l'Agriculture et des Forêts du Japon s'est rendu à Moscou pour tenter de négocier un nouvel accord du point de vue de la pêche au saumon.

a) Mer d'Okhotsk : pêche au saumon.

Au nord du 45° parallèle, en mer d'Okhotsk, des zones contrôlées sont dévolues à la pêche japonaise. Dans le secteur désigné du nom de zone A, qui n'est pas élargi, les prix sont fixés

d'un commun accord. Le tableau suivant indique que le montant autorisé des prises est en constante régression. En 1962, "année de bonnes prises", le total autorisé n'était que de 55.000 t.

Zone du traité

1957	121.000 t.	1960	66.500 t.
1958	110.000 t.	1961	64.900 t.
1959	85.000 t.	1962	55.000 t.

La zone sud, dite zone B est de restrictions volontaires.

Pêche au saumon dans le Pacifique Nord par le Japon et l'U.R.S.S. de 1956 à 1961 (1000 tonnes)

	Secteur du traité	Japon. Secteur hors du traité (1)	Total	U.R.S.S.	Total Général
1961	64,9	80,7	145,6	79,7	225,3
1960	66,6	80,2	146,8	69,5	216,3
1959	85,1	94	179,1	94,1	273,2
1958	110,1	86,4	196,5	73	264,5
1957	121,1	60,4	181,5	150	331,5
1956	100,9	49,4	150,3	165,7	316

(1) Secteur au sud du 45 latitude Nord, à l'est de Hokkaïdo.

b) Côte du Kamchatka : pêche au crabe

Il est convenu qu'un grand total de 315.000 caisses serait pêché sur la côte Ouest du Kamchatka (1961 : 324.000 caisses). Les parts respectives de l'URSS et du Japon sont de 60 et 40%. La flotte de pêche japonaise qui relève de 4 Compagnies est stationnée dans le port de Hakodatu.

3. - Pacifique Nord-est

La pêche connait, dans le monde, depuis 1951 un mouvement d'expansion très considérable. Le tableau de la page suivante résume les données.

Second producteur jusqu'en 1957, les Etats Unis ont rétrogradé à la cinquième place en 1960. Japon et URSS, dont les navires sont particulièrement actifs dans le nord du Pacifique, occupent respectivement les première et quatrième places

Quantités pêchées de poissons, crustacés, mollusques, etc... (poids vif) en 1951-60

		Millions de livres
1951		
	Japon	8.100
	Etats-Unis	5.200
	URSS	4.400
	Norvège	4.000
	Chine (Continent)	2.900
1952		
	Japon	9.937
	Etats-Unis	5.270
	URSS	4.162
	Norvège	4.002
	Chine (Continent)	3.748
1953		
	Japon	9.875
	Etats-Unis	5.374
	URSS	4.372
	Chine (Continent)	4.167
	Norvège	3.433
1954		
	Japon	9.803
	Etats-Unis	5.967
	Chine (Continent)	5.057
	URSS	4.978
	Norvège	4.560
1955		
	Japon	10.831
	Etats-Unis	6.152
	Chine (Continent)	5.551
	URSS	5.512
	Norvège	3.998
1956		
	Japon	10.500
	Etats-Unis	6.590
	Chine (Continent)	5.820
	URSS	5.776
	Norvège	4.853
1957		
	Japon	11.903
	Chine (Continent)	6.878
	Etats-Unis	6.084
	URSS	5.578
	Norvège	3.869
1958		
	Japon	12.136
	Chine (Continent)	8.951
	Etats-Unis	5.972
	URSS	5.776
	Norvège	3.172

1959		
	Japon	12.973
	Chine (Continent)	11.067
	Etats-Unis	6.373
	URSS	6.085
	Pérou	4.745
1960		
	Japon	13.652
	Chine (Continent)	11.067
	Pérou	7.785
	URSS	6.724
	Etats-Unis	6.216

Pourcentages d'augmentation des principaux pays producteurs de 1951 à 1960

	1951	1960	% d'augmentation 1951:1960
Chine (Continent)	2.900	11.067	281,6
Japon	8.100	13.652	68,5
URSS	4.400	6.724	52,8
Etats-Unis	5.200	6.216	19,3

L'URSS qui de 1951 à 1960, a vu porter sa production de 4.400 à 6.724 millions de livres, doit augmenter considérablement sa production d'ici 1965, selon les plans.

Le Japon, dont la production a crû de 8.100 à 13.652 millions de livres de 1951 à 1960, fait également un effort considérable pour augmenter sa production.

Japon et URSS, qui ont fait un effort de recherche remarquable, disposent des moyens les plus modernes.

Cette activité de pêche dont le champ d'action devient mondial pour les deux nations, est désormais très notamment centrée sur le Pacifique Nord aux eaux très poissonneuses. Au nord des Iles Aléoutiennes, dans la mer de Béring orientale, les chalutiers japonais et soviétiques ont entrepris de vastes opérations en 1961. Concurremment, la Chine continentale, dont les moyens et techniques de pêche se sont très notablement améliorés, depuis 1951, est de plus en plus active dans ces eaux.

A - Le Japon

Le Ministère japonais de l'Agriculture et des Forêts vient d'annoncer son intention de demander, lors de la session plénière de novembre l'abolition des principes de restrictions

volontaires et l'adoption du principe de la liberté de pêche en haute mer. Cette mesure intéresse directement l'Alaska dont elle menace les intérêts.

Selon l'accord saumonnier tripartite de 1951, entre les Etats-Unis, le Canada et le Japon, il est convenu que le Japon s'interdit de pêcher à l'est du 1,75° de longitude. En 1960, les Etats-Unis n'ont pu obtenir que le Japon reporte cette ligne 1° à l'ouest. Un accord est nécessaire, le saumon rouge de la baie de Bristol, selon le mot spirituel de E.W. ALLEN, Président de l'INTERNATIONAL NORD PACIFIC FISHERIES COMMISSION "n'ayant pas la sagacité de se cantonner dans leur secteur, sur la côte ouest alaskienne".

Le chalutage intensif-par les 25 unités japonaises et les Russes- de la Hauter Mer de Béring, menace non seulement le stock de saumon, mais tout stock poissonnier. E.W. ALLEN rapporte dans le "Congressional Record" du 12/6/62 que "la situation présente des pêcheries dans le Pacifique Nord est l'une des situations offrant matière à des confusions d'une précarité croissante".

Un chalutage trop intensif, qu'aucune Convention Internationale, pour l'heure, ne limite, peut se traduire par l'effondrement des économies côtières du nord-ouest du Pacifique, c'est-à-dire des Etats d'Alaska et de Washington et, au Canada, de la Colombie Britannique.

a) Pêche au crabe

THE JAPANESE FISHERIES AGENCY a fait savoir son programme de pêche pour 1962 : : Printemps-été 1962 : 130.000 caisses de crabes royaux. Automne 1962 : 750 tonnes métriques de viande de crabes royaux gelés.

b) Crevettes

4 unités japonaises ont été autorisées à pêcher la crevette de fond. Les quantités pour lesquelles ils ont reçu licence de pêche ont été fixées à 17.564 tonnes au total. Les navires-usines mettent la crevette en conserves ordinaires (au naturel), ou bien la congèlent.

II - L'Alaska

Une communauté d'intérêts dûe à une exploitation commune des riches fonds marins de la côte Pacifique des Etats de Washington, Oregon, Californie et d'Alaska, lient ces deux pays entre eux.

Un projet de loi a été introduit pour rendre possible l'admission de l'Alaska dans "THE PACIFIC MARINE FISHERIES COMMISSION" et lui permettre de mieux défendre ses intérêts côtiers vitaux que menacent, on l'a vu, la pêche en haute mer pratiquée intensivement par Japonais et Russes.

C - Le Canada

La pêche au saumon représente un des principaux postes de pêche en Colombie Britannique (1961 : $ 26 millions sur un total de $ 36,5 millions : flétans et harengs). Il apparait qu'en 1962, la saison doit être pauvre, le saumon étant particulièrement rare sur la rivière de Fraser.

Afin de protéger ses côtes de la menace de dépletion que fait courir l'augmentation croissante de chalutiers étrangers, fin janvier, le Conseil des Pêches du Canada a émis le voeu d'un report de la limite autorisée à 12 miles, des mesures de sauvegarde pouvant être envisagées jusqu'à 6 miles en faveur des pays pêchant depuis plus de cinq ans au dedans de la nouvelle zone.

WESTERN CANADA WHALING Co. reprend une activité baleinière qui avait cessé au large de la Colombie Britannique en 1959, après 10 années d'opération, en raison de la mévente de la viande et de l'huile de baleine. L'objectif, pour la saison de 6 mois s'achevant à la mi-septembre est d'environ 800 baleines.

On rappelle qu'en 1959-1960, il a été chassé dans le monde entier 63.204 baleines, pour 2.873.145 barils d'huile.

S O U R C E S

Outre les correspondants particuliers d'I TER-NORD, les journaux et périodiques suivants ont été consultés.

FINLANDE

- Finnish Features, Ministry for Foreign Affairs (Helsinki) 1962. N° 23,25,37,45,57,60,63,66,67,71,74,75,79,91,92.
- Kansallis-Osake-Pankki, Economic Review (Helsinki), 1962 N° 3.
- Ministry of Finance, Economic Survey 1962 (Helsinki)
- Taloudelliset Tapahtumat, (Helsinki) 1962, IV,VI,VII,VII.
- Pohjolan Sanomat, 7,22,26,29,30 V ; 2,6,9,13,19,28 VI ; 13,21,26,27,28,29, VII ; 2,5,8,18,21 VIII ; 1,13,27, 30 X 1962.
- Uusi Suomi, 8,23,30 VI ; 1,2,24 VII ; 1,2,3,5,11,21,23, 25,27,28 VIII ; 1,2,5,8,12,13,22 IX 1962.
- Finnish Paper a Timber (Helsinki), 1962, n° 6,7.
- Financial Times (London), 8,11,16,29,31 V ; 7,26, VI ; 10,11,18,30 VII ; 9,16,21,23,28, VIII ; 1,5,8,21 IX ; 2,23,25,31 X ; 8,9,XI 1962.
- The Economist (London), 15 IX ; 20 X 1962.
- Die Welt (Hamburg), 3,9 IV ; 7,8,14,26 V 1962.

NORVEGE

- Statistik Årbok for Norge, 1960. Statistik Sentralbyra, Oslo 1960.
- Echos de Norvège, (Paris) I-XII 1962.
- Press Bulletin (Oslo) I-XII 1962.
- Lofotposten, 4,11 I ; 1,2,5,17,24 II ; 9,23 III ; 7,10, 14 IV ; 3,25 V ; 2,9,19,20,22,23,29,30 VI ; 2,5,7,12,18, 21,26,27 VII ; 1,6,13,20,24,29 VIII ; 3,11,12,19,25,26 IX ; 3,6,13,17,18 X 1962.
- Financial Times (London) 13 IV ; 3,9,16,18,23,25 V ; 1, 15,20,21,27 VI ; 3,26 VII ; 22,28 VIII ; 6,11,13,25 IX ; 3,4,10,19,20,22 X ; 6,7,14,16 XI 1962.
- Die Welt (Hamburg) 5 IV ; 7,9,20,28 V ; 3,9,27,30 VI ; 1962.
- The Economist (Londres) 21 IV, 27 X 1962.
- Le Monde (Paris) 17 XI 1962
- Le Marin (Rennes) 29 VI ; 6,15 VII ; 3 VII ; 7,21 IX ; 12 X ; 14 XI 1962.

SUEDE

- Statistisk Årsbok för Sverige, 1962
- Images économiques du Monde, Paris 1962 (BEAUJEU-GARNIER-GABLIN).

- Tableau de l'Economie Française, I.N.S.E.E. Paris 1960.
- Statistisk Tidskrift, N°9, 1962.
- Kommersiella Meddelanden, N° 5,6,7,8,9, 1962.
- Konjunktur Läget, XII 1962.
- Index (publié par Svenska Handelsbanken), 1962.
- Kvartalsskrift (publié par Skandinaviska Banken) 1962.
- Ekonomiska Utsikter (Publié par Landsorganisationen) 1962.
- Svensk Export , N° 15 ärg 68.
- Financial Times (Londres) 27 VII ; 2 VIII ; 3 X 1962
- The Economist (Londres) 4 VIII 1962.

Die Welt (Hamburg) 28 V 1962.

- Dagens Nyheter, 15,27 VI ; 3,4,19 VII ; 14,15 VIII ; 8,11 XI 1962.
- Stockholms-Tidningen, 18,27 VII ; 14 VIII ; 12,30 IX ; 13 X 1962.
- Svenska Dagbladet (Stockholm), 29 VII ; 18 VIII ; 1 X ; 9 XI 1962.
- Göteborgs Handels (Göteborg), 18 VII ; 29 VIII 1962.

SUEDE SEPTENTRIONALE

- Dagens Nyheter, 2 II ; 5,15,24,25 III ; 8 VIII ; 24 XI ; 3 XII 1962.
- Göteborgs-Handels-och-Sjöfarts-Tidning, 16 XI 1961 ; 17 II; 13,15 VI ; 23 XI 1962.
- Norrbottens-Kuriren (Luleä), 23 V ; 16 VII ; 22 IX ; 30 X ; 14 XI ; 15,21 XI 1962.
- Norrländska Socialdemokraten, 24 III ; 19,28,30 V ; 18 VI ; 26,27 VII ; 31 VIII ; 13,20,29 IX ; 20,23,24 X ; 19,28 XI ; 12 XII 1962.
- Norrskens Flamman (Luleä), 28 IX 1962.
- Stockholms-Tidningen, 31 I ; 5 IV ; 1 VI ; 13 IX ; 9,10 X ; 23 XI 1962.
- Svenska Dagbladet (Stockholm), 7 VII ; 7 IX ; 12 X 1962.
- Uppsala Nya Tidning, 19 XI 1962.

ISLANDE

- Service de Presse, Bulletin publié par l'Ambassade américaine à Reykjavik et transmis par l'Ambassade d'Islande à Paris.
- Thjodhviljinn (Reykjavik)
- Morgunbladid (Reykjavik)
- Timinn (Reykjavik)
- Althydhubladid (Reykjavik)
- Visir (Reykjavik)
- Statistical Bulletin (Reykjavik) juil.1962/fév.1963.

- Fjarmalatidhindi (Reykjavik) English notes and summaries 1962, n° 1,2.
- International Commerce. A U.S. Department of Commerce Publication. 22 X 1962.
- Etudes Economiques de l'O.C.D.E. : Islande. 1963.
- Moniteur Officiel du Commerce et de l'Industrie, VII ; 13 VIII, 12 XII, 1962.

GROENLAND

Borsen (Copenhague), 30 IX, 22 X ; 22,25 XI ; 31 XII 1962 27 I; 18,20 III 1963.
Berlingske Tidende (Copenhague), 18,25 IX ; 7,9,12,19 X ; 5,23,26 XI ; 4,11 XII 1962 ; 14,15 II ; 7,19,22 III ; 11 IV ; 2 V 1963.
- Le Marin (Rennes), 28 XII 1962.
- Gronlandsposten (Godthaab) 24 V ; 6 VII ; IX ; 8 XI 1962 ; 22 III 1963.
- Die Welt (Hamburg) 20,30 I ; 6 III 1963.
- Financial Times (Londres) 23 II 1963.
- Befolkningssituationen, Vestgronland. Kobenhavn 1963, 129 p.
- Uddannelsessituationen i Vestgronland III. Kobenhavn 1963. 96 p.
- Hunting Statistics based on the Greenlander's lists of game killed in Greenland. 1/IV 1960 to 31 I 1961. Kobenhavn 1963.

CANADA

- Débats de la Chambre de Commerce (Ottawa), 1962, Vol 106, n° 59.
- Revue Statistique du Canada, vol. XXXVII, n°7.
- Banque de Montréal, Revue des Affaires, 27 VII ; 31 VIII ; 26 IX; 26 X ; 23 XI ; 21 XII 1962 ; 25 I, 22 II ; 22 III 1963.
- Scotia Bank, Special News Release (Toronto), 23 XI 1962 ; 22 III ; 20 IV ; 27 V 1963.
- Bulletin Economique Canadien, 21 XI 1962
- Bulletin Hebdomadaire Canadien, Ministère des Affaires Extérieures (Ottawa), 1 VII 1962 ; 1 I 1963. Vol. XVII n° 18 à 51.
- Banque de Commerce Canadienne Impériale (Toronto), Lettre Commerciale, VII ; XII 1962.
- Dept. of Trade and Commerce, Ottawa, 1962. Private and Public Investment in Canada, Mid-Year Review.
- Chambre de Commerce française au Canada, Montréal 1963 ; VI 1962 ; I, II, III, IV, 1963.
- The Financial Post (Toronto), 14 VII ; 11 VIII ; 13,20, 27 X ; 3 XI ; 1 XII 1962 ; 1 III ; 14,26 IV 1963.

- The Economist (Londres), 19 V ; 14 VIII ; 24 XI 1962 ; 19 I ; 20 IV 1963.
- The New-York Times, (New York), 3 XI 1962.
- Northern Miner (Toronto) 29 XI 1962.
- Information Division, Dept. of External Affairs, Ottawa, n° 100
- Nuna (Cambridge Baie) Spring 1963.
- Fort Williams Daily Times, 25 VIII 1962.
- Bay News, V 1962.
- Le Devoir (Montréal), 13 X 1962.
- North, VII/XII 1962.

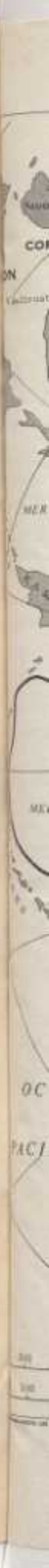
ALASKA

- Alaska, frontier for Industry 15 p. Seattle 1959. Pacific Northwest Industries.
- Alaska, its Economy and Market Potential. Washington U.S. Dept of Commerce. 1959. 61P;
- Weekly Newsletter (Senat. GRUENING) Washington VII/XII 1962
- Report from Washington (Senat. BARTLETT) Washington VII/XII 1962
- Congressional Record, Washington 1963.
- Tundra Times, 21 I 1962 ; 4 I ; 4,18 II 1963.
- Quaterly Report on Alaska. Food Prices. Sept. 1962. Palmer 1962. 2 p.
- Commercial Fisheries Review
- Alaska. Census 1960.
- Annual Statistics.
- Adress by Governor W.A. EGEN to the Joint Session of the third State legislation recommending Appropriation for fiscal year 1961. Washington 5 II 1963.
- U.S. Census of the Population. Washington 1960.
- U.S. Census of Agriculture. Washington 1959.
- Statistical Abstract of the United States. Washington 1961
- Alaska Division of Agriculture. Palmer. Annual Report 1962.

PACIFIQUE NORD

- Financial Times (Londres) 4 I ; 15 VI ; 10 VII 1962.
- Commercial Fisheries Review, 24 VI n°8, n° 10.
- Le Marin (Rennes), 15 II, 19 X 1962.
- Congressional Record, 11,12 VI ; 24 V 1962.
- Financial Post, 21 IV ; 17 V 1962.
- Informations Bulletin (Ministry of Foreign Affairs) Tokyo,1961.

INTER-NORD reproduit objectivement les opinions et informations les plus variées de la Presse de Documentation étrangères. Ces textes, publiés avec mention de la source, ne sauraient engager la responsabilité du Bulletin.



UNION DES REPUBLIQUES SOCIALISTES SOVIETIQUES
MONGOLIE EXTÉRIEURE
IRAN
COREES
FINLANDE
SUEDE
NORVEGE
POLOGNE
R.D.A.
R.F.A.
DANEMARK
ISLANDE
GROENLAND
SPITZBERG
ETATS UNIS
CANADA
OCÉAN ATLANTIQUE
OCÉAN PACIFIQUE
MER DE BERING
MER DE BEAUFORT
MER DE BARENTZ
MER DE KARA
MER DE LAPTEV
MER D'OKHOTSK
MER DU NORD
MER CASPIENNE
MER NOIRE
frontières d'Etat
capitales d'Etat
autres villes importantes
chemins de fer
limite de la région arctique
limite de la toundra
limites du "permafrost":
continu
discontinu
glaciers continentaux
"pack" permanent en mer

ÉCOLE PRATIQUE DES HAUTES ÉTUDES — SORBONNE

SIXIÈME SECTION : SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

PUBLICATIONS DU CENTRE D'ÉTUDES ARCTIQUES

BIBLIOTHÈQUE ARCTIQUE ET ANTARCTIQUE

Éditions MOUTON & Co. Paris-La Haye

45, rue de Lille - PARIS (VIIe)

I The Lapps to-day : Conférences, Stockholm 1958, Inari 1959. *paru*

II Le Nouveau Québec : Biogéographie et glaces de mer ; Préhistoire et Anthropologie. *sous presse*

III M. G. Levin et A. P. Potapov (sous la direction de) : Les peuples de Sibérie. *à paraître*

Jean Malaurie : Terre de Washington, Côte Sud, Terre d'Inglefield, Groenland N.W. 2 cartes au 1/200 000, en 4 couleurs, topographie, géomorphologie, hydrographie des glaces, carte des neiges. *paru*

★

INTER-NORD

Bulletin triannuel d'études géo-économiques et culturelles pour les régions septentrionales

Agent de diffusion : S.E.V.P.E.N.
(Ministère de l'Éducation Nationale)
13, rue du Four - *PARIS* (VIe)

★

CONTRIBUTIONS

1 Jacques Rousseau : La Zonation latitudinale dans la Péninsule Québec-Labrador.

2 Arnljot Strømme Svendsen, La route maritime du Nord : son importance pour le transport maritime et la navigation internationale.

Agent de diffusion : S.E.V.P.E.N.
(Ministère de l'Éducation Nationale)
13, rue du Four - *PARIS* (VIe)

★

Le Gérant : L. VELAY

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE DE FRANCE
3 7502 042534820